Dossier cas par cas – Notice explicative

Projet de reconstruction d'un magasin Aldi sur la commune de Fouquières-lès-Lens (62)



Janvier 2026

SOCOTEC | URBYCOM

Table des matières

1 PREAMBULE 7

2 OBJET DU DOCUMENT 8

3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT 9

3.1 Localisation générale 9

3.2 Localisation du projet 10

3.3 Description du projet 12

3.3.1 Généralités 12

3.3.2 Démolition 12

3.3.3 Justification du projet 14

3.3.3.1 Urbanisme 14

3.3.3.2 Réaménagement du site et désartificialisation des sols 17

3.3.3.3 Parti architectural - Accessibilité et Flux de circulation 18

3.3.3.4 Implantations et matériaux 19

3.3.3.5 Dimensions du bâtiment 20

3.3.3.6 Panneaux solaires photovoltaïques 20

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE 28

4.1 Milieu physique 28

4.1.1 Topographie 28

4.1.2 Géologie 30

4.1.3 Pédologie 32

4.1.4 Etude géotechnique 33

4.1.5 Le climat 34

4.1.5.1 Politique pour le climat, l'air et l'énergie 34

4.1.5.2 Tendances climatiques 37

4.1.5.3 Changement climatique 37

4.1.6 Ressource en eau 41

4.1.6.1 Eaux souterraines 41

4.1.6.2 Eaux superficielles 47

4.1.6.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides 51

4.1.7 Qualité de l'air 53

4.1.7.1 Outils réglementaires 54

4.1.7.2 Seuils d'exposition 57

4.1.7.3 Polluants atmosphériques 58

4.1.7.4 Station de mesure 59

4.1.8 Risques naturels 61

4.1.8.1 Arrêtés de catastrophes naturelles 61

4.1.8.2 Inondations 61

4.1.8.3 Risque d'inondation par remontée de nappe 65

4.1.8.4 Retrait et gonflement des argiles 65

4.1.8.5 Mouvement de terrain 67

4.1.8.6 Cavités souterraines 67

4.1.8.7 Radon 69

4.1.8.8 Risques sismiques 69

4.1.8.9 Risques miniers 70

4.2 Milieu naturel 75

4.2.1 Zonages écologiques 75

4.2.1.1 ZNIEFF 75

4.2.1.2 Zones NATURA 2000 76

4.2.1.3 Réserves Naturelles Régionales 77

4.2.1.4 Réserves Naturelles Nationales 77

4.2.1.5 Réserves biologiques 78

4.2.1.6 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) 78

4.2.1.7 Arrêtés de Protection de Biotope 78

4.2.1.8 Site RAMSAR 78

4.2.1.9 ZICO 78

4.2.1.10 Sites d'Importance Communautaire 79

4.2.1.11 Schéma Régional de Cohérence Ecologique 79

4.2.1.12 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires 80

4.2.2 Occupations des sols 81

4.2.3 Biodiversité sur la commune 82

4.3 Milieu humain 83

4.3.1 Évolution démographique 83

4.3.1.1 Variation de population 83

4.3.1.2 La structure par âge 84

4.3.1.3 Naissances et décès 84

4.3.1.4 Ménages 84

4.3.2 Logements 85

4.3.3 Analyse socio-économique 86

4.3.3.1 La population active 86
4.3.3.2 Déplacement domicile-travail 87
4.3.4 Les équipements et services 87
4.3.5 Gestion des déchets 89
4.3.6 Santé, risques et pollutions 89
4.3.6.1 Plan de Prévention des Risques Technologiques 89
4.3.6.2 Installations classées pour la Protection de l'Environnement 90
4.3.6.3 Établissements polluants 91
4.3.6.4 SEVESO 91
4.3.6.5 Installations nucléaires 91
4.3.6.6 Sites et sols pollués 91
4.3.6.7 Canalisations de matières dangereuses 94
4.3.6.8 Transport de matières dangereuses 94
4.3.6.9 Risques dus aux vestiges de la Guerre 94
4.3.7 Bruit 96
4.3.8 Servitudes 98
4.3.9 Assainissement et gestion des eaux pluviales 99
4.3.10 Transport et déplacement 99
4.3.10.1 Accessibilité et positionnement 99
4.3.10.2 Trafic routier 99
4.3.10.3 Transport en commun 102
4.3.10.4 Déplacements doux et modes actifs 104
4.4 Patrimoine et paysage 107
4.4.1 Généralité sur le paysage 107
4.4.1.1 Unité paysagère 107
4.4.1.2 Les entités paysagères 108
4.4.2 Paysage autour du site 109
4.4.3 Patrimoine 111
4.4.3.1 Monuments historiques 111
4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés 111
4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO 112
4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables 115
5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES 116
5.1 SCOT 116
5.2 Plan Local d'Urbanisme 116
5.3 SDAGE Artois-Picardie 117
5.4 SAGE Marque Deûle 117
6 IMPACTS ET MESURES 125

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires 7
Tableau 2 : Détails des surfaces d'emprise du projet 12
Tableau 3 : Détails des surfaces d'emprise du projet 19
Tableau 4 : Actions du PPA 35
Tableau 5 : Liste des nappes d'eau souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 41
Tableau 6 : Synthèse de l'objectif de qualité de la masse d'eau souterraine 42
Tableau 7 : Objectif d'état chimique et écologique de la masse d'eau superficielle 50
Tableau 8 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune 61
Tableau 9 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée 76
Tableau 10 : Zones Natura 2000 dans l'aire d'étude éloignée 15 km 76
Tableau 11 : Liste des ICPE sur la commune 90
Tableau 12 : Liste des sites BASIAS sur la commune 92
Tableau 13 : Tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Artois-Picardie 118
Tableau 14 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures 125

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation communale du projet 10
Carte 2 : Vue aérienne du site d'étude et plan cadastral 11
Carte 3 : Topographie du site d'étude 30
Carte 4 : Pédopaysage du site d'étude 32
Carte 5 : Masses d'eaux souterraines 41
Carte 6 : Périmètres de protection de captages 44
Carte 7 : Localisation des Aires d'Alimentation de Captages 46
Carte 8 : Vulnérabilité de la nappe d'eau souterraine 46
Carte 9 : Masse d'eau de surface continentale 48
Carte 10 : Contexte hydrographique 48
Carte 11 : Voie d'eua au statut de cours d'eau (DDTM62) 49
Carte 12 : La dernière qualité des cours d'eau (AEAP) 49
Carte 13 : Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie 52
Carte 14 : Zones d'Inondation Constatées 64
Carte 15 : Localisation des zones soumises à des risques de remontée de nappes 66
Carte 16 : Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles 66
Carte 17 : Localisation des cavités souterraines 68
Carte 18 : Localisation du risque minier selon les aléas 71
Carte 19 : Carte des aléas liés aux ouvrages des dépôts 72
Carte 20 : Carte des aléas liés aux émissions de gaz de mines 73
Carte 21 : Carte des aléas liés aux Mouvement de Terrain 74
Carte 22 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée (5 km) 76
Carte 23 : Localisation des zones Natura 2000 77
Carte 24 : Schéma Régional de Cohérence Ecologique 80
Carte 25 : SRADDET Hauts de France 81
Carte 26 : Occupation du sol des abords du site – Source : ARCH et BDTOPO 82
Carte 27 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement 90
Carte 28 : Localisation des sites CASIAS sur la commune 93
Carte 29 : Localisation des sites BASOL sur la commune 93
Carte 30 : Localisation des canalisations de transport de matières dangereuses 95
Carte 31 : Localisation des voiries bruyantes 97
Carte 32 : Largeur affectée par le bruit au sein du site d'étude 97
Carte 33 : Localisation des servitudes d'utilité publique 98
Carte 34 : Véloroute du bassin minier 105
Carte 35 : Localisation des sites classés 112
Carte 36 : Patrimoine mondial de l'UNESCO minier 113

Liste des figures

Figure 1 : Localisation de la commune et des communes limitrophes 9
Figure 2 : Photographies du site d'étude depuis l'ancienne résidence Désiré Allard et depuis la rue Malik Oussekine– Source : googlestreetview 2024 et 2024 11
Figure 3 : Photographies aériennes du site – Source : AADE srl 12
Figure 4 : Plan masse des démolition – Source : AADE srl 13
Figure 5 : Extraits du plan de zonage du PLU de Fouquières-lès-Lens – zonage UD – Source : PLU de Fouquières-lès-Lens 14
Figure 6 : Photographie des places de stationnement en enrobé sur le site d'étude – Source : AADE srl 18
Figure 7 : Plan masse du projet – Source : AADE srl 21
Figure 8 : Coupes de profil du magasin – Source : AADE srl 22
Figure 9 : Plan toiture du magasin – Source : AADE srl 23
Figure 10 : Plan du magasin – Source : AADE srl 24
Figure 11 : Façades du magasin – Source : AADE srl 25
Figure 12 : Photomontages du magasin – Source : Vizuel 26
Figure 13 : Photomontages du magasin – Source : Vizuel 27
Figure 14 : Plan topographique – Source : PC 29
Figure 15 : Log géologique du forage BSS000CCMM – Source : BRGM 31
Figure 16 : Log géologique du forage BSS000CCMN – Source : BRGM 31
Figure 17 : Log géologique du forage BSS000CCMP – Source : BRGM 31
Figure 18 : Log géologique du forage BSS000CCMQ – Source : BRGM 31
Figure 19 : Température moyenne nationale et à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 37
Figure 20 : Précipitation moyenne nationale et à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 37
Figure 21 : Température moyenne (°C) par saison selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 38
Figure 22 : Cumul de précipitations par saison (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 38
Figure 23 : Nombre annuel de jours de gel selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 38
Figure 24 : Nombre de jours par saison avec sol sec selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 39

Figure 25 : Cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 39
Figure 26 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 39
Figure 27 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 40
Figure 28 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 40
Figure 29 : Nombre annuel de jours en vague de froid selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France 40
Figure 30 : Masses d'eau souterraine – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027..... 42
Figure 31 : État chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 42
Figure 32 : État quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 42
Figure 33 : Captages prioritaires et zones à enjeu eau potable – Source : SDAGE Artois-Picardie 43
Figure 34 : La ressource en eau potable sur le territoire du SCOT – Source : SCOT LLHC 44
Figure 35 : Objectif d'état écologique des masses d'eau de surface, prévisions 2027 – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 50
Figure 36 : Objectif d'état chimique des masses d'eau de surface – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027..... 50
Figure 37 : Les rejets industriels d'oxydes d'azote en 2012 dans le NPDC 54
Figure 38 : Les rejets industriels de poussières en 2012 dans le NPDC..... 54
Figure 39 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Hauts de France..... 59
Figure 40 : Carte de synthèse des surfaces inondables – Source : TRI de Lens 63
Figure 41 : Risque sismique – Source : Géorisques 70
Figure 42 : Zones des études d'aléas miniers – Source : Services de l'Etat dans le Pas-de-Calais 70
Figure 43 : Localisation des deux émissaires structurants Ø2000..... 71
Figure 44 : Occupation des sols sur la commune – Source : Corine Land Cover 81
Figure 45 : Population en historique depuis 1968 – Source : INSEE 83
Figure 46 : Solde naturel et migratoire – Source : INSEE..... 84
Figure 47 : Population par grandes tranches d'âges – Source : INSEE..... 84
Figure 48 : Naissances et décès domiciliés – Source : INSEE 84
Figure 49 : Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968 – Source : INSEE 85
Figure 50 : Ménages selon leur composition – Source : INSEE..... 85
Figure 51 : Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 – Source : INSEE..... 85
Figure 52 : Catégories et types de logements – Source : INSEE..... 86
Figure 53 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité – Source : INSEE 86
Figure 54 : Taux de chômage (au sens du recensement) entre les catégories d'âge..... 86
Figure 55 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2022 – Source : INSEE 86
Figure 56 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle – Source : INSEE..... 87
Figure 57 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone – Source : INSEE 87
Figure 58 : Moyen de transport pour se rendre au travail en 2022 – Source : INSEE 87
Figure 59 : Hiérarchisation des pôles commerciaux – Source : SCoT LLHC..... 88
Figure 60 : Principaux établissements de santé sur le territoire du SCoT en 2018 – Source : SCOT LLHC 88
Figure 61 : ICPE, SEVESO et PPRT sur le territoire du SCOT – Source : SCOT LLHC 89
Figure 62 : Réseau routier, ferroviaire et fluvial du SCOT – SCOT LLHC..... 99
Figure 63 : Trafic heure de pointe du lundi, mercredi et samedi matin 9h00 – Source : googlemaps..... 100
Figure 64 : Trafic heure de pointe du lundi, mercredi, samedi midi 12h30 – Source : googlemaps 101
Figure 65 : Trafic heure de pointe du lundi, mercredi, samedi soir 17h30 – Source : googlemaps 102
Figure 66 : Plan du réseau TADAO dans le secteur d'étude – Source : www.tadao.fr..... 103
Figure 67 : Ligne 25 et 19 du réseau TADAO – Source : www.tadao.fr..... 103
Figure 68 : Distance à pied depuis l'arrêt de bus « Bilcam » jusqu'au site d'étude – Source : googlemaps..... 104
Figure 69 : Photographie de l'arrêt de bus "Bilcam" – Source : Googlestreetview2022..... 104
Figure 70 : Véloroute du bassin minier – Source : Googlestreetview 2023 105
Figure 71 : Sentiers et pistes cyclables autour du site – Source : Googlemaps 106
Figure 72 : Passage piéton et trottoirs bilatéraux de la rue Malik Oussekine face au site d'étude – Source : Googlestreetview 2022 106
Figure 73 : Trottoirs bilatéraux et passage piéton depuis la rue Malik Oussekine – Source : Googlestreetview2022..... 106
Figure 74 : Unité paysagère des paysages miniers – Source : Atlas des paysages du Nord Pas de Calais..... 107
Figure 75 : Eléments structurants du paysage – Source : Atlas des paysages..... 108
Figure 76 : Entités paysagères – Source : Atlas des paysages du Nord Pas de Calais..... 108
Figure 77 : Les entités paysagères selon SCOT – Source : SCOT LLHC..... 109

Figure 78 : Habitations du Chemin du Marais de Courtaine – Source : Googlestreetview 2022 109
Figure 79 : Rue Malik Oussekine aux abords du site – Source : Googlestreetview 2024 110
Figure 80 : Habitations de la rue d'Izel – Source : Googlestreetview 2022 110
Figure 81 : Habitations de la rue du Quart de 6 Heures– Source : Googlestreetview 2024 111
Figure 82 : Patrimoine architectural sur le territoire du SCOT - Source : SCOT LLHC 114
Figure 83 : Périmètre des SCoT – Source : SCOT du Grand Douaisis 116

1 PREAMBULE

La réalisation de cette étude est à l'initiative de la société IMWO France.

La présente étude vise à présenter les enjeux environnementaux sur la zone d'implantation du projet de reconstruction d'un magasin ALDI situé n°1 Chemin du Marais de Courtaine à Fouquières-lès-Lens dans le département du Pas-de-Calais en région Hauts-de-France.

Le tableau suivant liste les sociétés ayant contribué à la réalisation des études techniques et réglementaires :

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires

MAITRE D'OUVRAGE	IMWO	**IMWO France Aménageur - Lotisseur** 1, Mail Saint-Martin 59400 Cambrai Olivier Debailleul Mail : o.debailleul@orange.fr
DOSSIER CAS PAR CAS	SOCOTEC | URBYCOM	**URBYCOM** Rue de la Calypso 85 Espace Neptune 62110 Hénin-Beaumont Tél : 03 62 07 80 00 Réalisation de l'étude au cas par cas – Chargé d'étude : Elliot Courtois e.courtois@ubycom.fr

2 OBJET DU DOCUMENT

Les articles L 122-1 et R122-1 du Code de l'Environnement portent la réforme de l'étude d'impact et fixent les critères, mais également les seuils permettant de définir les projets soumis à l'étude d'impact et ceux soumis à la procédure « cas par cas ».

Le projet de reconstruction d'un magasin sur la commune de Fouquières-lès-Lens est soumis à la procédure « cas par cas » du fait de l'aménagement de **78 places de stationnement** dont 2 places réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR). Actuellement le site compte 91 places de parking.

Catégories d'aménagements, d'ouvrages et de travaux	Projets soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/CE
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.

Le projet est donc soumis à la rubrique 41.

Le permis de construire pour ce projet a été déposé le 21/10/2025 (PC 062351 25 00007). Il est en cours d'instruction.

3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT

3.1 Localisation générale

Le projet se situe sur la commune de Fouquières-lès-Lens au n°1 Chemin du Marais de Courtaine. La superficie de cette commune est de 4,14 km^2.

La ville est traversée par l'A21. Les communes limitrophes de Fouquières-lès-Lens sont Méricourt, Sallaumines, Noyelles-sous-Lens, Harnes, Courrières, Montigny-en-Gohelle et Billy-Montigny.

Fouquières-lès-Lens appartient à l'arrondissement de Lens et à la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin (CALL) qui regroupe 36 communes et totalise 242 587 habitants en 2021.

La commune de Fouquières-lès-Lens est une ancienne commune du bassin minier. C'est une commune de type grand centre urbain, appartenant à l'unité urbaine de Douai-Lens, avec une population de 6 134 habitants au dernier recensement de 2022, elle a connu un pic de population en 1962 avec 9 304 habitants.

Pour l'exploitation du charbon, la compagnie des mines de Courrières y a ouvert ses fosses numéro 6-14 et 7-19. Depuis 2012, la valeur universelle et historique du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais est reconnue et inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, parmi les 353 sites du bassin minier, deux sites inscrits se trouvent dans la commune.

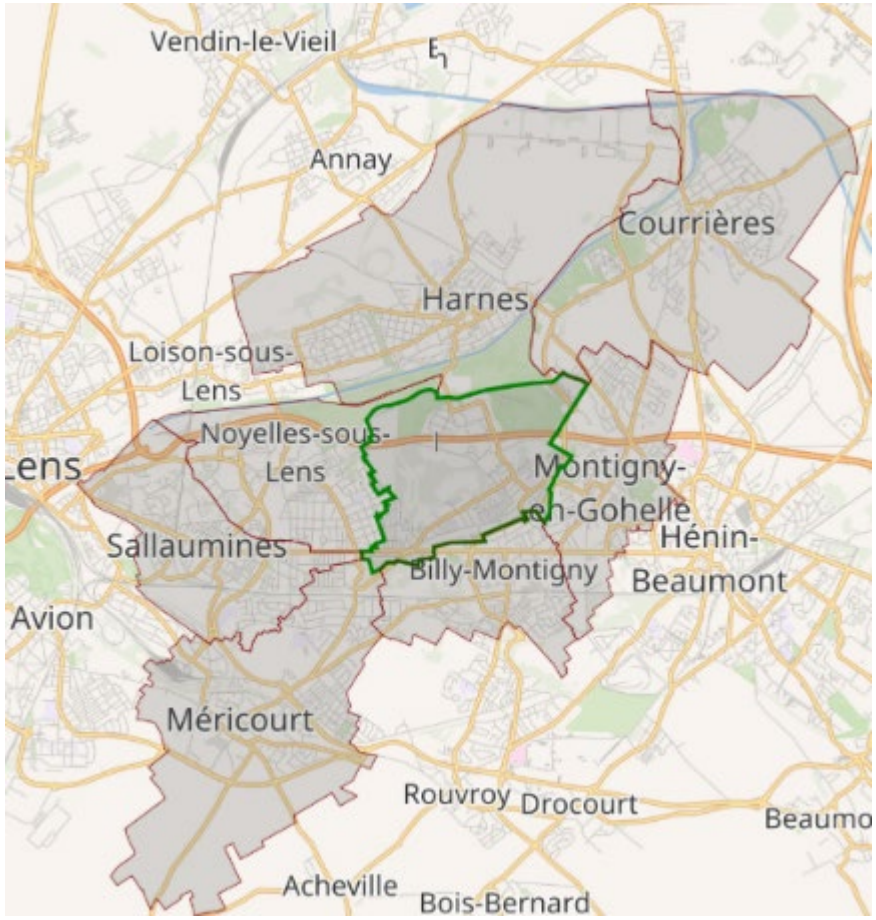


Figure 1 : Localisation de la commune et des communes limitrophes

3.2 Localisation du projet

Le projet de reconstruction d'une surface commerciale sous enseigne Aldi se situe au n°1, chemin du Marais de Courtaine (accessible par la rue Malik Oussekine). Un peu plus au nord se situe la rue du Quart de 6 Heures.

Le projet s'étend sur les parcelles suivantes : **section AE n°452, 456, 587, 686, 687, 694 et section AD n°803 (en partie), 896, 959, 962, 964, 965, 1330 (en partie), 1331 (en partie), 1332 (en partie) et 1333.**

La superficie totale de ces parcelles est d'environ 7 977 m²

L'environnement est caractérisé principalement par des habitations, quelques artisans, vente automobiles et des bureaux. A l'arrière de la zone concernée, s'étend une zone végétale en friche le long du chemin du Marais de Courtaine.

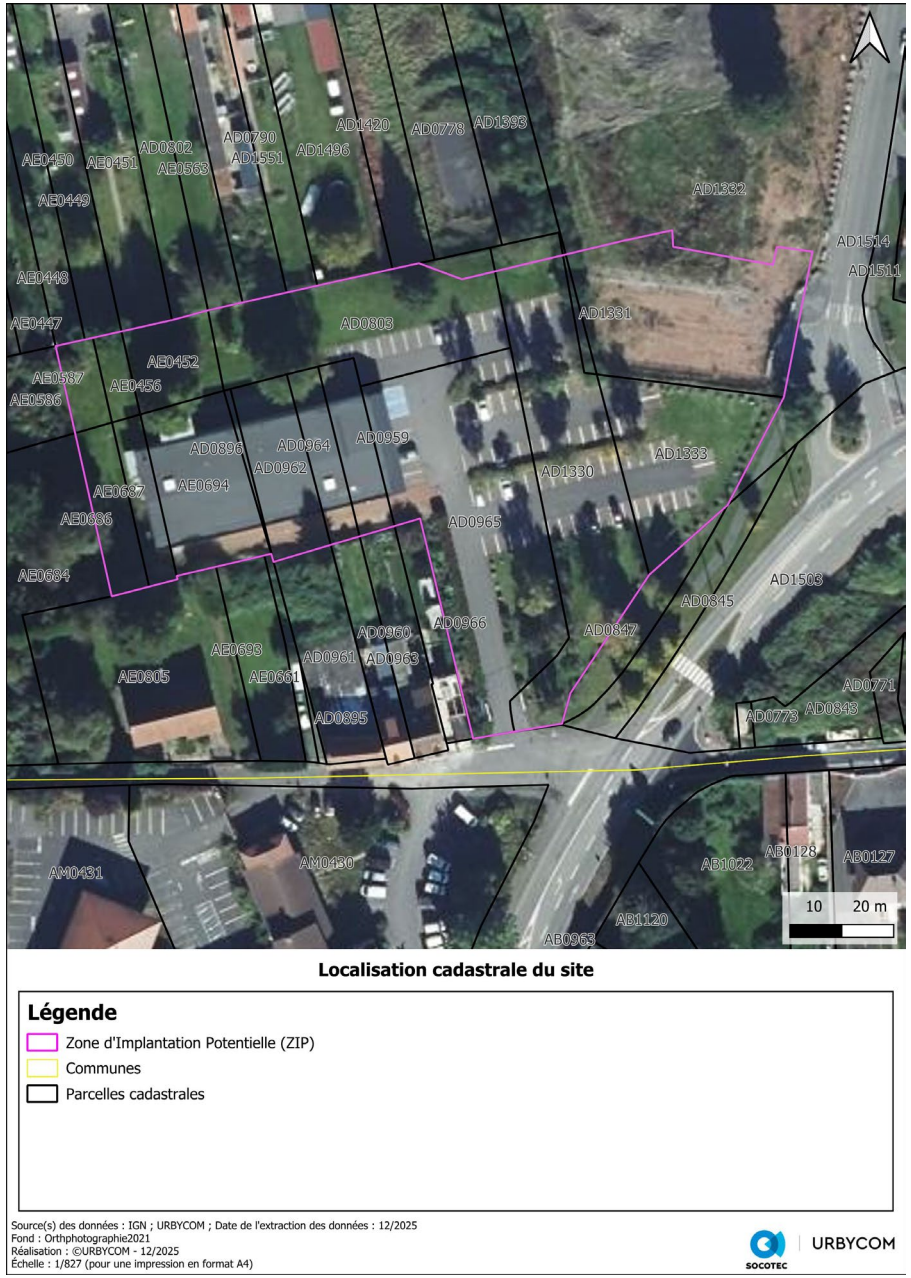
Le site d'étude est actuellement occupé par :

- Un magasin Aldi, son parking attenant et des espaces verts ;
- Une friche urbaine (ancien parking du bailleur Pas-de-Calais Habitat, résidence Désirée Allard).

Le site se localise dans le tissu urbain, site artificialisé, aménagé et en activité.



Carte 1 : Localisation communale du projet



Localisation cadastrale du site

Légende

- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- Communes
- Parcelles cadastrales

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : Orthphotographie2021
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/827 (pour une impression en format A4)

SOCOTEC | URBYCOM

Carte 2 : Vue aérienne du site d'étude et plan cadastral



Figure 2 : Photographies du site d'étude depuis l'ancienne résidence Désiré Allard et depuis la rue Malik Oussekine– Source : googlestreetview 2024 et 2024





Figure 3 : Photographies aériennes du site – Source : AADE srl

3.3 Description du projet

3.3.1 Généralités

Le projet s'inscrit dans un programme de reconstruction d'un magasin Aldi existant avec toutes les infrastructures annexes (bâtiment, local technique, voirie, parking, zone de livraison, espaces verts) sur une **superficie parcellaire de 7 977 m² soit environ 0,80 ha pour un total de 78 places de stationnement.** Le magasin actuel compte 91 places de stationnement.

Le projet consiste en la démolition de bâtiments existants : magasin Aldi existant et la partie sud de la résidence Désiré Allard pour la construction d'une nouvelle surface commerciale sous enseigne Aldi.

La surface de vente accessible au public du magasin Aldi sera de 953,55 m², la surface plancher de 1 467,61 m².

Tableau 2 : Détails des surfaces d'emprise du projet

DETAIL DES SURFACES (m²)		
SURFACE DE VENTE	953,55	984.45
SAS ENTREE/SORTIE	30,90	
RESERVE	299,00	299.00
BUREAU	12,39	68.91
LOCAUX SOCIAUX	16,23	
VESTIAIRE H	3,30	
VESTIAIRE F	3,75	
WC H	3,70	
WC F	3,70	
COULOIR	17,62	
LOCAL TECHNIQUE	8,22	
LOCAL PAIN	54,57	54.57
LOCAL PRESSE A CARTON	25,00	25.00
TOTAL	1431.93	1431.93
LOCAL TECHNIQUE Mezzanine	35,68	35,68
SURFACE PLANCHER TOTAL	1467,61	

3.3.2 Démolition

Le projet porte sur la démolition-reconstruction du magasin existant. Conformément à la réglementation, un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera effectué avant le démarrage des travaux. Les matériaux seront triés, évacués et traités via des filières spécialisées afin de garantir une gestion environnementale optimale des résidus du chantier.



Figure 4 : Plan masse des démolition – Source : AADE srl

3.3.3 Justification du projet

L'objectif du projet est de déployer le concept de "nouvelle génération" de l'enseigne ALDI via la reconstruction complète de l'unité existante. Ce projet permet d'allier confort d'achat et performance environnementale :

- Optimisation fonctionnelle : Le nouvel aménagement intérieur offrira des allées élargies et libérées de tout obstacle, fluidifiant ainsi le parcours client et l'accessibilité.
- Efficacité énergétique : La reconstruction permettra au bâtiment d'atteindre des performances thermiques supérieures aux exigences réglementaires actuelles (RE2020).

Cette modernisation globale vise une réduction significative de la consommation énergétique par mètre carré de surface de vente par rapport à la structure actuelle.

3.3.3.1 Urbanisme

Le projet s'inscrit en zone UD « *zone agglomérée résidentielle correspondant aux cités minières et aux constructions plus récentes. Elle est affectée à l'habitat, commerces, services et activités artisanales non polluantes* ».

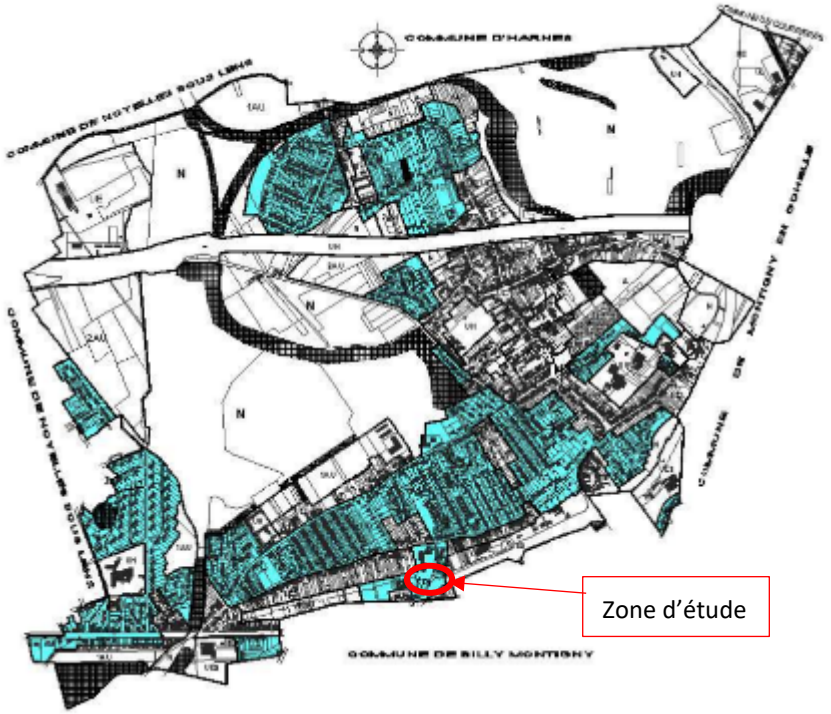


Figure 5 : Extraits du plan de zonage du PLU de Fouquières-lès-Lens – zonage UD – Source : PLU de Fouquières-lès-Lens

Les spécificités suivantes s'appliquent sur la zone UD :

• Le cadre de vie
Les groupes de garages indépendants sont interdits : il faut donc qu'ils fassent partie intégrante d'une opération de logements.
Les activités nuisantes ou pouvant provoquer des nuisances pour les riverains sont interdites. Il s'agit par exemple de la création de sièges d'exploitation agricole ou des activités comportant des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
La marge de recul maximale pour la façade avant d'une construction à usage d'habitation est limitée à 20 mètres pour ne pas favoriser une deuxième rangée d'urbanisation. Ce principe pose en effet l'inconvénient de desservir parfois plusieurs logements avec un accès sommaire, on privilégiera donc la création d'une véritable voirie en interdisant cette possibilité.
Les aspects extérieurs des constructions correspondent aux caractéristiques actuelles du tissu urbain, il n'est notamment pas autorisé les matériaux, formes ou principes pouvant dévaloriser les constructions voisines.
Sur l'avant des constructions, dans le cas où une clôture doublée d'une haie est prévue, cette haie devra être implantée du côté du domaine public, à une distance minimale de 50 centimètres. Cette mesure permettra de cacher les grillages par exemple et de végétaliser les rues de Fouquières-lez-Lens.

• Le paysage urbain
Les règles d'implantation et de hauteur correspondent à l'ambiance urbaine de la zone. Sur la zone UC - zone de centre ville - les hauteurs autorisées sont plus importantes que dans la zone UD - zone plus pavillonnaire. L'implantation à l'alignement du domaine public est obligatoire pour les parcelles d'une largeur inférieure à 10 mètres pour préserver un certain caractère de densité.

• Le développement durable
Il n'est pas obligatoire de rejeter les eaux pluviales dans le réseau collecteur, en fonction des préconisations de la collectivité en la matière ; des techniques alternatives d'assainissement doivent être privilégiée (noues, chaussées réservoirs). Par ailleurs les matériaux autorisés des constructions permettent la prise en compte environnementale des énergies et des rejets.

• La sécurité
Concernant la circulation automobile, les voies en impasse desservant plus de 10 logements sont interdites pour éviter la concentration des flux en un seul point. Le stationnement des véhicules est réglementé pour répondre aux besoins engendrés par les constructions autorisées ; cependant aucune obligation n'est faite dans la zone UC aux logements implantés sur des parcelles d'une largeur inférieure à 10 mètres pour des raisons de faisabilité et d'esthétisme.

Le projet de reconstruction de commerce respecte le règlement du PLU.

ARTICLE UD 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Le projet n'est pas considéré interdit dans le cadre de l'occupation et de l'utilisation du sol.

ARTICLE UD 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les établissements à usage d'activités comportant des installations classées soumises à déclaration ou non pour la protection de l'environnement à condition que soient prises toutes dispositions nécessaires pour qu'elles n'entraînent pas de nuisances incompatibles avec la proximité de quartiers d'habitations sont autorisés.

Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient nécessaires pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés.

ARTICLE UD 3 CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir au moins un accès suffisant à une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité. Ce qui est le cas dans le cadre de notre projet.
La position, la disposition et la largeur de l'accès présentent des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.
L'accès au site d'une largeur de 7.40m permet le cheminement vers l'entrée du magasin, les emplacements de parking et vers le quai de déchargement pour les livraisons. Un deuxième accès depuis la rue du Quart de 6 Heures sera à créer afin d'améliorer l'accessibilité

ARTICLE UD 4 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'ELECTRICITE

4.1. Alimentation en eau potable

Le projet sera raccordé au réseau public d'eau potable

4.2. Assainissement

- **Eaux usées :**

La construction sera raccordée à un système collectif d'épuration conformément au règlement sanitaire.

- **Les eaux pluviales :**

Les eaux pluviales du projet (eaux de toiture et de parking) seront récoltées dans les aménagements réalisés sur le terrain tels qu'ils garantiront le bon écoulement direct dans le réseau privé. Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle via un bassin d'infiltration situé sous une partie de la zone de stationnement et avec trop plein à raccorder au branchement existant. Ce bassin sera dimensionné suivant étude et la réglementation en vigueur.

Les eaux pluviales provenant de la zone de stationnement feront l'objet d'un pré-traitement adapté (séparateur d'hydrocarbure) avant rejet en milieu naturel ou vers le réseau public (canalisation, caniveau, fossé, …). En complément, toute installation d'activité comprendra un dispositif particulier de rétention des déversements accidentels et toute disposition utile sera prise pour que ces derniers ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux.

En cas d'impossibilité de rejet en milieu naturel ou d'insuffisance de capacité d'infiltration dans le sous-sol, les opérations d'aménagement (constructions, voies et parkings) de plus de 4000m² de surface totale y compris l'existant, le débit maximum des eaux pluviales admises dans le réseau public, est limité à 10 litres par seconde et par hectare, sauf pour le pétitionnaire à justifier de difficultés particulières.

4.3. Electricité, Téléphone et Protection contre l'incendie

Les réseaux seront enterrés. La construction disposera des moyens permettant d'assurer la défense et la lutte contre l'incendie.

ARTICLE UD 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Sans objet

ARTICLE UD 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans le cas de constructions implantées en bordure d'une voie privée ouverte à la circulation générale, la limite d'emprise de sa plate-forme se substitue à l'alignement du domaine public.

La construction est implantée :

- Avec un retrait d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement du domaine public ou à l'alignement du domaine public ou à l'alignement d'une des deux constructions voisines entre l'alignement du domaine public et 5 mètres (Chemin du Marais de Courtaine)
- Avec un retrait d'au moins 15 mètres par rapport à l'axe de la RD46 (rue Malik Oussekine)

ARTICLE UD 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter en retrait des limites séparatives. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (L≥H/2).

ARTICLE UD 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sans objet

ARTICLE UD 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non règlementé

ARTICLE UD 10 : HAUTEUR MAXIMUM ET ABSOLUE DES CONSTRUCTIONS

Lorsque le bâtiment doit être édifié en bordure d'une voie, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence de niveau entre ces deux points (L≥H).

La hauteur maximale est fixée à 7m mesurée à l'égout de la toiture.

Le bâtiment fait 6,00m au plus haut de l'acrotère. Cette hauteur reste conforme.

ARTICLE UD 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET L'AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Généralités

Les constructions, installations et clôtures autorisées ne doivent nuire, ni par leur volume, ni par leur aspect à l'environnement immédiat et aux paysages dans lesquels elles s' intégreront.

Les bâtiments à usage d'activités, d'entrepôt au d'équipements publics doivent respecter l'environnement immédiat et le paysage urbain dans leur aspect, dans leur volume et dans le choix des matériaux et revêtements utilisés sur toutes les façades.

La simplicité des volumes est de rigueur.

Les façades sont constituées de bardage métallique Bémo TP 35-207 Perforation RU 5-8 RAL 9007. Les façades sont de couleurs grises conformément à ce qui est préconisé dans le PLU.

11.2. Les toitures

La demande propose un projet attractif visuellement en créant un volume recouvert d'une toiture de type toiture-terrasse dont la pente est de 3.1%. La toiture sera recouverte de panneaux photovoltaïques

Toiture avec une charpente en lamellé collé, des bacs nervurés, un isolant et une étanchéité en TPO de teinte beige (Membrane Sarnafil).

11.3. Façades

Le bâtiment projeté présente une façade d'une longueur notablement supérieure à celle des façades avoisinantes, le traitement architectural de la façade s'harmonise au rythme des bâtiments bordant la voie. Le recul prévu par rapport au domaine public diminue notablement la perception des dimensions de la façade dont il est question.

Façades : Bardage métallique Bémo TP 35-207 Perforation RU 5-8 RAL 9007.

La teinte utilisée (RAL 9007 – Gris moyen) est dénuée d'agressivité. Les huisseries peintes RAL 7016 est de couleur dénuée d'agressivité en harmonie avec celle des bardages. Les enseignes ne dépassent pas de l'acrotère.

11.4. Menuiseries

Menuiseries extérieures : en aluminium laqué gris foncé RAL 7016

11.5. Les clôtures

Une clôture de type BEKAERT (mailles métalliques plastifiées) de couleur verte ou foncée et d'une hauteur totale de 1.80m protègera l'espace de production du froid.
Le Maître de l'Ouvrage prévoit de maintenir la clôture existante à front de rue et de la prolonger en limite avec la parcelle AD 1332.

11.6. Divers

Les espaces de stockage des conteneurs à déchets sont dissimulés de la voie publique.
Ils sont situés à l'arrière du bâtiment et sont intégrés dans l'espace affecté à la production de froid.

ARTICLE UD 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

L'accès à la zone de stationnement s'effectue par l'accès qui est situé sur le Chemin du Marais de Courtaine.
La position, la disposition et la largeur de l'accès présente des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

Il est exigé de réaliser des aires de stationnement et d'évolution conformes aux besoins du personnel, des visiteurs et de l'exploitation.

Celles-ci ne sont pas inférieures à une place de stationnement par 80m2 d'emprise au sol de construction affectée à l'activité.

Il doit être prévu une place de stationnement pour 80m². Pour répondre aux exigences du PLU, il faudrait prévoir 21 places pour **1655m².**

Il est prévu 78 places dans le présent projet pour les visiteurs et les membres du personnel.
Un quai de déchargement est aménagé pour la livraison du magasin.

Afin de répondre à la loi LOM 2025, 5% des places doivent être affectées à la recharge des véhicules électriques : elles sont au nombre de 4, leurs dimensions : 3.30m/5.00m pour la place aux dimensions PMR et 2.80m/5.00m pour les places classiques. De plus, 20% des places doivent être pré-équipées : 16 places réservées aux places pré-équipées électriques sont prévues dans la zone de stationnement.

Les places de stationnement seront au nombre de 78.

- Dimension place parking classique : 5.00m x 2.80m ; (nombre 54)
- Dimension place parking PMR: 5.00m x 3.50m; (nombre 2)
- Dimension place parking dimensionnée PMR équipée électrique : 5.00m x 3.50m ; (nombre 1)
- Dimension place parking famille: 5.00m x 3.50m; (nombre 2)
- Dimension des places électriques : 5.00m x 2.80m (nombre 3)
- Dimension des places pré-équipées électriques : 5.00m x 2.80m (nombre 16)

Une zone de stationnement protégé pour les deux roues est aménagé sous le auvent à proximité de l'entrée du magasin. L'espace réservé aux vélos sécurisé représente une surface de +/-30m², elle est équipée d'arceaux métalliques permettant de poser et d'accrocher les vélos de manière à les relier aux cadenas des usagers.
L'accès s'effectue des accès créés vers l'entrée principale du magasin où la zone de stationnement sécurisé des vélos et du parc à caddies est parfaitement visible et facilement accessible.

De plus, suivant l'article R111-25-8, il est exigé d'ombrager les places disponibles sur le site (78 places).

18 arbres existants seront abattus pour l'aménagement des espaces de stationnement et la construction de l'enseigne ALDI.

Ils seront remplacés par des arbres à large houppier plantés à raison d'un arbre pour 3 places de stationnement (26 arbres). Ces arbres d'essence locale seront disposés efficacement pour protéger un maximum de véhicules.

ARTICLE UD 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres de toute construction et de tout aménagement et installation technique liés aux constructions (stationnement, accès, édicules…) font l'objet d'un aménagement végétalisé qualitatif et arboré.

3.3.3.2 Réaménagement du site et désartificialisation des sols

Construction sur un site aménagé :

Le projet va permettre une reconversion d'un site déjà aménagé.

La construction des magasins Aldi sur des zones déjà aménagées et artificialisées est, dans un contexte de forte pression foncière, un enjeu pour l'aménagement durable des territoires.

Le projet permet de réduire l'impact de l'artificialisation des sols car il :

- Participe au recyclage du foncier du territoire,
- Limite l'étalement urbain,
- Empêche la consommation de milieux naturels et agricoles,
- Evite la création de friche commerciale,
- Economise la construction de nouvelles infrastructures (voiries, réseaux).

Modification de l'aire de stationnement :

Le projet s'inscrit dans une démarche de sobriété foncière et de réduction de l'empreinte environnementale. En effet, le futur aménagement prévoit 78 places de stationnement, soit une réduction de 14 % par rapport à l'existant (91 places).

Contrairement au site actuel, dont le parking est intégralement revêtu d'enrobé (100 % imperméable), le nouveau projet prévoit l'utilisation de revêtements perméables (pavés drainants) pour les places de stationnement. Cette solution technique permet de favoriser la gestion des eaux pluviales à la source par une infiltration partielle dans le sous-sol.

Par conséquent, le projet contribue directement à la désartificialisation des sols et à la restauration des fonctions écologiques du terrain, limitant ainsi les risques de ruissellement superficiel.



Figure 6 : Photographie des places de stationnement en enrobé sur le site d'étude – Source : AADE srl

3.3.3.3 Parti architectural - Accessibilité et Flux de circulation

Parti architectural et insertion paysagère

Le projet déploie le nouveau concept de l'enseigne ALDI, axé sur la clarté, la visibilité et la modernité architecturale.

- Façades : Le bâtiment sera revêtu d'un bardage métallique de type Bémo TP 35-207 (Perforation RU 5-8, coloris RAL 9007), offrant une esthétique contemporaine et sobre.
- Entrée et Accueil : L'entrée principale est signalée par un mur-rideau (vitrines de grande hauteur) et protégée par un auvent. Ce dernier abrite le parc à chariots ainsi qu'une zone de stationnement sécurisée pour les deux-roues, favorisant les mobilités douces à proximité immédiate de l'accès.
- Signalétique : L'enseigne sera apposée sur l'auvent, en respectant scrupuleusement l'altimétrie du bâtiment (sans dépassement de l'acrotère).
- Espaces verts : Les surfaces non bâties seront engazonnées et valorisées par la plantation d'arbres et de couvre-sols, participant à l'intégration paysagère du site.

Accessibilité et Flux de circulation

L'organisation des accès a été pensée pour dissocier les flux et garantir la sécurité des usagers :

- Accès véhicules : L'entrée principale est maintenue sur le Chemin du Marais de Courtaine. Un second accès sera créé sur la rue du Quart de 6 Heures pour fluidifier les entrées et sorties.
- Livraisons : La logistique est optimisée avec un quai de déchargement en façade latérale. La rotation des poids lourds s'effectue intégralement sur l'emprise du site : aucune manœuvre n'est requise sur le domaine public, garantissant la sécurité routière aux abords du magasin.
- Modes actifs : Un cheminement piéton sécurisé est aménagé depuis l'accès principal.

Stationnement et Conformité Loi LOM

Le parking, d'une surface de 1 110 m², propose 78 places aux dimensions de 2,8 m x 5 m minimum) pour un confort d'usage optimal.

Type de place	Nombre	Dimensions	Observations
Places Classiques	52	2,8 x 5 m	-
Places Familles	4	3,5 x 5 m	Confort parental accru.
Places PMR	2	3,3 x 5 m	Réservées aux Personnes à Mobilité Réduite.
Recharge Électrique (IRVE)	4	Var.	**5 % du parc** (Conformité Loi LOM 2025).
Pré-équipement Électrique	16	-	**20 % du parc** pour évolution future.

En application de la loi LOM, 4 places sont immédiatement affectées à la recharge (dont une aux dimensions PMR de 3,3 m x 5 m). Le projet anticipe les besoins futurs avec 16 places pré-équipées supplémentaires.

Une zone de stationnement protégé pour les deux roues est aménagée sous l'auvent à proximité de l'entrée du magasin. Les espaces de terrains libres seront engazonnés et agrémentés d'arbres et de couvre-sols.

Bilan des surfaces :

L'emprise au sol se décompose comme suit :

- Surface construite (bâtiment) : 1 655 m².
- Surfaces minérales imperméables (enrobé, bordures et béton) : 2 376 m² (soit 2 207 m² d'enrobé et 169 m² de béton).
- Surfaces perméables et végétalisées : 3 946 m², comprenant 2 818 m² d'espaces verts, 1 088 m² de pavés drainants et 40 m² de gravier.

Bilan de perméabilité

Le projet présente un profil environnemental favorable grâce à une répartition quasi paritaire entre surfaces imperméables et perméables :

RECAPITULATIF DES SURFACES (m²)					
SURFACE CONSTRUITE	1655				
SURFACE ENROBE+BORDURES	2207	SURFACE IMPERMEABLE	4031	50.53	%
SURFACE EN BETON	169				
SURFACE PAVES DRAINANT	1088				
SURFACE ESPACES VERTS	2818	SURFACE PERMEABLE	3946	49.47	%
SURFACE EN GRAVIER	40				
SURFACE DE L'OPERATION	7977				

Tableau 3 : Détails des surfaces d'emprise du projet

Avec près de 50 % de surfaces perméables, le projet limite drastiquement l'impact sur le cycle de l'eau par rapport à un aménagement commercial classique. L'utilisation de pavés drainants (1 088 m²) et le maintien de larges espaces verts (plus de 35 % de la parcelle) favorisent l'infiltration naturelle et luttent contre l'effet d'îlot de chaleur urbain.

3.3.3.4 Implantations et matériaux

L'implantation du bâtiment respecte les alignements et reculs prévus au PLU.

Les zones de parkings seront agrémentées de zones vertes et de plantations.

La construction présente un aspect soigné, tant au point de vue des volumes que des matériaux de construction mis en œuvre et des coloris employés :

- Bardage métallique Bémo TP 35-207 Perforation RU 5-8 RAL 9007
- Menuiseries extérieures : en aluminium laqué gris foncé RAL 7016
- Toiture avec une charpente en lamellé collé, des bacs nervurés, un isolant et une étanchéité en TPO de teinte beige (membrane type SIKA Sarnafil)
- Il sera prévu un système de chauffage par pompe à chaleur
- Les stationnements seront pavés drainants
- Trappon en structure béton gris
- Rampe de quai en béton gris pour les murs et le sol
- Accès groupes : stabilisé
- Zone piétonne réalisées en grès cérame
- Une clôture de type BEKAERT (mailles métalliques plastifiées) de ton gris anthracite et d'une hauteur totale de 1,8 m protègera l'espace de production du froid

3.3.3.5 Dimensions du bâtiment

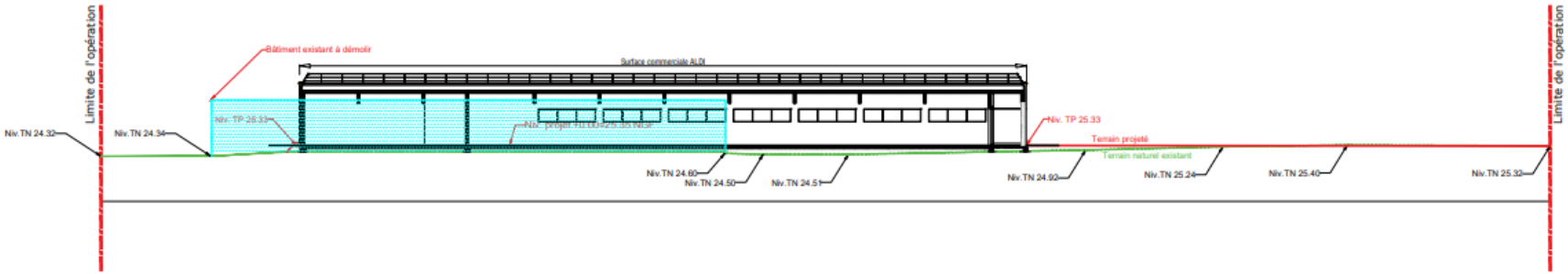
Le projet consiste en la construction d'un magasin ALDI. Le bâtiment présente un encombrement de 69,83 m de long sur 35,99 m comprenant le volume de quai, les locaux sociaux et le local pain. La hauteur maximale est portée à 6 m.

3.3.3.6 Panneaux solaires photovoltaïques

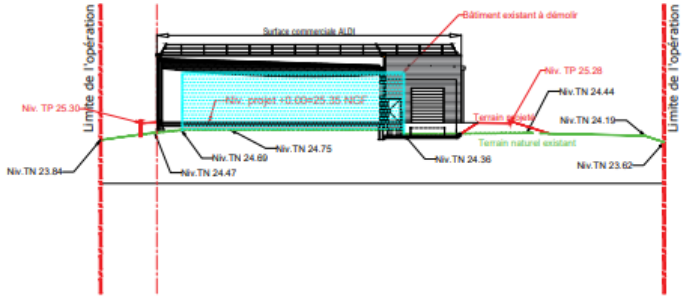
Installation de panneaux solaires photovoltaïques sur la toiture de l'établissement. L'installation sera raccordée au réseau électrique, une coupure générale pompier sera prévue. Une seconde dans le couloir à l'entrée du bureau sera réservée uniquement au réseau photovoltaïque. Une troisième sera prévue en toiture. Environ 266 panneaux de 375kWc chacun sont installés avec une surface de 499 m² maximum. ALDI autoconsomme et revend le surplus de production. Il y a donc une injection sur le réseau qui est gérée par Enedis. L'onduleur est placé en toiture.



Figure 7 : Plan masse du projet – Source : AADE srl



COUPE PROFIL 01-Ech : 1/400



COUPE PROFIL 02-Ech : 1/400

AUTEUR DE PROJET:
AADE srl
Atelier d'Architecture - Deloose Elmas s.r.l.
Adresse: Rue des Telliers, 6 bte.5 7000 MONS (Belgique)
email : info@aade.pro - Tél : 06 16 89 73 16 / 06 16 73 59 93
Référence Ordre des Architectes : PS0097

MAITRE DE L'OUVRAGE
Imwo France
M. Peter DE NIL
1, mail Saint-Martin
F-59400 CAMBRAI

IMWO - FRANCE S.A.
P.D.G.
Peter De Nil

Situation : 1, chemin du Marais de Courtaine
62740 Fouquières-Lès-Lens, France
Section : 000 AE 452, 456, 587, 686, 687, 694,
AD 803P, 896, 959, 962, 964, 965, 1330P, 1331P, 1332P et 1333
(Surface mesurée par le géomètre = 7.977m²)

DEMOLITION ET CONSTRUCTION D'UNE SURFACE COMMERCIALE ALDI
COUPES PROFILS

Dossier	N° de plan	DATE	ECH
025-013	04	21/10/2025	1/400

PC3

Figure 8 : Coupes de profil du magasin – Source : AADE srl

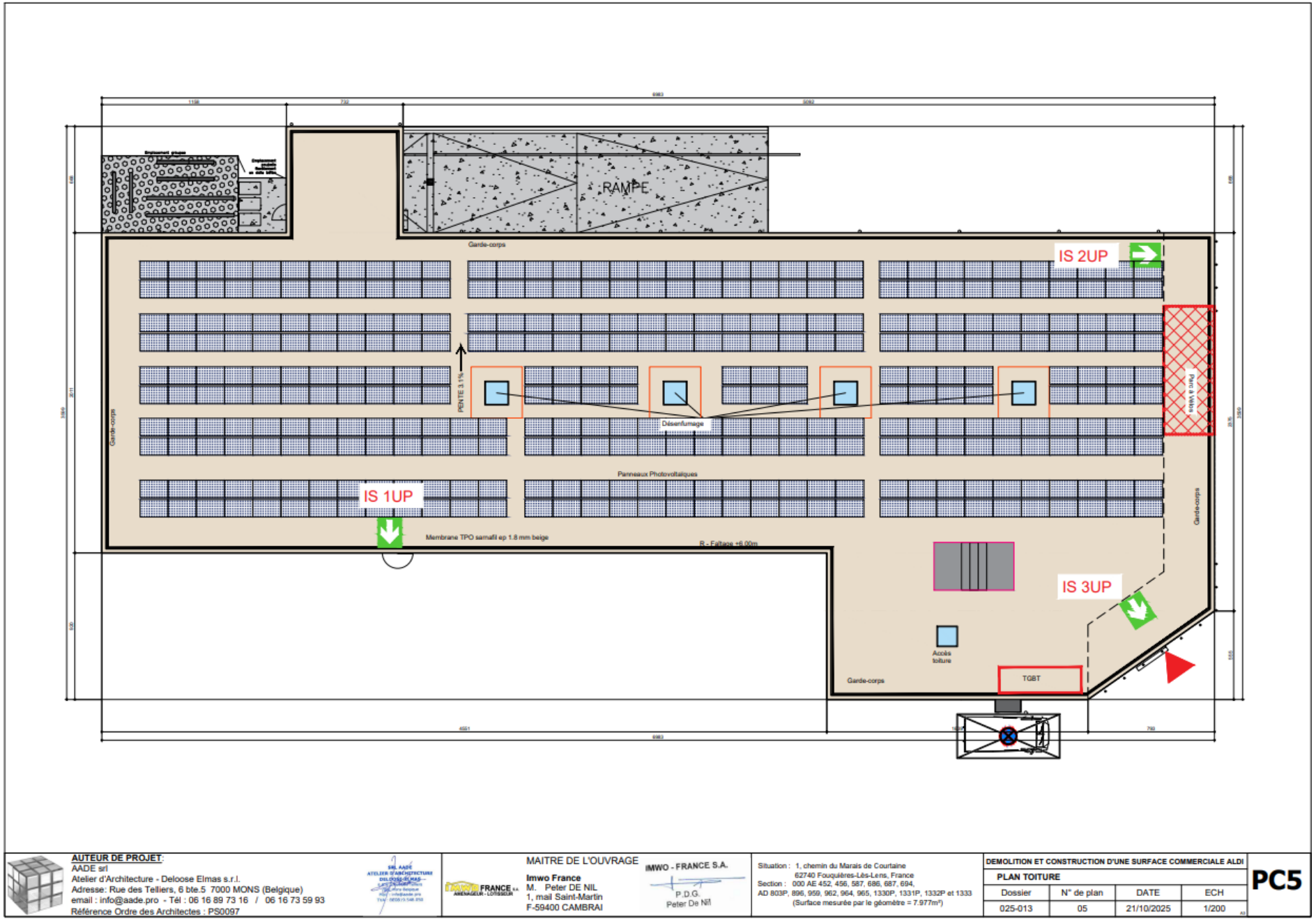


Figure 9 : Plan toiture du magasin – Source : AADE srl

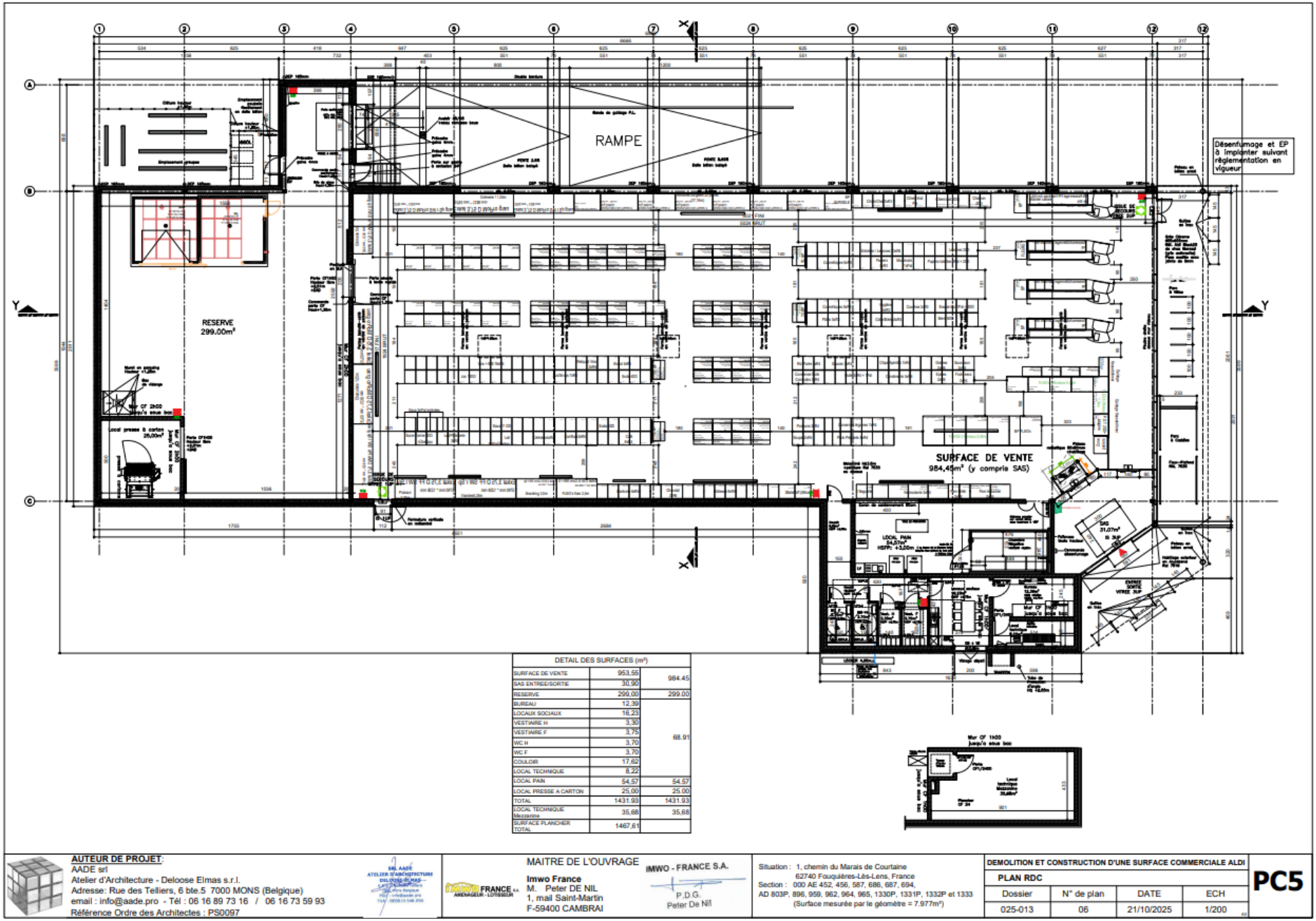


Figure 10 : Plan du magasin – Source : AADE srl

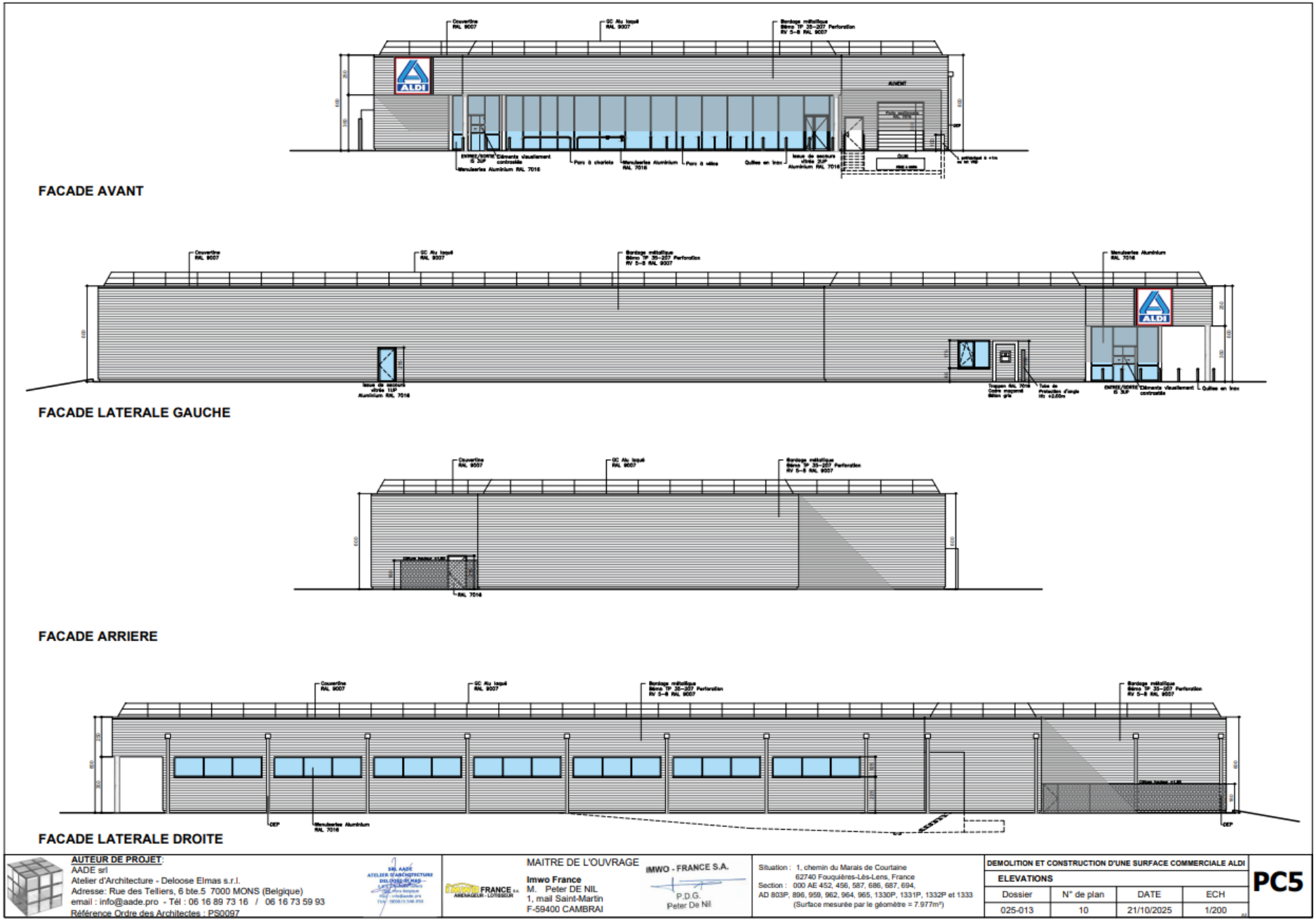


Figure 11 : Façades du magasin – Source : AADE srl



Figure 12 : Photomontages du magasin – Source : Vizuel



Figure 13 : Photomontages du magasin – Source : Vizuel

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Ce chapitre sur l'état initial de l'environnement fait état de la situation actuelle de la zone d'implantation potentielle au regard des thématiques du **milieu physique**, du **milieu naturel**, du **milieu humain** et du **patrimoine culturel et paysager**.

Les éléments à décrire sont fixés par le 4° du II du R.122-5 du Code de l'environnement : « *population, santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, aspects architecturaux et archéologiques, paysage* ». Il s'agit d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser l'ensemble des enjeux existants à l'état actuel de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

Un niveau d'enjeu est associé à chacune des composantes présentées dans ce chapitre afin de mettre en évidences les enjeux du site avant le projet.

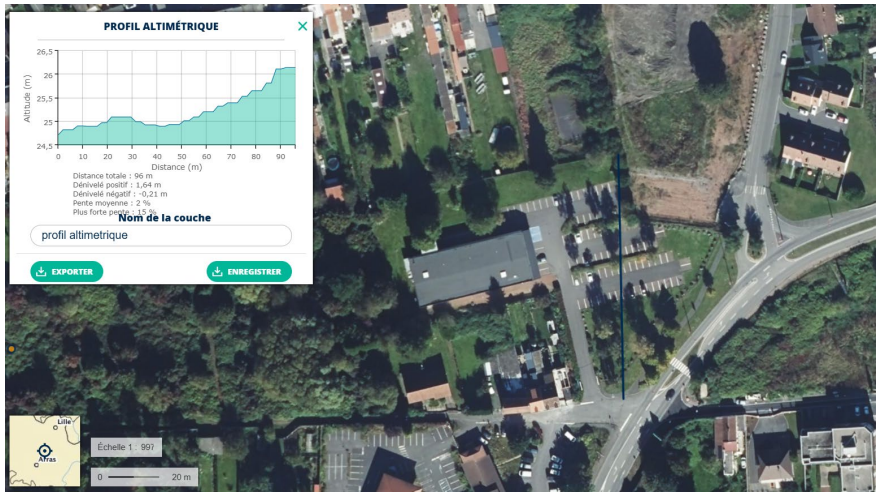
Les enjeux sont évalués sur une échelle de 5 niveaux :

Enjeu très faible	Enjeu faible	Enjeu modéré	Enjeu fort	Enjeu très fort

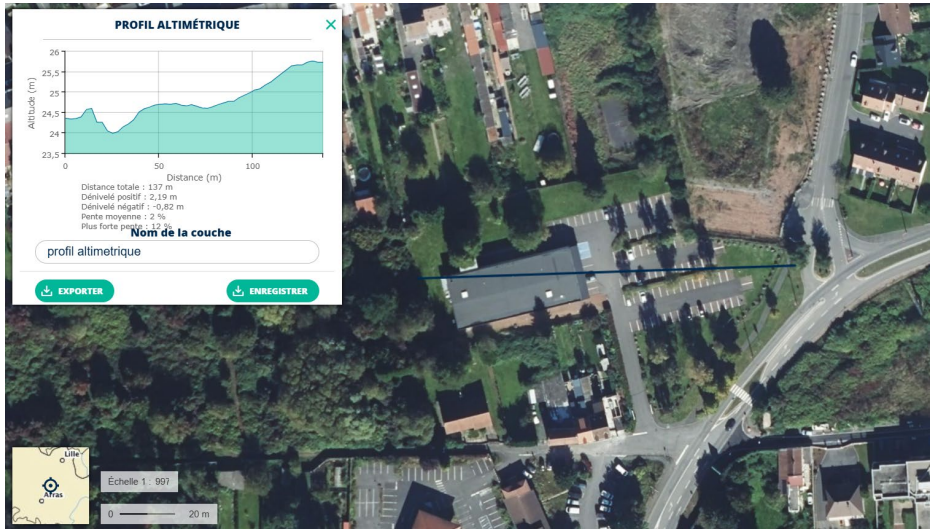
4.1 Milieu physique

4.1.1 Topographie

La topographie naturelle du terrain parcellaire est relativement plate (du nord au sud comprise entre +24,5m NGF et +26 m NGF).
La pente moyenne est comprise entre 1 et 3 %.



Profil altimétrique du nord au sud



Profil altimétrique d'ouest en est

Aucun bassin versant extérieur n'est intercepté par l'emprise de l'opération. La configuration des aménagements périphériques — comprenant le bâti, les bordures de trottoirs, les voiries assainies et les murs de clôture — fait obstacle à tout ruissellement superficiel en provenance de l'extérieur.

Le bassin versant hydraulique du projet est donc considéré comme isolé et autonome, garantissant une maîtrise parfaite des eaux pluviales générées au sein de la parcelle, sans apport externe parasite.

RELIEF et TOPOGRAPHIE

La topographie naturelle du terrain parcellaire est peu marquée (comprise entre +24 m NGF et +26 m NGF).

Le bassin versant de l'emprise du projet est isolé (pente naturelle et tissu urbain périphérique assainis).

Enjeu faible

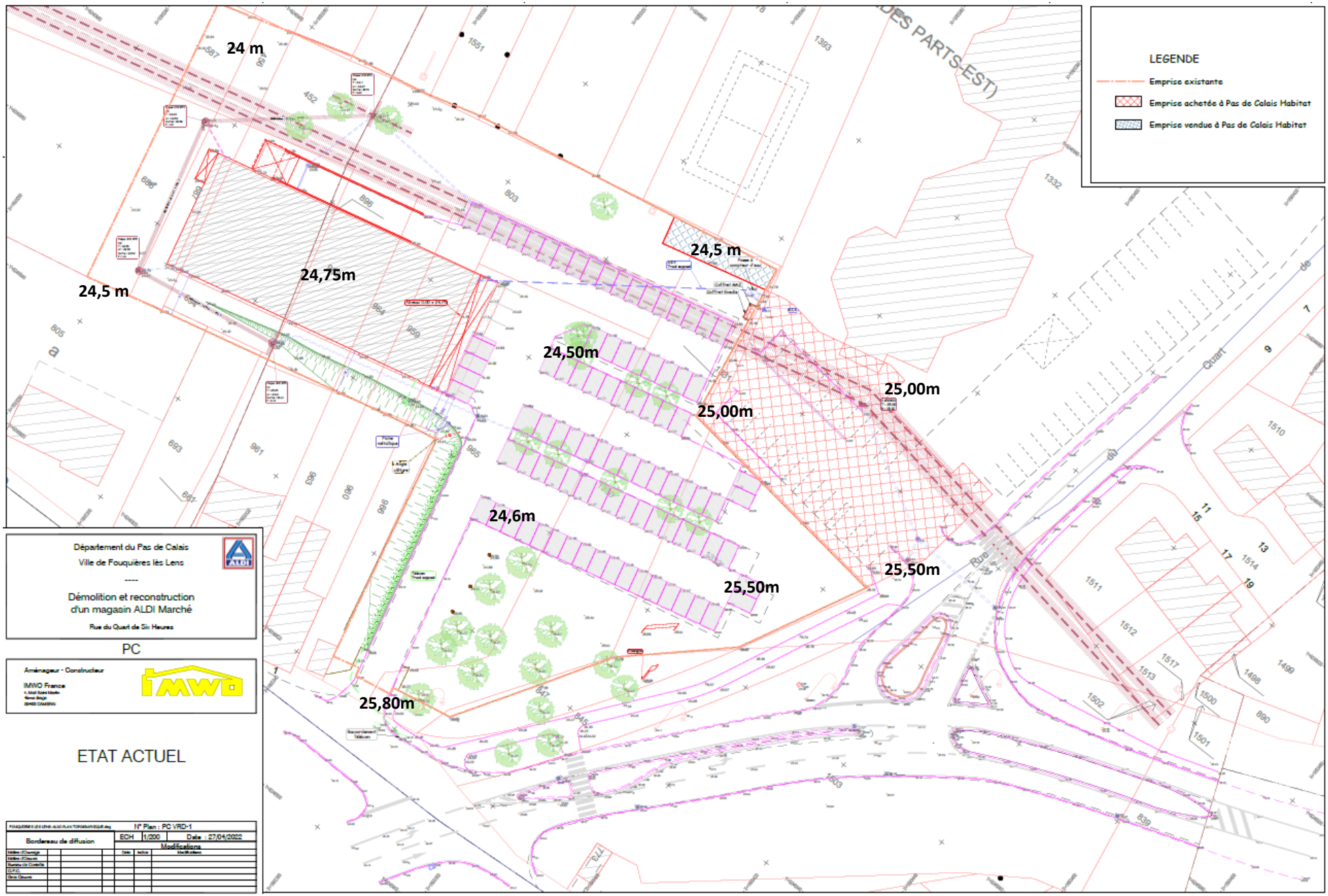


Figure 14 : Plan topographique – Source : PC



Topographie du site d'étude

Carte 3 : Topographie du site d'étude

4.1.2 Géologie

La reconnaissance géologique du site s'appuie sur une analyse multicritère croisant plusieurs sources de données :

- La cartographie de référence : L'examen de la carte géologique au 1/50 000ème de Carvin (n°0024).
- Les données patrimoniales : La consultation du portail InfoTerre du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) et de sa Banque du Sous-Sol (BSS) afin d'identifier les forages et coupes techniques réalisés à proximité.
- Les données in situ : Les conclusions d'une étude géotechnique (type G1 ou G2) réalisée spécifiquement sur l'emprise du projet, permettant de caractériser la lithologie et les propriétés mécaniques des sols rencontrés.

Un premier aperçu de la carte géologique indique que le site est caractérisé, sous un recouvrement de remblais d'épaisseur variable issu de l'aménagement du site (plate-forme VRD, bâtiment) par des alluvions modernes (Fz), peu épais reposant directement sur le substrat crayeux (C4).

La géologie est caractérisée par une très grande simplicité :

- Simplicité des matériaux déposés : craie sur l'ensemble du territoire. Cette craie a été recouverte d'une épaisseur plus ou moins épaisse de limons de plateaux à texture de limon plus ou moins argileux.
- Simplicité des mouvements géologiques : ni fractures, ni déformations importantes des matériaux.

De manière générale :

- Les limons superficiels sont des sols favorables à l'épuration et à l'infiltration lorsqu'ils reposent directement sur la craie. Il n'en est pas de même lorsqu'ils reposent sur des formations plus argileuses (cas des argiles de décalcification de la craie et argiles à silex).
- La craie blanche Séno-Turonienne est une roche favorable à l'infiltration, mais défavorable à l'épuration à cause d'une trop grande perméabilité de fracture (perméabilité « en grand »). Qui plus est, elle constitue le réservoir aquifère le plus exploité de la région, elle est donc à protéger.

Quatre forages de la BSS sont situés sur le site d'étude, ils permettent de définir les profils lithologiques du sous-sol suivants :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 5,8 m	REMBLAI, SCORIE, BRIQUE, SCHISTE	QUATERNAIRE
De 5,8 à 18,9 m	CRAIE	SENONIEN

Figure 15 : Log géologique du forage BSS000CCMM – Source : BRGM

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 5,3 m	REMBLAI, SCORIE, BRIQUE, SCHISTE	QUATERNAIRE
De 5,3 à 14,5 m	CRAIE	SENONIEN

Figure 16 : Log géologique du forage BSS000CCMN – Source : BRGM

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 4,5 m	REMBLAI, SCORIE, BRIQUE, SCHISTE	QUATERNAIRE
De 4,5 à 15,3 m	CRAIE	SENONIEN

Figure 17 : Log géologique du forage BSS000CCMP – Source : BRGM

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 4,5 m	REMBLAI, ROC/SILT/SCORIE/BRIQUE/CRAIE/	QUATERNAIRE
De 4,5 à 9 m	CRAIE, ALTERE BLANC JAUNE	SENONIEN
De 9 à 16 m	CRAIE, TENDRE BLANC	SENONIEN

Figure 18 : Log géologique du forage BSS000CCMQ – Source : BRGM



Carte : Carte géologique imprimée du site d'étude (1/50 000 Carvin)

4.1.3 Pédologie

D'après le référentiel régional pédologique démarche nationale « Inventaire, Gestion et Cartographie des SOLS » cofinancée par le Conseil Régional Nord – Pas de Calais et la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt permettant la réalisation, selon la méthodologie définie par l'INRA, d'un référentiel régional pédologique à l'échelle du 1 : 250 000), le site étudié est localisé sur un sol de **formation fluviatile** et plus précisément sur l'unité typologique de sol suivante :

- **2A. vallées et vallons principaux –** 12 : Sols alluviaux hydromorphes de texture variable des alluvions récentes des vallées larges (> 1 km) ; *Fluviosols rédoxiques, réductiques et brunisols rédoxiques, localement tourbeux, d'alluvions récentes*



Pédopaysage du site d'étude

Légende
Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

Pédopaysages
12: Sols alluviaux hydromorphes de texture variable des alluvions récentes des vallées larges (> 1 km)
30: Sols bruns faiblement lessivés à calciques (granules de craie) de limons éoliens sur substrat crayeux peu profond du Cambrésis
31: Sols bruns à bruns lessivés, peu hydromorphes, de limons éoliens sur subsrat crayeux du Pévèle (localement silex)

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/20000 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 4 : Pédopaysage du site d'étude

4.1.4 Etude géotechnique

L'étude géotechnique G2-AVP réalisée sur le site voisin du bailleur Pas-de-Calais Habitat (construction de 22 logements individuels et 8 logements collectifs rue du Quart de six heure) a permis de définir les caractéristiques suivantes du sou sol.

Lithologie :

L'analyse des coupes de forages lithologique a permis de définir le profil lithologique du sous-sol suivant :

- **Formation n°0 sur de faible épaisseur : Remblais limono-argileux**, couverture liée aux espaces de voiries, de parking, d'aménagement d'espaces verts et aire de jeux
  Epaisseur de la couche : Constat au droit des sondages de 0.7 à 1.5 m d'épaisseur

- **Formation n°1 : Craie très altérée molle à argile limoneuse à limon argileux à crayeux**, beige à gris beige
  Profondeur de la base variable de 1.5 à 2.5 m/TA
  Nota géologique : cet horizon 1 présente des faciès +/- crayeux +/- argileux, d'après la carte géologique en lien avec une formation de couverture limoneuse, d'alluvions / colluvions recouvrant le substratum crayeux.

- **Formation n°2a : Craie très altérée à moyennement altérée**, beige,
  Profondeur de la base : 9 à 10.5 m/TA

- **Formation n°2b : Craie blanche peu altérée à compacte**
  Profondeur de la base : >15 m/TA (profondeur maximale investiguée)

Niveau de nappe

Des arrivées d'eau ont été observées au droit des sondages à 5.0 à 6.0 m/TA de profondeur lors les investigations (juillet 2025).

Des écoulements de surface peuvent, toutefois, se produire, notamment en période pluvieuse. De plus, des circulations d'eau ponctuelles / anarchiques ne sont pas à exclure au sein des différentes formations, notamment en cas de précipitations, et des poches de remblais.

Perméabilité des terrains

Les résultats des 3 essais de perméabilité « en grand » réalisés dans les fouilles sont répertoriés dans le tableau suivant :

Sondage	Nature du sol	Profondeur de l'essai	Coefficient de perméabilité K m/s
MAT1	Craie blanchâtre +/- altérée	1.00- 1.50	$1.05\ 10^{-04}$
MAT2	Remblais (cailloux, briques …)	0.50 – 1.00	$1.06\ 10^{-06}$
MAT3	Argile crayeuse	1.50 – 2.0	$8.76\ 10^{-06}$

Les résultats des 2 essais de perméabilité réalisés en forage sont résumés dans le tableau suivant :

N° essai	Nature de sol	Prof. essai (m/TA)	Coefficient de perméabilité K (m/s^2)
LEF1	Argile limono-crayeuse	1.5 – 2.0	3.0×10^{-6}
LEF2	Argile limono- crayeuse	2.0 – 3.0	2.4×10^{-6}

Au vu de la lithologie rencontrée et des valeurs de perméabilité relevées (exprimée en 10^{-6} m/s qui correspond à une perméabilité faible à moyenne.), l'infiltration des eaux pluviales est envisageable.

GEOLOGIE – PEDOLOGIE - GEOTECHNIQUE

Site d'étude caractérisé par des remblais d'épaisseurs variables issus de l'aménagement du site (Anthroposol) et des argiles limono-crayeuse qui reposent sur le reposant sur un substratum crayeux

Les eaux pluviales pourront être infiltrées en sol naturel.

Enjeu faible

4.1.5 Le climat

Les données ci-dessous sont issus du site Linternaute.com d'après Météo France pour l'année 2024.

4.1.5.1 Politique pour le climat, l'air et l'énergie

4.1.5.1.1 Documents supra-communaux

Depuis la Loi N°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE), les pouvoirs publics ont notamment pour objectifs de prévenir – surveiller – réduire et supprimer les pollutions atmosphériques afin de préserver la qualité de l'air.

Elle prescrit l'élaboration d'un Plan Régional de la Qualité de l'Air, de Plans de Protection de l'Atmosphère et pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants d'un Plan de Déplacement Urbain (PDU).

Elle instaure une procédure d'alerte, gérée par le préfet. Celui-ci doit informer le public et prendre des mesures d'urgence en cas de dépassement de seuil (restriction des activités polluantes, notamment de la circulation automobile).

Elle intègre les principes de pollution et de nuisance dans le cadre de l'urbanisme et dans les études d'impact relatives aux projets d'équipement.

Elle définit des mesures techniques nationales pour réduire la consommation d'énergie et limiter les sources d'émission, instaure des dispositions financières et fiscales (incitation à l'achat de véhicules électriques, GPL ou GNV, équipement de dispositifs de dépollution sur les flottes de bus).

Dix-huit décrets ont été pris en application de cette loi. Parmi les 18 décrets qui ont été pris en application de cette loi, on peut citer :

- **Décret n° 2001-449 du 25 mai 2001** relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique, codifié dans les articles R222-13 à R222-36 du Code de l'Environnement.
- **Décret n° 98-361 du 6 mai 1998** relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air, codifié dans les articles R221-9 à R221-14 du Code de l'Environnement.
- **Décret n° 98-360 du 6 mai 1998** relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites, codifié dans les articles R221-1 à R221-8 et R223-1 à R223-4 du Code de l'Environnement.
- **Décret n° 98-817 du 11 septembre 1998** relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.
- **Décret n° 97-432 du 29 avril 1997** relatif au Conseil national de l'air, codifié dans les articles D221-16 à D221-21 du Code de l'Environnement.

4.1.5.1.2 Plan régional pour la qualité de l'air

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air du Nord-Pas-de-Calais (PRQA) donne des orientations générales permettant de prévenir, de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. Ces orientations sont divisées en trois grands thèmes :

- Accroître les connaissances,
- Réduire les pollutions,
- Améliorer la prise de conscience sur la qualité de l'air et la maîtrise de l'énergie.

Pour chacune des orientations développées, le plan propose une liste de mesures à mettre en place pour aller dans ce sens.

4.1.5.1.3 Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) Nord-Pas-de-Calais a été approuvé par arrêté du préfet de région le 20 novembre 2012 et par délibération de l'assemblée plénière du Conseil régional le 24 octobre 2012.

Pris en application de l'article L.222-1 du code de l'environnement, il définit les objectifs et orientations afin de contribuer à l'atteinte des objectifs et engagements nationaux, à l'horizon 2020, de réduction de 20% des émissions des gaz à effet de serre, de réduction de 20% de la consommation d'énergie, et de satisfaction de nos besoins à hauteur de 23% à partir d'énergies renouvelables.

Objectifs du SRCAE du Nord Pas de Calais :

Les orientations et objectifs du document d'orientations du SRCAE Nord-Pas-de-Calais ont été construits à partir d'un scénario « Objectifs Grenelle ». Ambitieux, il vise la pleine contribution de la région à l'atteinte des objectifs européens :

- Viser une réduction de 20% d'ici 2020 des consommations énergétiques finales par rapport à celles constatées en 2005.

- Viser une réduction de 20%, d'ici 2020, des émissions de GES par rapport à celles constatées en 2005.
- Viser une réduction de 75 %, d'ici 2050, des émissions de gaz à effet de serre par rapport à celles constatées en 2005.
- Viser un effort de développement des énergies renouvelables supérieur à l'effort national.
- Réduire les émissions des polluants atmosphériques dont les normes sont régulièrement dépassées, ou approchées : les oxydes d'azote (NOx) et les particules.

Pour la thématique de la qualité de l'air, le **SRCAE a remplacé le Plan Régional pour la Qualité de l'Air approuvé le 5 avril 2001** par le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais.

Il a mis à jour les orientations de prévention et de réduction de la pollution atmosphérique.

La proportion d'émission de GES pour le secteur résidentiel dans la région est de 15%. A cela il faut ajouter la donnée suivante : depuis 1990, les émissions de GES du secteur résidentiel ont augmenté de 11%, tandis que globalement la région émet moins de GES (44MteqCO2 en 2008 contre 47,8 en 1990). La région est globalement fortement émettrice de GES, en 2008, un habitant du Nord-Pas-de-Calais émettait 11teqCO2 alors qu'un Français en moyenne émettait 8,5teqCO2.

En réaction la région projette de miser sur les énergies renouvelables. Le SRCAE du Nord-Pas-de-Calais vise de cette manière un effort de développement des énergies renouvelables supérieur à l'effort national en multipliant, au minimum, par 4 la part des énergies renouvelables dans les consommations régionales à l'horizon 2020. Ce sont les « objectifs Grenelle ».

Il est à noter que le **SRCAE a été annulé le 16/04/2016.**

À la suite de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie, traduits dans les SRCAE, doivent désormais être intégrés dans un schéma plus large traitant des différentes politiques de développement durable - **le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).** Le préfet de région a signé le 7 juillet 2017 le porter à connaissance de l'État relatif au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Hauts-de-France.

4.1.5.1.4 Plan de Protection pour l'Atmosphère

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), approuvé par arrêté inter préfectoral le 27 mars 2014, prévoit une série de mesures équilibrées visant à réduire les émissions des sources fixes et mobiles de pollution atmosphérique (véhicules, installations de chauffage et de production d'électricité, installations classées pour la protection de l'Environnement, avions…). Ce plan vise à amener les concentrations de polluants dans l'air sous les valeurs assurant le respect de la santé de la population du territoire.

Les 14 mesures réglementaires, qui constituent le cœur du plan, sont déclinées en arrêtés au fur et à mesure de sa mise en œuvre :

Tableau 4 : Actions du PPA

Actions réglementaires	Type de mesure	Objectif de la mesure
Action 1	Imposer des valeurs limites d'émissions aux installations fixes de chaufferies collectives et industrielles	Réduire les émissions des installations de combustion Limiter les émissions des installations de combustion de moyenne et petite taille Renouveler le parc
Action 2	Limiter les émissions de particules dues aux équipements individuels de combustion au bois	Réduction des émissions de polluants dues aux installations individuelles de combustion bois
Action 3	Rappeler l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts	Diminuer les émissions de polluants de particules
Action 4	Rappeler l'interdiction de brûlage des déchets de chantiers	Diminuer les émissions de polluants de particules
Action 5	Rendre progressivement obligatoires les Plans de Déplacements Etablissement, Administrations et Etablissements Scolaires	Réduction des émissions dues au trafic routier
Action 6	Organiser le covoiturage dans les zones d'activités de plus de 1000 salariés	Réduction des émissions dues au trafic routier
Action 7	Réduire de façon permanente la vitesse et mettre en place la régulation dynamique sur plusieurs tronçons sujets à congestion	Réduction des émissions dues au trafic routier
Action 8	Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme	Prévenir de nouvelles émissions de polluants atmosphériques
Action 9	Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air dans les études d'impact	Réduire en amont l'impact des projets
Action 10	Améliorer la connaissance des émissions industrielles	Améliorer des connaissances et de la prise en compte des émissions pour l'évaluation des futures PPA
Action 11	Améliorer la surveillance des émissions industrielles	Améliorer des connaissances et de la prise en compte des émissions pour l'évaluation des futures PPA
Action 12	Réduire et sécuriser l'utilisation de produits phytosanitaires (Actions Certiphyto et Ecophyto)	Réduire les émissions de COV (Composés Organiques Volatils) liés aux phytosanitaires

Actions réglementaires	Type de mesure	Objectif de la mesure
Action 13	Diminuer les émissions en cas de pic de pollution (procédure inter préfectorale d'information et d'alerte de la population)	Vise à limiter la durée et l'ampleur des épisodes de pollution
Action 14	Inscrire les objectifs de réduction des émissions dans l'air dans les PDU/PLUI et à échéance dans leurs révisions.	Cette mesure vise à une réduction des polluants dus aux transports

4.1.5.1.5 Loi dite « Climat et résilience »

Issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, la **loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets** a été promulguée et publiée au Journal officiel le 24 août 2021. Cette loi ancre l'écologie dans notre société : dans nos services publics, dans l'éducation de nos enfants, dans notre urbanisme, dans nos déplacements, dans nos modes de consommation, dans notre justice.

Les mesures clés de la Loi en lien avec le projet sont :

- **Extension de l'obligation de végétalisation ou d'installation de photovoltaïque sur les toits et les parkings** : L'obligation d'installation de photovoltaïque ou de toits végétalisés lors d'une construction, d'une extension ou d'une rénovation lourde sera étendue aux surfaces commerciales avec une baisse du seuil à 500 m² de création de surface. Elle est aussi étendue aux immeubles de bureaux de plus de 1 000 m² et aux parkings de plus de 500m² ;
- **Mise en place de zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) dans les agglomérations métropolitaines de plus de 150 000 habitants d'ici le 31 décembre 2024** : L'ensemble des agglomérations de plus de 150 000 habitants devront mettre en place une ZFE-m, soit 33 nouvelles ZFE-m. Dans les 10 métropoles qui enregistrent des dépassements réguliers des valeurs limites de qualité de l'air, des interdictions de circulation pour les véhicules Crit'air 5 en 2023, Crit'air 4 en 2024 et Crit'Air 3 en 2025 seront automatiquement prévues ;
- **Interdiction de mise en location des logements les moins bien isolés** : Dès 2025, il sera interdit de louer les passoires thermiques les moins bien isolées (classées étiquette G), et dès 2028 pour le reste des passoires (classées F). Et à partir de 2034, ce sont les logements classés E (ajout voté par les députés) qui seront interdits à la location. Ces logements seront ainsi progressivement considérés comme indécents au regard de la loi. Le locataire pourra alors exiger de son propriétaire qu'il effectue des travaux et plusieurs mécanismes d'information, d'incitation et de contrôle viendront renforcer ce droit pour le locataire ;
- **Financement du reste à charge – nouvel article voté par les députés** : Tous les ménages, même ceux dont les revenus sont les plus modestes, auront accès à un mécanisme de financement pour régler le reste à charge de leurs travaux de rénovation. Cela pourra notamment passer par des prêts garantis par l'État ;
- **Division par 2 du rythme d'artificialisation des sols** : Le rythme d'artificialisation devra être divisé par deux d'ici 2030. La zéro artificialisation nette devra être atteint d'ici 2050. Cette mesure sera appliquée par l'ensemble des collectivités territoriales ;
- **Principe général d'interdiction de création de nouvelles surfaces commerciales qui entraînerait une artificialisation des sols** : L'interdiction de construction de nouveaux centres commerciaux, qui artificialiseraient des terres sans démontrer leur nécessité selon une série de critères précis et contraignants, sera la norme. Aucune exception ne pourra être faite pour les surfaces de vente de plus de 10 000 m2 et les demandes de dérogation pour tous les projets d'une surface de vente supérieure à 3 000 m2 seront examinées par le préfet.
- **Création d'un délit de mise en danger de l'environnement** : Désormais, le fait d'avoir exposé l'environnement à un risque de dégradation durable de la faune, de la flore ou de l'eau en violant une obligation de sécurité ou de prudence pourra être sanctionné de 3 ans de prison et 250 000 € d'amende. Contrairement au délit général de pollution, les sanctions pourront s'appliquer si le comportement est dangereux et que la pollution n'a pas eu lieu.
- **Délit général de pollution des milieux (flore, faune et qualité de l'air, du sol ou de l'eau) et délit d'écocide pour les cas les plus graves** : Les atteintes les plus graves commises intentionnellement à l'environnement seront passibles d'une peine maximale de 10 ans de prison et 4,5 millions d'euros d'amende (22,5 millions d'euros pour les personnes morales), voire une amende allant jusqu'à dix fois le bénéfice obtenu par l'auteur du dommage commis à l'environnement.

4.1.5.2 Tendances climatiques

Le climat du Nord-Pas-de-Calais est un climat océanique : les amplitudes thermiques sont faibles, les vents dominants sont de secteur Ouest/Sud-Ouest et dans une moindre mesure, de secteur Nord-Est.

4.1.5.2.1 Températures

Le mois de février est le plus froid et le mois de juin est le plus chaud sur la commune de Fouquières-lès-Lens.

Le record de chaleur à Fouquières-lès-Lens est de « 35,5 °C en 2024 contre 41,3°C en France.

Le record de froid à Fouquières-lès-Lens est de -8,2°C en 2024 contre -12,1°C en France.

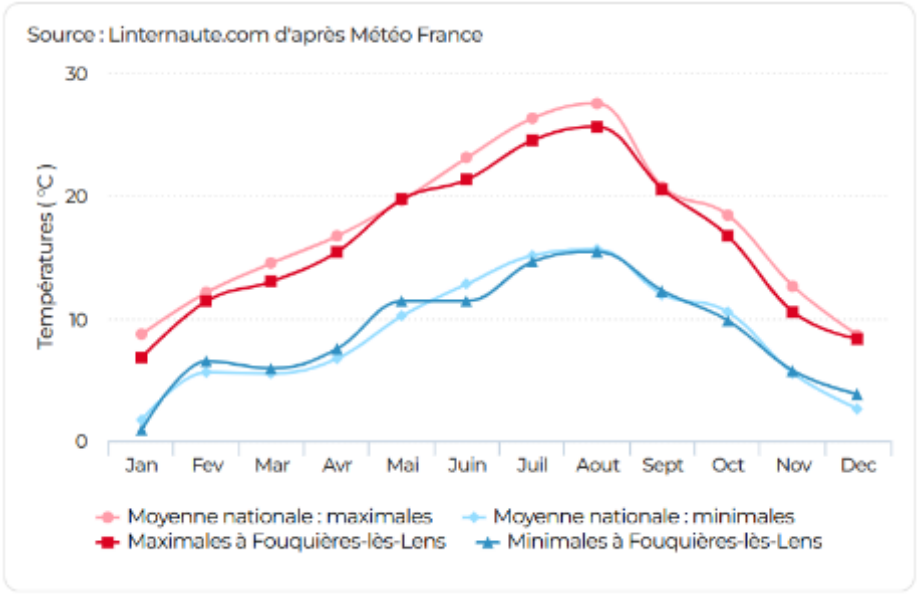


Figure 19 : Température moyenne nationale et à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

4.1.5.2.2 Précipitations

La commune de Fouquières-lès-Lens a connu 857 millimètres de pluie en 2024, contre une moyenne nationale des villes de 938 millimètres de précipitations.

Les précipitations maximales et minimales en 2024 à Fouquières-lès-Lens sont de 109 millimètres et 32 millimètres. En France, elles sont de 692 mm et 0 millimètres.

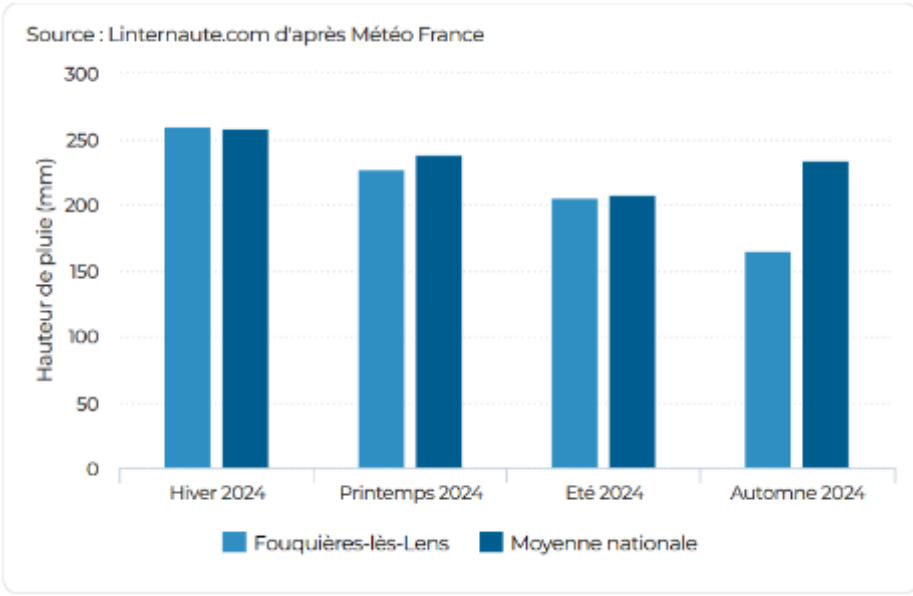


Figure 20 : Précipitation moyenne nationale et à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

4.1.5.2.3 Vents

La vitesse de vent maximale en 2024 à Fouquières-lès-Lens est de 108 km/h et de 169 km/h en France. Les vitesses de vent maximales sont observées en automne.

4.1.5.3 Changement climatique

Le diagnostic climatique de la commune de Fouquières-lès-Lens provient de l'outil **Climadiag** développé par Météo France. Il s'agit d'un ensemble de projections climatiques régionales permettant de décrire le champ des possibles quant à l'évolution de chaque indicateur, en encadrant la valeur médiane attendue autour de 2050 par une fourchette correspondant à un intervalle de confiance.

Chaque indicateur est présenté sous forme d'une infographie résumant de façon synthétique son évolution : quatre valeurs de l'indicateur sont présentées.

Les indicateurs sont calculés à partir de projections climatiques de référence sur la métropole (DRIAS2020). Ils ciblent l'évolution à l'horizon du milieu du siècle dans un scénario médian d'émission de gaz à effet de serre médian (RCP4.5).

Les indicateurs climatiques sont organisés en cinq familles :

- **Climat**
- **Risques naturels**
- **Santé**
- **Agriculture**
- **Tourisme**

Selon les communes, le nombre d'indicateurs calculé peut être inférieur à cinq.

Climat :

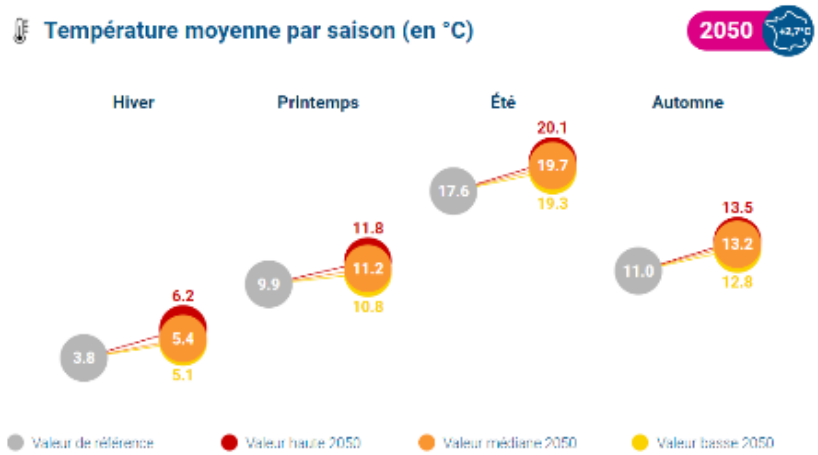


Figure 21 : Température moyenne (°C) par saison selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

A l'échelle de la France, la température moyenne annuelle pourra augmenter de plus de 2 °C d'ici le milieu du XXIe siècle par rapport au climat récent, ce réchauffement étant plus marqué l'été que l'hiver.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation des températures par rapport au climat récent dans la commune. Les différences de température seront de : +1,6°C en hiver, +1,3°C au printemps, +2,1°C en été et +2,2°C en automne.

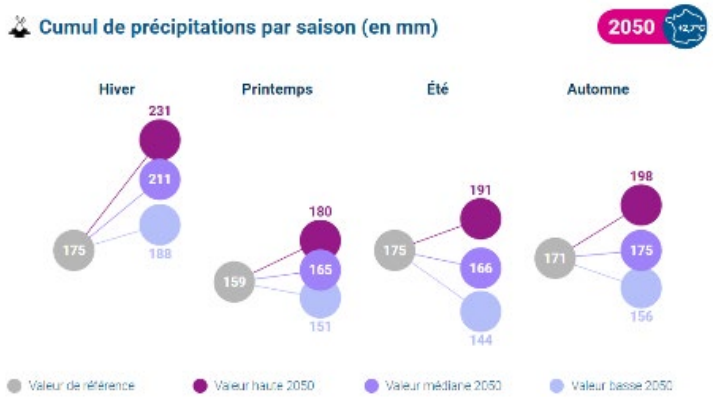


Figure 22 : Cumul de précipitations par saison (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

A l'échelle de la France, les cumuls annuels de précipitations évoluent peu d'ici 2050, mais une légère baisse en été et une légère hausse en hiver sont cependant probables sur la majorité du pays.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du cumul des précipitations par rapport au climat récent dans la commune. Les différences de cumul de précipitations seront de : +36 mm en hiver, +6 mm au printemps, -9 mm en été et +4 mm en automne.

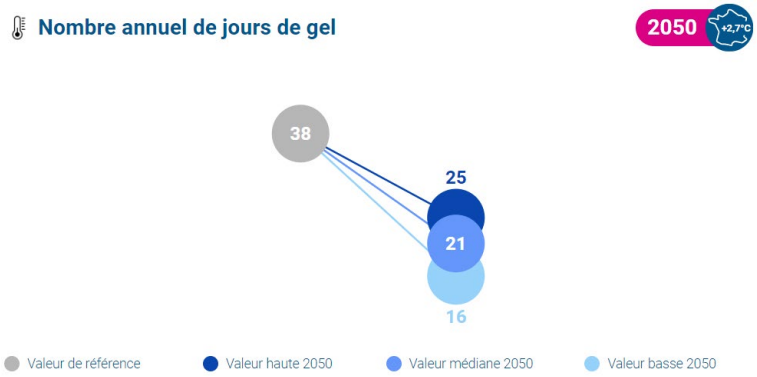


Figure 23 : Nombre annuel de jours de gel selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

A l'échelle de la France, le nombre annuel de jours de gel est prévu en forte baisse d'ici le milieu du XXIe siècle.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une diminution du nombre annuel de jours de gel par rapport au climat récent dans la commune de Fouquières-lès-Lens. Les différences de nombre annuel de jours de gel seront de : -17 jours.

Risques naturels :

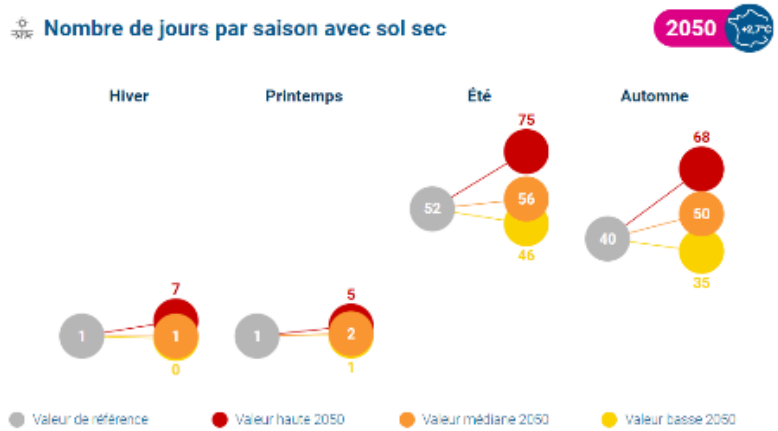


Figure 24 : Nombre de jours par saison avec sol sec selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

L'élévation de la température sur l'ensemble du territoire entraînera l'augmentation du nombre de jours avec sol sec. Une conséquence sera l'aggravation des risques de dommages sur les bâtiments, liés au retrait/gonflement des argiles.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du nombre de jours avec sol sec par rapport au climat récent dans la commune. Les différences du nombre de jours seront de : +0 jour en hiver, +1 jour au printemps, +4 jours en été et +10 jours en automne.

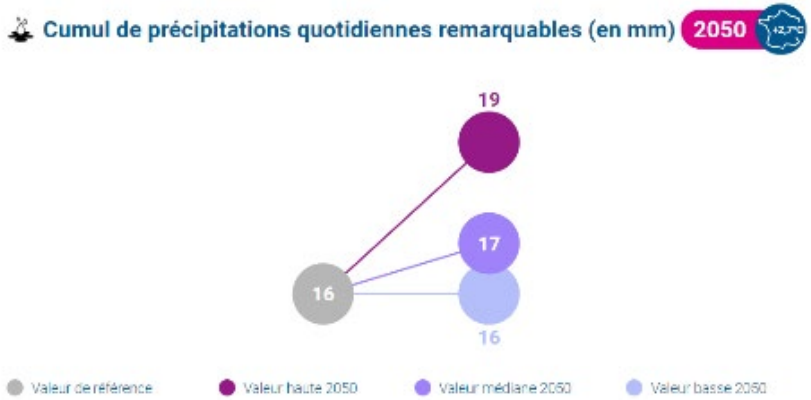


Figure 25 : Cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

Le cumul de précipitations quotidiennes remarquables correspond à la valeur qui n'est dépassée en moyenne qu'un jour sur 100, soit 3 à 4 jours par an.

Sur l'ensemble du territoire, les cumuls de précipitations quotidiennes remarquables, susceptibles de provoquer des inondations par ruissellement, augmenteront légèrement d'ici 2050.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) par rapport au climat récent dans la commune de Fouquières-lès-Lens. Les différences en mm seront de + 1 mm.

Santé :

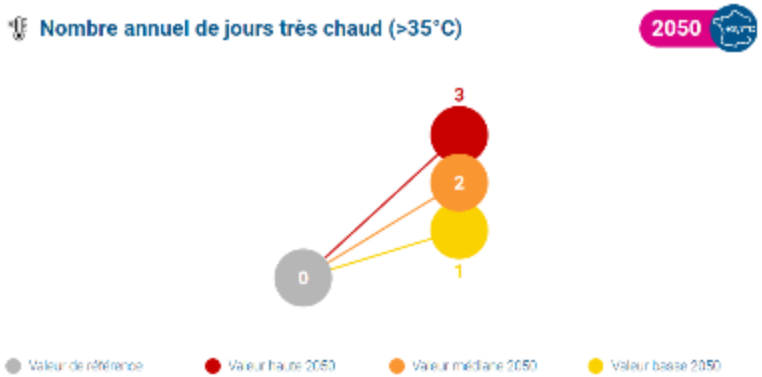


Figure 26 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

L'augmentation du nombre de journées en vagues de chaleur est déjà perceptible. Cette tendance se poursuivra d'ici le milieu du XXIe siècle sur l'ensemble du pays.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de + 2 jours très chaud.

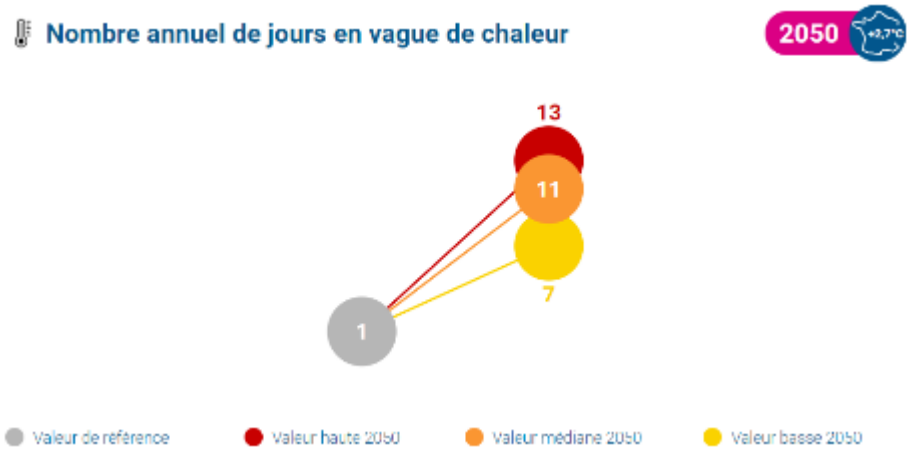


Figure 27 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de 10 jours en vague de chaleur.

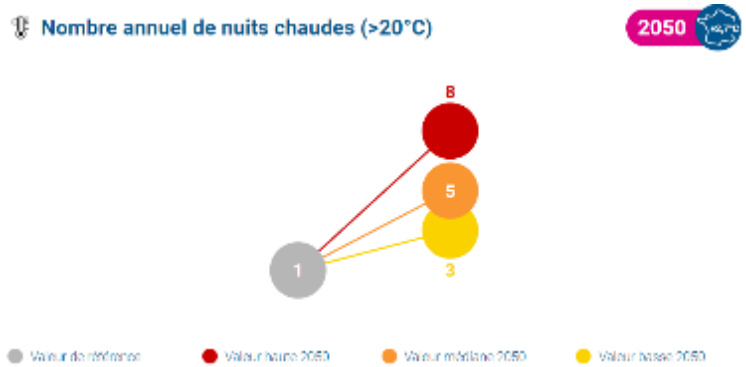


Figure 28 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de 4 jours de nuits chaudes (>20°C).

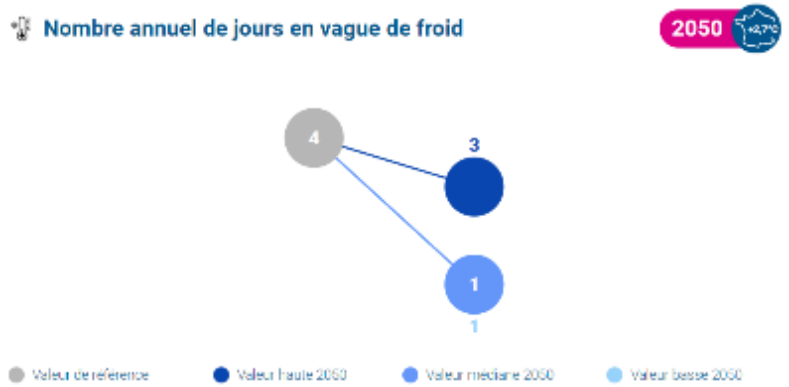


Figure 29 : Nombre annuel de jours en vague de froid selon 3 scénarios de changement climatique à Fouquières-lès-Lens – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une diminution de 3 jours en vague de froid.

Météorologie-climat

Le climat de Fouquières-lès-Lens est océanique, généralement frais et humide, pluvieux et venteux toute l'année, mais surtout en automne et en hiver.

A l'horizon 2050, les températures, les précipitations, le nombre de jours avec sol sec et le nombre de jours en vague de chaleur augmenteront. A l'inverse, le nombre de jours en vague de froid diminuera.

Enjeu faible

4.1.6 Ressource en eau

(Source BRGM, Agence de l'Eau Artois Picardie, SDAGE Artois Picardie, SAGE Marque Deûle, DREAL Hauts-de-France).

4.1.6.1 Eaux souterraines

4.1.6.1.1 Masses d'eau souterraine

Le bassin hydrogéologique correspond à la partie souterraine du bassin hydrologique. Au niveau du sous-sol et en ce qui nous concerne dans cette étude, on peut mettre en évidence une nappe d'eau principale : la nappe de la craie de la vallée de la Deûle.

Note : *Il n'existe pas de niveau aquifère à la base des remblais et des limons de surface, ceux-ci étant superposés à des formations perméables. Quand il existe, il est de toute façon peu important et impropre à toute consommation.*

La principale nappe souterraine rencontrée dans la région est la nappe de la craie. Cette nappe est la plus importante et la plus souvent utilisée. Elle est la seule qui permet une exploitation industrielle. L'eau circule grâce à un réseau de fissures, qui est surtout bien développé sous les vallées et les vallons secs, où la craie est par conséquent la plus aquifère. La nappe est libre, son alimentation s'effectue directement à partir des pluies atmosphériques qui, lorsqu'elles ne ruissellent pas, s'infiltrent dans le milieu souterrain.

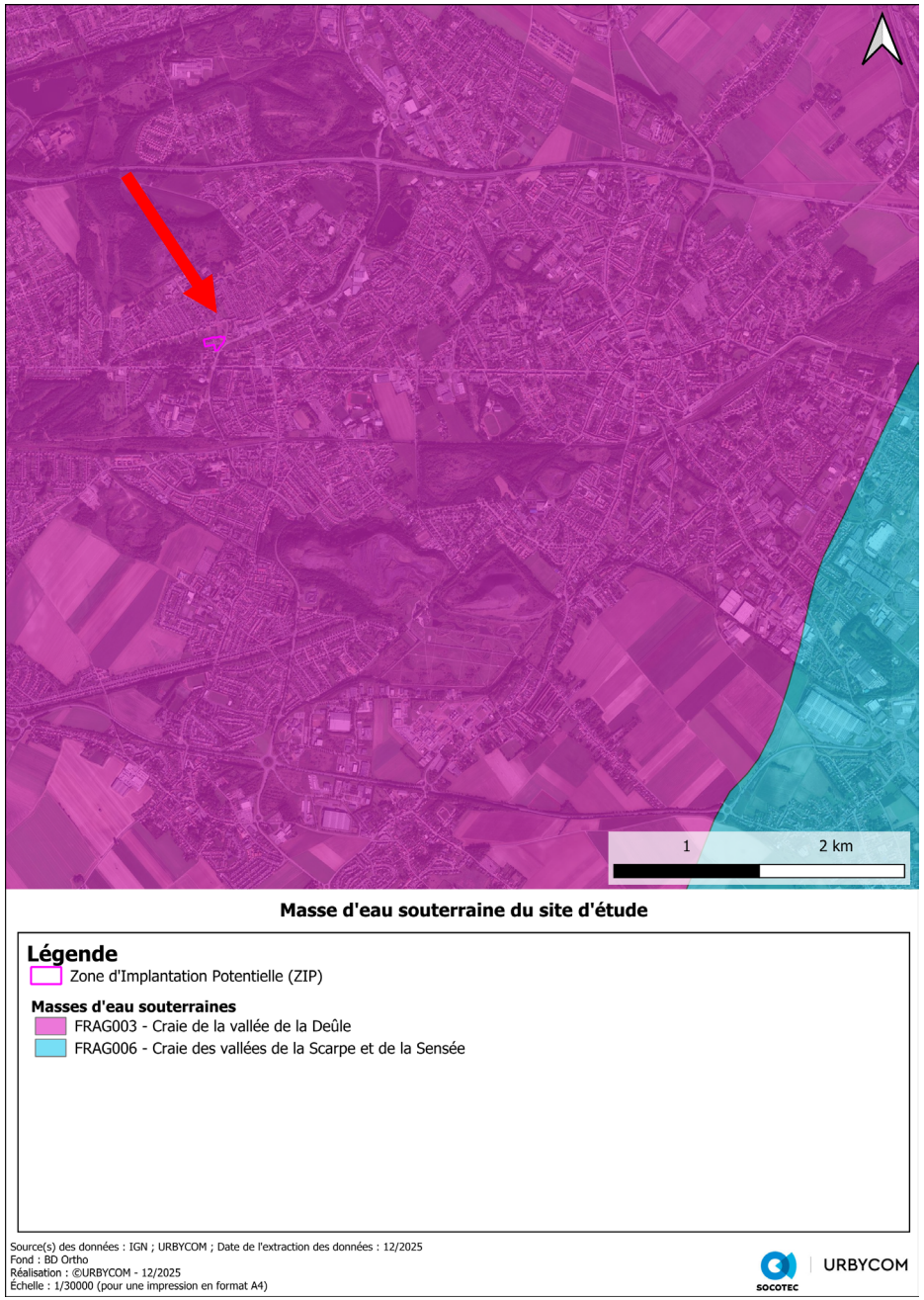
Les nappes très profondes :

A partir du Turonien moyen et jusqu'au tourtia, des niveaux aquifères peuvent exister : ils ne sont que d'intérêt secondaire étant donné la présence du réservoir supérieur de la craie. Dans le Cénomanien, il a été constaté, lors du fonçage des puits de mines, que les venues d'eau initiales étaient parfois importantes mais que leur débit tombait très rapidement.

Les terrains primaires recèlent également de l'eau, mais la profondeur à laquelle on la trouve et la minéralisation excessive qui en résulte excluent toute possibilité d'exploitation.

Tableau 5 : Liste des nappes d'eau souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

Nom	Vulnérabilité	Exploitée par l'AEP	Code masse d'eau au SDAGE
Craie de la vallée de la Deûle	Forte	Oui	FRAG303



Carte 5 : Masses d'eaux souterraines

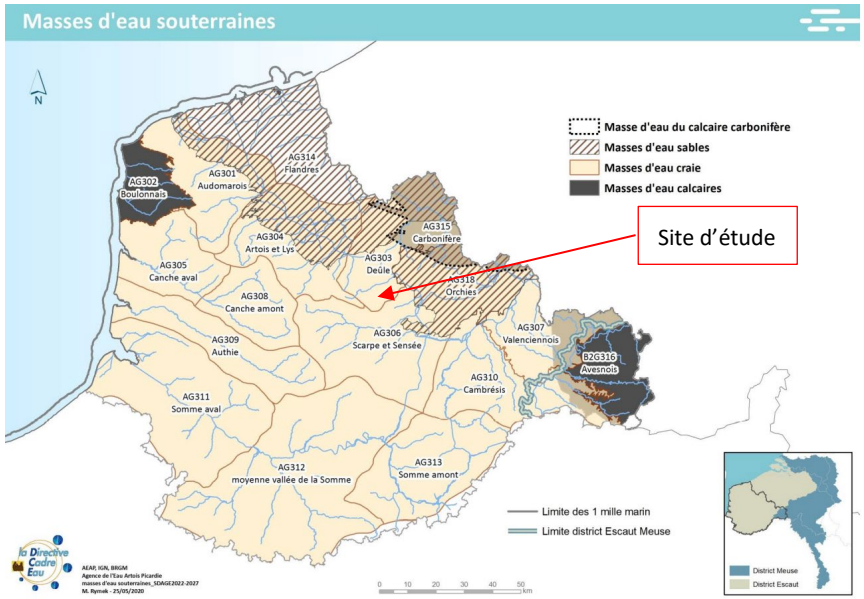


Figure 30 : Masses d'eau souterraine – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

4.1.6.1.2 Qualité de la masse d'eau souterraine

Le SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 permet de faire état de l'état chimique et quantitatif des masses d'eau du site d'étude :

Tableau 6 : Synthèse de l'objectif de qualité de la masse d'eau souterraine

Nom et code	Etat chimique	Objectif chimique Projet cycle 3	Motif de dérogation	Etat quantitatif	Objectif quantitatif
Craie de la vallée de la Deûle FRAG303	Non atteinte du bon état	Report de délai à 2039	Conditions naturelles : Pressions agricoles diffuses (nitrates, phosphore, pesticides) + pollutions	Craie de la vallée de la Deûle FRAG303	Non atteinte du bon état

L'état quantitatif est bon. L'objectif est de maintenir cet état.
L'état qualitatif est mauvais. L'objectif est l'atteinte du bon état en 2039.
Le projet ne prévoit pas de prélèvements au sein de la masse d'eau souterraine.

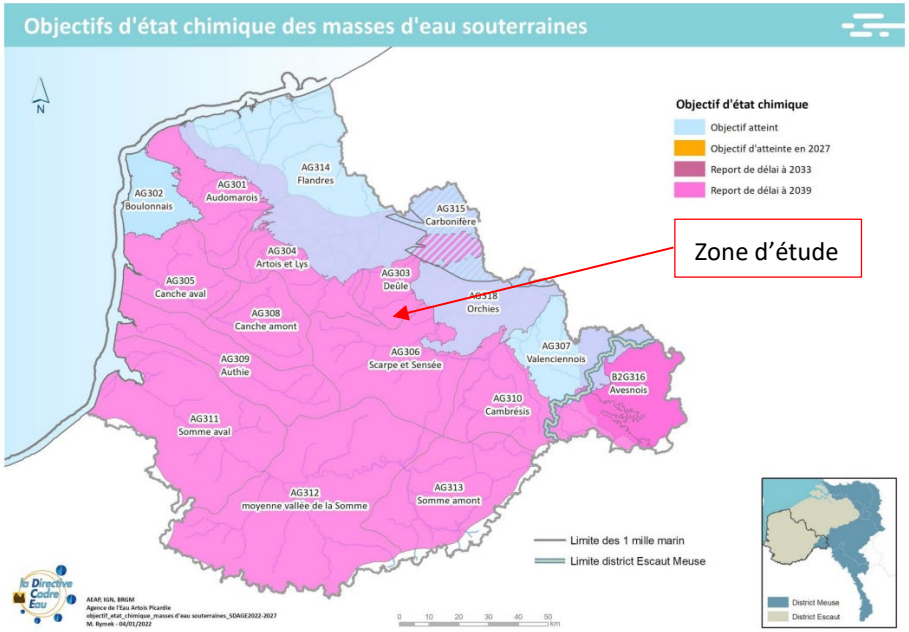


Figure 31 : État chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

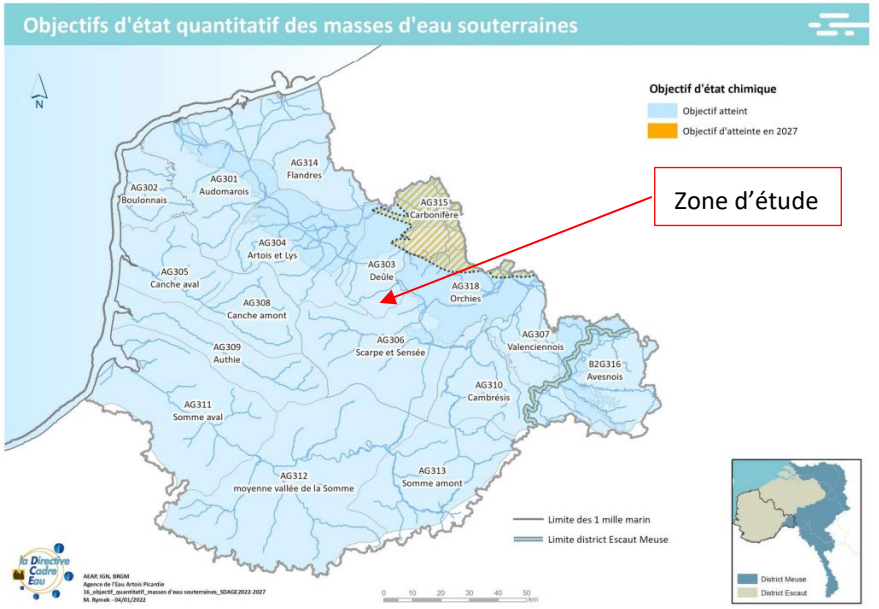


Figure 32 : État quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

4.1.6.1.3 Captage d'eau

Trois forages existaient sur la commune (Hôpital Sainte-Barbe, fosse du 6/14 sud et fosse du 7/19 nord). Leur exploitation a été abandonnée en raison de la mauvaise qualité des eaux. Ils ne disposaient pas de périmètres de protection approuvés.

L'alimentation en eau de la commune provient de l'installation de production située dans l'ex Fosse 24 d'Estevelles et à partir d'imports en provenance d'autres services. Une connexion des réseaux est réalisée à partir du raccordement situé au pont de Douai à Sallaumines, celle-ci permet d'assurer un dépannage à partir du réseau bas-service de la ville de Lens.

Aucun captage d'eau potable destiné à la consommation humaine n'est présent sur l'environnement proche du site d'étude. Le plus proche est situé à 3 320 mètres au sud du projet (captage de Fouquières-lès-Lens).

Le site est localisé au sein d'une zone à enjeu eau potable du SDAGE Artois-Picardie Cycle 3 pour la période 2022-2027.

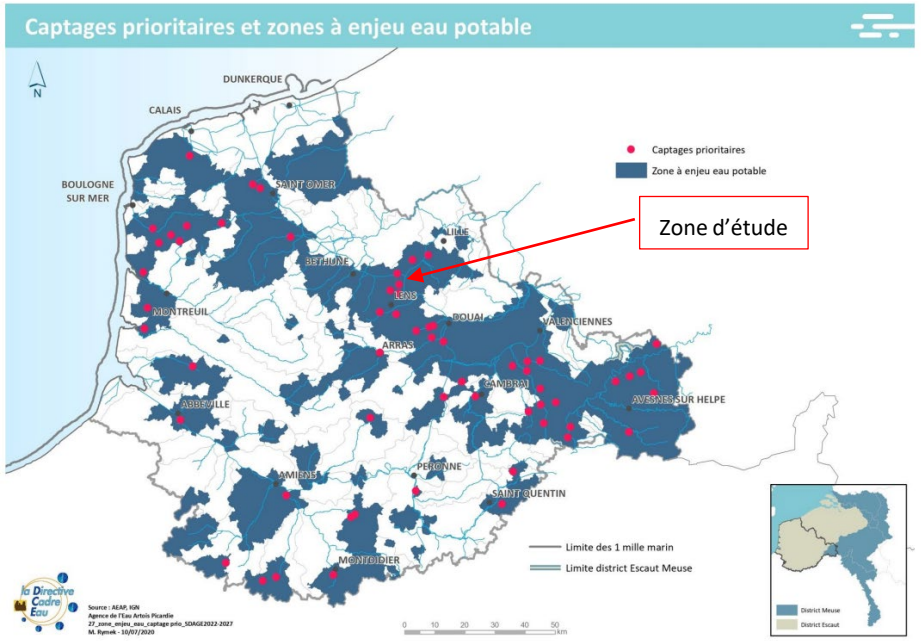


Figure 33 : Captages prioritaires et zones à enjeu eau potable – Source : SDAGE Artois-Picardie

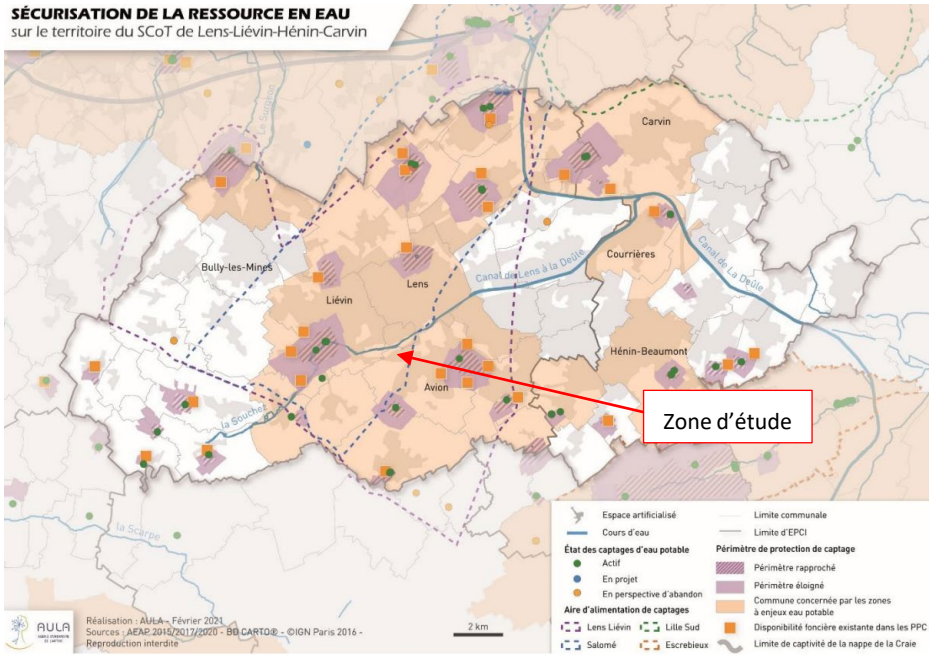


Figure 34 : La ressource en eau potable sur le territoire du SCOT – Source : SCOT LLHC



Carte 6 : Périmètres de protection de captages

4.1.6.1.4 Aire d'Alimentation de Captage

Une Aire d'Alimentation des Captages (AAC) désigne la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage. L'extension de ces surfaces est généralement plus vaste que celle des Périmètres de Protection des Captages d'eau potable (PPC). Cette zone est délimitée dans le but principal de lutter contre les pollutions diffuses (ex : pollution d'origine agricole) risquant d'impacter la qualité de l'eau prélevée par le captage. Dans cette zone sera instauré un programme d'actions visant à protéger la ressource contre les pollutions diffuses.

La commune de Fouquières-lès-Lens est située à proximité de l'Aire d'Alimentation de Captage Lens-Liévin et de celle de l'Escrebieux. Le site d'étude est à plus de 2 200 mètres de l'AAC Lens-Liévin et à 5 680 mètres de l'AAC Escrebieux.

4.1.6.1.5 Vulnérabilité de la masse d'eau souterraine

La vulnérabilité est l'ensemble des caractéristiques d'un aquifère et des formations qui le recouvrent, déterminant la plus ou moins grande facilité d'accès puis de propagation d'une substance dans l'eau circulant dans les pores ou fissures du terrain.

Cette vulnérabilité est liée à un certain nombre de paramètres. Les principaux sont :

- La profondeur du toit de la nappe,
- La présence de zone particulière d'infiltration rapide ou de communication hydraulique rapide (fossé, talwegs, zone de fissures, failles),
- L'épaisseur et la nature du recouvrement au-dessus de la craie.

Seules les nappes profondes et captives sont peu vulnérables. Ces nappes sont dites « fermées » car recouvertes par un toit argileux imperméable, laissant difficilement passer l'eau infiltrée et les polluants du sol dissous au travers de cette argile.

Au droit du site projet, la nappe de la craie est recouverte par une épaisseur de remblais et d'argile limono-crayeuse de l'ordre de 1,5 à 2,5 mètres et l'épaisseur de sol non saturée NPHE est de l'ordre de 4 à 5 mètres. L'aquifère crayeux est donc vulnérable.

Toutefois, la zone de projet se situant loin des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable, l'infiltration des eaux de pluie sur le site ne provoque pas de relation directe avec ceux-ci. La faible superficie du bassin versant du projet face à celle du bassin versant d'alimentation de la nappe ne met pas du tout en péril sa recharge, d'autant plus que toutes les eaux pluviales de ruissellement seront infiltrées sur place après traitement.

La carte suivante éditée par le BRGM indique que les eaux souterraines au droit du site sont fortement vulnérables.

Eau souterraine

Aucun captage ou périmètre de protection et aucune Aire d'Alimentation de Captages proche du site d'étude.

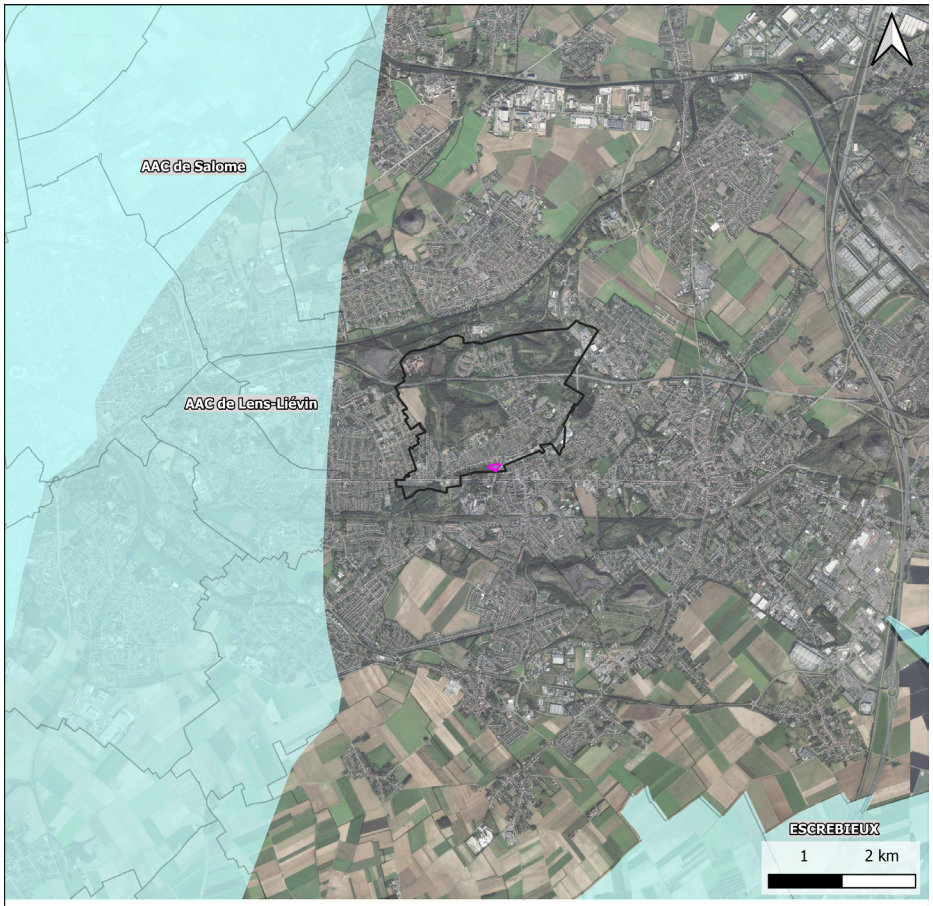
Commune située au sein d'une Zone à Enjeu Eau Potable du SDAGE cycle 3 pour la période 2022-2027

Bon état quantitatif de la nappe souterraine mais non atteinte du bon état chimique.

Vulnérabilité moyenne de la nappe.

Les constructions superficielles et souterraines devront intégrer la vulnérabilité de la nappe de la craie.

Enjeu modéré

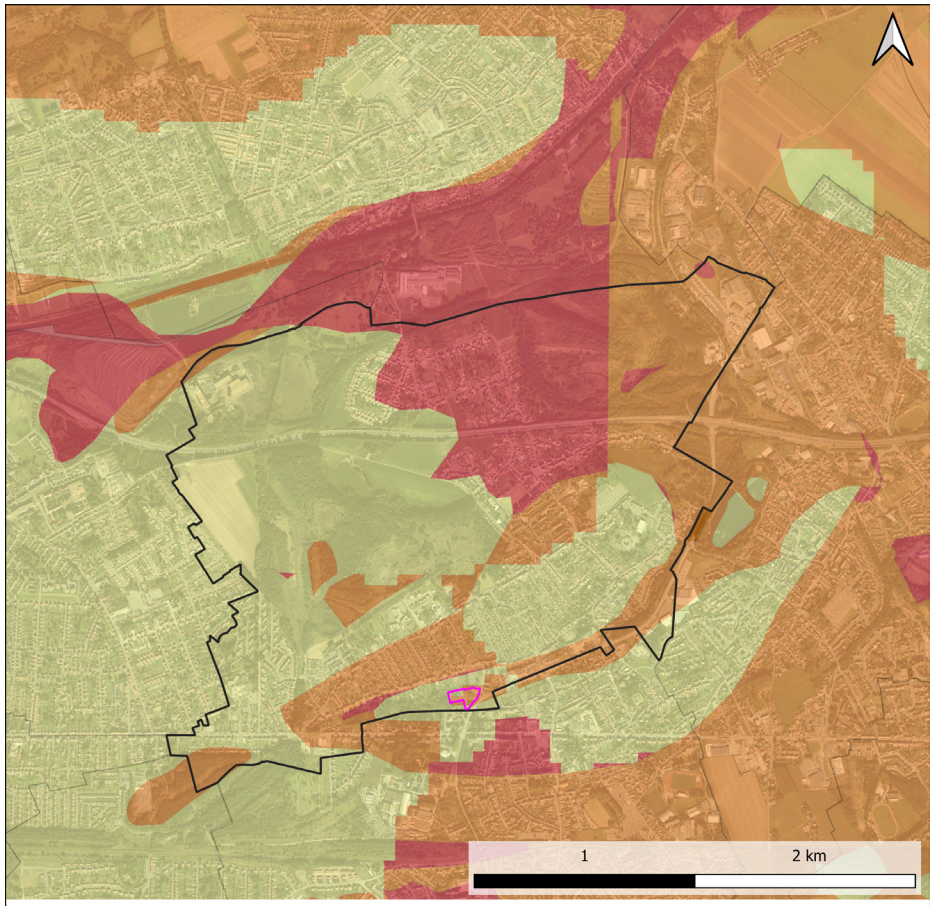


Aires d'alimentation de captage dans le secteur d'étude

Légende
- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- AAC
- Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/60000 (pour une impression en format A4)

Carte 7 : Localisation des Aires d'Alimentation de Captages



Vulnérabilité de la nappe souterraine du site d'étude

Légende
- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens

Vulnérabilité des nappes
- Fort
- Moyen
- Très fort

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/20000 (pour une impression en format A4)

Carte 8 : Vulnérabilité de la nappe d'eau souterraine

La zone projet est classée en zone « sensible » du point du vue des nutriments notamment les zones désignées comme « vulnérables » dans le cadre de la directive sur les nitrates 91/676/CEE et les zones désignées comme sensibles dans le cadre de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires 91/271/CEE ».

La protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable vise à préserver durablement la quantité et la qualité de l'eau prélevée afin de limiter les fermetures de captage et la multiplication de nouveaux forages ou de traitements curatifs. Dans ces zones, l'enjeu est la poursuite de la mise aux normes des stations d'épuration et la réduction à la source des pollutions (diffuses, domestiques, agricoles et industrielles).

Sur le territoire intercommunal, l'alimentation en eau potable est réalisée uniquement à partir de la ressource en eau souterraine. La préservation qualitative et quantitative de cette ressource apparaît donc comme un enjeu fondamental.

4.1.6.2 Eaux superficielles

4.1.6.2.1 Masse d'eau de surface

La commune de Fouquières-lès-Lens appartient au bassin versant de la Deûle (masse d'eau superficielle FRAR17 : Canal de la Deûle jusqu'à la confluence avec le canal d'Aire) et s'inscrit plus spécifiquement dans le sous-bassin versant du Canal de Lens.

Historique et État Actuel du Site

- Le ruisseau de Montigny : Historiquement présent au droit du site, ce cours d'eau a été intégralement busé (il n'a plus le statut de Cours d'eau)
- Assainissement : Il est aujourd'hui intégré au réseau d'assainissement unitaire de la commune via des canalisations de diamètres importants (UNØ500 à 2000 mm) situées au droit du site.
- Problématique des eaux parasites : Cette configuration actuelle génère des apports d'eaux claires parasites significatifs vers la station d'épuration, nuisant à son bon fonctionnement.

Note : Le passage à une gestion des eaux pluviales par infiltration sur la parcelle (grâce aux pavés drainants et espaces verts du projet) permettra de limiter ces apports au réseau unitaire saturé.

Inventaire des Zones Sensibles

- Réseau hydrographique : En dehors du ruisseau busé mentionné, aucun cours d'eau, fossé, ni voie d'eau (permanente ou temporaire) ne concerne la zone d'étude ou son environnement immédiat.
- Activités et périmètres de protection : Il n'existe aucune zone sensible à proximité du projet, qu'il s'agisse de zones de baignade, de cressiculture ou d'activités conchylicoles.



Masse d'eau de surface du site d'étude

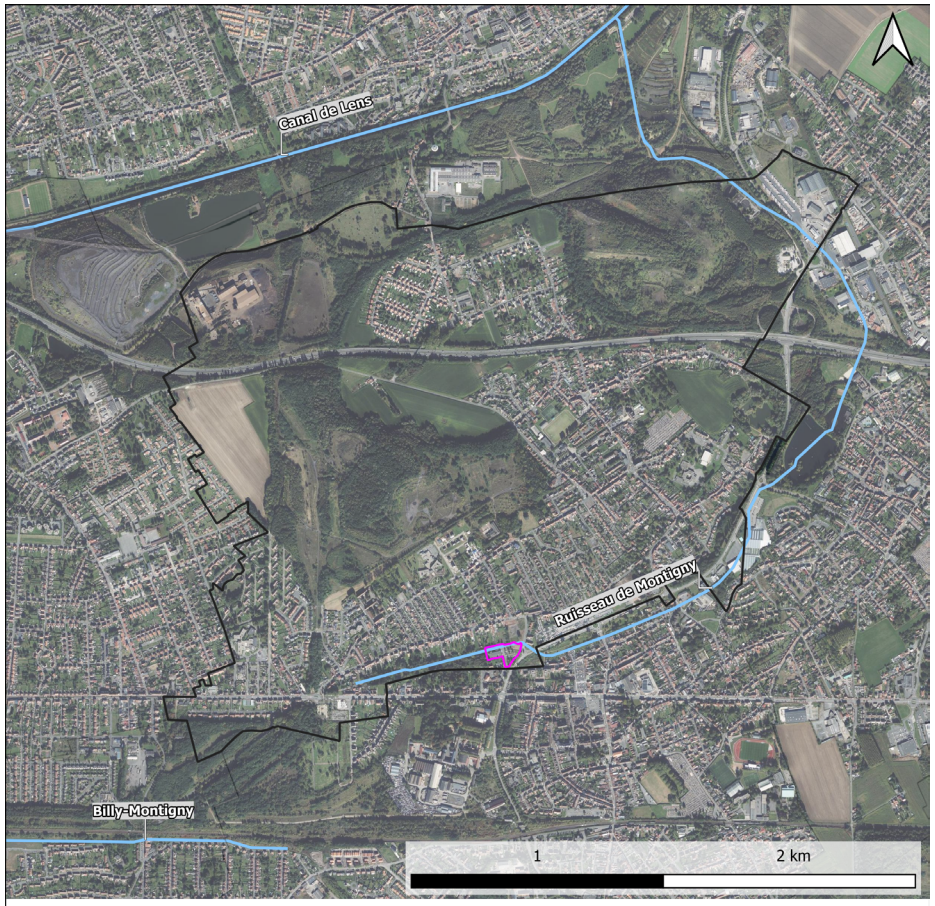
Légende
- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens

Masses d'eau superficielle
- CANAL D'AIRE A LA BASSEE
- CANAL DE LA DEULE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LE CANAL D'AIRE
- DEULE CANALISEE DE LA CONFLUENCE AVEC LE CANAL D'AIRE A LA CONFLUENCE AVEC LA LYS
- SOUCHEZ

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/70000 (pour une impression en format A4)

SOCOTEC | URBYCOM

Carte 9 : Masse d'eau de surface continentale



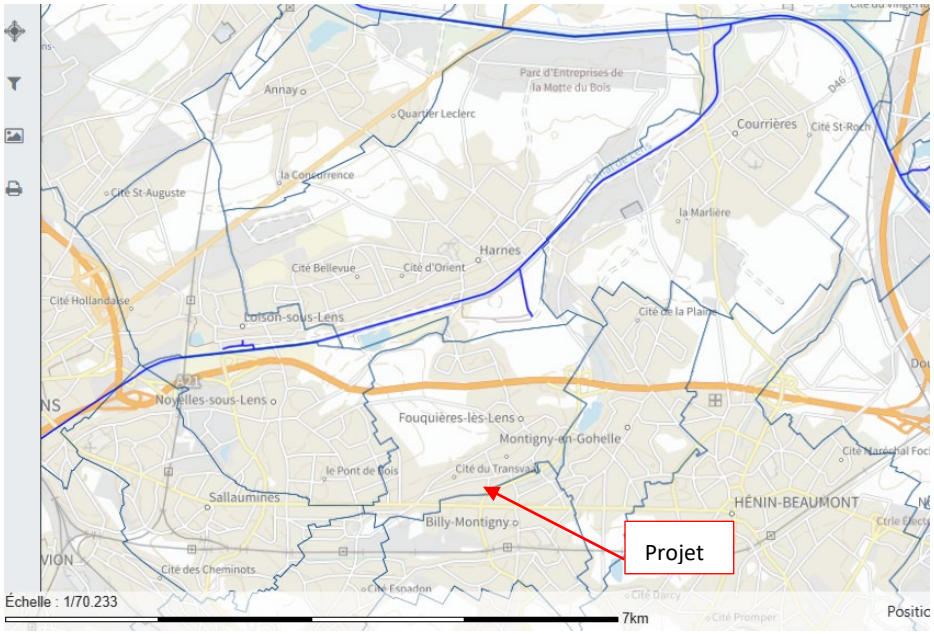
Cours d'eau du secteur d'étude

Légende
- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens
- Cours d'eau

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/17500 (pour une impression en format A4)

SOCOTEC | URBYCOM

Carte 10 : Contexte hydrographique



Carte 11 : Voie d'eua au statut de cours d'eau (DDTM62)

4.1.6.2.2 Qualité et objectif de la masse d'eau de surface

Le canal de Lens est suivi dans le cadre du Réseau National de Bassin de l'Agence de l'Eau Artois Picardie au point n°83000 à Harnes (aval zone et aval confluence avec le ruisseau de Montigny). Il n'existe pas de point de mesure de la qualité des eaux superficielles à proximité et en amont de la zone projet.

La qualité des cours d'eau à l'échelle du secteur d'étude est médiocre à mauvaise (rouge), conséquence des rejets des agglomérations de Lens et de Liévin et du passé industriel et miniers du secteur. Ce qui a pour conséquence un déclassement de la Deûle lorsque le canal de Lens rejoint la Deûle à Courrières.



Carte 12 : La dernière qualité des cours d'eau (AEAP)

<u>État écologique</u> :

L'état écologique des masses d'eau est évalué à partir de la biologie, de la physico-chimie, de l'hydromorphologie et des polluants spécifiques.

L'ambition proposée pour le bassin Artois-Picardie est d'avoir 50 % de masses d'eau de surface en bon état ou bon potentiel écologique à la fin de l'année 2027, soit 22 masses d'eau de surface en bon état, en plus, en 2027.

L'état écologique de la masse d'eau est médiocre.

Pour l'état écologique de la masse d'eau de surface du site (FRAR17), le SDAGE a un objectif d'amélioration d'une classe de l'état écologique (passage à un état écologique moyen).

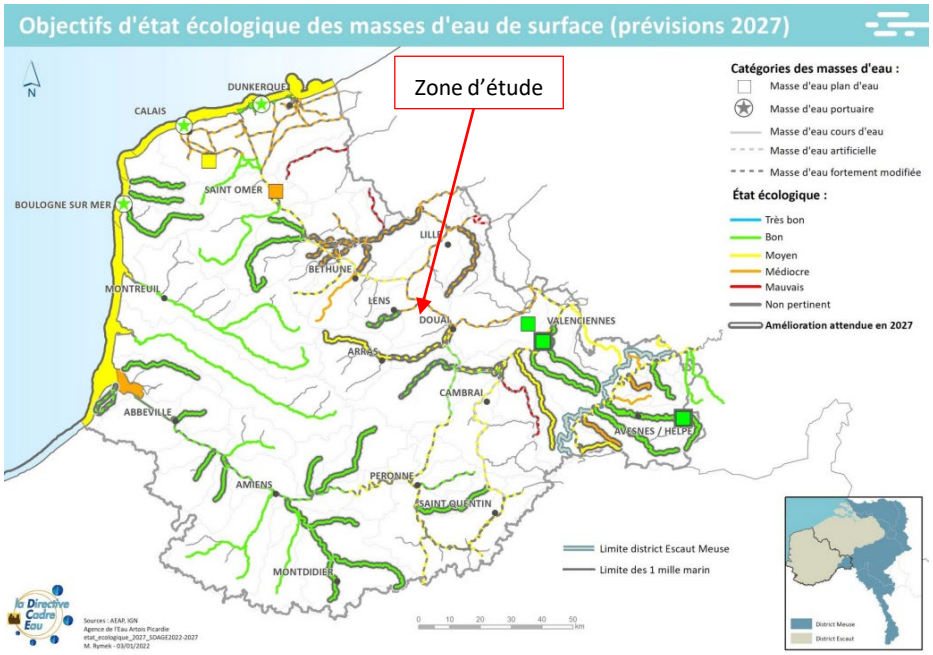


Figure 35 : Objectif d'état écologique des masses d'eau de surface, prévisions 2027 – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

Tableau 7 : Objectif d'état chimique et écologique de la masse d'eau superficielle

N° et nom de la masse d'eau	Etat chimique	Etat écologique	Objectif d'état chimique	Objectif d'état écologique	Motif de dérogation
FRAR17 : Dérivation de la Scarpe du Canal de jonction au bras de la Deûle et la Deûle du bras de la Deûle au Canal d'Aire	Non atteinte du bon état chimique	Médiocre	Report de délai pour faisabilité technique à 2033	Stabiliser l'état écologique, objectif moins strict	Rejets ponctuels & Hydromorphologie dégradée

Eau superficielle
Projet situé à distance d'une voie d'eau (cours d'eau ou fossé).
Projet hors zone inondable et hors lit majeur.
Non atteinte du bon état chimique et écologique de la masse d'eau de surface.
La Deûle et le canal de Lens sont artificialisés depuis de nombreuses années. La biodiversité a peu à peu disparue. Le territoire que le canal traverse est très industrialisée et comprend une densité d'habitants très élevée, les pollutions sont donc nombreuses.
Enjeu faible

<u>État chimique</u> :

L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé au regard du respect/non-respect des normes de qualité environnementales et des valeurs seuils pour 41 substances contrôlées : 8 substances dites dangereuses (annexe IX de la DCE) et 33 substances prioritaires (annexe X de la DCE) dont 4 métaux lourds, 13 produits phytosanitaires, 18 polluants industriels et 6 polluants toxiques. Pour toutes les autres masses d'eau de surface du SDAGE, l'objectif est d'atteindre le bon état chimique après 2027.

L'état chimique de la masse d'eau n'est pas bon. Selon le SDAGE Artois-Picardie 2022-2027, l'objectif de bon état chimique est reporté à 2033.

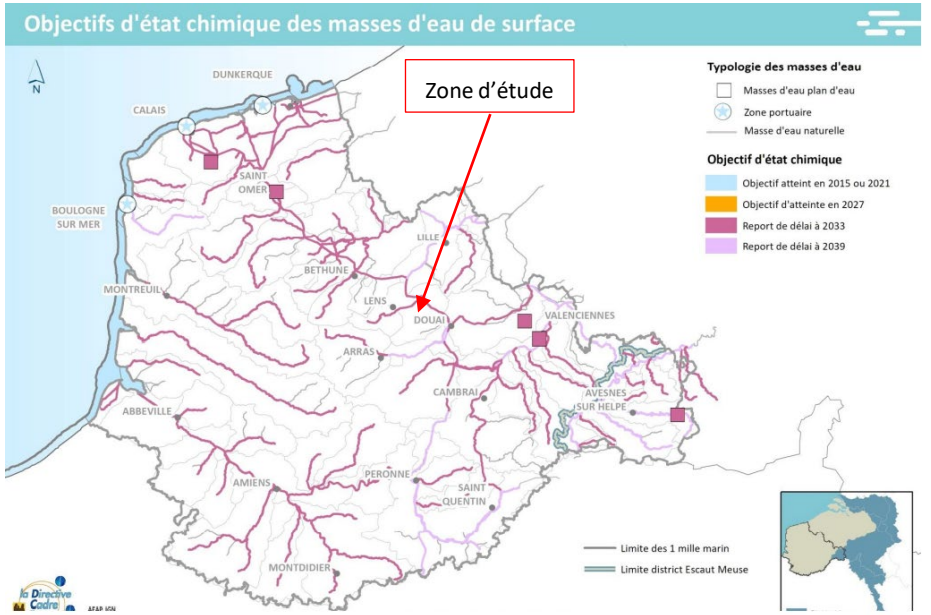


Figure 36 : Objectif d'état chimique des masses d'eau de surface – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

Note : Les cours d'eau du bassin minier présentent une qualité biologique globalement passable à mauvaise ce qui s'explique notamment par le passé industriel de la zone, la forte urbanisation et le faciès d'écoulement (régime lent).

De manière générale :

- Les Matières en Suspensions (MES) sont présentes essentiellement en raison de l'érosion des versants agricoles et des berges des cours d'eau.
- Les paramètres DBO5 (demande biologique en oxygène), DCO (demande chimique en oxygène), et SATR (Stabilisation aérobie thermophile) traduisent la présence de matières organiques et oxydables qui consomment l'oxygène de l'eau.
- La présence de phosphore et de composés azotés (NH_4^+, NO_2^-, NO_3^-, NTK, PO_4^{3-}, Ptotal) dans l'eau est la conséquence des activités anthropiques (urbanisation, agriculture, industrie, …) et provoque les proliférations d'algues (eutrophisation).

4.1.6.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides

Des documents permettent d'établir un diagnostic, sans phase de terrain, de la répartition des zones humides sur et à proximité de la zone d'étude. Nous rappelons que la pré-localisation des zones humides n'a pas vocation à se substituer ou à être assimilée à une démarche d'inventaires, mais donne une indication quant à la probabilité de présence d'une zone humide sur un secteur donné.

4.1.6.3.1 Zones à Dominante humide du SDAGE

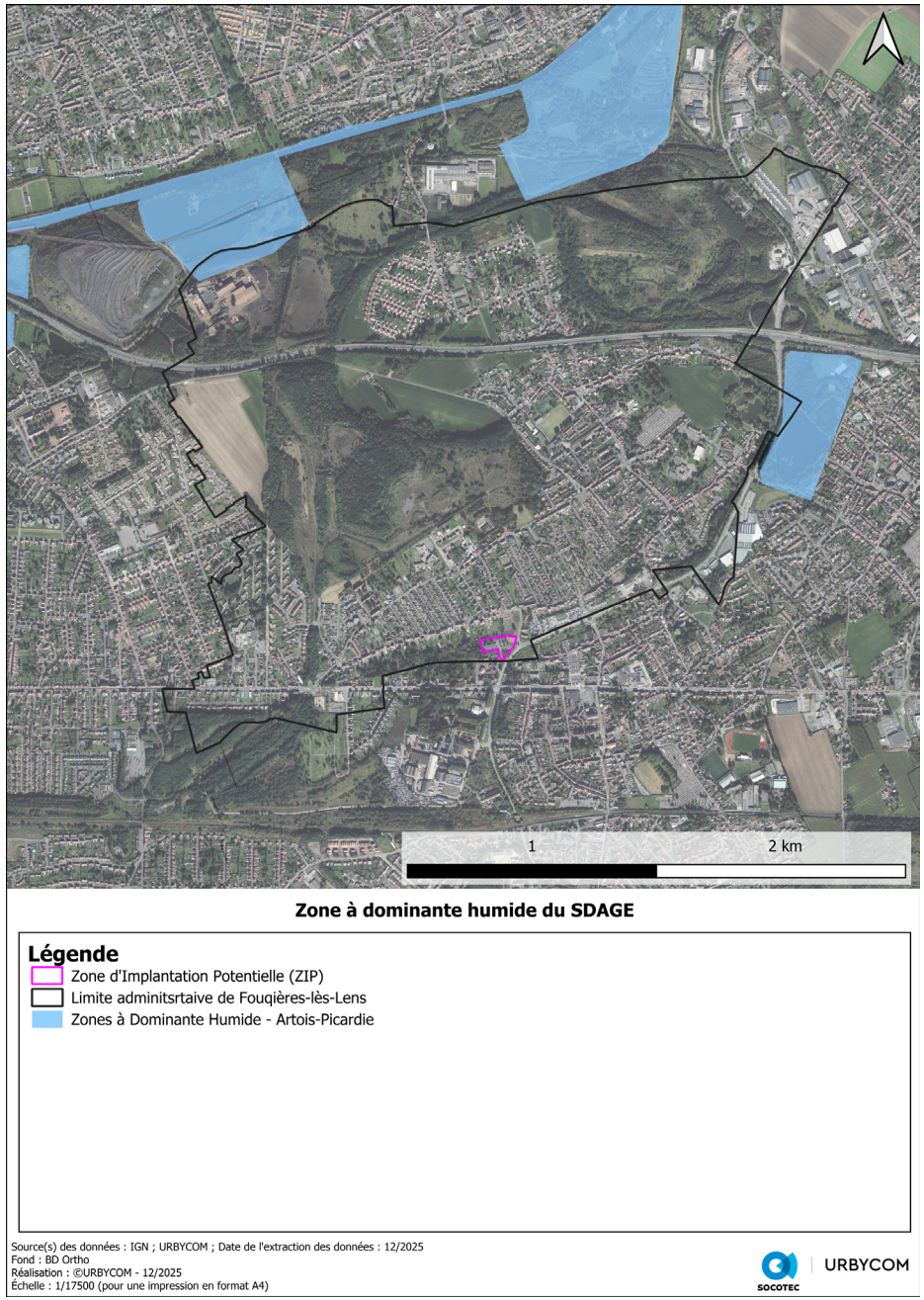
Dans le cadre de sa politique de préservation et de restauration des zones humides, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'est dotée d'une cartographie de localisation des zones à dominante humide (ZDH) au 1/50000ème. Cette cartographie, essentiellement réalisée par photo-interprétation et sans campagne systématique de terrain, ne permet pas de certifier que l'ensemble des zones ainsi cartographiées est à 100 % constitué de zones humides au sens de la Loi sur l'eau : c'est pourquoi il a été préféré le terme de « zones à dominante humide ».

La délimitation de ces ZDH à l'échelle du bassin Artois-Picardie a plusieurs finalités :

- Améliorer la connaissance : constitution d'un premier bilan (état de référence des ZDH du bassin) permettant de suivre l'évolution de ces espaces ;
- Être un support de planification et de connaissance pour l'Agence et ses partenaires ;
- Être un outil de communication interne et externe en termes d'information et de sensibilisation ;
- Être un outil d'aide à la décision pour les collectivités ;
- Donner un cadre pour l'élaboration d'inventaires plus précis.

Selon la cartographie du SDAGE Artois-Picardie, le site n'est pas concerné par un périmètre de Zones à Dominante Humide « ZDH ».

Le SDAGE n'alerte donc pas sur la forte probabilité de présence d'une zone humide dans l'emprise du projet. Il faut noter que l'échelle de la cartographie présentée est de 1/50 000ème et donc que les limites définies des zones humide et Z.D.H. doivent être affinées.



Carte 13 : Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie

4.1.6.3.2 Zones humides du SAGE Marque-Deûle

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont des documents de planification élaborés de manière collective, dans les sous-bassins, pour un périmètre hydrographique cohérent d'un point de vue physique et socio-économique (bassin versant, nappe d'eau souterraine, zone humide, estuaire, etc.).

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par le SAGE Marque Deûle.

Aucune Zone Humide du SAGE ne concerne le périmètre d'étude (selon l'atlas cartographique annexé au règlement du SAGE).

Le site d'étude est artificialisé, aménagé (bâtiments, parking, voiries et surfaces en dur) en totalité. Le projet se localise donc sur un sol non naturel : remblaiement sur l'ensemble de la zone.

La présence d'une zone humide est quasi-nulle sur le site.

Zones humides

Le site d'étude ne présente aucune zone humide recensée au titre des inventaires du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) ou du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Le site est intégralement constitué d'Anthroposols (remblais et plateformes techniques issus d'aménagements passés). Ces terrains remaniés ne présentent pas les caractéristiques de sols hydromorphes.

La probabilité de présence d'une zone humide est nulle. L'enjeu relatif aux milieux humides est donc considéré comme négligeable

Enjeu négligeable

4.1.7 Qualité de l'air

La région subit les mêmes influences que la majeure partie de la France, mais sa position septentrionale rend le temps plus instable.

Le Nord-Pas-de-Calais est une région sensible à la pollution atmosphérique. Les problématiques les plus sensibles sont la présence, en grande concentration dans l'air, des oxydes d'azotes (NOx) et des particules en suspension (PM).

Le territoire est au sein de la zone climatique dite intermédiaire, avec des hivers froids et des étés chauds. Il est donc à la fois sous influence océanique et semi-continentale.

Le climat est aujourd'hui soumis à des modifications provenant de nombreuses sources en particulier des rejets atmosphériques divers : issus du trafic routier, des industries, du chauffage domestique, …

Ces rejets atmosphériques ont bien souvent un effet sur la santé humaine. Les effets de la pollution atmosphérique sont :

- Baisse de la photosynthèse chez les végétaux : impact sur le rendement agricole et sur les milieux naturels,
- Interactions avec les différents domaines de l'environnement : augmentation des risques d'inondation, augmentation de la température atmosphérique globale, perturbation des saisons…,
- Changements climatiques,
- Modification des mœurs de la faune sauvage : migration limitée, modification des périodes de reproduction…,
- Altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement,
- Effet sur la santé : altération de la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

La pollution atmosphérique est une altération de la composition normale de l'atmosphère (78 % d'azote, 21 % d'oxygène et 1 % d'autres composés). Cette altération apparaît sous deux formes : gazeuse (présence de gaz nouveaux ou augmentation de la proportion d'un gaz existant) et solide (mise en suspension de poussières).

Les sources de pollution atmosphérique sont :

- **Les transports** : La combustion des carburants dégage des oxydes d'azote, de l'oxyde de carbone, des hydrocarbures ainsi que les produits à base de plomb incorporés dans les carburants.
- **Les installations de combustion du secteur résidentiel et tertiaire ou du secteur industriel** : L'utilisation des combustibles tels que charbons, produits pétroliers... que ce soit dans les générateurs de fluides caloporteurs ou dans les installations industrielles de chauffage, est à l'origine d'une pollution atmosphérique sous les formes gazeuse et particulaire.
- **Les processus industriels** : Ils émettent des poussières et des gaz spécifiques à chaque procédé de fabrication et à chaque produit fabriqué.

La surveillance de la qualité de l'air est assurée en France par des associations régionales agréées par le Ministère en charge de l'écologie (ici ATMO Hauts de France) qui regroupent les services de l'État, les collectivités, industriels, associations et professionnels de la santé. Elles assurent de manière permanente la mesure et le suivi des concentrations de polluants et en informent le public. Ce sont par exemple elles qui donnent l'alerte en cas de pic de pollution.

La Fédération ATMO représente l'ensemble des 38 associations agréées pour la surveillance de la qualité de l'air (AASQA). Ses missions de base (en référence à la loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996) sont :

- Mise en œuvre de la surveillance et de l'information sur la qualité de l'air,
- Diffusion des résultats et des prévisions,
- Transmission immédiate aux préfets des informations relatives aux départements ou prévisions de dépassements des seuils d'alerte et de recommandation.

C'est donc par le réseau ATMO que toutes les données relatives à la qualité de l'air sont effectuées et rendues disponibles au grand public. Les conséquences de la pollution atmosphérique sur le climat ont incité l'État à prendre des mesures afin de préserver la qualité de l'air et le climat. En Nord-Pas-de-Calais, la surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air et de l'atmosphère sont assurées par l'association Atmo Nord-Pas-de-Calais.

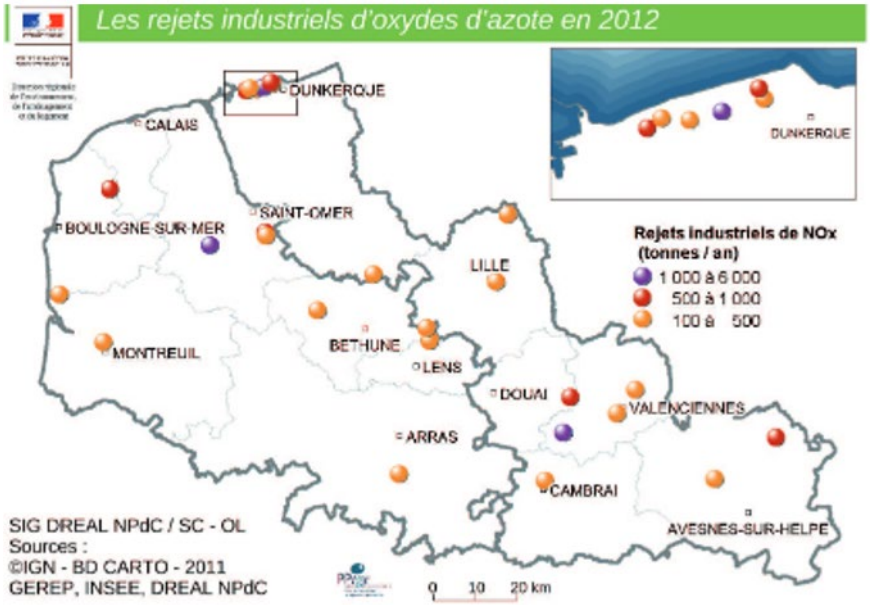


Figure 37 : Les rejets industriels d'oxydes d'azote en 2012 dans le NPDC

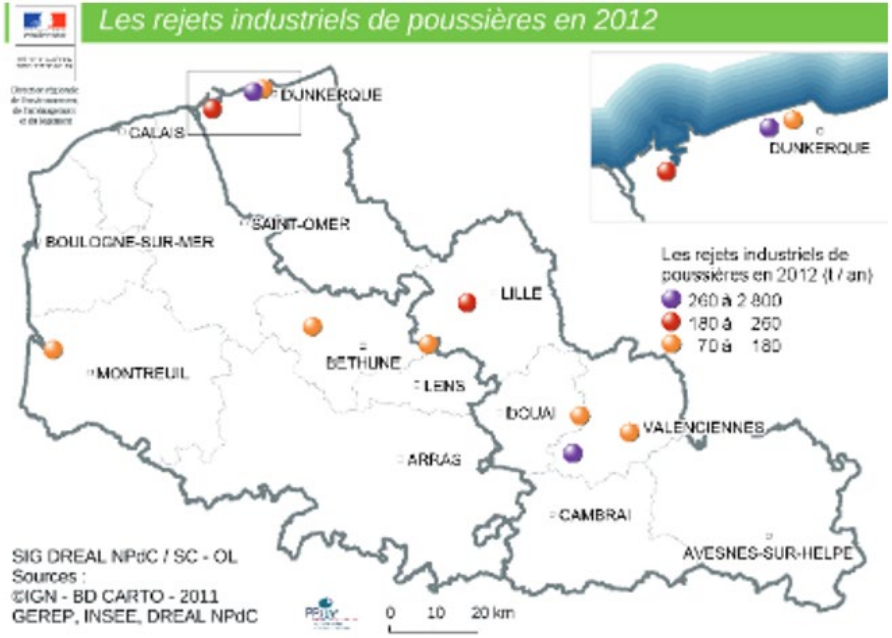


Figure 38 : Les rejets industriels de poussières en 2012 dans le NPDC

4.1.7.1 Outils réglementaires

<u>À l'échelle nationale</u> :

Le **Plan national de réduction des émissions de polluants (PREPA)**, défini par l'arrêté du 10 mai 2017, est un plan d'action interministériel suivi par le Conseil National de l'Air (CNA). Inscrit dans l'article 64 dans la LTECV, le PREPA caractérise des mesures et leurs modalités d'application pour réduire sur la période 2017-2021 les émissions anthropiques de polluants dans l'atmosphère dans l'objectif principal de respecter les exigences européennes. Il combine les différents outils de politique publique : réglementations sectorielles, mesures fiscales, incitatives, actions de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, action d'amélioration des connaissances… Parmi eux, les mesures visant le secteur du transport et la mobilité sont les suivantes :

- Faire converger la fiscalité entre l'essence et le gazole ;
- Aligner les régimes de déductibilité de la TVA entre essence et gazole ;
- Encourager les mobilités actives et les transports partagés ;
- Inciter l'utilisation du vélo ;
- Mettre en œuvre des zones à circulation restreinte (ZCR) ;
- Imposer les certificats qualité de l'air (Crit'Air) dans les zones à circulation restreinte (ZCR) et les zones visées par la circulation différenciée ;
- Encourager la conversion des véhicules les plus polluants et l'achat des véhicules les plus propres ;
- Développer des infrastructures pour les carburants propres au titre du cadre national pour les carburants alternatifs ;
- Renouveler le parc public par des véhicules faiblement émetteurs (selon l'article 37 de la loi de la transition énergétique ;
- Renforcer le contrôle des émissions des véhicules et engins non routiers ;
- Contrôler les émissions réelles des véhicules routiers ;
- Renforcer le contrôle technique des véhicules (article 65 de la loi de transition énergétique) ;
- Soutenir l'adoption de nouvelles normes européennes ambitieuses (normes antipollution, prise en compte des conditions réelles de conduite et amélioration de la procédure d'homologation).

Le Plan National Santé Environnement (PNSE) précise les actions à mener sur l'ensemble du territoire français pour réduire les impacts des facteurs environnementaux sur la santé. Conformément à l'article L. 1311-6 du code de la santé publique, il doit être renouvelé tous les cinq ans. Le quatrième **Plan National en Santé Environnement (PNSE4)** pour la période 2020-2024 s'articule autour de 4 grands axes :

- Mieux connaître les expositions et les effets de l'environnement sur la santé des populations ;
- Informer, communiquer et former les professionnels et les citoyens ;
- Réduire les expositions environnementales affectant notre santé ;
- Démultiplier les actions concrètes menées dans les territoires.

À travers ces différents enjeux, le PNSE4 contient différentes actions relatives à la qualité de l'air :

- L'action 13 prévoit d'améliorer la qualité de l'air intérieur au-delà des actions à la source sur les produits ménagers et les biocides ;
- L'action 15 prévoit de créer une plate-forme collaborative pour les collectivités sur les actions en santé environnement et renforcer les moyens des territoires pour réduire les inégalités territoriales en santé-environnement ;
- L'action 16 prévoit sensibiliser les urbanistes et aménageurs des territoires pour mieux prendre en compte les problématiques de santé et d'environnement dans les documents de planification territoriale et les opérations d'aménagement.

<u>À l'échelle régionale</u> :

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) du Nord-Pas-de-Calais en vigueur a été approuvé le 20 novembre 2012 par délibération de l'assemblée plénière de la région le 24 octobre 2012 après une phase de consultation et de mise à disposition du public. Il fixe à moyen et long terme 47 orientations stratégiques pour le territoire régional classées en 5 catégories :

- 9 orientations transversales liées à l'aménagement du territoire et aux modes de production et de consommation ;
- 22 orientations sectorielles relatives au bâtiment, au transport et à la mobilité, à l'industrie, et à l'agriculture ;
- 4 orientations spécifiques aux énergies renouvelables, en complément des 4 orientations sectorielles qui intègrent leur développement ;
- 4 orientations spécifiques à l'amélioration de la qualité de l'air et à la réduction de ses impacts, en complément des orientations sectorielles qui intègrent la problématique des émissions de polluants atmosphériques ;
- 8 orientations liées à l'adaptation des territoires au changement climatique.

Les orientations régionales en matière de qualité de l'air définies dans le SRCAE intègrent les éléments suivants :

- Réduire les déplacements routiers et leurs impacts ;
- Développer la multimodalité ;
- Mobiliser le potentiel d'économies d'énergie lié aux usages transversaux dans les industries (chauffage des locaux, production et transport de chaleur, moteurs électriques, pompage…) ;
- Développer des pratiques agricoles sobres en carbone et peu émettrices de polluants atmosphériques.

Les orientations concernant les autres thématiques du SRCAE contiennent également des synergies en lien avec l'amélioration de la qualité de l'air (agriculture, industrie) :

- Anticiper les effets du changement climatique ;
- Limiter l'artificialisation des sols liée à l'étalement urbain et à la périurbanisation ;
- Préserver les puits naturels de carbone ;
- Améliorer la logistique urbaine ;
- Améliorer la qualité thermique des bâtiments existants (isolation, chauffage) ;
- Développer la diffusion des moyens de production de chaleur et d'électricité renouvelable.

Le Plan Régional Santé Environnement 3 (PRSE3) des Hauts-de-France, établi sur la période 2017-2021, est une déclinaison régionale du PNSE3, renouvelé tous les 5 ans comme ce dernier. Co-piloté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), le préfet de Région et la Région Hauts-de-France, le PRSE3 comprend un certain nombre d'actions du PNSE3 déclinées au niveau régional, en adéquation avec les priorités locales, mais également des actions issues de problématiques spécifiques propres aux territoires normands. Au total, les objectifs du PRSE3 se déclinent autour de 5 axes transversaux qui sont :

- Axe 1 : Impulser une dynamique santé-environnement sur les territoires ;
- Axe 2 : Périnatalité et petite enfance ;
- Axe 3 : Alimentation et eau de consommation ;
- Axe 4 : Environnements intérieurs, habitat et construction ;
- Axe 5 : Environnements extérieur et sonore ;
- Axe 6 : Amélioration des connaissances.

Parmi les 28 actions retenues, les suivantes présentent un lien direct ou indirect avec la qualité de l'air :

- Favoriser la mutation des sites et sols pollués ;
- Sensibiliser les futurs et jeunes parents aux risques liés à l'exposition aux polluants environnementaux ;
- Améliorer l'environnement intérieur des piscines (air, surfaces et bruit) ;
- Expérimenter un bâtiment exemplaire à usage d'habitation avec performance énergétique, confort des occupants et qualité de l'air intérieur ;
- Former et sensibiliser les professionnels du bâtiment à la qualité de l'air intérieur (QAI) et au risque amiante ;
- Favoriser le changement de comportement pour améliorer la qualité de l'air extérieur ;
- Améliorer les connaissances sur les particules dans l'air.

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) du Nord-Pas-de-Calais (2017-2025) approuvé par arrêté inter-préfectoral le 27 mars 2014. Le plan d'actions du PPA s'articule autour de 14 mesures réglementaires et de 8 mesures d'accompagnement. Elles couvrent 9 grands domaines d'action en faveur du rétablissement d'une qualité de l'air extérieure satisfaisante :

- Le chauffage au bois, les chaudières, les chaufferies collectives et les installations industrielles : interdiction d'installer des équipements de chauffage au bois non performants, limitation des émissions, information des professionnels du contrôle des chaudières et sensibilisation des particuliers (chauffage au bois) ;
- Le brûlage des déchets verts et de chantier à l'air libre : rappel de l'interdiction ;
- La mobilité et le transport : plans de déplacement rendus obligatoires pour les établissements les plus importants (entreprises, administration, établissements scolaires), covoiturage, réduction de la vitesse, flottes de véhicules, modes de déplacements moins polluants, plans de déplacement urbain, charte « CO2, les transporteurs s'engagent » ;
- L'aménagement du territoire : prise en compte de la qualité de l'air dans les documents de planification (SCoT, PLU, PDU, PLUi) et les études d'impacts liés aux projets d'aménagement ;
- L'usage de produits phytosanitaires : dispositif écophyto, sensibilisation et formation ;

- Le réglage des engins de travail du sol (engins agricoles, engins forestiers, engins utilisés pour les espaces verts et la voirie) : passage sur banc d'essai moteur ;
- Les émissions industrielles : limitation des émissions, amélioration des connaissances et de la surveillance ;
- Les épisodes de pollution : mise en œuvre de la procédure inter préfectorale d'information d'alerte de la population ;
- La sensibilisation du grand public sur le long terme.

Le Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA), réalisé par Atmo Hauts-de-France pour la période 2017-2021 définit les actions à réaliser pour s'ajuster aux exigences réglementaires en matière d'émissions de polluants. Décliné à partir du programme national (PNSQA), le PRSQA comporte 5 axes :

- Adapter l'observatoire aux nouveaux enjeux ;
- Accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air ;
- Communiquer pour agir ;
- Se donner les moyens de l'anticipation ;
- Assurer la réussite du PRSQA.

4.1.7.2 Seuils d'exposition

La pollution atmosphérique exerce des effets sur la santé mais aussi sur notre environnement global : actions sur les végétaux, interactions avec les différents domaines de l'environnement, changements climatiques et altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement.

Le plus souvent la pollution chimique altère la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

De manière globale, la pollution chimique sensibilise et peut rendre l'appareil respiratoire de sujets fragilisés plus vulnérables à d'autres affections.

L'exposition d'un individu à un polluant se définit comme un contact entre le polluant et un revêtement du sujet tel que la peau – les tissus de l'appareil respiratoire – l'œil ou le tube digestif.

Le niveau d'exposition d'un individu à un polluant est le produit de la concentration en polluant auquel l'individu a été exposé par le temps pendant lequel il a été exposé.

Les recommandations établies pour chacun des polluants par l'Organisation Mondiale de la Santé ont été reprises par la législation française (décret N°98-360). Elles déterminent des moyennes annuelles – journalières et horaires à ne pas dépasser.

Au sens de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, on entend par objectifs de qualité « un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement, à atteindre dans une période donnée ».

On définit deux types de **seuils** :

- **De recommandation et d'information** : lorsque les niveaux de pollution atteignent le seuil défini pour le polluant cité, un message d'information est automatiquement transmis aux pouvoirs publics – médias – industriels – professionnels de la santé…
- **D'alerte** : lorsque le phénomène de pollution s'accentue, le préfet peut prendre des mesures vis-à-vis des automobilistes et des industriels : limiter la vitesse maximum sur les routes – réduire les rejets polluants des entreprises…

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 définit les mesures que le préfet doit prendre lorsque les niveaux de pollution sont dépassés ou risquent de l'être. Ces niveaux ont été revus dans le décret N°2002-213 du 15 février 2002.

Le seuil d'alerte correspond à des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

Les objectifs de qualité pris en compte par type de polluant sont ceux fixés par le décret du 6 mai 1998 (qui a depuis fait l'objet de plusieurs modifications).

En effet, la mise en application de la loi sur l'air est à l'origine principalement formulée dans le décret du 6 mai 1998 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 17 août 1998. Cette réglementation est amenée à évoluer régulièrement en fonction des nouvelles directives européennes ou politiques nationales.

Actuellement, la réglementation française à prendre en compte pour la surveillance de la qualité de l'air est constituée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 portant transposition de la directive européenne n°2008/50/CE.

La valeur limite est un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser.

La valeur cible est un niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné.

4.1.7.3 Polluants atmosphériques

Les polluants réglementés sont les suivants :

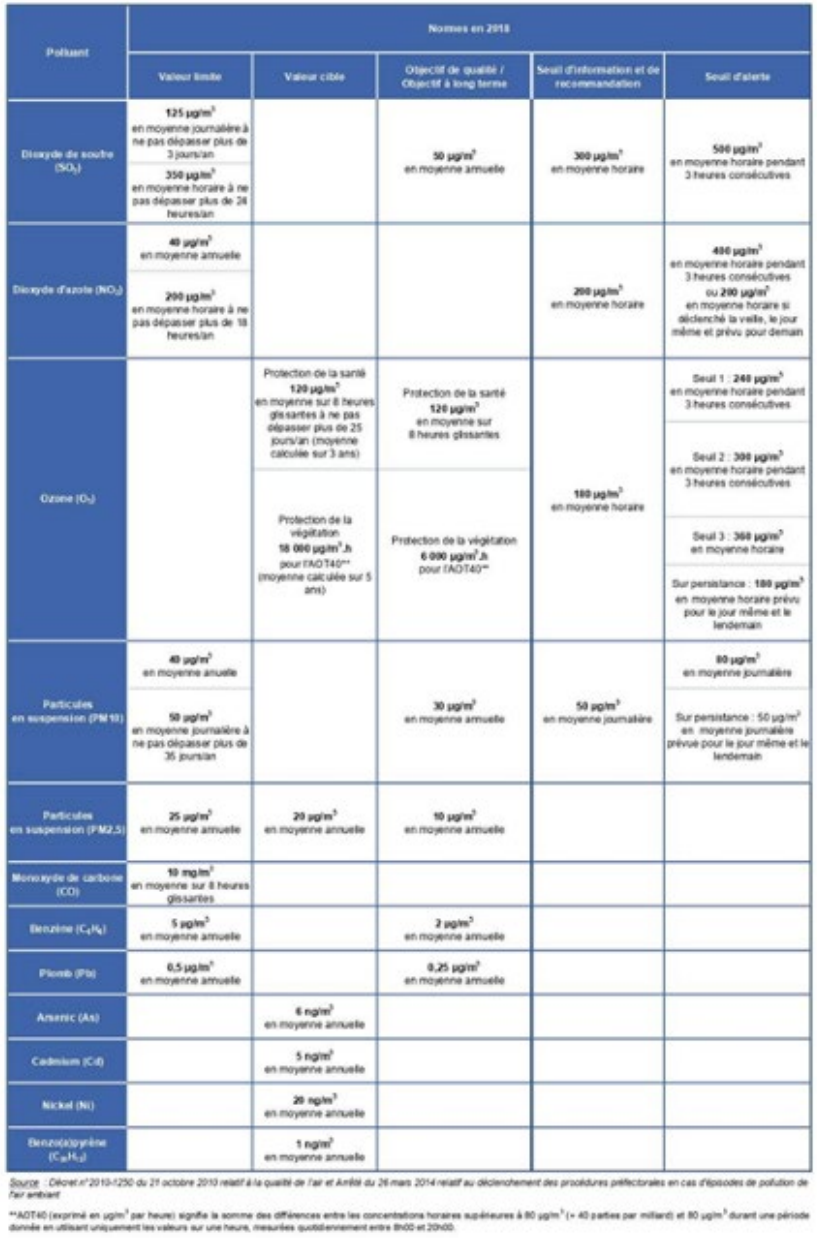
- Dioxyde de soufre (SO2) ;
- Dioxyde d'azote (NO2) ;
- Ozone (O3) ;
- Particules suspension PM10 ;
- Particules suspension PM2.5 ;
- Monoxyde de carbone (CO) ;
- Benzène (C6H6) ;
- Métaux lourds (nickel, plomb, cadmium, arsenic) ;
- Benzo(a)pyrène (famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques).

Les oxydes d'azote (NOx) : Le monoxyde et le dioxyde d'azote (respectivement NO et NO2) proviennent surtout des combustions émanant des véhicules et des centrales énergétiques. Le monoxyde d'azote se transforme en dioxyde d'azote au contact de l'oxygène de l'air. Les oxydes d'azote font l'objet d'une surveillance attentive dans les centres urbains où leur concentration dans l'air présente une tendance à la hausse compte tenu de l'augmentation forte du parc automobile. Les oxydes d'azote interviennent dans le processus de formation d'ozone dans la basse atmosphère. Ils contribuent également au phénomène des pluies acides.

L'ozone (O3) : Il résulte de la transformation chimique de certains polluants (oxyde d'azote et composés organovolatiles notamment) dans l'atmosphère en présence de rayonnement ultraviolet solaire. C'est un gaz irritant. Il contribue à l'effet de serre et à des actions sur les végétaux (baisse de rendement, nécrose…).

Le dioxyde de soufre (SO2) : Il provient de la combustion de combustibles fossiles contenant du soufre (fiouls lourd, charbon, gasoil…). Il s'agit également d'un gaz irritant. En présence d'humidité, il forme des composés sulfuriques.

Les poussières en suspension (Ps) : pluies acides et à la dégradation Elles constituent un complexe de substances organiques ou minérales. Elles peuvent être d'origine naturelle (volcans, érosion, pollens…) ou anthropique (combustion par les véhicules, les industries ou le chauffage, incinération…). On distingue les particules « fines » ou poussières en suspension provenant des effluents de combustion (diesels) ou de vapeurs industrielles condensées, et les « grosses » particules ou poussières sédimentaires provenant des ré-envols sur les chaussées ou d'autres industriels (stockages des minerais ou de matériaux sous forme particulaire).
Les particules les plus fines peuvent transporter des composés toxiques dans les voies respiratoires inférieures (sulfates, métaux lourds, hydrocarbures…). Elles accentuent ainsi les effets des polluants naturels (comme les pollens) et chimiques acides, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote.



Polluant	Normes en 2018				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité / Objectif à long terme	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte
Dioxyde de soufre (SO_2)	125 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an 350 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures/an		50 µg/m³ en moyenne annuelle	300 µg/m³ en moyenne horaire	500 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
Dioxyde d'azote (NO_2)	40 µg/m³ en moyenne annuelle 200 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an			200 µg/m³ en moyenne horaire	400 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives ou 200 µg/m³ en moyenne horaire si déclenché la veille, le jour même et prévu pour demain
Ozone (O_3)		Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes à ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans) Protection de la végétation 18 000 µg/m³.h pour l'AOT40** (moyenne calculée sur 5 ans)	Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes Protection de la végétation 6 000 µg/m³.h pour l'AOT40**	180 µg/m³ en moyenne horaire	Seuil 1 : 240 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 2 : 300 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 3 : 360 µg/m³ en moyenne horaire Sur persistance : 180 µg/m³ en moyenne horaire prévu pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM10)	40 µg/m³ en moyenne annuelle 50 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an		30 µg/m³ en moyenne annuelle	50 µg/m³ en moyenne journalière	80 µg/m³ en moyenne journalière Sur persistance : 50 µg/m³ en moyenne journalière prévue pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM2,5)	25 µg/m³ en moyenne annuelle	20 µg/m³ en moyenne annuelle	10 µg/m³ en moyenne annuelle		
Monoxyde de carbone (CO)	10 mg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes				
Benzène (C_6H_6)	5 µg/m³ en moyenne annuelle		2 µg/m³ en moyenne annuelle		
Plomb (Pb)	0,5 µg/m³ en moyenne annuelle		0,25 µg/m³ en moyenne annuelle		
Arsenic (As)		6 ng/m³ en moyenne annuelle			
Cadmium (Cd)		5 ng/m³ en moyenne annuelle			
Nickel (Ni)		20 ng/m³ en moyenne annuelle			
Benzo(a)pyrène ($C_{20}H_{12}$)		1 ng/m³ en moyenne annuelle			

Source : Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air et Arrêté du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

**AOT40 (exprimé en µg/m³ par heure) signifie la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (= 40 parties par milliard) et 80 µg/m³ durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs sur une heure, mesurées quotidiennement entre 8h00 et 20h00.

Figure 39 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Hauts de France

4.1.7.4 Station de mesure

La station de surveillance de la qualité de l'air la plus proche du site d'étude et celle comprenant le plus de données est **la station Harnes Serres qui mesure le dioxyde d'azote, les particules PM2,5 et l'ozone et la station de Lens Varsovie qui mesure les particules PM10** du réseau ATMO des Hauts-de-France.

Les données ont été observées sur l'année 2023 pour la période du 01/01/2023 au 01/01/2024.

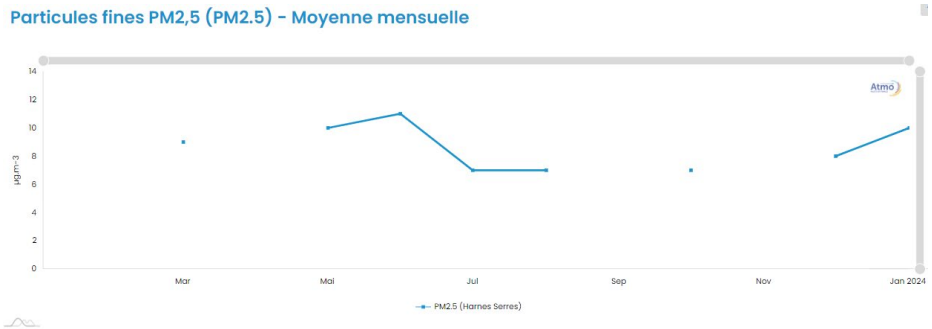
<u>Particules PM10 et PM2,5 :</u>

Les particules (Particulate Matter) sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air. Dans le territoire, elles peuvent être d'origines humaine en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime s'engouffrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

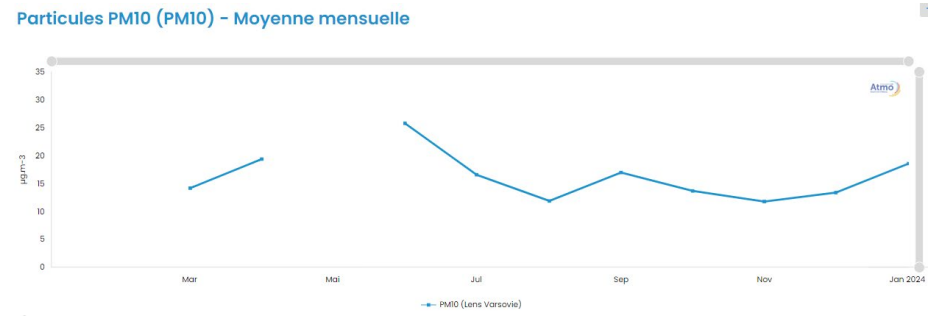
Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et de 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an). Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM2,5) sont de 25 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

PARTICULES (PM_{10})		
Objectif de qualité	30 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	50 µg/m³ (UE)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours par an
	40 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle
Seuil d'information et de recommandation	50 µg/m³ (FR)	en moyenne sur 24 heures
Seuil d'alerte	80 µg/m³ (FR)	en moyenne sur 24 heures

PARTICULES ($PM_{2,5}$)		
Objectif de qualité	10 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	20 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur limite 2015 pour la protection de la santé humaine	25 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle

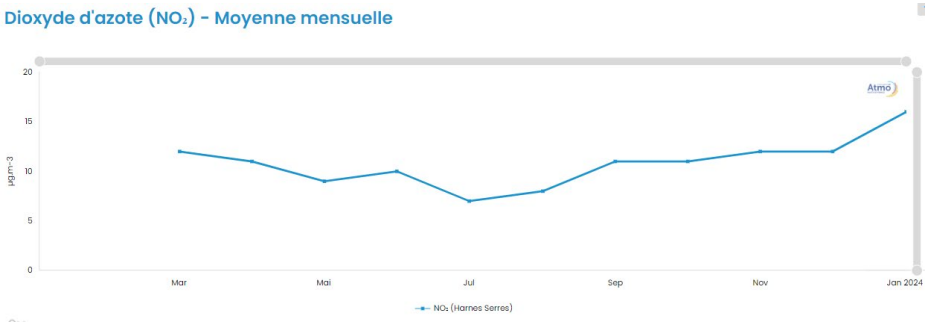


➔ **Les valeurs moyennes observées au niveau de la station Harnes Serres sont inférieures à ces valeurs limites.**



➔ **Les valeurs moyennes observées au niveau de la station Lens Varsovie sont inférieures à ces valeurs limites.**

DIOXYDE d'AZOTE (NO_2)		
Objectif de qualité	40 µg/m³ **(FR)**	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	200 µg/m³ **(UE)**	en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures par an
	40 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle
Niveau critique pour la protection de la végétation (NOx)	30 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle d'oxydes d'azote
Seuil d'information et de recommandation	200 µg/m³ **(FR)**	en moyenne horaire
Seuils d'alerte	400 µg/m³ **(UE)**	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	ou si 200 µg/m³ en moyenne horaire à J-1 et à J et prévision de 200 µg/m³ à J+1 **(FR)**	



➔ **Les valeurs observées au niveau de la station Harnes Serres sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.**

<u>Dioxyde d'azote :</u>

Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules diesels, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde sont respectés en Zone Rurale. Les concentrations annuelles en polluant sont en baisse depuis 2000, certaines années telle que l'année 2010 voit une recrudescence des valeurs de pollution.

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 40 µg/m³ (moyenne annuelle).

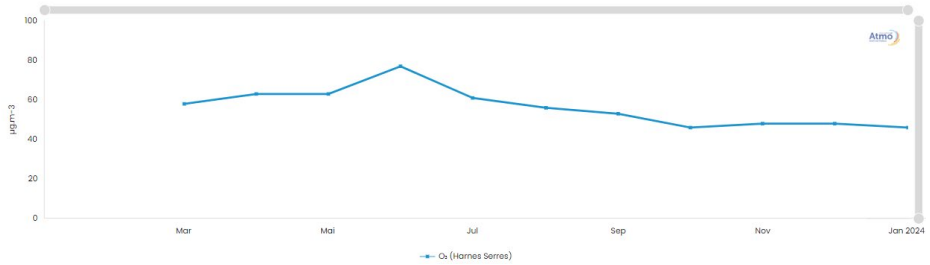
<u>L'ozone :</u>

L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins en grande quantité celui-ci devient néfaste, il est responsable du réchauffement climatique. Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux. Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, les industries…

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes.

OZONE (O_3)		
Objectif de qualité pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures par an
Objectif de qualité pour la protection de la végétation	6 000 µg/m³.h.	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	maximum journalier de la moyenne sur 8 heures à ne pas dépasser plus de 25 jours par an (en moyenne sur 3 ans)
Valeur cible pour la protection de la végétation	18 000 µg/m³.h. (UE)	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h (en moyenne sur 5 ans)
Seuil d'information et de recommandation	180 µg/m³	en moyenne horaire
Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population	240 µg/m³	en moyenne horaire
Seuils d'alerte nécessitant la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence	1er seuil : 240 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	2ème seuil : 300 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	3ème seuil : 360 µg/m³	en moyenne horaire

Ozone (O_3) - Moyenne mensuelle



➔ **Les valeurs observées sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.**

Qualité de l'air

Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.

Enjeu négligeable

4.1.8 Risques naturels

4.1.8.1 Arrêtés de catastrophes naturelles

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle".

Depuis 1982, date de mise en vigueur du texte de loi, la **commune de Fouquières-lès-Lens a connu 4 arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles CATNAT** :

Tableau 8 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2221479A	Vents Cycloniques	15/02/2022	10/08/2022
INTE1502134A	Inondations et/ou Coulées de Boue	20/09/2014	19/02/2015
INTE0500697A	Inondations et/ou Coulées de Boue	04/07/2005	14/10/2005
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999

L'arrêté du 25/12/1999 n'est néanmoins pas significatif pour la commune, en effet, du fait de la tempête de décembre 1999, l'état de catastrophe naturelle a touché toute la France.

4.1.8.2 Inondations

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

Sur la commune nous recensons 3 catastrophes naturelles inondations et/ou coulées de boue.

La directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive « inondation », transposée en droit français par la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (Loi ENE, dite Grenelle 2) et complétée par le décret du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, vise à :

- Réduire les conséquences négatives des inondations sur la population, l'activité économique et les patrimoines environnemental et culturel ;
- Prévoir des solutions adaptées aux besoins et aux priorités identifiés pour chaque territoire exposé.

Pour ce faire, elle propose une démarche en trois étapes, basée sur une approche économique des conséquences des inondations.

Cette démarche est cyclique et doit être actualisée tous les six ans.

- **Phase 1** : la réalisation de l'Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation (EPRI) ;
- **Phase 2** : À partir de l'EPRI, la sélection des Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) ;
- **Phase 3** : L'élaboration du Plan de Gestion des Risques d'Inondation à l'échelle du bassin Artois Picardie (PGRI).

4.1.8.2.1 Territoire à risques d'inondation (TRI) et Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI)

Créées par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ou "Grenelle 2", les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sont élaborées sur les Territoires à Risques importants d'Inondation (TRI). Elles s'inscrivent dans le cadre fixé par la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) présentée le 10 juillet 2014 et les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) élaborés à l'échelle des grands bassins hydrographiques.

La SLGRI est dédiée à un TRI. Elle fixe les objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations potentielles pour ce TRI, en déclinaison du PGRI et de la SNGRI.

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie locale liste des dispositions à mettre en œuvre dans un délai de 6 ans.

Sur chaque TRI, une Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) est élaborée conjointement par une structure porteuse locale et les services de l'Etat. Elle décline, à une échelle appropriée, la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation et le PGRI Artois-Picardie.

Ainsi, les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) sont la déclinaison opérationnelle de la directive inondation à l'échelle des territoires à risque important.

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par le TRI de Lens mais quelle que soit la modélisation (évènement fréquent, moyen ou extrême) le site n'est pas concernée par un aléa inondation

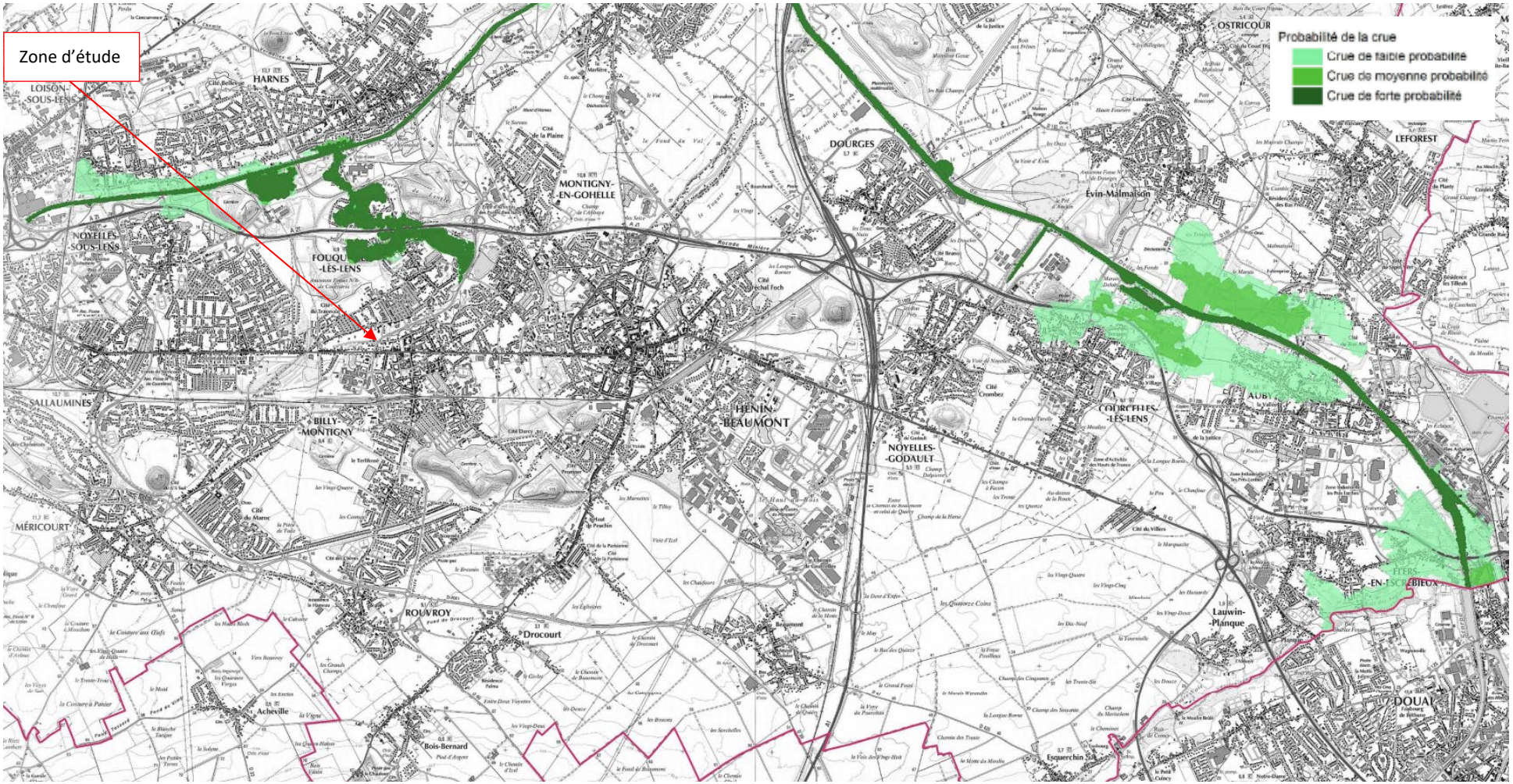


Figure 40 : Carte de synthèse des surfaces inondables – Source : TRI de Lens

4.1.8.2.2 Atlas de Zone Inondable

Élaborés par les servies de l'État au niveau de chaque bassin hydrographique, les atlas des zones inondables (AZI) ont pour objet de rappeler l'existence et les conséquences des évènements historiques et de montrer les caractéristiques des aléas pour la crue de référence choisie, qui est la plus forte crue connue, ou la crue centennale si celle-ci est supérieure. L'AZI n'a pas de caractère réglementaire. Il constitue néanmoins un élément de référence pour l'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et l'information préventive des citoyens sur les risques majeurs.

La commune de Fouquières-lès-Lens n'est pas concernée par un Atlas de Zone Inondable (AZI).

4.1.8.2.3 Zones d'Inondation Constatées (ZIC)

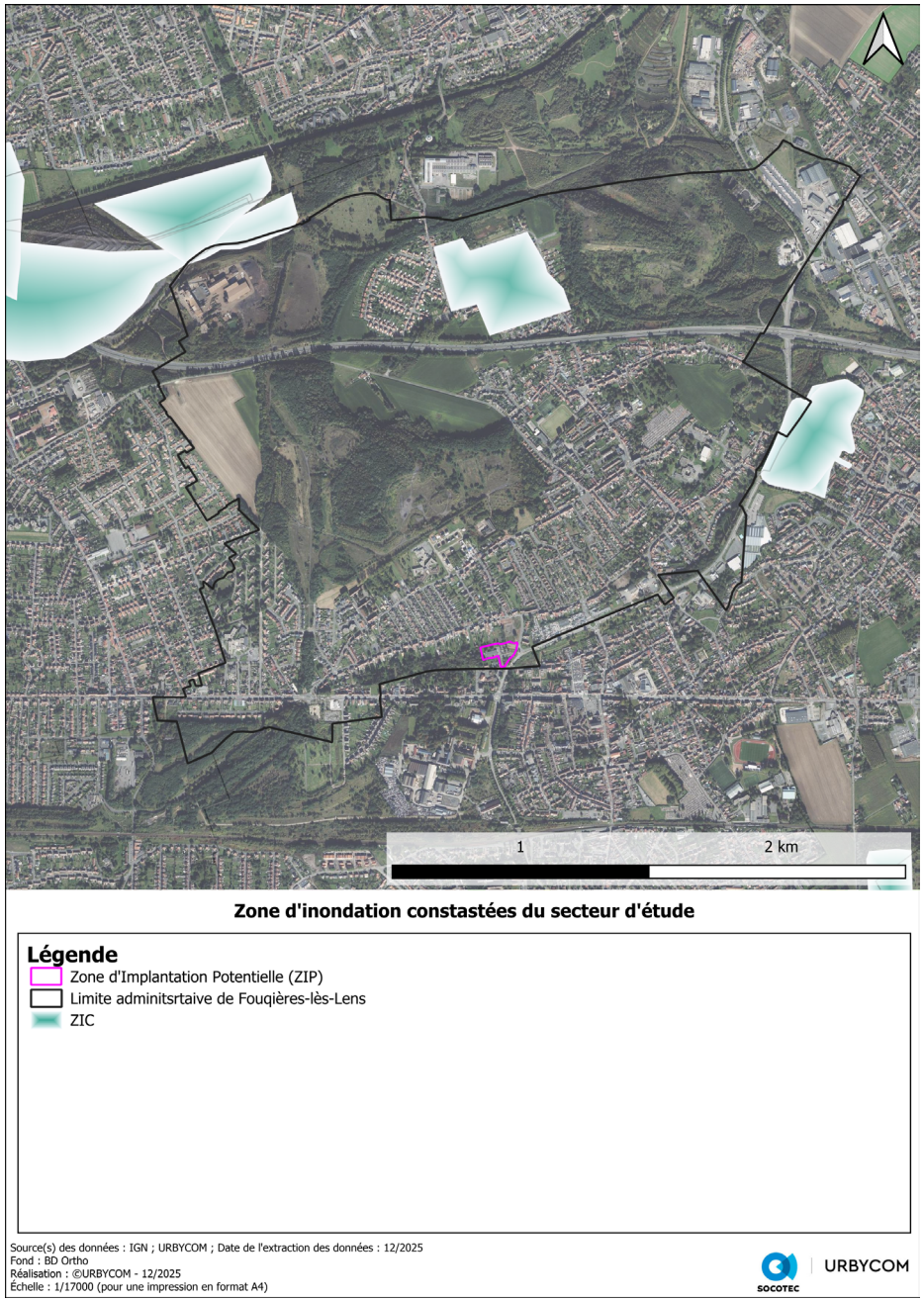
Les zones d'inondations constatées (ZIC), qui sont des zones délimitées, sur lesquelles une inondation s'est produite par le passé. Le niveau d'information disponible sur cet événement passé est variable, on distingue ainsi les ZIC dont la hauteur d'eau est connue et les ZIC sans hauteur d'eau connue.

Des zones inondées Constatées (ZIC informatives) ont été relevées sur la commune.

L'origine de ces zones à risque peut être :

- Des ruissellements consécutifs à de fortes pluies, à la topographie des terrains, etc, …
- Par débordements lié à la déficience ou l'insuffisance de réseau, rupture de digue.
- Par remontée de nappes phréatiques ou résurgence de nappes.

La zone d'étude n'est pas située sur ou à proximité d'une ZIC.



Carte 14 : Zones d'Inondation Constatées

4.1.8.2.4 Plan de Prévention des Risques d'Inondation

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en termes d'indemnisations pour catastrophe naturelle. On nomme PPRI les plans de prévention des risques naturels pour inondation.

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention contre les Risques naturels PPRn approuvé. Un plan de prévention des risques naturels (PPRN) de type Inondation nommé PPR - Fouquières-lès-Lens a été prescrit le 30 octobre 2001.

4.1.8.2.5 Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) ont été lancés en 2002. Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement. Les PAPI sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements. Outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque.

Le PAPI est l'outil de mise en œuvre de la stratégie (SLGRI).

Le territoire de la commune de Fouquières-lès-Lens n'est pas concerné par un PAPI.

4.1.8.3 Risque d'inondation par remontée de nappe

On parle d'inondation par remontée de nappes lorsque l'inondation est provoquée par la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'à la surface du sol. Les nappes phréatiques sont alimentées (rechargées) par l'infiltration d'une partie de l'eau de pluie qui atteint le sol. Leur niveau varie de façon saisonnière :

- La recharge des nappes a principalement lieu durant la période hivernale car cette saison est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie : les précipitations sont plus importantes, la température et l'évaporation sont plus faibles, et la végétation, peu active, prélève moins d'eau dans le sol,
- À l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle,
- On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol et provoquer une inondation "par remontée de nappe".

Le site d'étude est localisé dans une zone potentiellement sujette à des débordements de nappe. Les données de l'étude géotechnique réalisée en bordure nord par Pas-de-Calais Habitat ne permettent pas de confirmer ce risque.

Les études géotechniques qui seront réalisées par le pétitionnaire permettront de confirmer ou d'infirmer ce risque au droit de la parcelle.

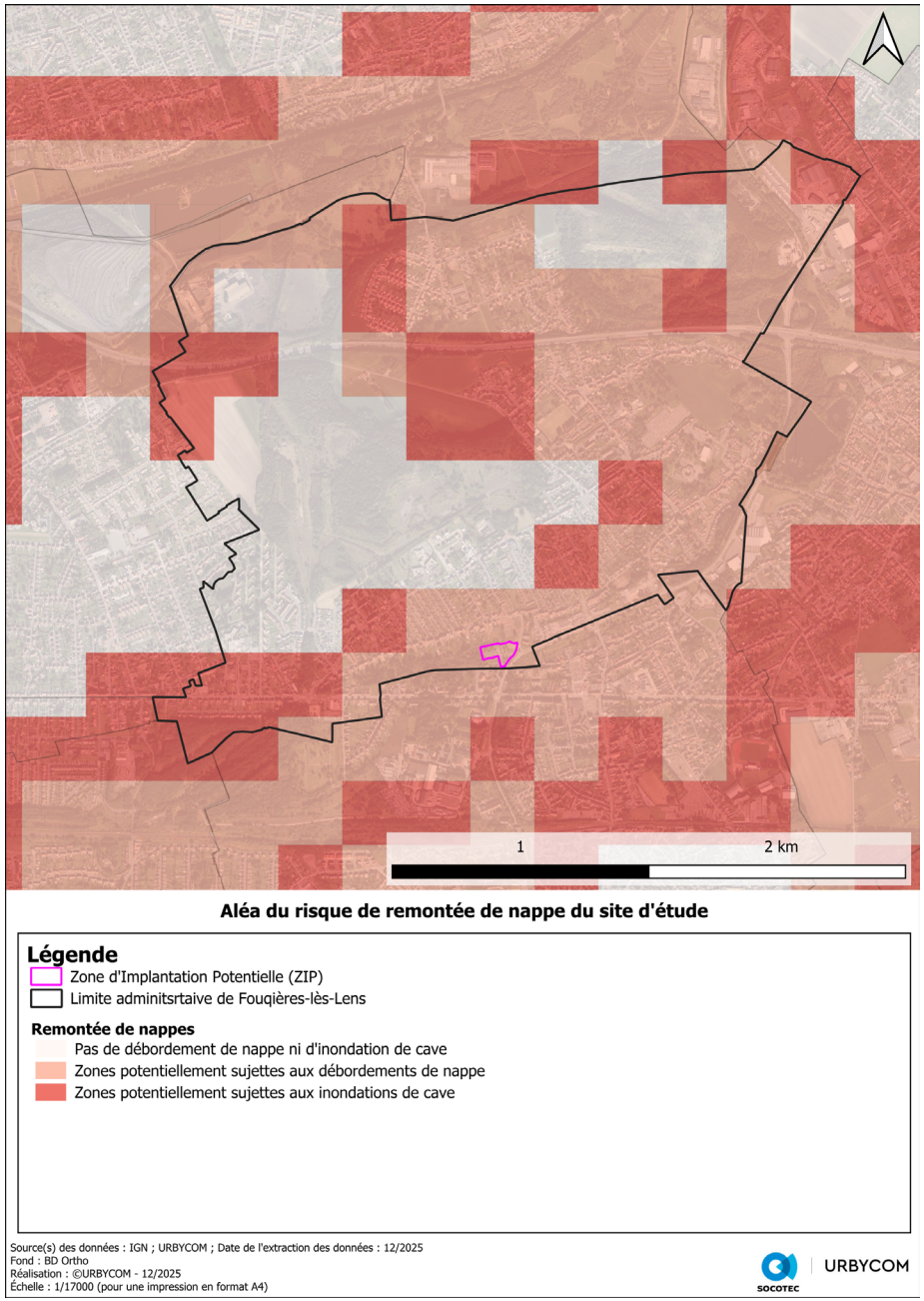
4.1.8.4 Retrait et gonflement des argiles

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau lorsque :

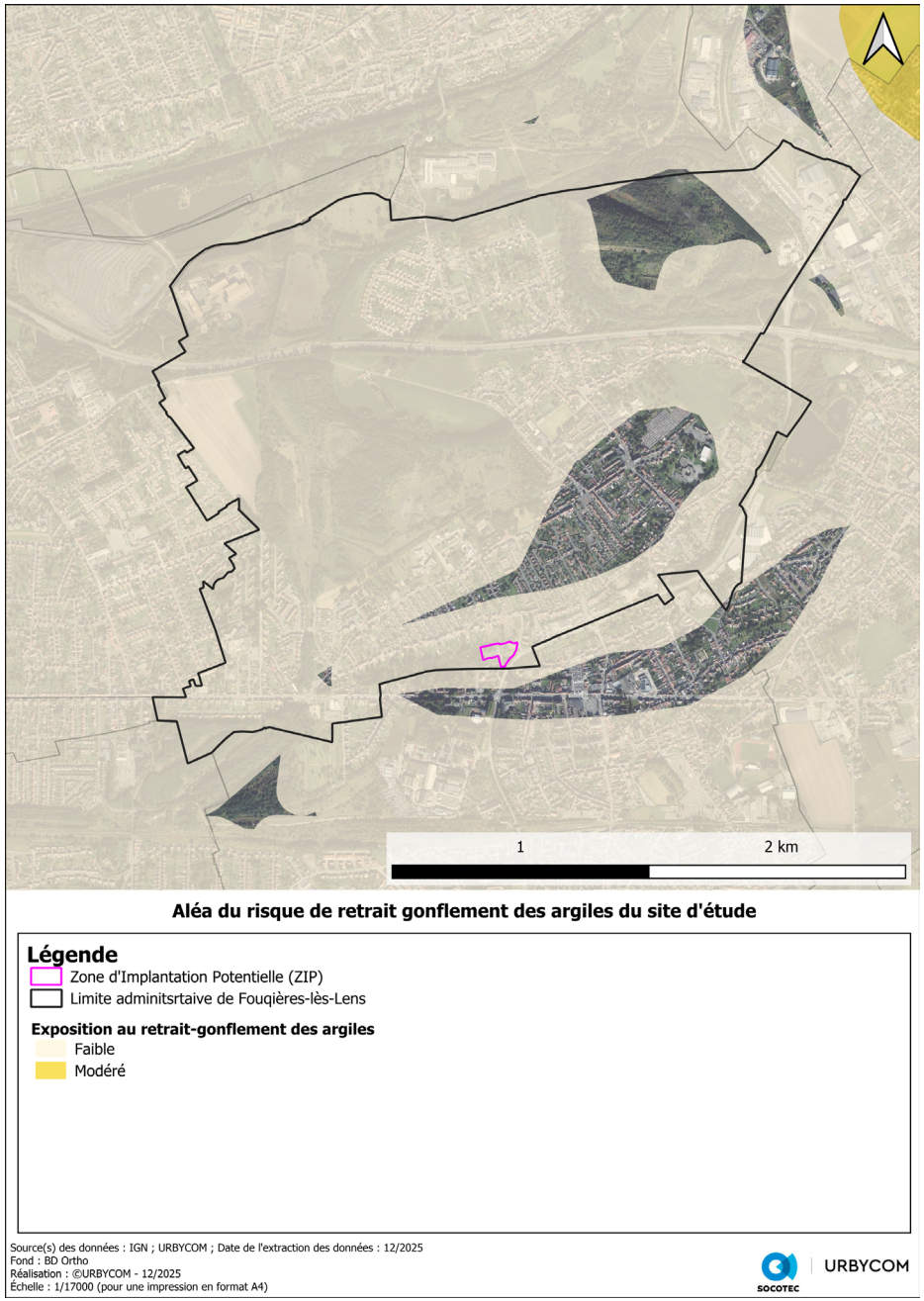
- La teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles » ;
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent entraîner des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

Le site se trouve en zone d'aléa faible par rapport à l'aléa retrait-gonflement des sols argileux.



Carte 15 : Localisation des zones soumises à des risques de remontée de nappes



Carte 16 : Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles

4.1.8.5 Mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

Il existe trois catégories de mouvement susceptibles d'impacter un territoire :

- Les mouvements de terrain liés aux coulées de boue,
- Liés au retrait/gonflement des argiles,
- Ceux dus aux affaissements de terrain et aux cavités souterraines.

Ces phénomènes se déclinent en 5 typologies : glissements de terrain, érosions de berges, effondrements et affaissements, coulées de boue, chutes de blocs et éboulements. Un inventaire des mouvements de terrain du département de l'Oise a été réalisé en 2014 par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM). Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un programme pluriannuel commencé en 2001, visant à réaliser un bilan exhaustif des mouvements de terrain sur le territoire métropolitain. Ainsi pour l'Oise ce sont 515 mouvements de terrain qui s'ajoutent aux 1147 déjà présents dans la base de données (1662 événements recensés), 372 mouvements de terrain qui ont été complétés.

La commune de Fouquières-lès-Lens n'est concernée par aucun PPR Mouvement de terrain prescrit ou approuvé.

4.1.8.6 Cavités souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

D'après les informations données par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), des cavités ont été recensée dans un rayon de 500m autour du projet.

Le BRGM a recensé, sur et aux abords du site, six ouvrages civils ainsi que trois ouvrages militaires (sapes de guerre).

Une cavité souterraine est localisée sur le site d'étude (à l'est du parking existant), catégorisée en ouvrage militaire avec comme commentaires :

- **ID : NPCAW0014639**
- **ADRESSE : RUE DU QUART DE SIX HEURES**
- **Référence cadastrale : 000AD 1333**
- **Ouvrage militaire : Sape linéaire**
- **Coordonnées X, Y en Lambert 93 métrique : 693372, 7035997**
- **COMMENTAIRE : profondeur de la sape : entre 2.5 et 7 m.**



Cavités souterraine dans le secteur d'étude

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

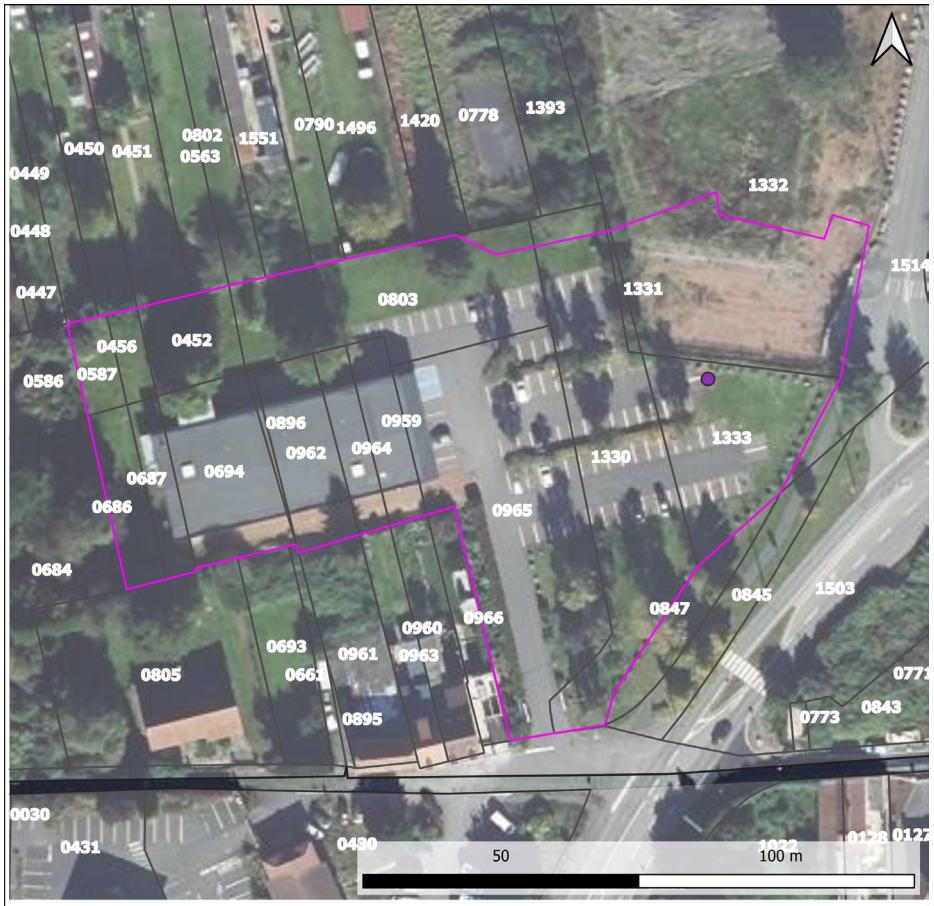
Cavités souterraines abandonnées d'origine non minière

- indéterminé
- ouvrage civil
- ouvrage militaire

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/15000 (pour une impression en format A4)

SOCOTEC | URBYCOM

Carte 17 : Localisation des cavités souterraines



Cavité souterraine sur le site d'étude

Légende

Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens
Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
PCI Vecteur : Parcelles

Cavités souterraines abandonnées d'origine non minière

- ouvrage militaire

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 1/2026
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 1/2026
Échelle : 1/800 (pour une impression en format A4)

SOCOTEC | URBYCOM

Carte 17 : Localisation de la cavité souterraine présente sur le site d'étude

4.1.8.7 Radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

La commune et la zone d'étude sont en potentiel de catégorie 2 d'exposition au radon (risque modéré).

4.1.8.8 Risques sismiques

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

La France dispose d'un nouveau zonage sismique réglementaire divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal et sur la probabilité d'occurrence des séismes.

La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national.

La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (Bassin aquitain, Bassin parisien,) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

Deux décrets du 22 octobre 2010 donnent les nouvelles dénominations de zones sismiques et de catégories de bâtiments et le nouveau découpage géographique des 5 zones sismiques :

- Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, fixe le périmètre d'application de la réglementation parasismique applicable aux bâtiments.
- Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, permet la classification des ouvrages et des bâtiments et de nommer et hiérarchiser les zones de sismicité du territoire.

Comme le montre le tableau suivant, les bâtiments de catégorie 3 et 4 qui pourraient être édifiés sur la commune ou agrandis, surélevés, transformés, devront respecter un certain nombre de règles de construction parasismiques selon une classification définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A), relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- Pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- Pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

La commune de Fouquières-lès-Lens est située dans une zone de sismicité de niveau 2 (faible).

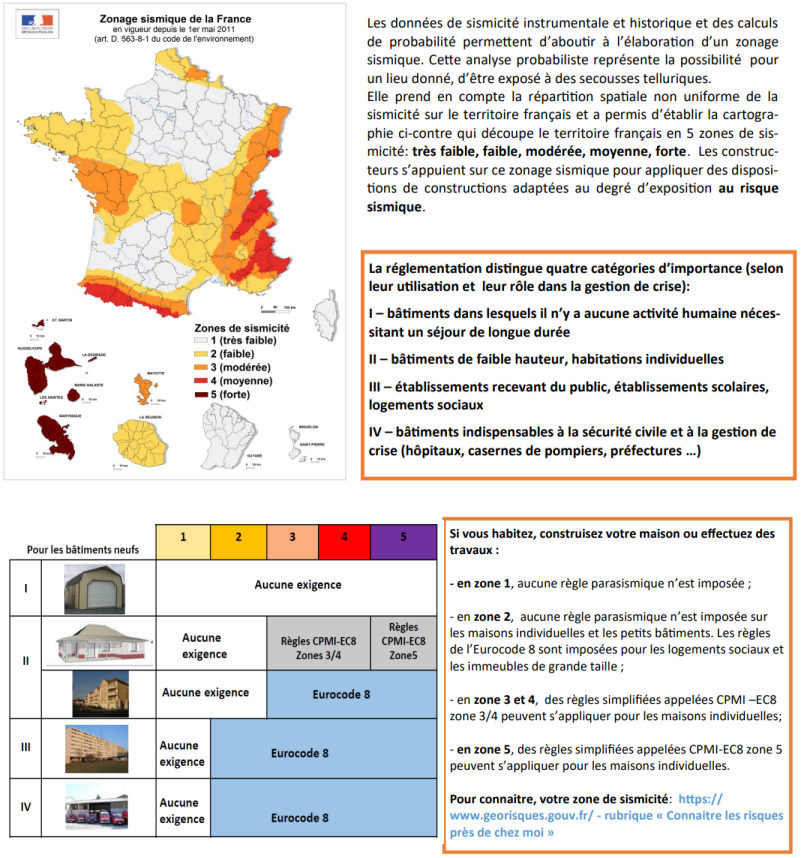


Figure 41 : Risque sismique – Source : Géorisques

4.1.8.9 Risques miniers

Dans les anciennes concessions minières du bassin houiller Nord-Pas-de-Calais, les procédures d'arrêt de travaux miniers sont achevées et les travaux de mise en sécurité des puits terminés. Dans le cadre de la gestion de l'après-mines, une étude des aléas miniers résiduels a été réalisée par le bureau d'études GEODERIS, missionné par l'État. Cette étude a permis d'identifier, d'évaluer et de cartographier les aléas miniers, en vue d'élaborer en tant que de besoin des PPR sur les territoires concernés.

Sept zones ont été définies dont 4 dans le département du Pas-de-Calais – zone du Boulonnais, zone du Béthunois, zone du Lensois et zone du Douaisis.

La commune de Fouquières-lès-Lens appartient à la zone d'aléa minier du Lensois.

Le site d'étude n'est pas concerné par le risque minier (affaissement, gaz de mines ou ouvrages de dépôts)

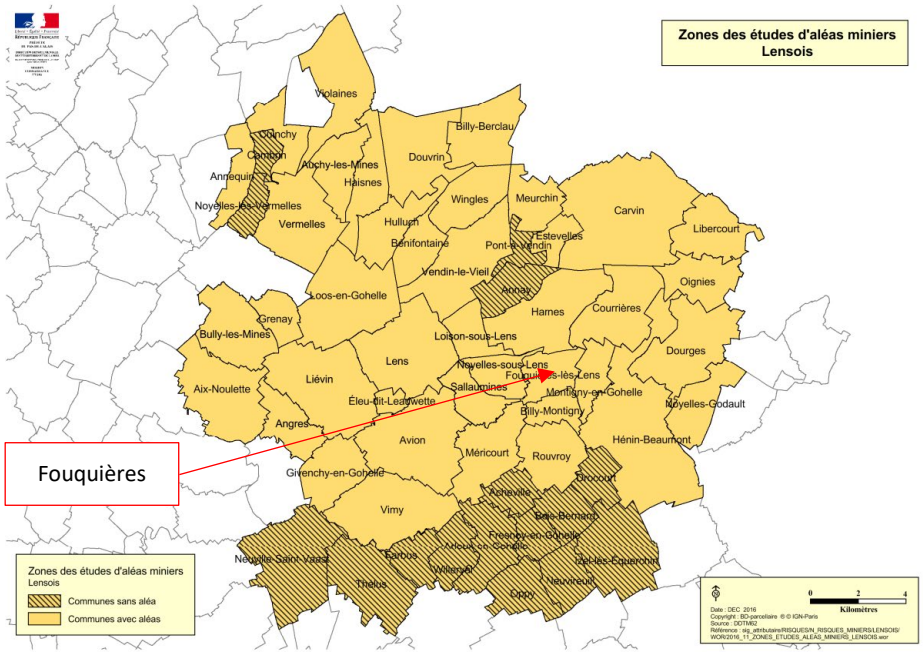


Figure 42 : Zones des études d'aléas miniers – Source : Services de l'Etat dans le Pas-de-Calais

Notons la présence de deux canalisations de Ø2000 mm (ouvrages hydrauliques miniers) situées sur le site en bordure nord et qui se prolongent le long de la rue Malik Ossekine (RD46). Ces deux ouvrages sont des infrastructures hydrauliques majeures directement liées à l'héritage minier du Bassin Houiller du Nord-Pas-de-Calais.

Pour compenser la perte de pente naturelle, les compagnies minières (puis l'État et les collectivités) ont dû construire d'immenses canalisations artificielles appelées émissaires.

Ses fonctions sont multiples :

- Drainage des "points bas" : Il collecte les eaux de pluie de Fouquières, Billy-Montigny, Méricourt et Sallaumines pour les acheminer vers un exutoire situé plus loin.

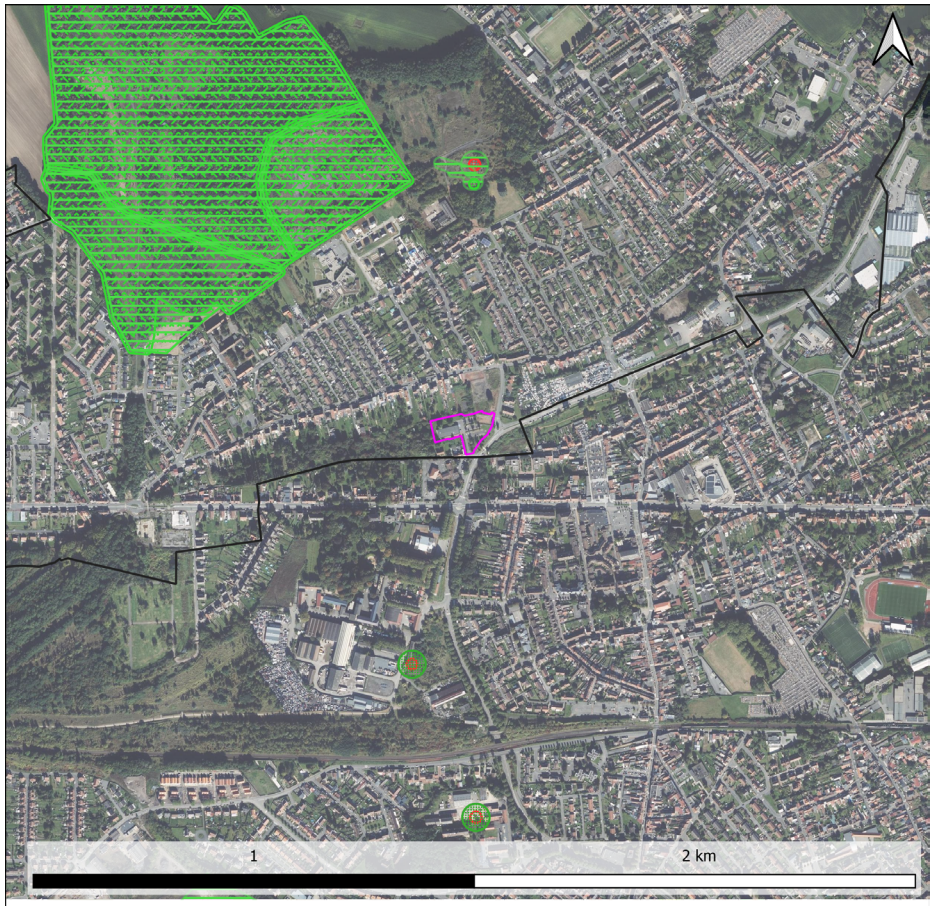
- Gestion de l'exhaure : Bien que l'exploitation soit finie, l'eau remonte dans les anciennes galeries. Ces gros tuyaux servent parfois à évacuer les surplus d'eaux souterraines pompées pour maintenir le niveau de la nappe sous les fondations des maisons.
- Lutte contre les inondations : Le diamètre de 2 mètres est dimensionné pour absorber des débits colossaux lors d'orages violents, évitant ainsi que le réseau d'assainissement classique ne déborde.

Ces deux émissaires structurants (ouvrages hydrauliques miniers), qui reprennent le cours d'eau busé du ruisseau de Montigny, sont essentiels à la gestion des eaux du bassin versant.

L'aménagement du magasin ALDI respecte les servitudes liées à ces canalisations. De plus, en privilégiant l'infiltration des eaux pluviales sur site plutôt que leur rejet dans ce réseau unitaire, le projet participe à l'effort local de réduction des eaux claires parasites.



Figure 43 : Localisation des deux émissaires structurants Ø2000



Aléa minier dans le secteur d'étude

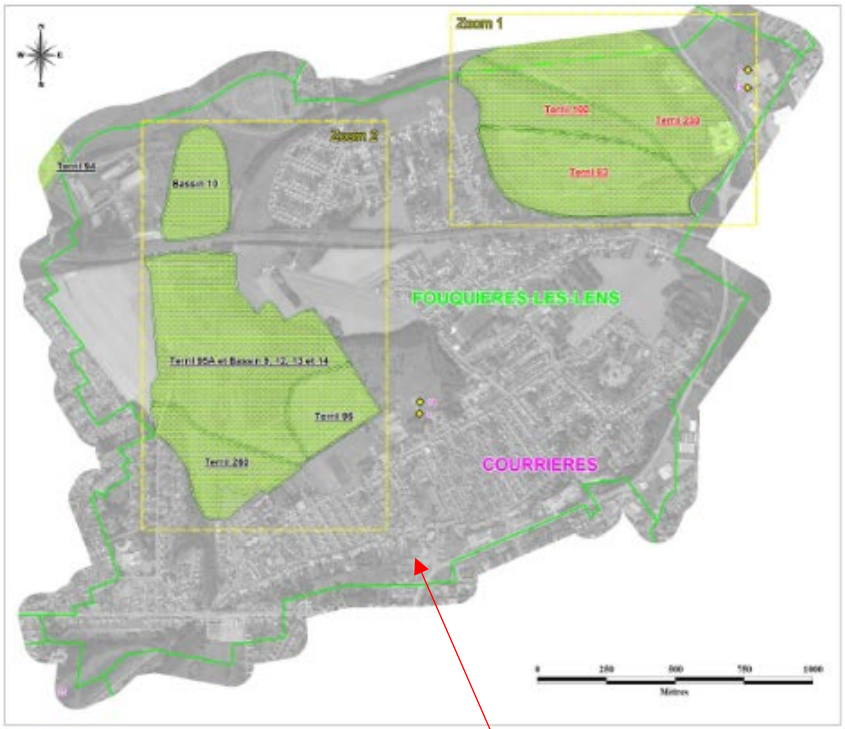
Légende
Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens

Aléa minier NPDC
Effondrement localisé
Effondrement localisé faible
Effondrement localisé fort
Effondrement localisé faible sur travaux supposés
Tassement
Tassement faible
Glissement superficiel
Glissement superficiel faible
Echauffement - Combustion
Echauffement - Combustion faible

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/10000 (pour une impression en format A4)

Carte 18 : Localisation du risque minier selon les aléas



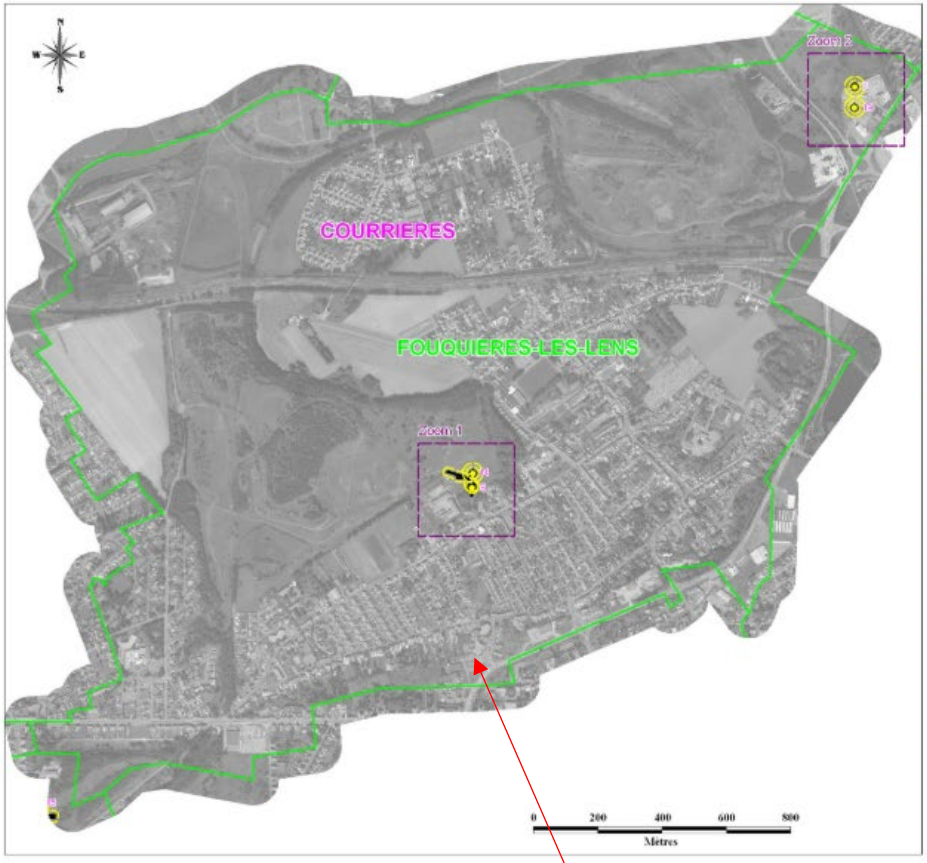


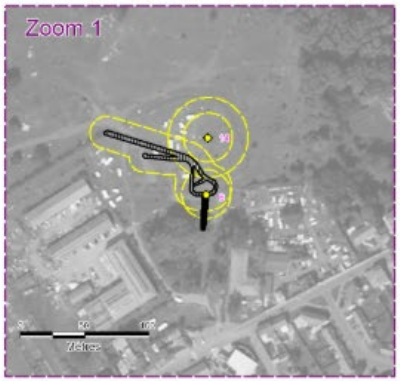


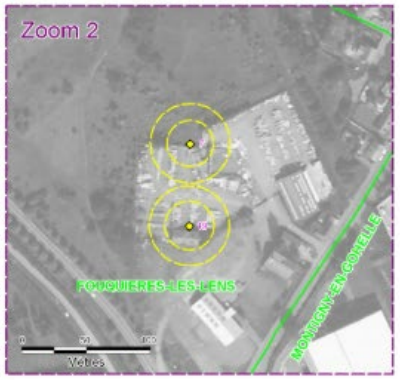


Projet

Carte 19 : Carte des aléas liés aux ouvrages des dépôts

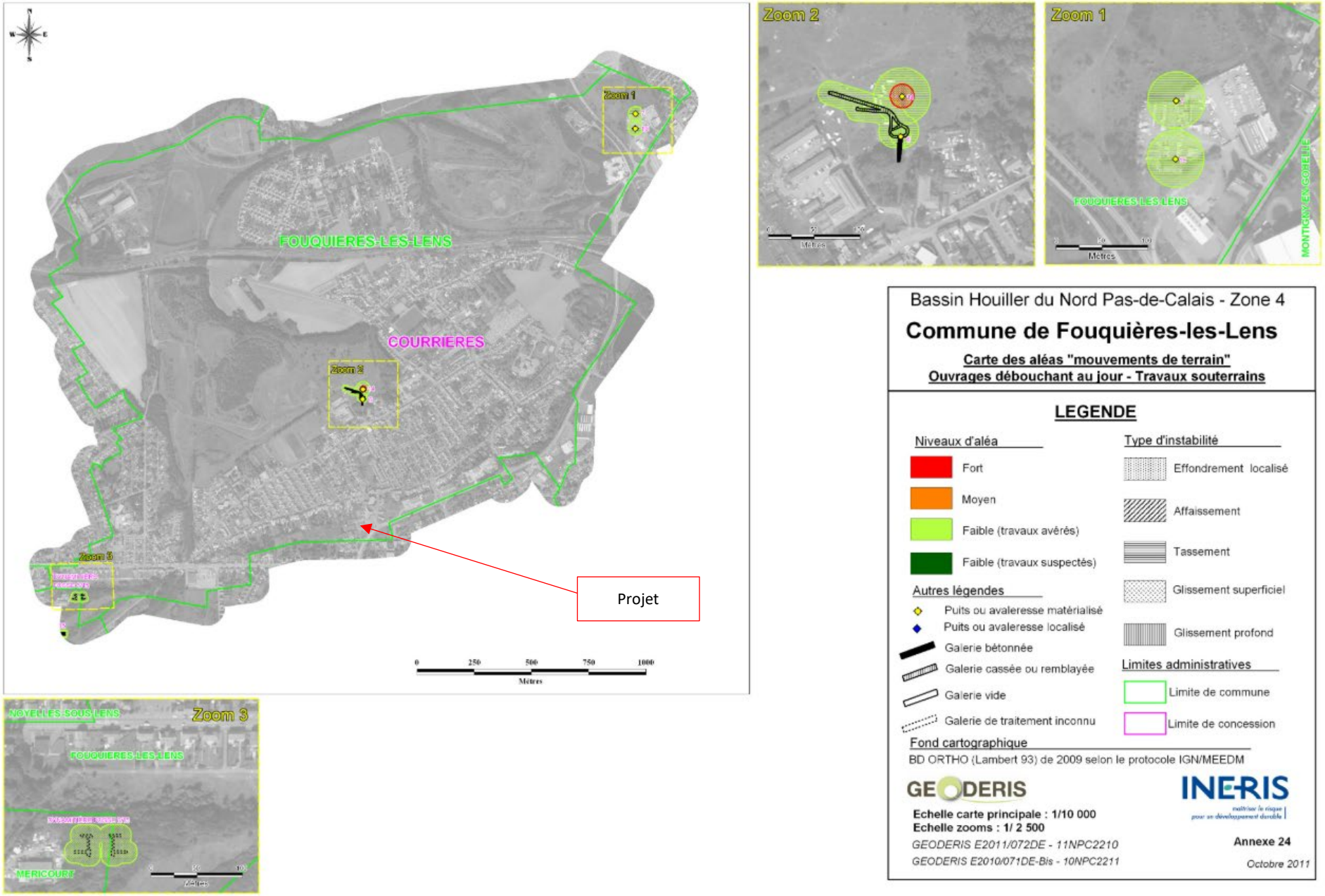








Carte 20 : Carte des aléas liés aux émissions de gaz de mines



Carte 21 : Carte des aléas liés aux Mouvement de Terrain

Risques

Le site d'étude est localisé dans une zone potentiellement soumise aux débordements de nappe (non confirmé par l'étude géotechnique réalisée au nord / reste à confirmer par une étude géotechnique à réaliser in situ)

La commune et la zone d'étude sont en potentiel de catégorie 2 d'exposition au radon (risque modéré).

Un grand nombre de cavités souterraines sont présentes sur la commune. Une cavité souterraine est localisée sur site d'étude à l'est de l'actuel parking, catégorisée en ouvrage militaire (sapes)

La zone d'étude n'est située pas à proximité d'une Zone d'Inondations Constatées de la commune ni dans le lit mineur ou majeur d'un cours d'eau.

Point particulier : présences de deux émissaires miniers au droit du site correspondent à deux canalisations de grand diamètre (Ø 2 000 mm parallèles), issues des anciens aménagements miniers du bassin houiller.

Enjeu modéré

Risques

3 catastrophes naturelles inondations et/ou coulées de boue.

Commune concernée par le TRI de Lens mais site d'étude non concerné par les zonages.

Territoire communal non concerné par un PAPI ou par un PPRI.

Aléa faible concernant le retrait et gonflement des argiles sur l'ensemble du secteur.

La commune de Fouquières-lès-Lens est située dans une zone de sismicité de niveau 2 (faible).

Le site d'étude n'est pas concerné par les aléas miniers (affaissement, gaz de mines ou ouvrages de dépôts)

Point particulier : présences de deux émissaires miniers en bordure nord du site et qui se prolongent le long de la rue Malik Ossekine (RD46) correspondent à deux canalisations de grand diamètre (Ø 2 000 mm parallèles), issues des anciens aménagements miniers du bassin houiller

Enjeu faible

4.2 Milieu naturel

4.2.1 Zonages écologiques

4.2.1.1 ZNIEFF

Une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

L'inventaire ZNIEFF commencé en 1982 par le secrétariat de la faune et de la flore du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le ministère de l'Environnement permet d'identifier, de localiser et de décrire la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces végétales, animales et les habitats.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les **ZNIEFF de type I** correspondent à des **petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares**. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant,
- Les **ZNIEFF de type II**, de superficie plus importante, correspondent aux **grands ensembles écologiques ou paysagers et expriment une cohérence fonctionnelle globale**. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation moindre. Ces zones peuvent inclure des ZNIEFF de type I.

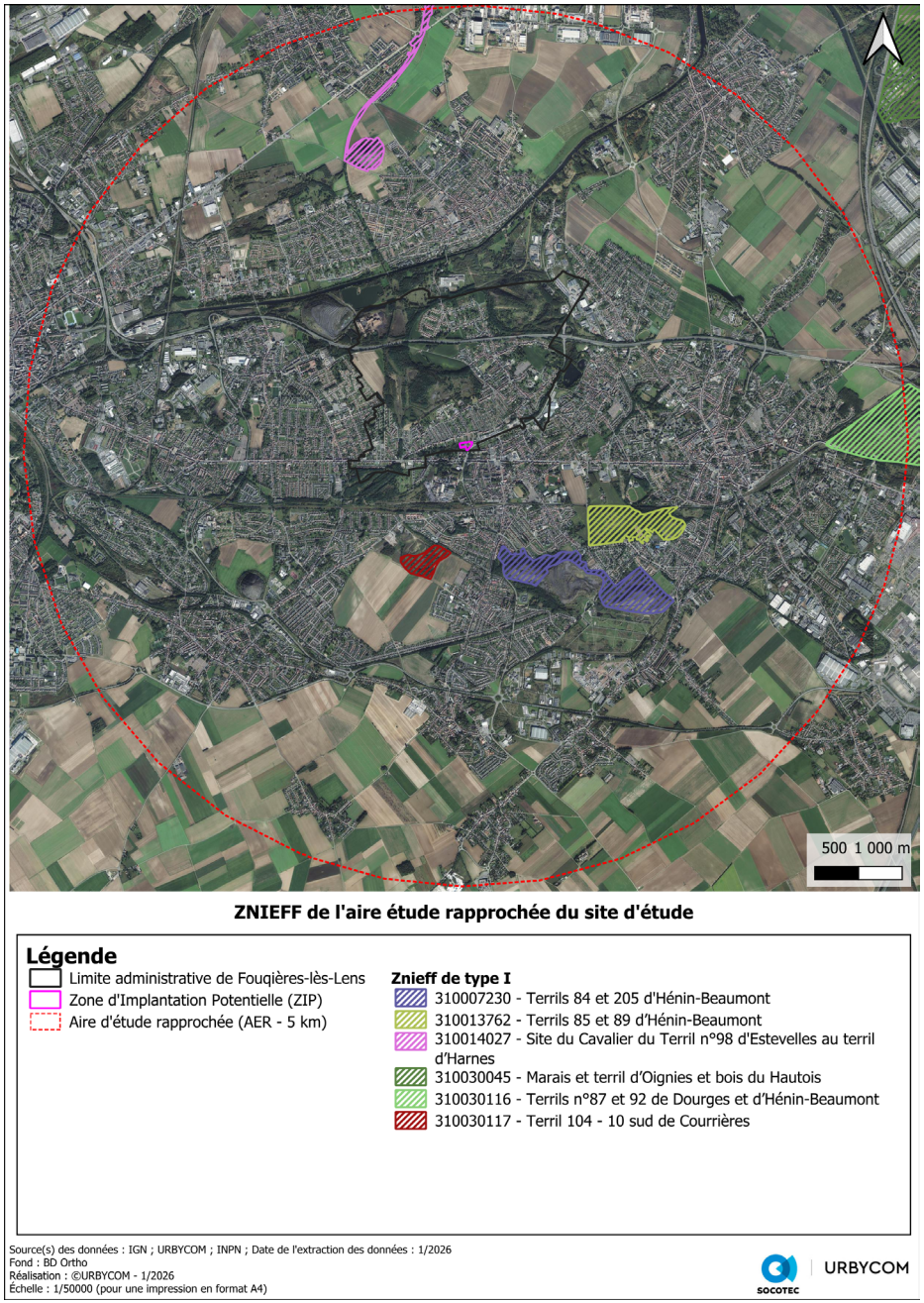
La présence d'une zone répertoriée à l'inventaire ZNIEFF, ne constitue pas en soi une protection réglementaire du terrain concerné, mais l'état s'est engagé à ce que tous les services publics prêtent une attention particulière au devenir de ces milieux. Il s'agit d'un outil d'évaluation de la valeur patrimoniale des sites servant de base à la protection des richesses. Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature.

Il n'existe aucune ZNIEFF à proximité immédiate du site d'étude.

5 ZNIEFF sont situées dans l'aire d'étude rapprochée de 5 kilomètres du site d'étude.

La ZNIEFF la plus proche est localisée à 1 150 mètres au sud du site d'étude (ZNIEFF de type 1 Terrils 104 – 10 sud de Courrières 310030117).

Considérant la nature du site d'étude (aménagé et en activité) et du contexte urbain, les potentialités d'accueil d'espèces d'intérêt patrimoniales issues des ZNIEFF sont négligeables.



Carte 22 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée (5 km)

Tableau 9 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée

Type	Code	Nom	Distance (m)
I	310030117	Terril 104 - 10 sud de Courrières	1150
I	310007230	Terrils 84 et 205 d'Hénin-Beaumont	1170
I	310013762	Terrils 85 et 89 d'Hénin-Beaumont	1560
I	310014027	Site du Cavalier du Terril n°98 d'Estevelles au terril d'Harnes	3300
I	310030116	Terrils n°87 et 92 de Dourges et d'Hénin-Beaumont	3950

4.2.1.2 Zones NATURA 2000

La directive 92/43 du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats » prévoit la création d'un réseau écologique européen, dénommé « Réseau Natura 2000 », et constitué de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**, et de **Zones de Protection Spéciale (ZPS)**, classées respectivement au titre de la **Directive « Habitats-Faune-Flore »** et de la **Directive « Oiseaux »**.

Les ZPS sont désignées sur la base des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), alors que les ZSC concernent les habitats naturels et les espèces animales et végétales d'intérêt communautaires (hors avifaune). Elles sont désignées sur la base des Sites d'Importance Communautaire (SIC) proposés par les États membres et adoptés par la Commission européenne.

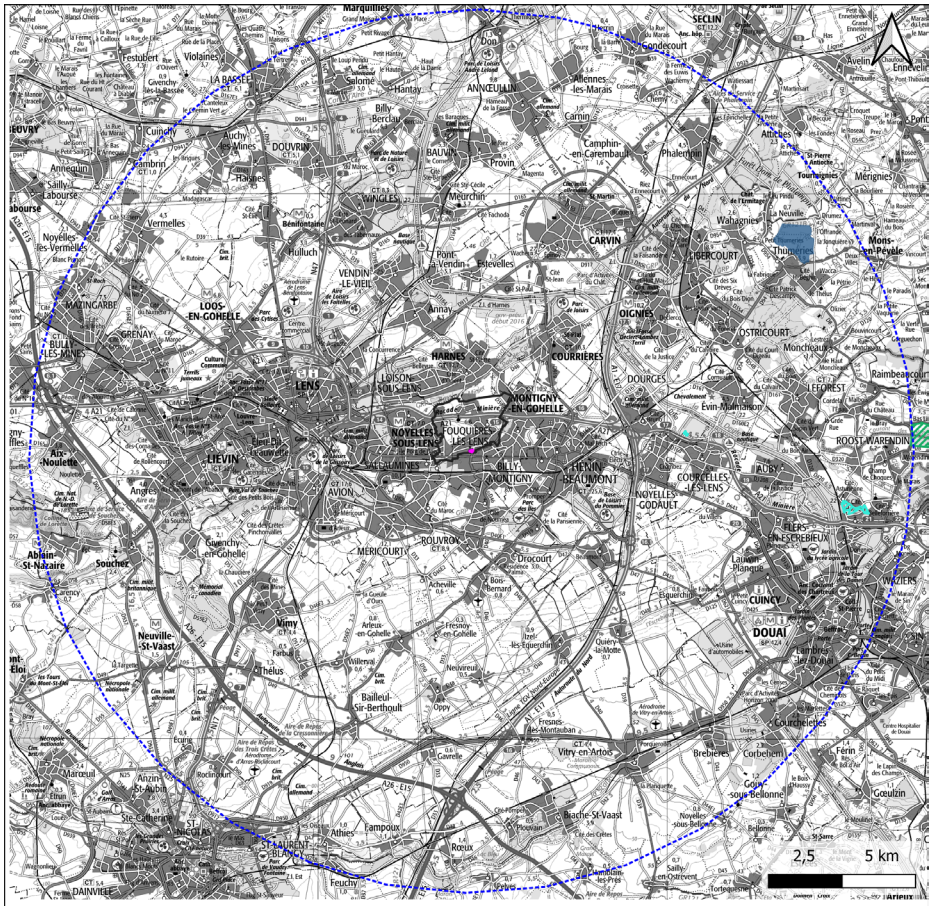
Il n'existe aucune ZPS ou ZSC à proximité immédiate du site d'étude. 2 zones Natura 2000 sont présentes dans un périmètre de 15 kilomètres autour du site d'étude.

La plus proche est située à 8 kilomètres et correspond à la ZSC Pelouses métallicoles de la Plaine de la Scarpe FR3100504.

Notre périmètre d'étude étant situé à distance des ZSC ou ZPS et n'accueillant pas de milieux similaires à ceux retrouvés dans les zones Natura 2 000.

Tableau 10 : Zones Natura 2000 dans l'aire d'étude éloignée 15 km

Type	Code	Nom	Distance (km)
ZPS	FR3112002	Les « Cinq Tailles »	12,4
ZSC	FR3100504	Pelouses métallicoles de la Plaine de la Scarpe	12,6
ZSC	FR3100506	Bois de Flines-lès-Raches et système alluvial du courant des Vanneaux	15



Zone Natura 2000 de l'aire étude rapprochée du site d'étude

Légende

Limite administrative de Fouquières-lès-Lens
Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
Aire d'étude éloignée (AEE - 15 km)

Zones de protection spéciale (ZPS)
FR3112002 - Les "Cinq Tailles"

Zones Spéciales de Conservation (ZSC)
FR3100504 - Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe
FR3100506 - Bois de Flines-les-Raches et système alluvial du courant des Vanneaux

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; INPN ; Date de l'extraction des données : 1/2026
Fond : IGN
Réalisation : ©URBYCOM - 1/2026
Échelle : 1/150000 (pour une impression en format A4)

SOCOTEC | URBYCOM

Carte 23 : Localisation des zones Natura 2000

4.2.1.3 Réserves Naturelles Régionales

Anciennement créée sous le nom de Réserve Naturelle Volontaire grâce à la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976, les Réserves Naturelles Régionales ont été reclassées à la suite de la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002. Avec les réserves naturelles régionales, les Régions disposent d'un outil réglementaire équivalent à ceux de l'État pour protéger des espaces naturels remarquables. Le **Conseil régional peut ainsi, de sa propre initiative ou à la demande des propriétaires concernés, classer comme réserve naturelle régionale les propriétés présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou, d'une manière générale, pour la protection des milieux naturels**. Elles visent principalement à préserver des sites riches en biodiversité. À ce titre, elles constituent des pièces maîtresses dans les schémas régionaux de protection de la nature, et font partie des « réservoirs de biodiversité » de la trame verte et bleue nationale. Les réserves naturelles régionales sont des outils très proches des réserves naturelles nationales. Elles sont placées sous la responsabilité exclusive des Conseils régionaux, qui ont en charge leur création et leur gestion administrative (pour toute décision de classement, d'agrandissement ou pour des modifications réglementaires).

Les réserves naturelles régionales sont gérées prioritairement à des fins de conservation de la nature, selon une réglementation « sur mesure » et des modalités de gestion planifiées sur le long terme, validées et évaluées par des experts.

En janvier 2022, les 181 RNR couvrent au total 41 390 hectares.

Aucune Réserve Naturelle Régionale n'est recensée à proximité du site d'étude. La plus proche est située à 11 km à l'est. Il s'agit du Marais de Wagnonville RNR023. Aucune connexion n'existe entre la RNR la plus proche et le site d'étude.

4.2.1.4 Réserves Naturelles Nationales

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation. En janvier 2023, le réseau des réserves naturelles compte 169 réserves naturelles nationales sur une superficie totale de 171 070 268 hectares réparties sur l'ensemble du territoire français métropolitain (178 000 hectares) et en outre-mer (67 500 000 hectares). **Les RNN sont situées à grande distance du site. La plus proche à 26 km à l'est : Tourbière alcaline de Marchiennes.**

4.2.1.5 Réserves biologiques

Dans chaque forêt gérée par l'Office national des forêts (ONF), les forestiers concilient protection de la biodiversité, production de bois, accueil du public et prévention des risques naturels. C'est ce qu'ils appellent : "la gestion multifonctionnelle" des forêts publiques.

Dans certains cas, la richesse naturelle très élevée d'un site justifie le besoin d'une protection réglementaire renforcée et d'une gestion spécifique. C'est là que peut intervenir la création de réserves biologiques.

Spécifique aux forêts publiques, le statut de réserve biologique existe depuis les années 1950. A début novembre 2021, le réseau national comptait 246 réserves, couvrant plus de 54 000 hectares dans les forêts de métropole.

Les réserves biologiques sont un statut de **protection spécifique aux espaces relevant du régime forestier**. C'est-à-dire, les forêts de l'État (domaniales), les forêts des collectivités ou d'établissements publics (communes, départements, Conservatoire du littoral…). Ces réserves sont créées par arrêté conjoint des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie. Les plus anciennes réserves biologiques datent des années 1950.

Aucune réserve biologique n'est présente à proximité de la commune. La plus proche est la Mare à Goriaux FR2300028 localisée à plus de 35 km au sud-est du site.

4.2.1.6 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR)

Un PNR est un **territoire rural habité présentant un patrimoine naturel, paysager et culturel remarquable** qu'il est souhaitable de préserver. Au sein de ce dernier, les collectivités s'organisent pour élaborer et mettre en place un projet local de développement durable, fondé sur la préservation et la valorisation de ce patrimoine. Les missions des PNR sont cadrées par l'article R 333-1 du Code de l'environnement.

Il y a aujourd'hui 56 Parcs naturels régionaux en France, qui représentent 16,5 % du territoire français, plus de 4700 communes, plus de 9 millions d'hectares et plus de 4,4 millions d'habitants.

La commune est située en dehors de tout PNR. Le PNR le plus proche est le PNR Scarpe-Escaut, localisé à 12 km à l'est.

4.2.1.7 Arrêtés de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Aucun APB n'est recensé à proximité de la zone d'étude. Le plus proche est situé à environ 7 kilomètres à l'ouest et se nomme « Terril Pinchonvalles » FR3800093.

4.2.1.8 Site RAMSAR

Un site Ramsar est la désignation d'une « zone humide d'importance internationale » inscrite sur la liste établie par la Convention de Ramsar par un État partie. Un site Ramsar doit répondre à un ensemble de critères, tels que la présence d'espèces vulnérables de poissons et d'oiseaux d'eau.

L'inscription d'un site Ramsar n'impose pas de protection réglementaire particulière, celui-ci devant être préalablement protégé selon la législation nationale. Ainsi, un site Ramsar correspond à une **reconnaissance internationale de l'importance de la zone humide désignée. En outre, cette désignation peut se superposer à un site du réseau Natura 2000,** un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou bien sur une zone appartenant à une réserve de biosphère de l'Unesco.

Le périmètre d'étude n'est pas situé à proximité immédiate d'un site RAMSAR.

A près de 15 kilomètres du site d'étude se trouve le site RAMSAR Vallées de la Scarpe et de l'Escaut.

4.2.1.9 ZICO

Créé en 1989 par l'Union Européenne, le répertoire ZICO vise à établir une liste de sites important pour les oiseaux. Pour cela, les sites doivent remplir les conditions suivantes :

- Pouvoir être l'habitat d'une population d'une espèce reconnue internationalement comme étant en danger d'extinction,
- Être l'habitat d'un grand nombre ou d'une forte concentration d'oiseaux migrateurs, d'oiseaux côtiers ou d'oiseaux de mer,
- Être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Ces critères doivent être chiffrés en nombre de couples pour les oiseaux nicheurs et en nombre d'individus pour les oiseaux migrateurs et hivernants.

Ces Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux avaient pour but, en France, de servir de base à l'inventaire des Zones de Protection Spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000.

Aucune ZICO n'est recensée à proximité du site d'étude. La plus proche est la ZICO Vallées de la Scarpe et de l'Escaut localisée à 22,8 km à l'est du site.

4.2.1.10 Sites d'Importance Communautaire

Un site d'importance communautaire, appelé aussi site d'intérêt communautaire (SIC), est un site Natura 20002 désigné au titre de la directive habitats (92/43/CEE)3 visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Le SIC le plus proche du site d'étude est le site Pelouses métallicoles de la Plaine de la Scarpe correspondant à la ZSC 3100504 localisée à 8 kilomètres.

4.2.1.11 Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte **l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité** au travers de la **préservation et de la restauration des continuités écologiques**. C'est un outil d'aménagement durable du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

En complément des outils essentiellement fondés sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables encadrés par la **stratégie nationale de biodiversité 2011-2020**, la Trame verte et bleue permet de franchir un nouveau pas en prenant en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire. Elle consiste en un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques existants ou à recréer. Le SRCE présente ainsi trois types de données :

- **Les réservoirs de biodiversité** : zones vitales riches en biodiversité où les espèces peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie. Ils comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du code de l'environnement).
- **Les corridors écologiques** : ils assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.
- **Les « espaces à renaturer »** qui correspondent à des espaces actuellement peu favorables à la faune et la flore locale. Il s'agit d'intégrer des éléments naturels à ces espaces en maintenant les activités humaines existantes, en s'appuyant notamment sur des projets volontaires pour faire revenir certaines espèces.

<u>Objectif de la trame verte et bleue :</u>

Le maillage de ces différents espaces, dans une logique de conservation dynamique de la biodiversité, constituera à terme, la Trame verte et bleue dont les objectifs sont de :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces ;
- Identifier et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface ;
- Prendre en compte la biologie des espèces migratrices ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages ;
- Permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique.

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 », qui fixe l'objectif de constituer d'ici 2012 une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 » précise ce projet au travers un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité.

Le site d'étude n'est concerné par aucun élément du SRCE Nord-Pas-de-Calais.

Sur la commune sont recensés un corridor de type « terrils » et des réservoirs biologiques « terrils et autres milieux anthropiques » en limite nord du territoire et un espace à renaturer de type « forêts » en limite sud de Fouquières-lès-Lens.

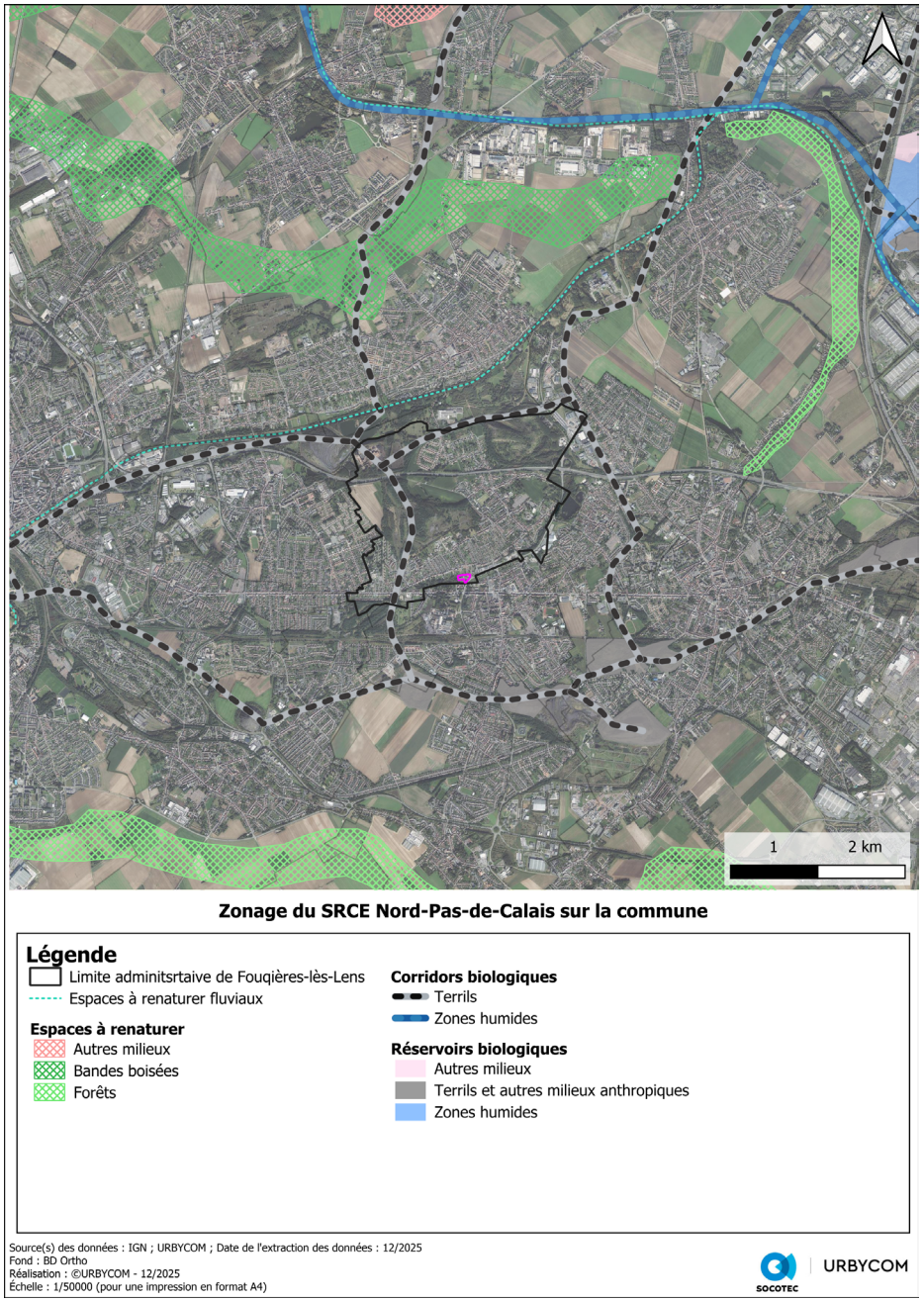
4.2.1.12 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

En France, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDET), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de l'intermodalité (SRI), schéma régional climat air énergie (SRCAE) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Le SRADDET - qui remplace le SRADDT, créé en 1995 et modifié en 1999 - a été institué par la loi NOTRe dans le contexte de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016).

Le SRADDET en tant que document d'aménagement du territoire - contrairement aux documents d'urbanisme - ne détermine pas de règles d'affectation et d'utilisation des sols ; c'est un document stratégique, prospectif et intégrateur, qui est cependant opposable à certains niveaux de collectivité (« sa portée juridique se traduit par la prise en compte de ses objectifs et par la compatibilité aux règles de son fascicule ; les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et, à défaut, des plans locaux d'urbanisme (PLU), des cartes communales ou des documents en tenant lieu, ainsi que des plans de déplacements urbain (PDU), des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et des chartes des parcs naturels régionaux (PNR), doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles de son fascicule »).

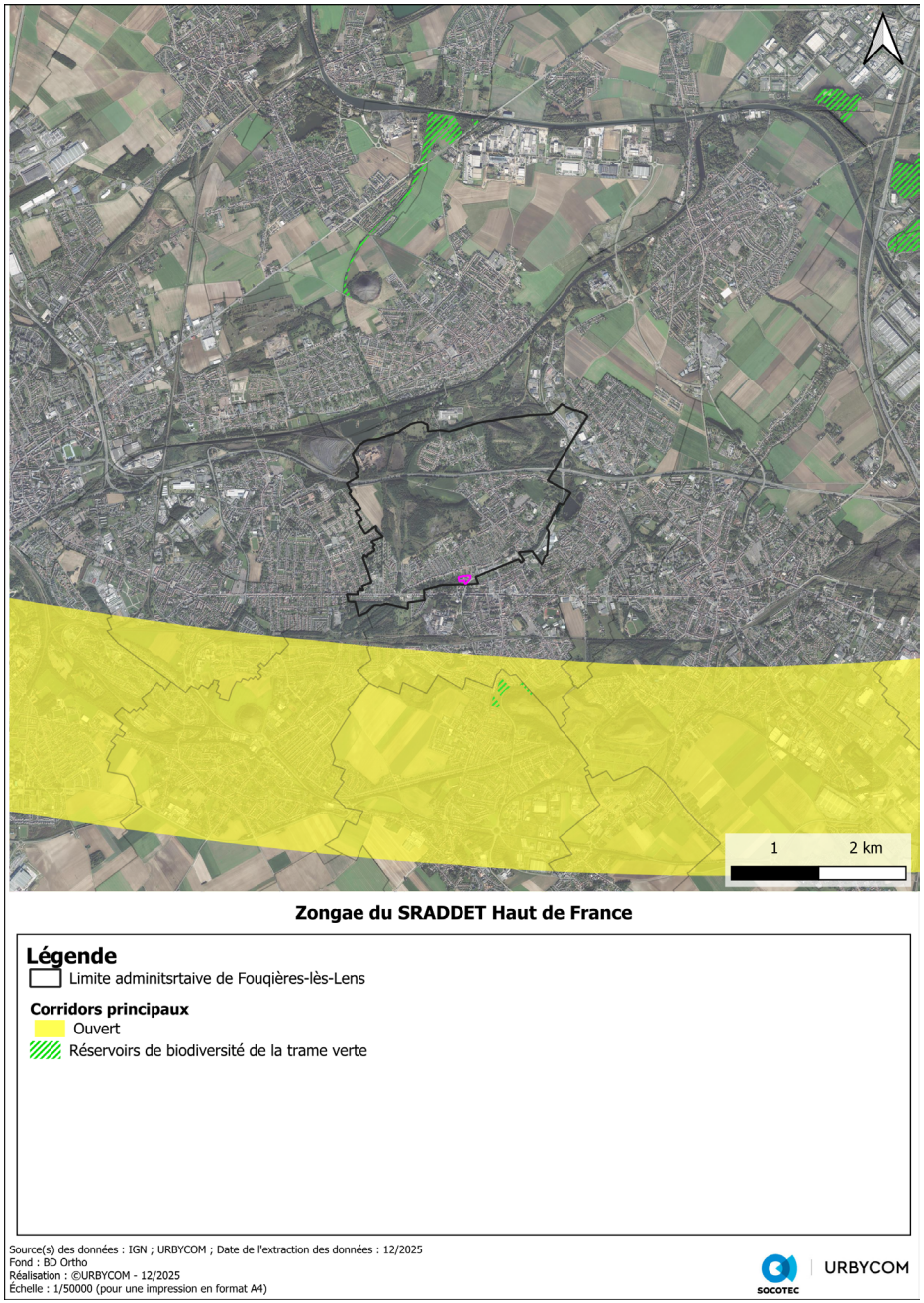
Lors de la séance plénière du 30 juin 2020, la Région Hauts-de-France a adopté son projet de Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Il est le fruit d'un grand travail de concertation avec les acteurs régionaux de l'aménagement du territoire et les territoires des Hauts-de-France. Le SRADDET recense les réservoirs de la trame verte et bleue, les continuités écologiques d'importance nationale et les corridors biologiques.

La zone d'étude n'est concernée par aucun élément du SRADDET.



Zonage du SRCE Nord-Pas-de-Calais sur la commune

Carte 24 : Schéma Régional de Cohérence Ecologique



Carte 25 : SRADDET Hauts de France

4.2.2 Occupations des sols

La carte d'occupation du sol sur la commune de Fouquières-lès-Lens fait apparaître une concentration des zones urbanisées (tissu urbain) autour des départementales D46, D40 et D40e.

Le territoire est dominé par de la zone urbanisée et des terres arables. Elle effet, la commune est marquée par l'importance des territoires artificialisés (55,7 % en 2018), en augmentation par rapport à 1990 (45,8 %). La répartition détaillée en 2018 est la suivante : terres arables (44,3 %), zones urbanisées (42,4 %), zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication (7,5 %), mines, décharges et chantiers (4,1 %), espaces verts artificialisés, non agricoles (1,7 %).

Nous n'observons aucune forêt, zone humide, cours d'eau ou prairie sur la commune.

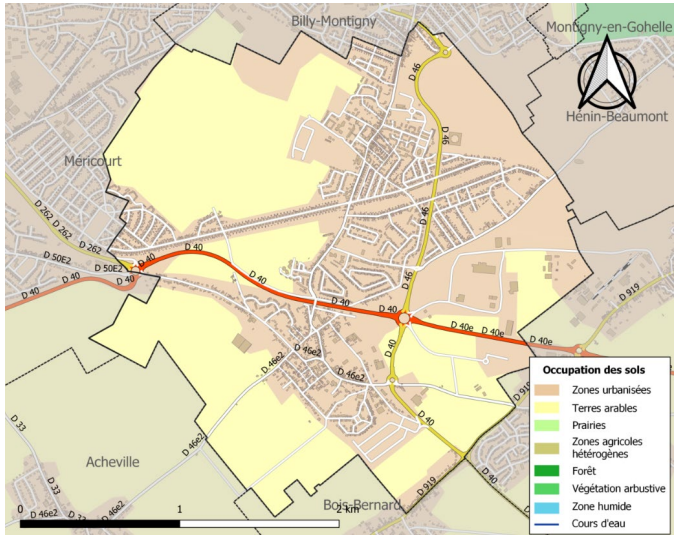


Figure 44 : Occupation des sols sur la commune – Source : Corine Land Cover

Le site est localisé dans le tissu urbain, le tissu urbain construit autour du site est majoritairement résidentiel et commercial.

Nous observons quelques zones de végétations autour du site, en contact avec le tissu urbain souvent liés aux jardins des habitations ou à des espaces verts.

A l'ouest du site d'étude, une « Forêt mature de feuillus de l'étage collinéen, sous ombroclimat humide, en situation océanique, sur sol basique et humide à nappe stagnante » est identifiée selon ARCH.

4.2.3 Biodiversité sur la commune

Selon les données de l'INPN, 347 espèces faunistiques ou floristiques sont recensées sur la commune de Fouquières-lès-Lens, 21 d'entre-elles sont protégées et 7 taxons sont menacés ou quasi-menacés.

Fouquières-lès-Lens possède une bonne biodiversité au vu de la grande surface de zones urbanisées sur son territoire communal.

La flore protégée :

6 espèces protégées sont recensées par l'INPN sur la commune : la linaire couchée, le grand Oya, le micropyre délicat, le pâturin de Chaix, le prunier mahaleb et l'oseille ronde.

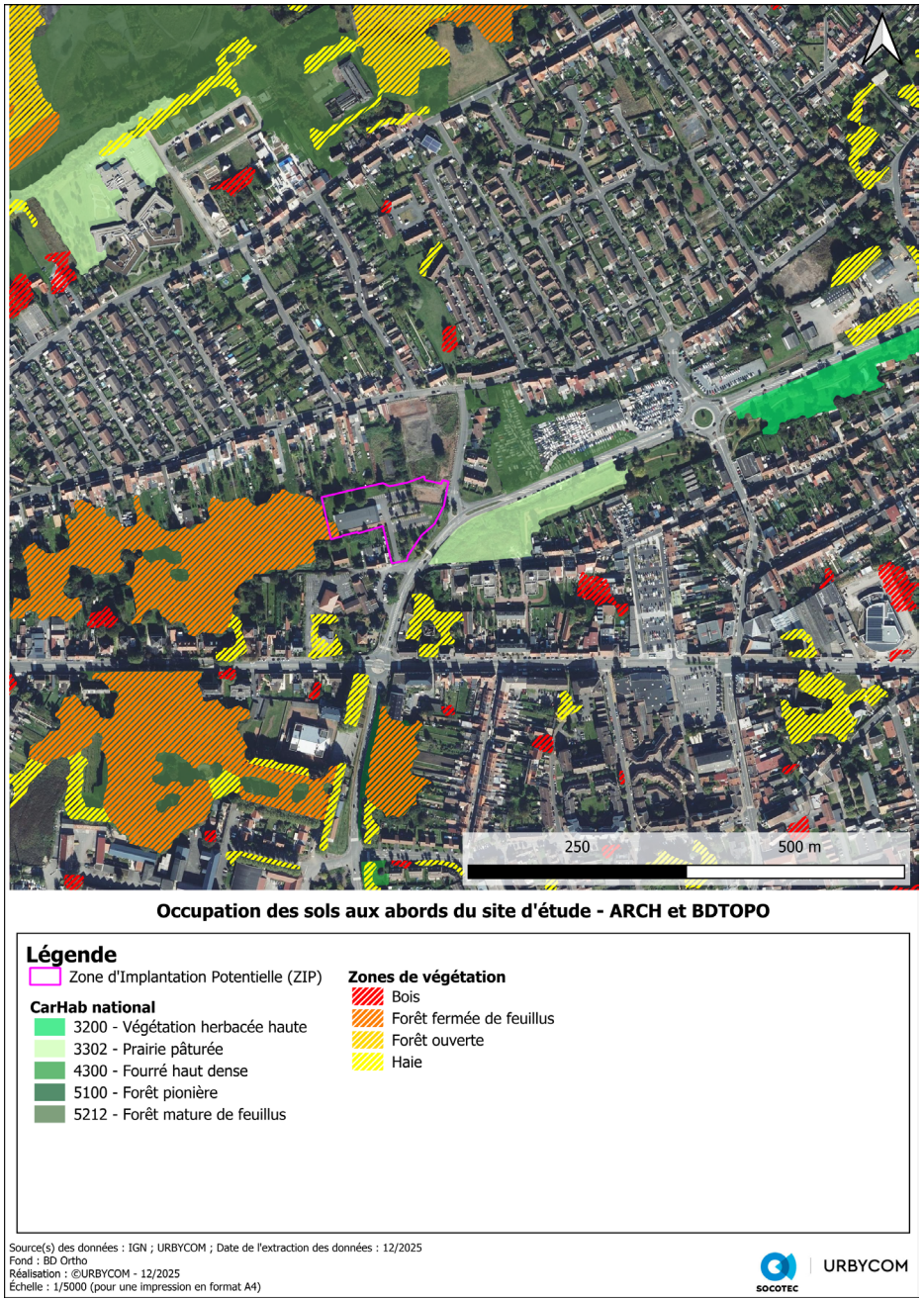
La probabilité de retrouver ces espèces sur notre site d'étude est quasi-nulle.

La faune protégée :

Des espèces de lézards (lézard des murailles et lézard vivipare) protégées sont également présents sur la commune mais peu susceptible d'être observées sur notre zone d'étude.

13 espèces d'oiseaux protégés sont recensées sur la commune : le jaseur de Bohème, le chardonneret élégant, le verdier d'Europe, le pigeon biset, la mésange bleue, l'hirondelle de fenêtre, le rougegorge familier, le pinson des arbres, la mésange charbonnière, le moineau domestique, le pic vert, le goéland argenté et le goéland brun.

Le site d'étude est susceptible d'accueillir des oiseaux ubiquistes adaptés au contexte urbain.



Carte 26 : Occupation du sol des abords du site – Source : ARCH et BDTOPO

Zonages écologiques et biodiversité du site

La zone d'étude est localisée à distance de toute ZNIEFF et de toute zone Natura 2000

Le site étant implanté en contexte urbain, sur une zone artificialisée et en activité (magasin Aldi) la présence d'espèces floristiques ou faunistiques d'intérêt est très peu probable.

Aucune RNR, RNN, Réserve biologique ou ZICO à proximité du site ou de la commune.

Commune située à distance d'un PNR, d'un site RAMSAR ou d'un APB.

Le site d'étude n'est concerné par aucun élément du SRCE Nord-Pas-de-Calais.

La zone d'étude est présente en limite de corridor principal « milieu ouvert » du SRADDET. Néanmoins, le site est localisé dans une zone dite d'obstacles aux corridors biologiques (zone urbanisée).

Plusieurs d'espaces verts ou de milieux naturels et semi-naturels dans le secteur du site.

La zone d'étude est entièrement artificialisée et en activité commerciale. Les alentours du site sont surtout résidentiels.

Enjeu négligeable

4.3 Milieu humain

Source : données INSEE 2022, dossier complet commune de Fouquières-lès-Lens paru le 02/09/2025.

4.3.1 Évolution démographique

La commune de Fouquières-lès-Lens possède une population de 6 134 habitants selon les données INSEE en 2022. La densité moyenne est de 1 481,6 hab/km².

Nous observons une diminution globale de la population sur la commune depuis 1968.

Population et densité	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Population	8 801	7 758	7 550	7 038	6 898	6 600	6 534	6 353	6 134
Densité moyenne (hab/km²)	2 125,8	1 873,9	1 823,7	1 700,0	1 666,2	1 594,2	1 578,3	1 534,5	1 481,6

Figure 45 : Population en historique depuis 1968 – Source : INSEE

4.3.1.1 Variation de population

Solde naturel : différence entre le nombre de naissance et le nombre de décès

Solde migratoire : différence entre les arrivées et les départs de la commune

Le solde migratoire est le principal artisan de la croissance démographique : la population augmente quand la commune accueille de nouveaux habitants.

Les jeunes ménages sont les moteurs du renouvellement démographique par le solde naturel. Il peut également y avoir un renouvellement régulier de la population si le solde naturel reste positif.

La diminution de la population depuis 1968 est due à un solde migratoire négatif compris entre -1,8 % et -0,2 % et à une variation annuelle moyenne de la population également négative selon les périodes.

On observe une diminution de la population des ménages depuis 1968, révélatrice d'une dynamique démographique qui reste en perte de vitesse sur la commune. C'est le solde migratoire déficitaire qui est à l'origine de ce déclin démographique.

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011	2011 à 2016	2016 à 2022
Variation annuelle moyenne de la population en %	**-1,8**	**-0,4**	**-0,9**	**-0,2**	**-0,6**	**-0,2**	**-0,6**	**-0,6**
due au solde naturel en %	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5	0,3	-0,1
due au solde apparent des entrées sorties en %	-2,3	-0,7	-1,5	-0,7	-1,1	-0,7	-0,9	-0,5
Taux de natalité (‰)	**16,4**	**15,1**	**17,4**	**13,9**	**14,7**	**14,5**	**13,0**	**11,5**
Taux de mortalité (‰)	**10,9**	**11,6**	**11,3**	**9,3**	**10,1**	**9,6**	**9,7**	**12,1**

Figure 46 : Solde naturel et migratoire – Source : INSEE

4.3.1.2 La structure par âge

L'analyse de la structure des âges affiche une tendance nette sur l'augmentation du nombre de 60 à 74 ans et une diminution des 15 à 29 ans et des 0 à 14 ans.

Le vieillissement de la population est exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ».

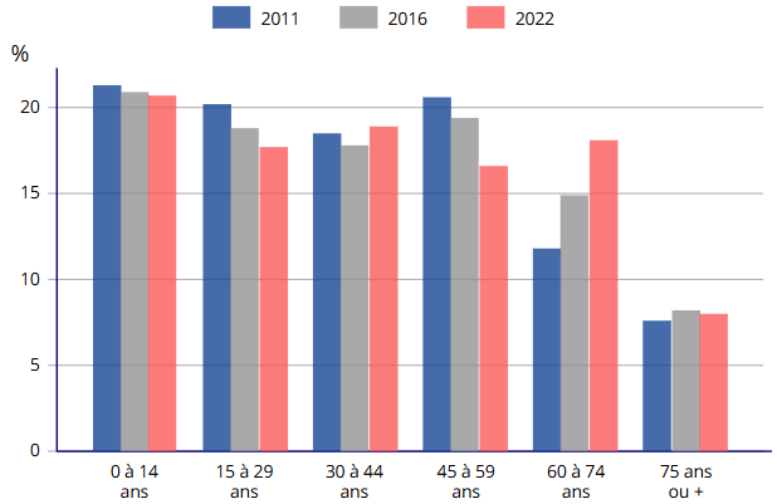


Figure 47 : Population par grandes tranches d'âges – Source : INSEE

4.3.1.3 Naissances et décès

La part de naissances domiciliées sur la commune de Fouquières-lès-Lens affiche une tendance à la diminution mais reste plus importante que la part de décès domiciliés depuis 2014 jusqu'en 2020. Entre 2018 et 2021, et en 2023 la part des décès est supérieure à celle des naissances.

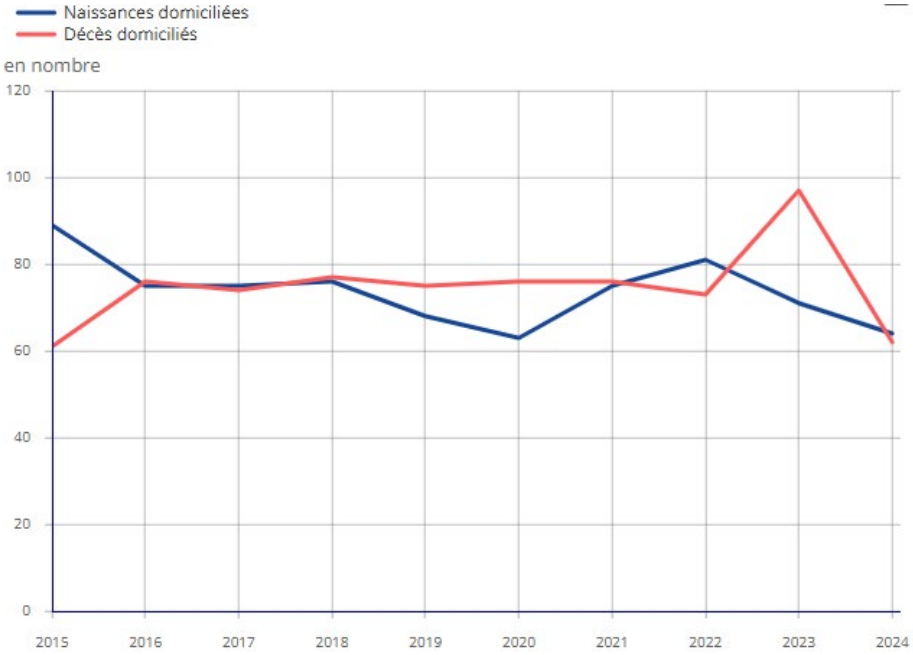


Figure 48 : Naissances et décès domiciliés – Source : INSEE

4.3.1.4 Ménages

Depuis 1968, le nombre moyen d'occupants par résidence principale diminue. Ce phénomène s'appelle le desserrement des ménages (vieillissement de la population, éclatement des structures familiales traditionnelles, augmentation du nombre de célibataires etc.).

On observe une diminution de la population des ménages, révélatrice d'une dynamique démographique qui reste en perte de vitesse sur la commune. C'est le solde migratoire déficitaire qui est à l'origine de ce déclin démographique.

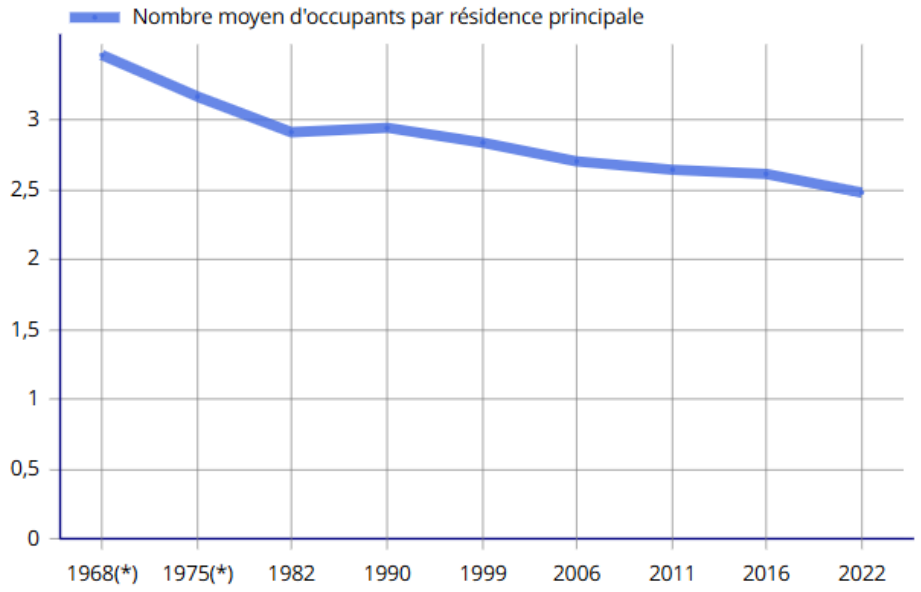


Figure 49 : Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968 – Source : INSEE

Entre 2011 et 2022, les ménages d'une personne ont augmenté (624 en 2011 contre 650 en 2022), les familles monoparentales également (260 en 2011 contre 290 en 2022) et les couples avec enfant(s) ont légèrement diminué (920 en 2011 contre 805 en 2022).

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	3 500	100,0	3 527	100,0	3 654	100,0	8 777	8 669	8 760
Ménages d'une personne	978	27,9	1 070	30,3	1 219	33,4	978	1 070	1 219
Hommes seuls	375	10,7	337	9,6	474	13,0	375	337	474
Femmes seules	603	17,2	733	20,8	745	20,4	603	733	745
Autres ménages sans famille	122	3,5	64	1,8	50	1,4	318	154	127
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	2 400	68,6	2 393	67,8	2 385	65,3	7 481	7 445	7 414
Un couple sans enfant	876	25,0	773	21,9	803	22,0	1 854	1 570	1 675
Un couple avec enfant(s)	1 169	33,4	1 179	33,4	1 137	31,1	4 649	4 716	4 600
Une famille monoparentale	355	10,1	441	12,5	445	12,2	978	1 159	1 140

Figure 50 : Ménages selon leur composition – Source : INSEE

4.3.2 Logements

Le parc de logements enregistre une progression globale depuis 1968 qui profite essentiellement aux logements vacants dont le nombre n'a cessé d'augmenter sur la commune depuis 1968 jusqu'en 2020.

Si la progression du nombre de logements a été régulière, les plus fortes périodes de construction ont été les années 1975-1982 et 1999-2010 : **on parle de renouvellement du parc de logements.**

Le nombre de logements a progressé plus rapidement que le nombre d'habitants. **Cette évolution traduit une urbanisation importante sur le territoire de la commune et un desserrement des ménages.**

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Ensemble	**2 611**	**2 535**	**2 714**	**2 572**	**2 539**	**2 505**	**2 594**	**2 501**	**2 604**
Résidences principales	2 536	2 448	2 584	2 379	2 432	2 388	2 436	2 350	2 400
Résidences secondaires et logements occasionnels	2	1	4	9	6	5	2	4	10
Logements vacants	73	86	126	184	101	112	156	147	194

Figure 51 : Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 – Source : INSEE

Globalement, la part des logements vacants sur la commune est en augmentation depuis 1968 (avec néanmoins une diminution entre 1990 et 1999).

La fluctuation de logements vacants sur la commune est un indicateur de l'offre immobilière existante. On considère qu'un taux situé aux alentours de 6% de logements vacants permet d'assurer une bonne rotation de la population au sein du parc sauf si celui-ci comporte un trop grand nombre de logements vétustes.

Le taux de logements vacants de 7,5 % en 2022 est suffisant pour permettre de répondre à la demande communale et assurer la rotation de la population.

On observe une large dominance des maisons sur la commune (95,0 % de maisons en 2022).

Type de logement	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	**2 594**	**100,0**	**2 501**	**100,0**	**2 604**	**100,0**
Maisons	2 404	92,7	2 368	94,7	2 474	95,0
Appartements	183	7,1	129	5,2	128	4,9
Autres	7	0,3	4	0,2	2	0,1

Figure 52 : Catégories et types de logements – Source : INSEE

4.3.3 Analyse socio-économique

4.3.3.1 La population active

Définition : La population active correspond à la population des plus de 15 ans ayant un emploi, à la recherche d'un emploi ou aux militaires du contingent.

Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022 (elle se traduit par une augmentation des actifs ayant un emploi et une diminution des chômeurs et des inactifs).

La population active de 15 à 64 ans sur la commune de Fouquières-lès-Lens est de 68,0 % en 2021.

Type d'activité	2011	2016	2022
Ensemble	**4 242**	**3 976**	**3 662**
Actifs en %	**63,5**	**64,8**	**68,0**
Actifs ayant un emploi en %	49,9	50,6	58,5
Chômeurs en %	13,6	14,3	9,5
Inactifs en %	**36,5**	**35,2**	**32,0**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	10,6	9,9	10,0
Retraités ou préretraités en %	8,8	8,0	6,5
Autres inactifs en %	17,1	17,4	15,4

Figure 53 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité – Source : INSEE

Le taux de chômage et le nombre de chômeurs a nettement diminué entre 2011 et 2022.

Nombre de chômeurs et taux de chômage	2011	2016	2022
Nombre de chômeurs	**575**	**567**	**348**
Taux de chômage en %	21,4	22,0	14,0
Taux de chômage des 15 à 24 ans	45,5	43,3	20,9
Taux de chômage des 25 à 54 ans	17,6	18,2	12,7
Taux de chômage des 55 à 64 ans	15,1	21,1	14,2

Figure 54 : Taux de chômage (au sens du recensement) entre les catégories d'âge

La catégorie socioprofessionnelle présentant le plus d'emplois sur la commune en 2022 est celle des employé (34,8%). Cette catégorie augmente depuis 2011.

Les catégories qui diminuent le plus sont celles des ouvriers.

Groupe socioprofessionnel	Nombre	%
Ensemble	**1 064**	**100,0**
Agriculteur	0	0,0
Artisan, commerçant et chef d'entreprise	68	6,4
Cadres	90	8,4
Profession intermédiaire	313	29,4
Employé	370	34,8
Ouvrier	224	21,0

Figure 55 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2022 – Source : INSEE

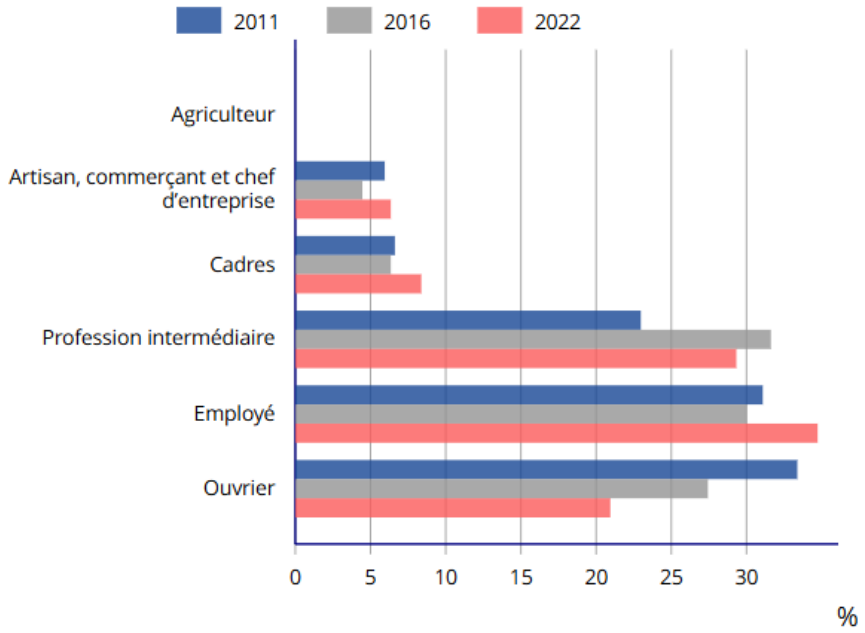


Figure 56 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle – Source : INSEE

4.3.3.2 Déplacement domicile-travail

La commune de Fouquières-lès-Lens est rattachée aux zones d'emploi de Douai et de Lens-Liévin-Hénin-Carvin.

Alors que près de 12,7 % des habitants de Fouquières-lès-Lens travaillent dans la commune de résidence, nous observons que 86,6 % des actifs utilisent la voiture, le camion ou la fourgonnette pour se rendre au travail.

La commune de Fouquières-lès-Lens est appelée une commune dortoir.

Zone du lieu de travail	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	**2 122**	**100**	**2 016**	**100**	**2 163**	**100**
Travaillent dans la commune de résidence	273	12,9	303	15,0	275	12,7
Travaillent dans une commune autre que la commune de résidence	1 849	87,1	1 713	85,0	1 888	87,3

Figure 57 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone – Source : INSEE

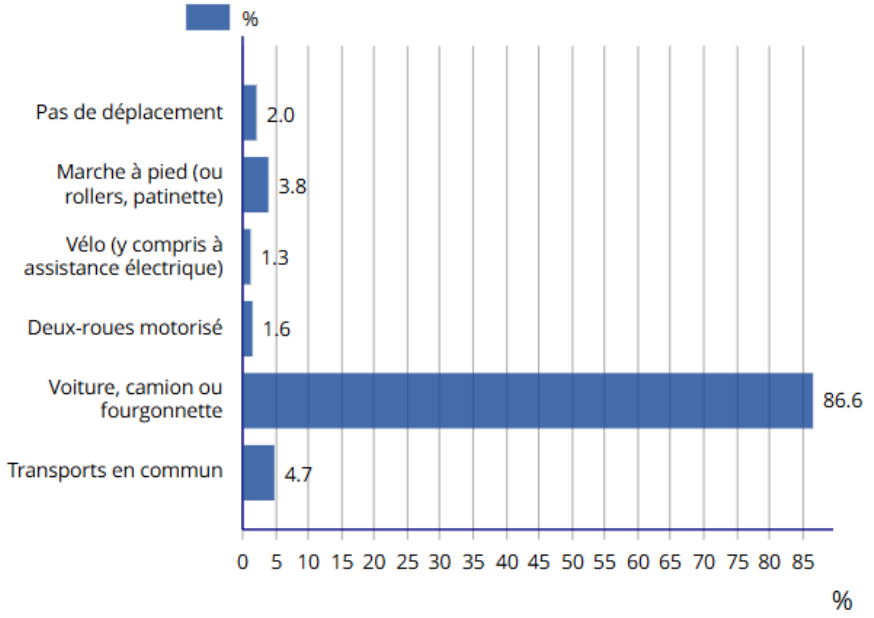


Figure 58 : Moyen de transport pour se rendre au travail en 2022 – Source : INSEE

Même si la commune de Fouquières-lès-Lens est localisée à distance non négligeable des zones d'emplois telles que Lille, Douai, Valenciennes, Lens-Liévin-Hénin-Carvin, il faut inciter davantage à l'utilisation des transports en commun pour se rendre au travail (réseau de bus, covoiturages et le réseau viaire cyclable).

4.3.4 Les équipements et services

Les équipements, commerces et services peuvent être répartis en trois gammes.

- La **gamme de proximité** réunit les plus courants, tels que l'école primaire, la boulangerie ou le médecin généraliste.
- La **gamme intermédiaire** regroupe des équipements moins fréquents, comme le collège, le supermarché ou le laboratoire d'analyses médicales.
- Enfin, la **gamme supérieure** est plutôt l'apanage des pôles urbains où l'on trouve, par exemple, le lycée, l'hypermarché ou l'hôpital. Les équipements les plus rares se trouvent généralement dans les communes les plus importantes en termes d'habitants.

Fouquières-lès-Lens est une commune urbaine bien pourvue en équipements, services et activités de proximité.

Établissements scolaires :

La commune de Fouquières-lès-Lens accueille 6 établissements scolaires (1 collège, 5 écoles élémentaires).

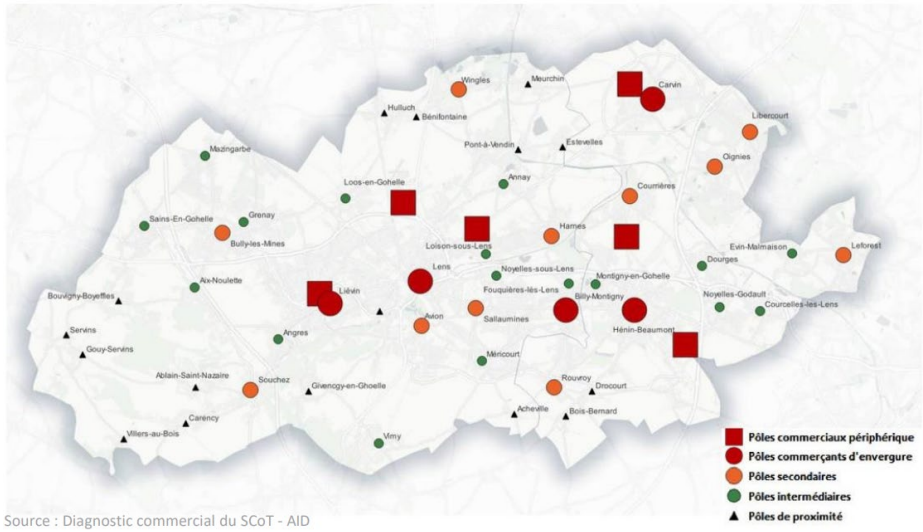
Les commerces :

La commune de Fouquières-lès-Lens est considérée comme un pôle commercial secondaire.

Les commerces d'alimentation générale sont le **Aldi marché**, O'Primeurs et un Fouquière Market.

Fouquières-lès-Lens c'est :

- 12 cellules commerciales.
- Une offre alimentaire conséquente, notamment par la présence d'une locomotive alimentaire (Aldi).



Source : Diagnostic commercial du SCoT - AID

Figure 59 : Hiérarchisation des pôles commerciaux – Source : SCoT LLHC

Loisirs et équipements sportifs :

La commune possède les infrastructures sportives suivantes :

- Bibliothèque Jules Mousseron ;
- Centre Francois Miterrand ;
- Centre intergénérationnel Francois Rabelais ;
- Cyber-Base ;
- Salle des fêtes ;
- Salle Edmont Tanière.

Un grand nombre d'associations sportives, de loisirs et sociales sont présentes sur la commune. Une école de musique municipale est également recensée.

Santé et action sociale :

Deux pharmacies sont recensées sur la commune.

L'établissement de santé le plus proche de Fouquières-lès-Lens est le Centre Hospitalier Hénin-Beaumont.

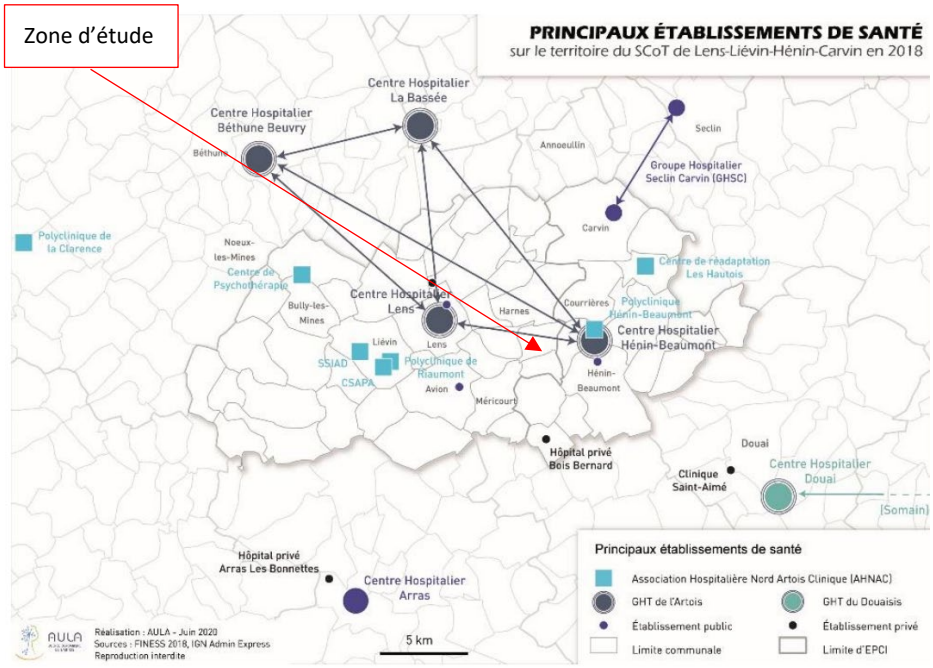


Figure 60 : Principaux établissements de santé sur le territoire du SCoT en 2018 – Source : SCOT LLHC

Environnement humain et équipements

Nous observons une diminution globale de la population depuis 1968 (solde migratoire déficitaire).

Le vieillissement est exprimé sur la commune : diminution du ratio moins de 15 ans / plus de 60 ans.

Augmentation du parc de logements et du nombre d'actifs. La commune de Fouquières-lès-Lens est une commune dite dortoir.

Fouquières-lès-Lens est une commune urbaine bien pourvue en équipements, services et activités de proximité.

Positionnement stratégique du site au sein d'une zone résidentielle du tissu urbain dense et le long d'un axe principal de la commune.

Enjeu faible

4.3.5 Gestion des déchets

Créé en 2007, Le Syndicat Mixte d'Elimination et Valorisation des Déchets des Communautés d'Agglomérations du Douaisis, Hénin-Carvin et de la Communauté de Communes Osartis-Marquion a pour mission de prendre en charge le 213 000 tonnes de déchets produits chaque année par ses 325 000 habitants.

Les activités principales (compétences obligatoires) du SYMEVAD s'articulent de la façon suivante :

- La gestion du traitement des déchets collectés dans les trois agglomérations membres, en optimisant l'exploitation des équipements existants ou en ayant recours à des prestataires de traitement extérieurs ;
- L'organisation et la mise en œuvre d'une nouvelle politique de valorisation des déchets ménagers, à travers le développement et la réalisation de nouveaux équipements performants et respectueux de l'environnement ;
- La réduction des déchets à la source par la prévention de la production des déchets.

Il y a 4 déchetteries ouvertes aux particuliers : Évin-Malmaison, rue Mirabeau / Carvin, ZA du château rue Gutenberg / Courrières, rue Briquet / Hénin-Beaumont, rue Brossolette (pas de réception d'amiante).

4.3.6 Santé, risques et pollutions

Source : Géorisques et ATMO consultés en décembre 2025

4.3.6.1 Plan de Prévention des Risques Technologiques

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit l'élaboration de plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans une démarche de concertation locale.

Les PPRT permettent d'agir sur les coexistences entre les sites à haut risque et leur environnement, en résorbant les situations difficiles héritées du passé et en limitant l'urbanisation future.

Le PPRT s'élabore en association avec les acteurs locaux et en concertation avec le public. Pour chaque PPRT, un arrêté de prescription définit ces modalités d'élaboration, de concertation ainsi que le périmètre géographique concerné.

La commune de Fouquières-lès-Lens n'est concernée par aucun PPRT.

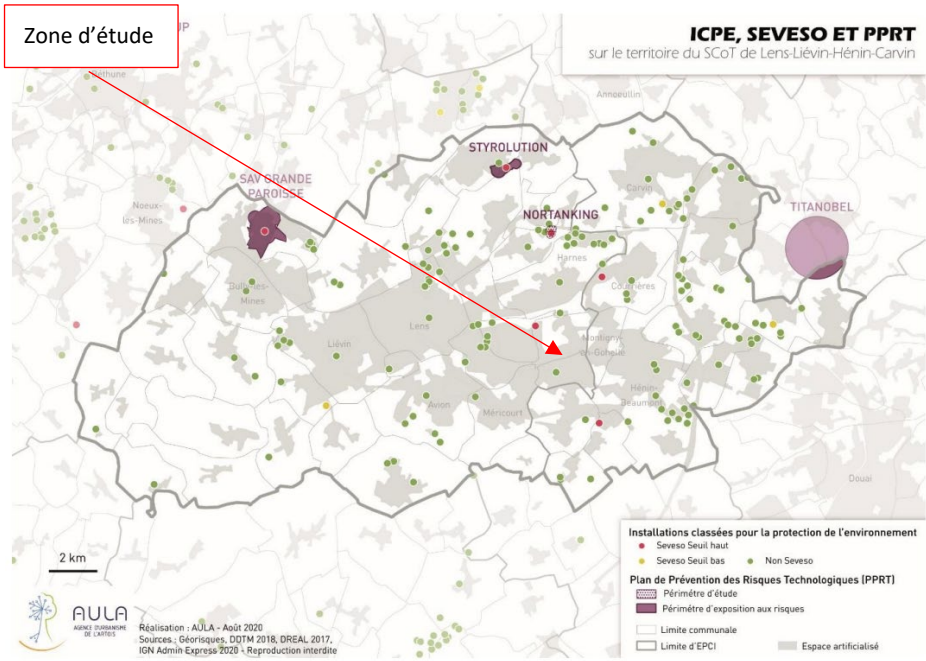


Figure 61 : ICPE, SEVESO et PPRT sur le territoire du SCOT – Source : SCOT LLHC

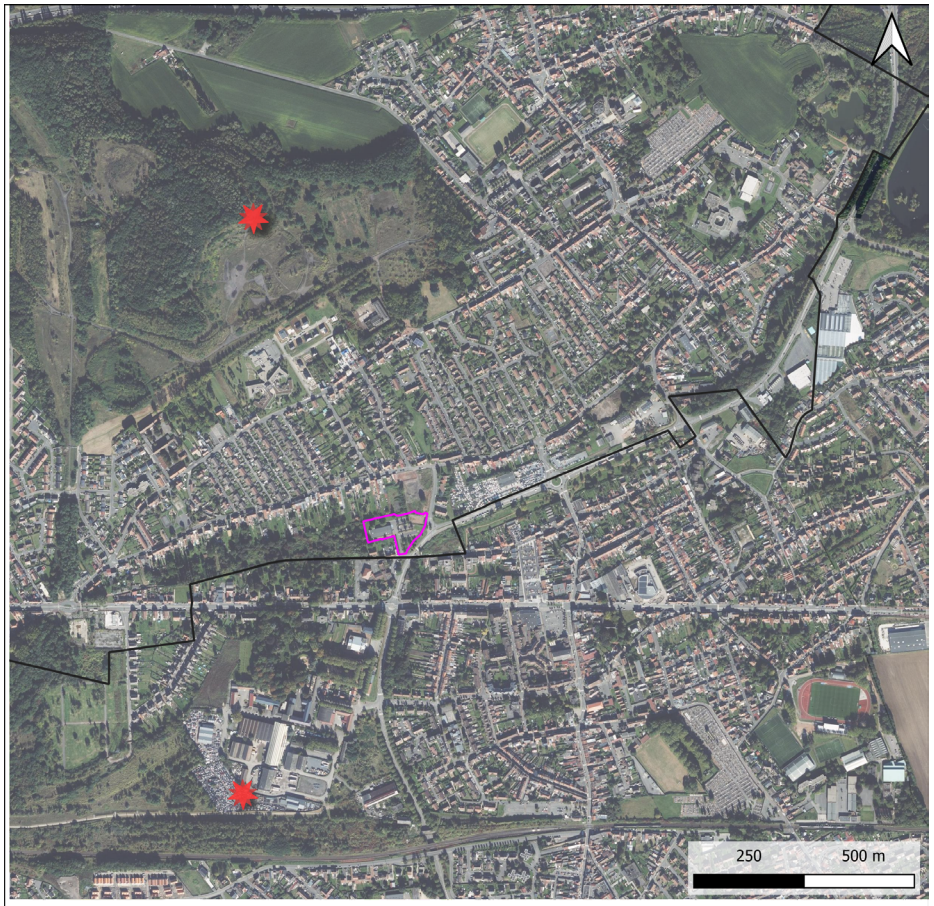
4.3.6.2 Installations classées pour la Protection de l'Environnement

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'État.

4 ICPE sont présentes sur la commune mais aucune ne concerne le site d'étude.

Tableau 11 : Liste des ICPE sur la commune

Numéro	Nom établissement	Adresse	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
0007000750	BEFESA ZINC RECYTECH	43 Route de Noyelles - CS 5209	Autorisation	Seveso seuil haut	24/09/2025
0003801948	ESSO ROCADE LENS	CD 46	Non ICPE		23/05/2019
0007000816	METALEUROP NORD	site de Fouquières	Autorisation	Non Seveso	11/04/2024
0007004582	SAS ED	route nationale 43	Autres régimes		12/03/2009
0007005926	STB Fouquières-les-Lens	Route de Noyelles	Enregistrement	Non Seveso	08/02/2023
0007000223	SURSCHISTE	TERRIL 95	Non ICPE		23/11/2011



Carte 27 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

4.3.6.3 Établissements polluants

La Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air déclarés par certains établissements à savoir :

- Les principales installations industrielles,
- Les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants,
- Certains élevages.

Aucun établissement polluant n'est répertorié à proximité immédiate du site d'étude. Les deux installations les plus proches sont situées au niveau du terril 95/260 et de la zone industrielle Eurobilly (rue Édouard Branly à Billy-Montigny), respectivement à 740 m et 710 m du projet.

4.3.6.4 SEVESO

Le statut SEVESO des ICPE est introduit par la directive n° 2012/18/UE du 04/07/12 dite "SEVESO 3" entrée en vigueur en France le 1er juin 2015. Cette directive, dont l'application relève de l'Inspection des installations classées, impose de nouvelles exigences aux établissements afin de prévenir et de mieux gérer les accidents majeurs impliquant des produits chimiques dangereux.

Le statut SEVESO distingue deux types d'établissements, selon la quantité totale de matières dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation :

- Les établissements Seveso seuil haut ;
- Les établissements Seveso seuil bas.

A chacun de ces statuts correspondent des mesures de sécurité et des procédures particulières définies dans la directive Seveso III.

Une ICPE a le statut SEVESO sur la commune. Il s'agit du site <u>BEFESA ZINC RECYTECH</u> situé au 43 Route de Noyelles - CS 5209 à Fouquières-lès-Lens.

4.3.6.5 Installations nucléaires

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

La commune de Fouquières-lès-Lens est située à distance de toute installation nucléaire.

4.3.6.6 Sites et sols pollués

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect par pollution de la nappe phréatique. Les sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est avérée, faisant appel à une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont inventoriés dans la base de données BASOL, réalisée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. La carte de données BASIAS, accessible au public, répertorie les anciens sites industriels et activités de services potentiellement pollués. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

4.3.6.6.1 Sites BASIAS

BASIAS est l'acronyme de « Base de données des anciens sites industriels et activités de services ». C'est une base de données française diffusée publiquement depuis 1999. Elle rassemble les données issues des inventaires historiques régionaux (IHR) qui recensaient des sites ayant pu mettre en œuvre des substances polluantes pour les sols et les nappes en France. L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas de la présence ou non d'une pollution des sols : les sites inscrits ne sont pas nécessairement pollués, mais les activités s'y étant déroulées ont pu donner lieu à la présence de polluants dans le sol et les eaux souterraines. L'acronyme BASIAS a été remplacé par l'acronyme CASIAS pour « Carte des anciens sites industriels et activités de services ».

La commune de Fouquières-lès-Lens accueille 18 sites BASIAS. Aucun ne concerne la zone d'étude et son environnement immédiat. Le plus proche est localisé à 220 mètres : Atelier de travail des métaux (réparation et assemblage de distributeurs automatiques) au 31 Rue Voltaire à Billy-Montigny.

Tableau 12 : Liste des sites BASIAS sur la commune

Code	Nom établissement	Adresse	Activité
NPC6206530	Générateur à Acétylène	Chemin Fouquières-lès-Lens (de)	Indéterminé
NPC6206741	**Atelier de mécanique**	**46 rue Foch (du Maréchal)**	**En arrêt**
NPC6206744	Pompe à essence	10 rue De Gaulle (du Général)	En arrêt
NPC6206971	Garage	60 avenue Foch	En arrêt
NPC6207180	Café-tabac	25 rue Henin-Lietard (d')	Indéterminé
NPC6207194	Café du stade	167 rue De Gaule (du Général)	En arrêt
NPC6206843	Pompe à essence	Rue De Gaulle (du Général)	Indéterminé
NPC6207043	Garage	Rue De Gaulle (du Général)	En arrêt
NPC6207257	Station-service	186 rue De Gaulle (du Général)	Indéterminé
NPC6207147	Pompe à essence	rue Foch (du Maréchal)	Indéterminé
NPC6207171	**Pompe à essence**	**88 rue De Gaule (du Général)**	**En arrêt**
NPC6206608	Pompe à essence	Non renseigné	Indéterminé
NPC6206609	Pompe à essence	Grand-rue	Indéterminé
NPC6206879	Fours à coke	route départementale 46	Indéterminé
NPC6207910	Terril 104 (10 sud Courrières (sud))	Les 24	Indéterminé
NPC6207911	Terril 101 (Lavoir de Drocourt)	rue Barbuse	En arrêt
NPC6207912	Terril 84 (Sud Drocourt)	Déviation CD 46 Canton des 48	En arrêt
NPC6207881	DLI	4 rue Notre-Dame de Lorette	En arrêt

4.3.6.6.2 Sites BASOL

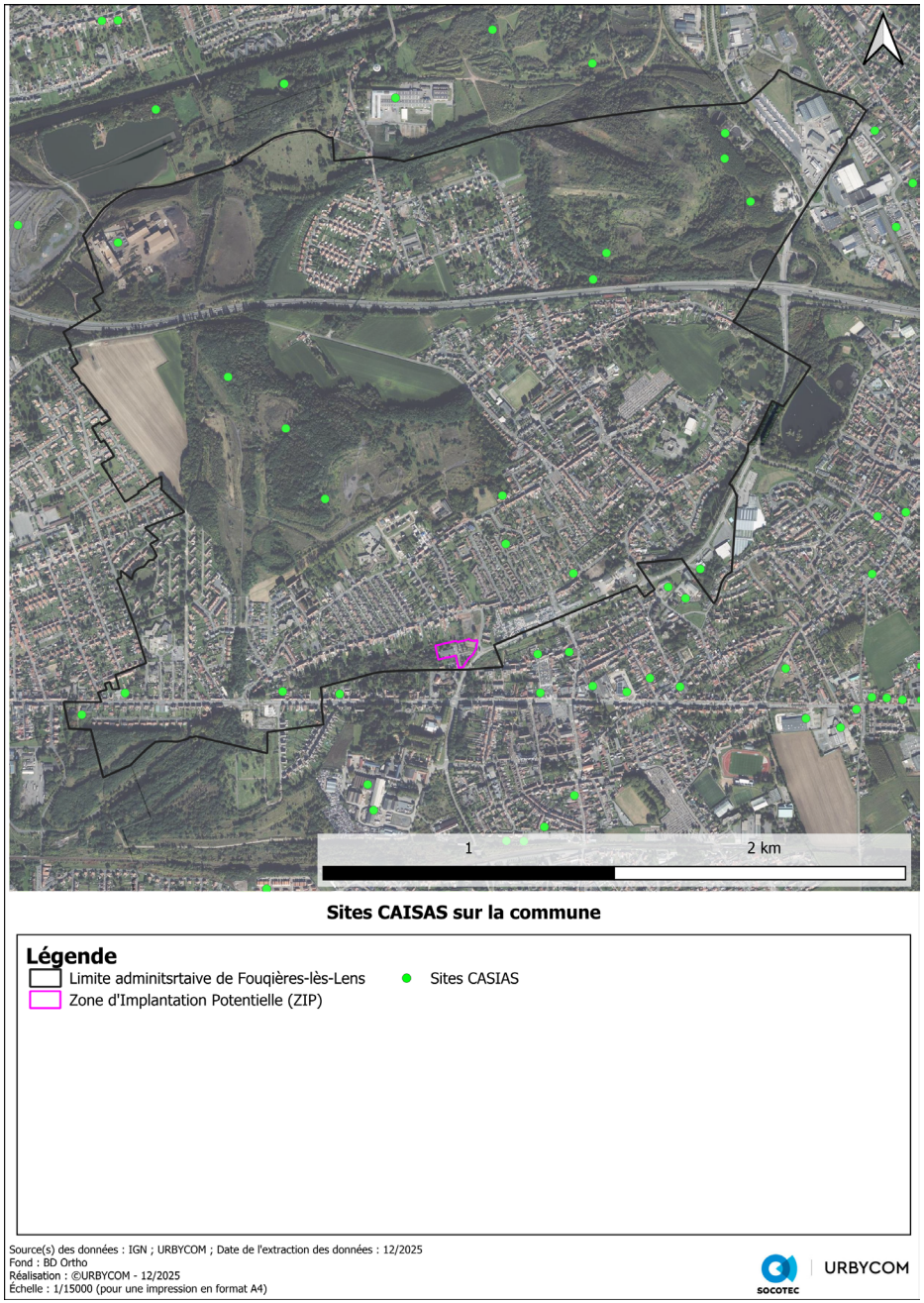
BASOL est une base constituée par le MTES, recensant les sites et sols pollués (potentiellement) nécessitant une intervention des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. Voici la définition d'un site pollué disponible sur le site de BASOL :

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

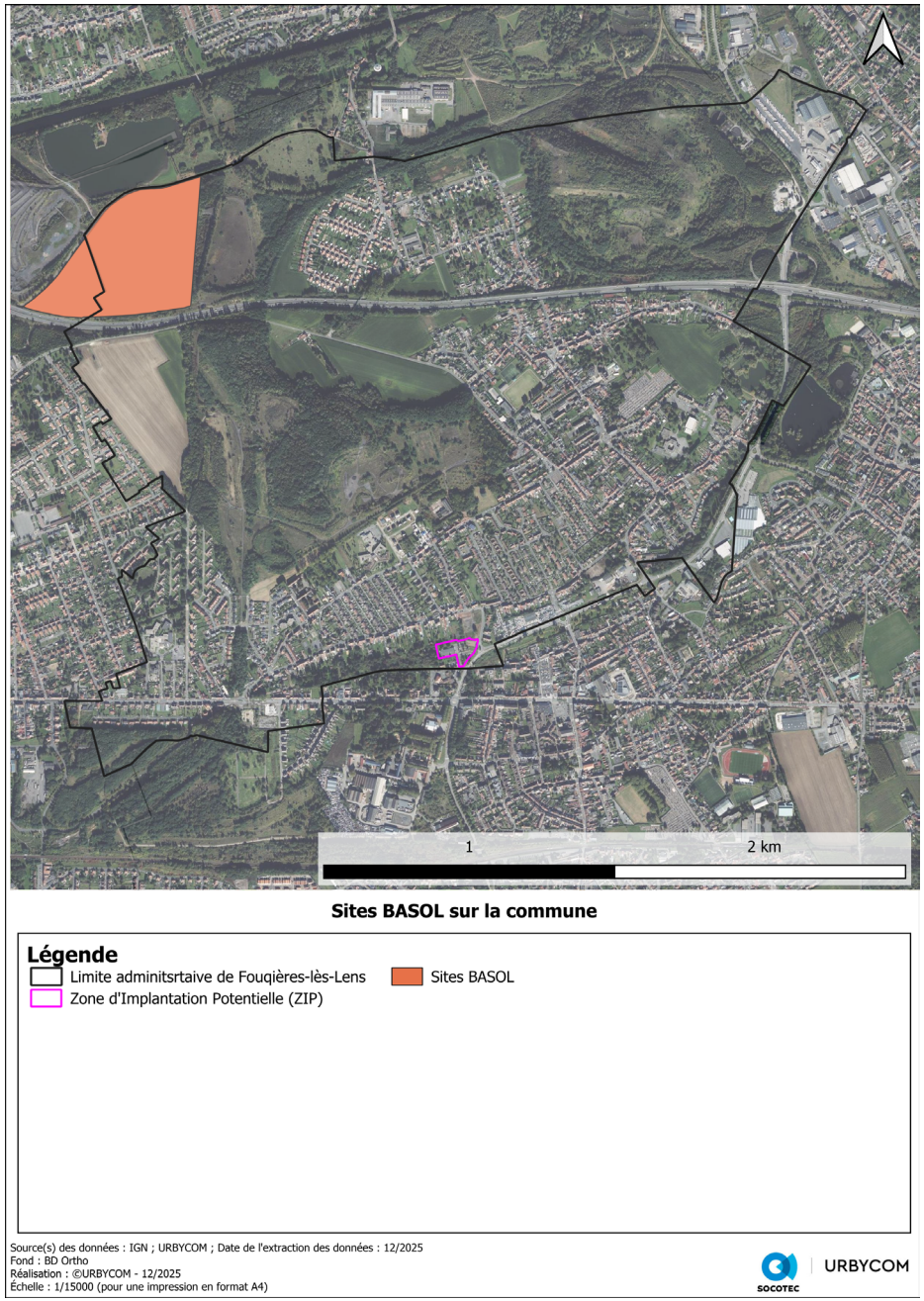
Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies. La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

Par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes.

Un site BASOL est présent sur la commune de Fouquières-lès-Lens. Il s'agit de l'établissement SA SPADO SSP000369901 localisé à distance du site d'étude.



Carte 28 : Localisation des sites CASIAS sur la commune



Carte 29 : Localisation des sites BASOL sur la commune

4.3.6.6.3 Secteurs d'information sur les sols

L'article L.125-6 du code de l'Environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, **notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.**

Le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers précise les modalités d'application, notamment les modalités de création et de diffusion des SIS. L'arrêté du 19/12/2018 fixant les modalités de la certification prévue aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement et le modèle d'attestation mentionné à l'article R. 556-3 du code de l'environnement fixe la norme de référence pour la certification des bureaux d'études délivrant les attestations garantissant la prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception du projet de construction ou d'aménagement. Il définit également le contenu du modèle d'attestation.

Les dispositions juridiques détaillées ci-dessus permettent d'améliorer l'information du public sur les sites et sols pollués par la création de ces SIS, et notamment via leur mise en ligne sur le Géoportail du ministère en charge de l'environnement sur les risques naturels et technologique, et de garantir l'absence de risque sanitaire et environnemental par l'encadrement des constructions sur de tels sites. En effet, sur un terrain répertorié sur un SIS, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation, réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement (cf. L.556-2 du code de l'environnement).

Le principe général d'intégration d'un terrain dans le dispositif des SIS est "qu'en l'état des connaissances à disposition de l'administration, l'état des sols apparait comme dégradés par la présence de déchets ou de substances polluantes" (rapport BRGM RP-64025-FR). Ne peuvent être considérés comme SIS que les terrains où une pollution des sols est avérée par un ou plusieurs diagnostics.

Aucun SIS n'est référencé sur la commune ou à proximité du site d'étude.

4.3.6.7 Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

Une canalisation de matières dangereuses de type « gaz naturel » est présente sur la commune. Cette dernière est localisée à distance du site d'étude.

4.3.6.8 Transport de matières dangereuses

Ce risque est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou canalisation. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement. Les accidents peuvent se produire pratiquement n'importe où dans le département.

Le Transport de Matières Dangereuses regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie fluviale et maritime que par canalisation. Comme chaque moyen de transport est très différent des autres, il existe une réglementation propre à chacun. C'est pourquoi la législation existant dans ce domaine est très abondante.

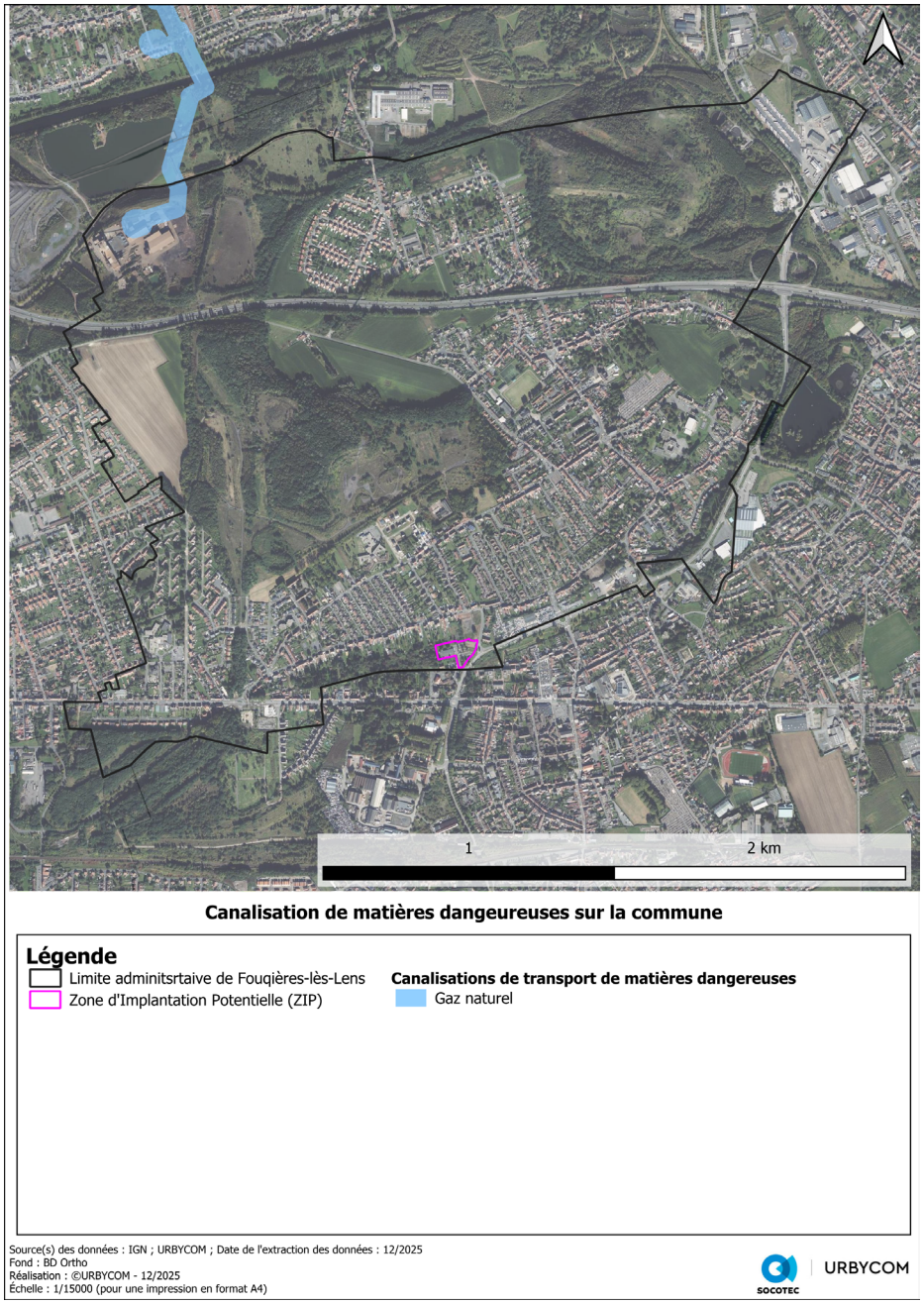
Les infrastructures de transport de matières dangereuses autre que les canalisations de matières dangereuses présentes sur le territoire de la commune sont les départementales : D40 et D46.

Aucun transport fluvial ou par voie ferrée n'est possible sur la commune.

4.3.6.9 Risques dus aux vestiges de la Guerre

Le territoire a été soumis à de violents combats lors de la seconde guerre mondiale. Périodiquement la découverte d'obus et de bombes de tous calibres sont mis à jour lors de travaux d'excavation liés à des ouvertures de chantiers.

S'il est difficile de proposer une cartographie précise de ce risque, il convient qu'une attention toute particulière soit apportée face à ce risque lors des travaux. Il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de découverte d'un engin de guerre.



Carte 30 : Localisation des canalisations de transport de matières dangereuses

Risques technologiques

Aucun PPRT sur la commune.

Aucun établissement pollueur n'est présent à proximité du site d 'étude.

La commune de Fouquières-lès-Lens est située à distance de toute installation nucléaire.

Une ICPE a le statut SEVESO sur la commune. Les ICPE sont distantes du site.

Aucun site BASOL ou BASIAS sur la zone d'étude ou à proximité immédiate.

Aucun SIS n'est référencé sur la commune.

Une canalisation de matières dangereuses de type gaz naturel est présente sur la commune mais à distance du site.

Transport de matières dangereuses possible seulement par les départementales de la commune.

Enjeu faible

4.3.7 Bruit

Afin de limiter l'impact des nuisances sonores sur la santé, la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002 impose aux gestionnaires de grandes infrastructures de transport d'élaborer des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

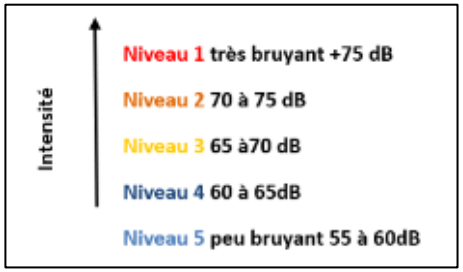
Tous les cinq ans et selon un planning préétabli par l'Europe, les autorités compétentes doivent réaliser une nouvelle échéance de leur plan bruit, actualisant les précédentes sur la base des Cartes de Bruits Stratégiques (CBS) réalisées par l'État.

Le préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avoir pris l'avis des communes concernées.

Les infrastructures concernées sont :

- Les routes et rues écoulant plus de 5000 véhicules par jour ;
- Les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ; les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- Les voies de transports en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- Les infrastructures en projet sont également concernées (dès publication de l'acte d'ouverture d'enquête publique ou inscription en emplacement réservé dans le PLUi ou institution d'un projet d'intérêt général).

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée.



Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voir, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Les cartes stratégiques du bruit :

Elles permettent d'obtenir une vision globale de la situation sonore sur l'ensemble du territoire, avec pour objectifs principaux d'informer et sensibiliser la population sur les niveaux d'exposition, d'inciter à la mise en place de politiques de prévention ou de réduction du bruit et de préserver des zones de calme. L'élaboration, à la suite de ces cartes, de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement, visant à prévenir et réduire les niveaux de bruit, notamment dans les zones bruyantes, à préserver les zones dites « calmes » et à recenser les mesures proposées par les autorités compétentes sur le territoire en question. Cette directive ne concerne, en revanche ni le bruit des activités militaires, artisanales, commerciales ou de loisirs, ni les bruits domestiques.

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) :

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des infrastructures de transport terrestres d Pas-de-Calais 4ème échéance pour la période 2024-2029 a été approuvé le 18 juillet 2024.

Le site d'étude est concerné par une zone tampon bruit de catégorie 4 (zone tampon de 30 mètres) relative à la départementale D46E2 et à la D40.

Bruit

Le site d'étude est concerné par une zone tampon bruit de catégorie 4 (zone tampon de 30 mètres) relative aux départementales D46E2 et D40.

Enjeu modéré



Voiries bruyantes sur la commune

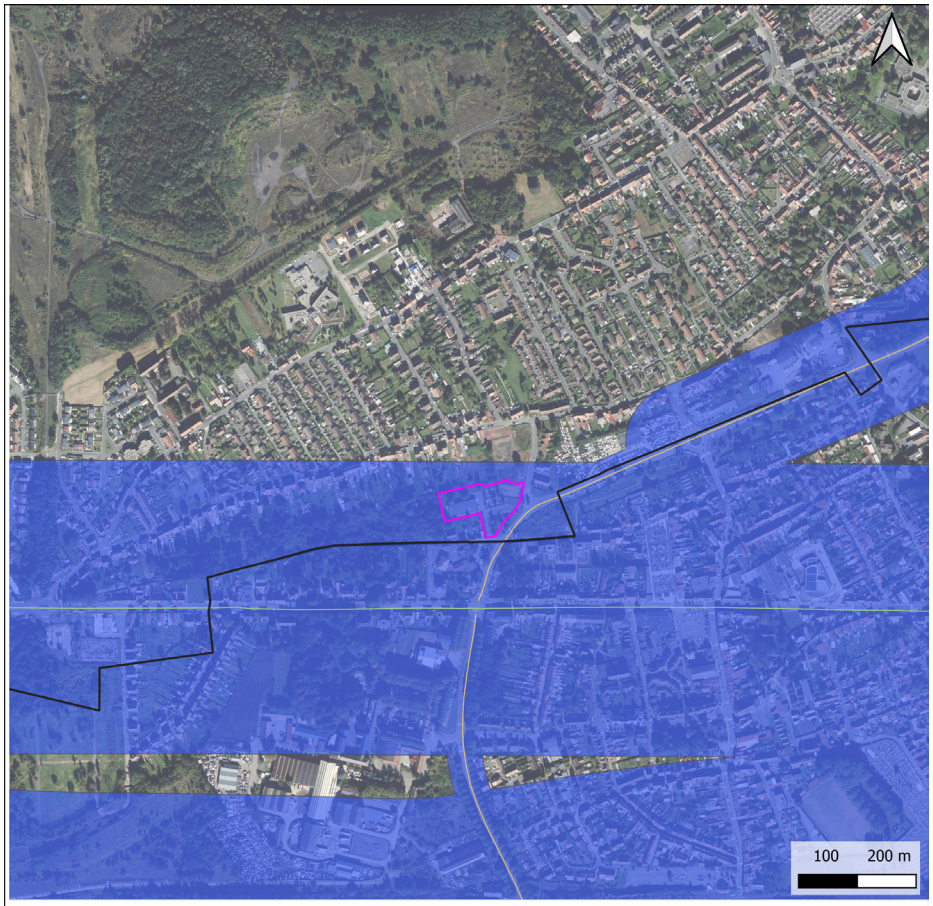
Légende

- Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens
- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- Catégorie 4 : 30 m
- Catégorie 3 : 100 m
- Catégorie 2 : 300 m

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/15000 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 31 : Localisation des voiries bruyantes



Largeur affectée par le bruit selon la catégorie

Légende

- Limite adminitsrtaive de Fouqières-lès-Lens
- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
- Catégorie 4 : 30 m
- Catégorie 3 : 100 m

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/7500 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 32 : Largeur affectée par le bruit au sein du site d'étude

4.3.8 Servitudes

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par plusieurs Servitudes d'Utilité Publique SUP. Ces dernières sont listées ci-dessous succinctement :

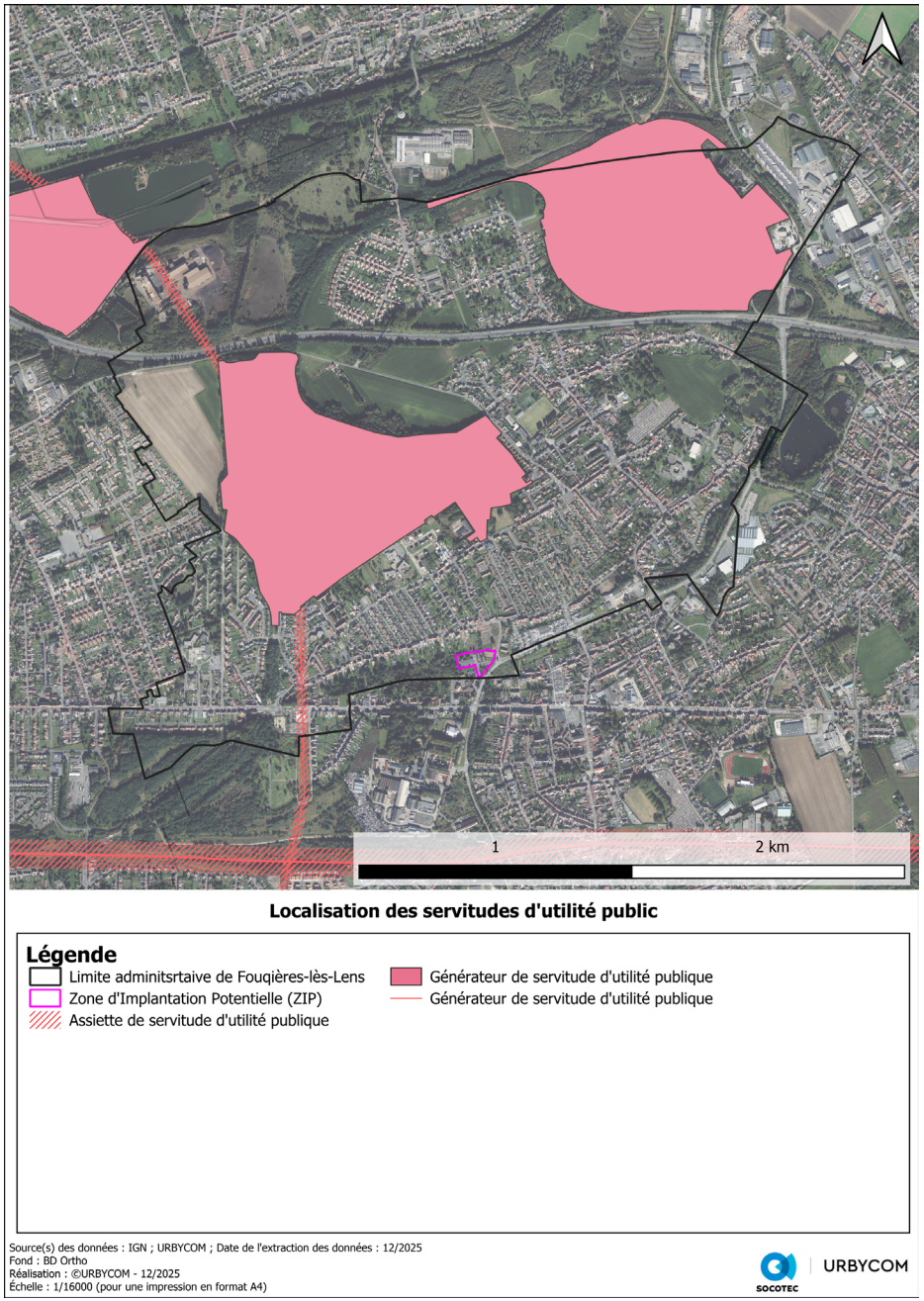
- Servitude I4 : servitude de ligne électrique ;
- Servitude A5 : servitude d'assainissement ;
- Servitude AS1 : servitude protection de captages ;
- Servitude I3 : servitude de gaz naturel ;
- Servitude INT1 : Protection au voisinage des cimetières communaux ;
- Etc.

Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique.

Servitude d'Utilité Publique

Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique.

Enjeu négligeable



Carte 33 : Localisation des servitudes d'utilité publique

4.3.9 Assainissement et gestion des eaux pluviales

La Communauté d'Agglomération Lens-Liévin possède la compétence assainissement.

Le réseau de collecte d'un linéaire total de 24 km est entièrement de type unitaire.

Le réseau d'assainissement qui dessert le site est de type unitaire (UNØ1000mm route de Méricourt). Après collecte, les eaux usées sont traitées à la station d'épuration de Fouquières-lès-Lens. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- Capacité nominale : 68 000 EH Equivalent Habitant,
- Agglomération d'assainissement : BILLY-MONTIGNY, COURRIERES, FOUQUIERES-LES-LENS, HARNES, LOISON-SOUS-LENS, MERICOURT, MONTIGNY-EN-GOHELLE, NOYELLES-SOUS-LENS, ROUVROY, SALLAUMINES
- Débit de référence : 22 828 m3/j,
- Charge maximale en entrée (2020) : 81 727 EH, 2019 : 53 008 EH
- Année de mise en service : 01/06/1988
- Exploitant : Véolia Eau
- Traitement : Eau - Boue activée aération prolongée (très faible charge), Boue - Filtration à bande
- Exutoire final : Canal de Lens
- Station conforme en équipements et en performances

Les eaux usées de l'actuel magasin sont rejetées vers le réseau unitaire desservant la parcelle. Aucun rejet supplémentaire n'est attendu par rapport à la situation actuelle

4.3.10 Transport et déplacement

4.3.10.1 Accessibilité et positionnement

Le territoire du SCOT est maillé grâce à un réseau d'infrastructures important et complexe :

- A1 vers Paris et Lille,
- A21 vers Lille,
- A26 vers Calais,

Ainsi que par plusieurs routes nationales et départementales qui complètent la connexion avec la MEL, l'Arrageois, le Douaisis, le Béthunois et le Littoral.

Le réseau autoroutier, a connu peu d'évolution depuis 2019, excepté le nouveau contournement de la commune de Courrières par la RD919.

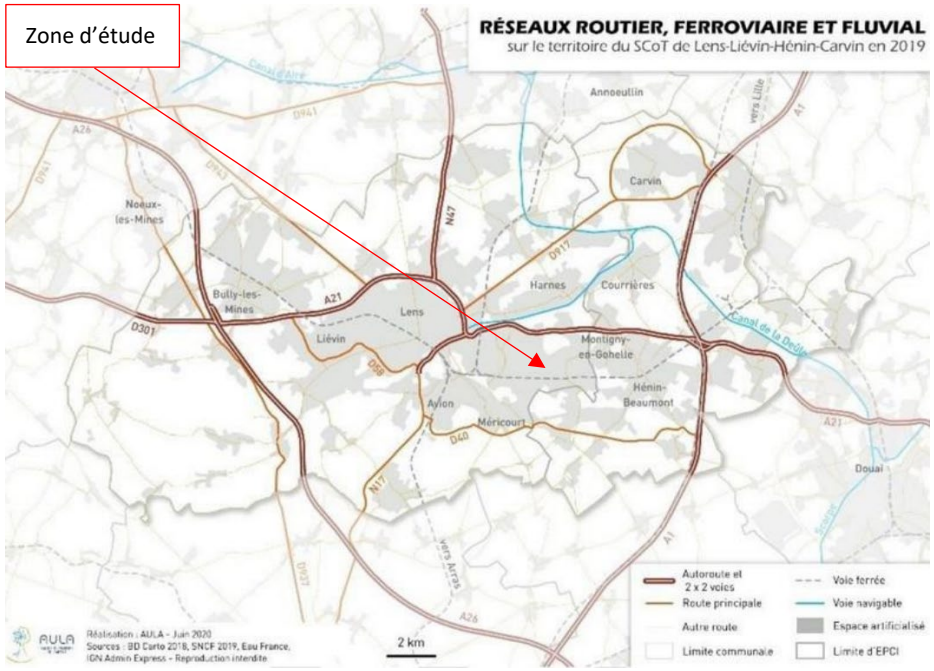


Figure 62 : Réseau routier, ferroviaire et fluvial du SCOT – SCOT LLHC

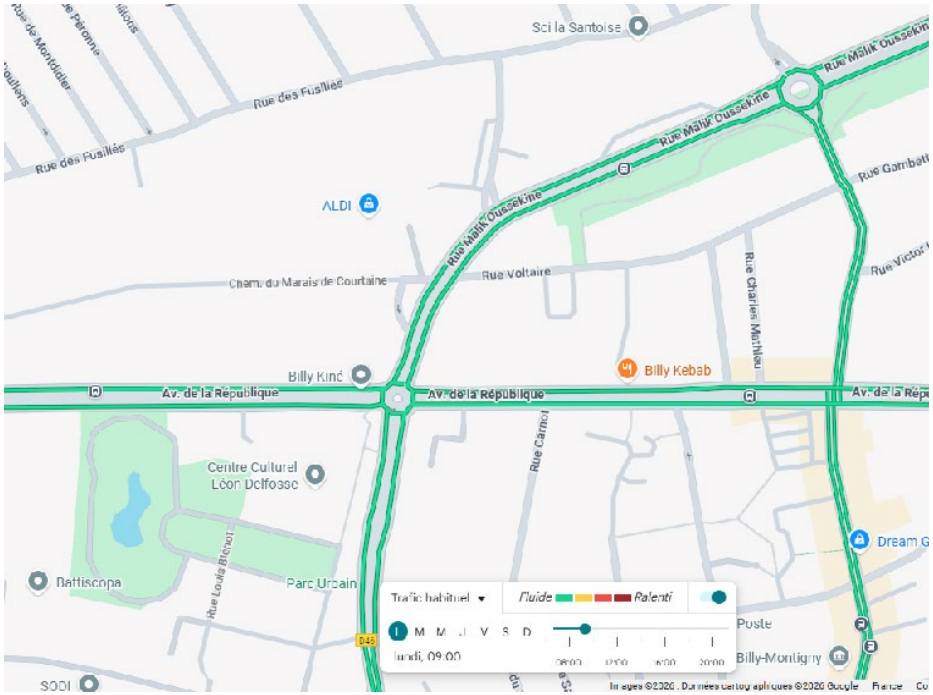
La commune de Fouquières-lès-Lens est traversée par un axe structurant avec la départementale D40.

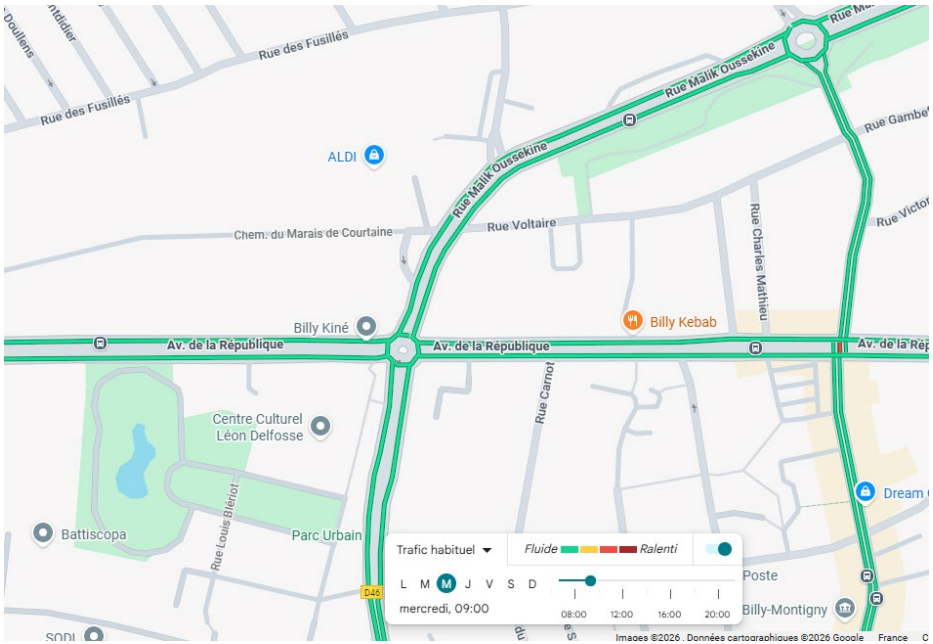
Le site d'étude est facilement accessible sur la commune. Il est localisé dans une zone résidentielle.

4.3.10.2 Trafic routier

Les données de trafic de la rue Malik Oussekine ont été collectées sur google trafic aux heures de pointes et aux heures d'ouvertures et de fermetures du magasin : 9h00-10h00, 12h30 et 17h00.

Le trafic est fluide aux abords du magasin le lundi, mercredi et samedi matin, midi et soir.





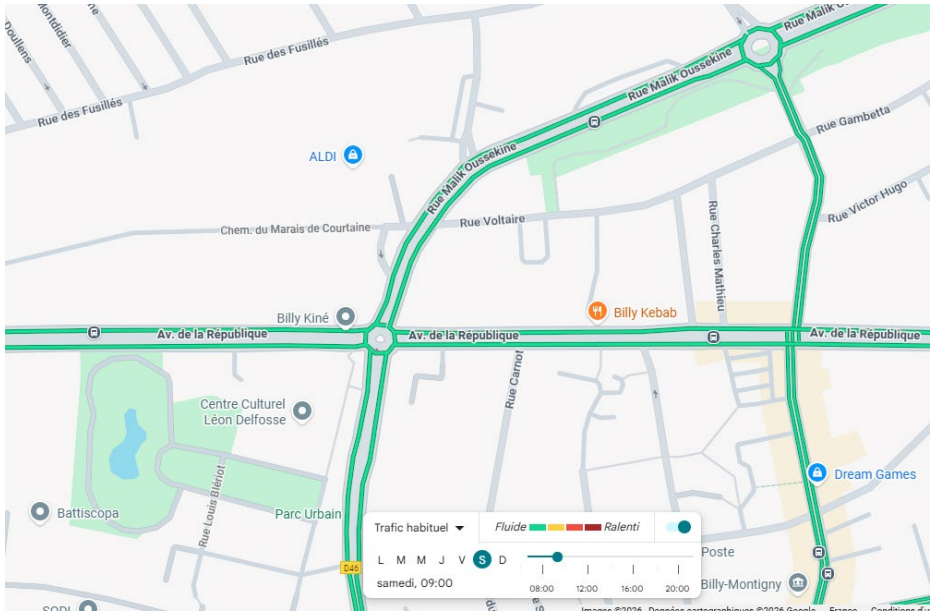
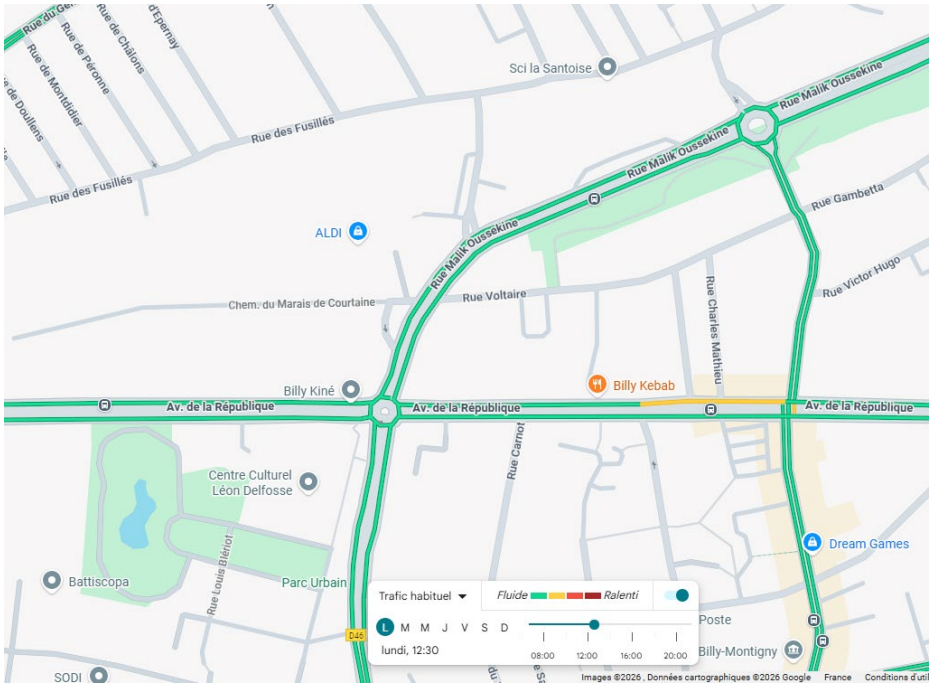
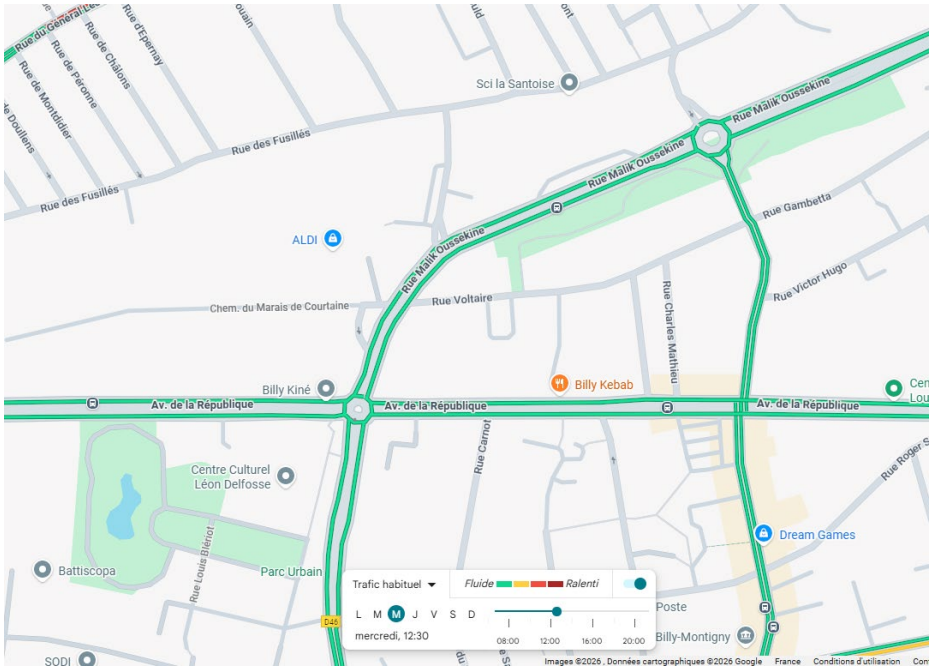


Figure 63 : Trafic heure de pointe du lundi, mercredi et samedi matin 9h00 – Source : googlemaps





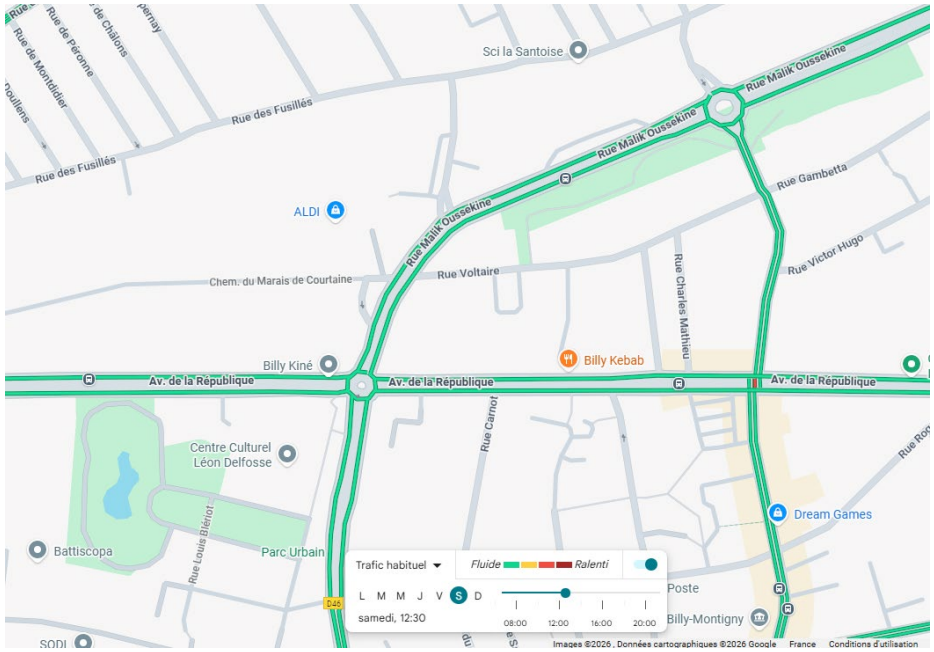
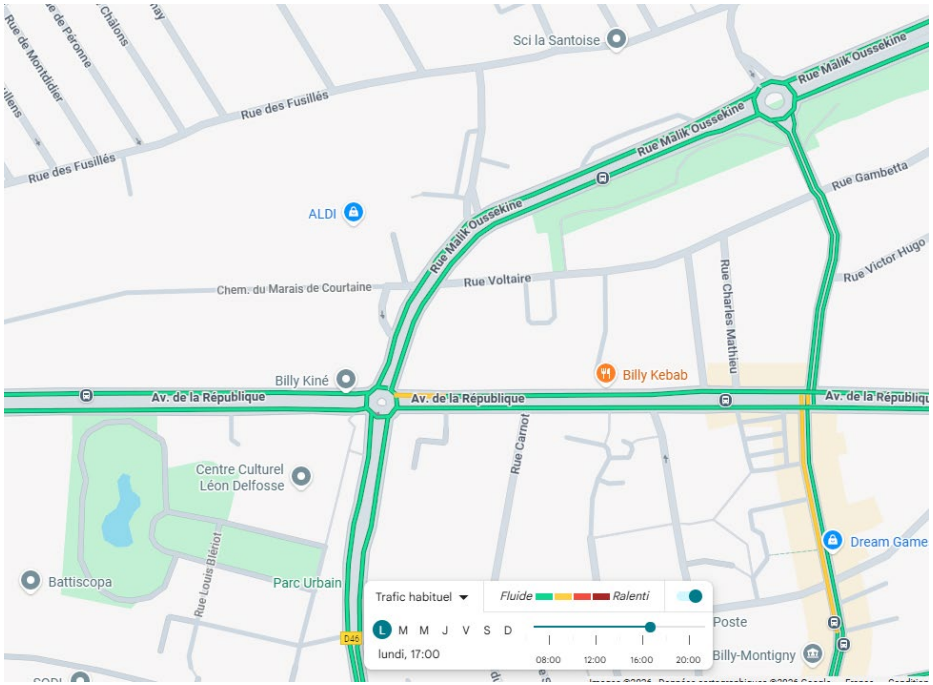
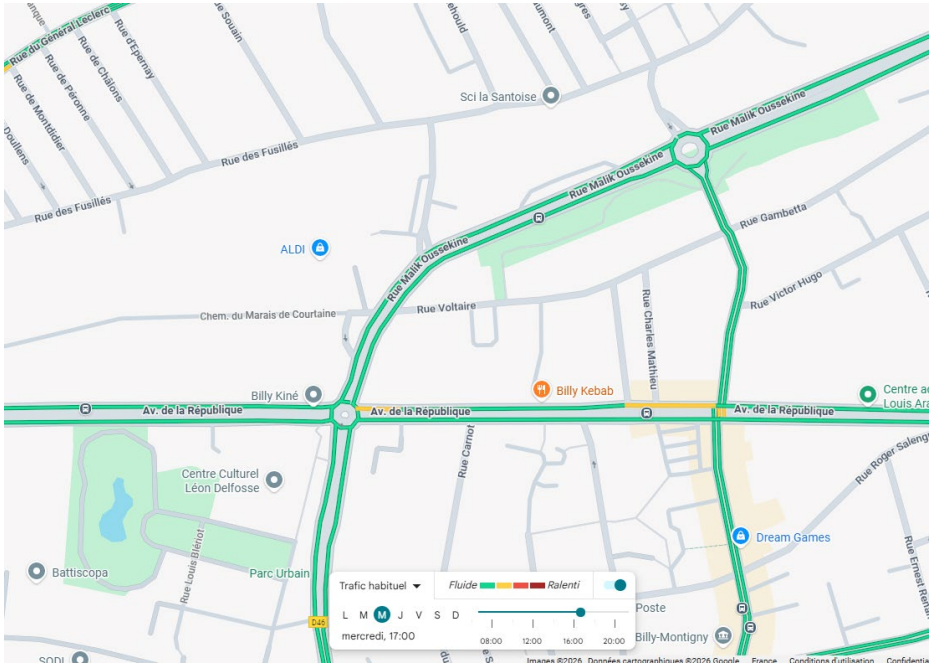


Figure 64 : Trafic heure de pointe du lundi, mercredi, samedi midi 12h30 – Source : googlemaps





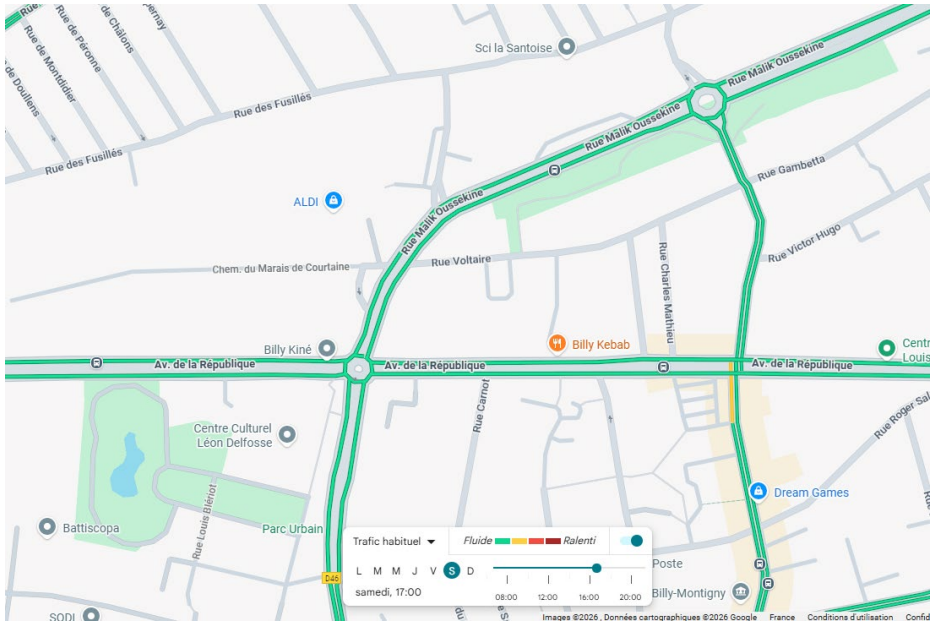


Figure 65 : Trafic heure de pointe du lundi, mercredi, samedi soir 17h30 – Source : googlemaps

Nous pouvons supposer une légère hausse du trafic sur les voiries autour du site qui est atténuée par le fait qu'il s'agisse d'une reconstruction du magasin déjà existant et en activité sur le site.

4.3.10.3 Transport en commun

Train :

La commune de Fouquières-lès-Lens ne possède pas de gare.

La gare d'Hénin-Beaumont est située à 3,2 kilomètres (11 minutes en voiture) du magasin Aldi.

Bus :

La ville de Fouquières-lès-Lens est desservie par les réseaux de transports en commun TADAO.
La commune de Fouquières-lès-Lens est bien desservie en transport en commun. Deux lignes sont présentes : la ligne 25 Lens-Billy-Montigny-Hénin-Beaumont et la ligne 19 Hénin-Beaumont-Lens-Liévin.

L'arrêt de bus le plus proche du site d'étude est l'arrêt « Bilcam» de la ligne 27 à seulement 70 mètres (4 minutes à pied).

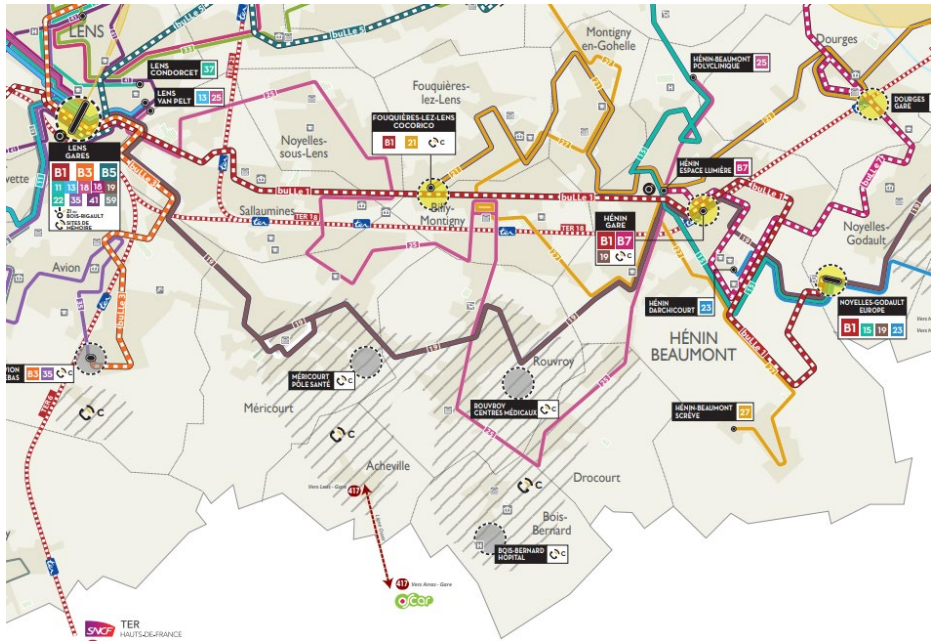


Figure 66 : Plan du réseau TADAO dans le secteur d'étude – Source : www.tadao.fr

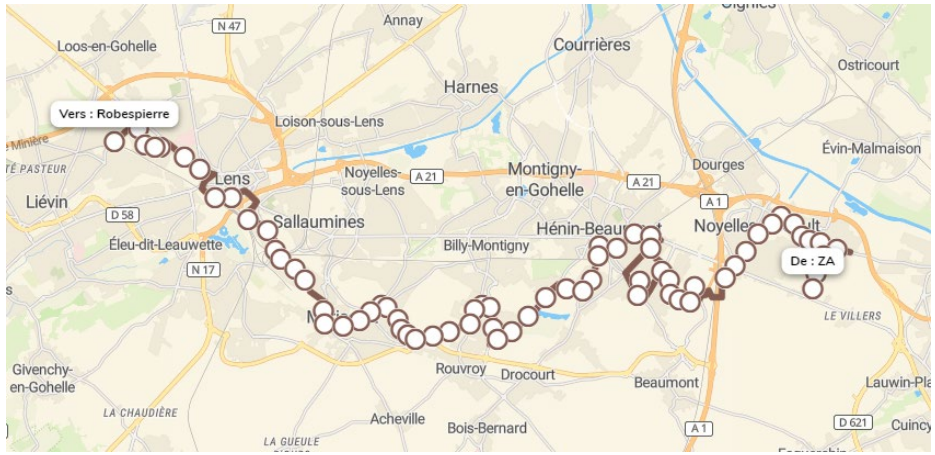




Figure 67 : Ligne 25 et 19 du réseau TADAO – Source : www.tadao.fr

Le déplacement piéton depuis le site d'étude vers l'arrêt de bus à proximité est très court et sécurisé : trottoirs bilatéraux et passages piétons tout au long du parcours.

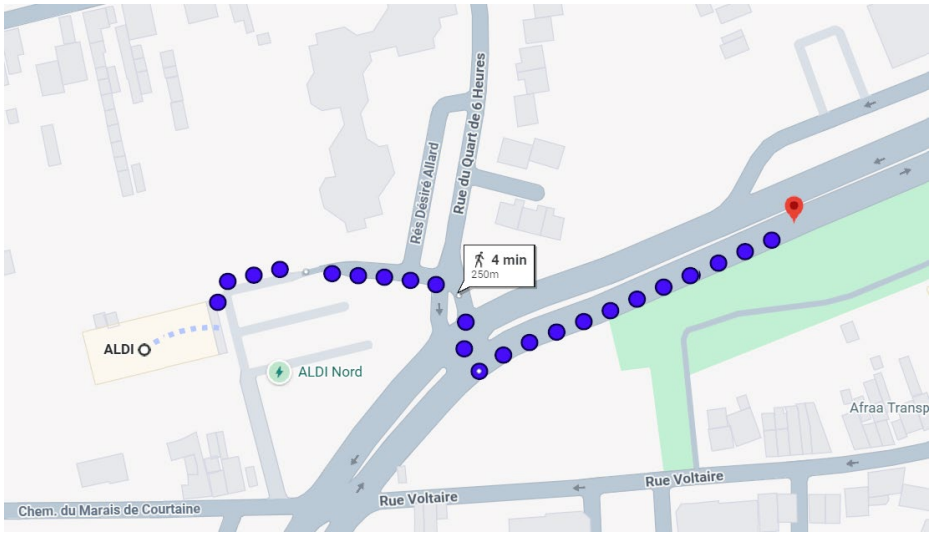


Figure 68 : Distance à pied depuis l'arrêt de bus « Bilcam » jusqu'au site d'étude – Source : googlemaps



Figure 69 : Photographie de l'arrêt de bus "Bilcam" – Source : Googlestreetview2022

4.3.10.4 Déplacements doux et modes actifs

Déplacements sur la commune :

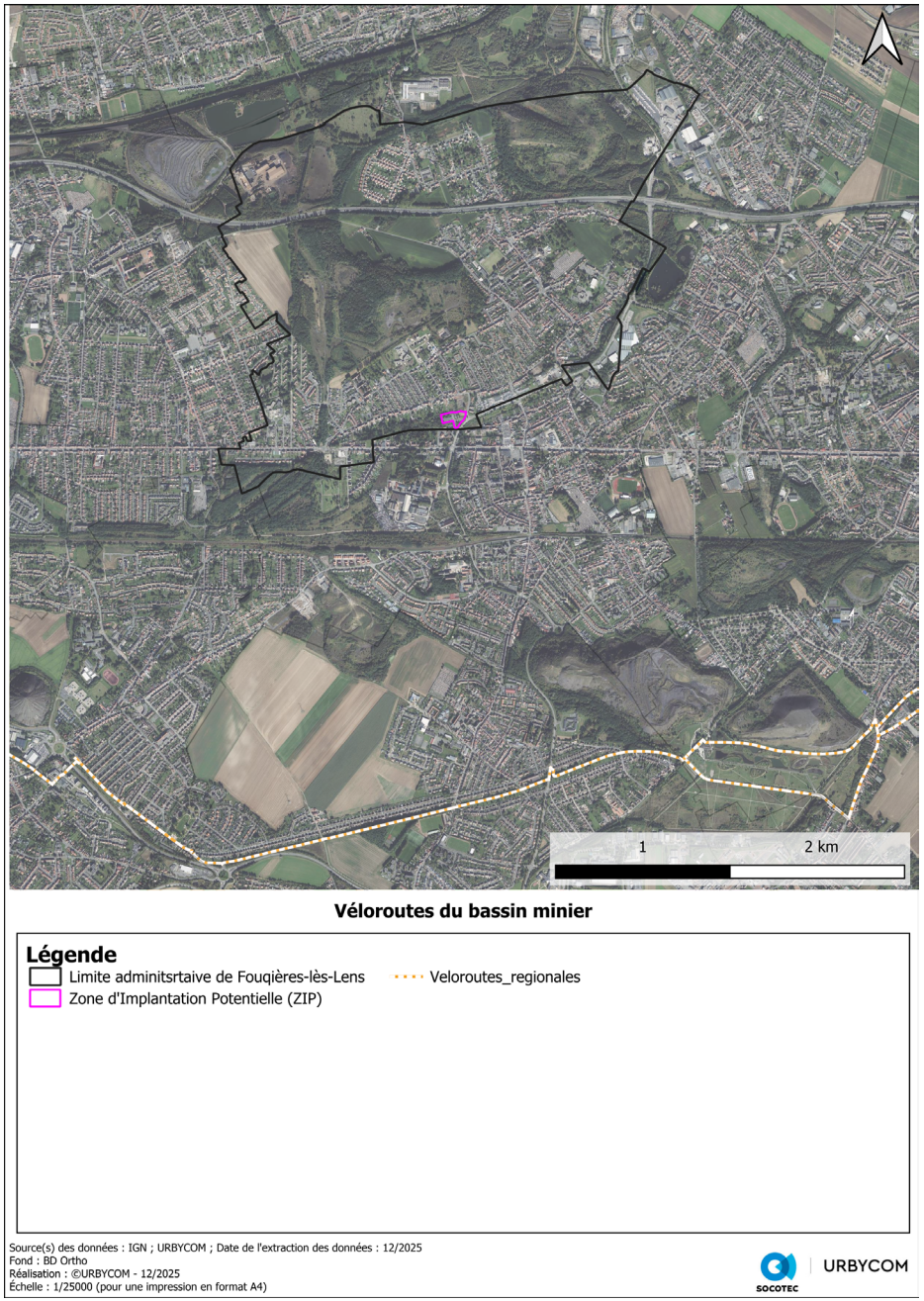
La commune de Fouquières-lès-Lens est traversée par la véloroute régionale du bassin minier. La véloroute n°31 dite du Bassin Minier parcours l'ancien bassin minier d'ouest en est, de Lens à Douai, en passant par Hénin-Beaumont. Certaines portions de cette véloroute sont encore en projet.

Aucune piste ou voie cyclable n'est matérialisée sur les voiries de la commune.





Figure 70 : Véloroute du bassin minier – Source : Googlestreetview 2023



Carte 34 : Véloroute du bassin minier

Déplacements doux et sécurisés autour du site d'étude :

Les abords du site d'étude sont sécurisés : des trottoirs bilatéraux tout au long de la rue Malik Oussekine, passages piétons à proximité de l'entrée au site (rue Malik Oussekine).

Aucune piste ou voie cyclable n'est identifiée sur les rues d'accès au site d'étude : rue Voltaire Quart de 6H et rue Malik Oussekine.

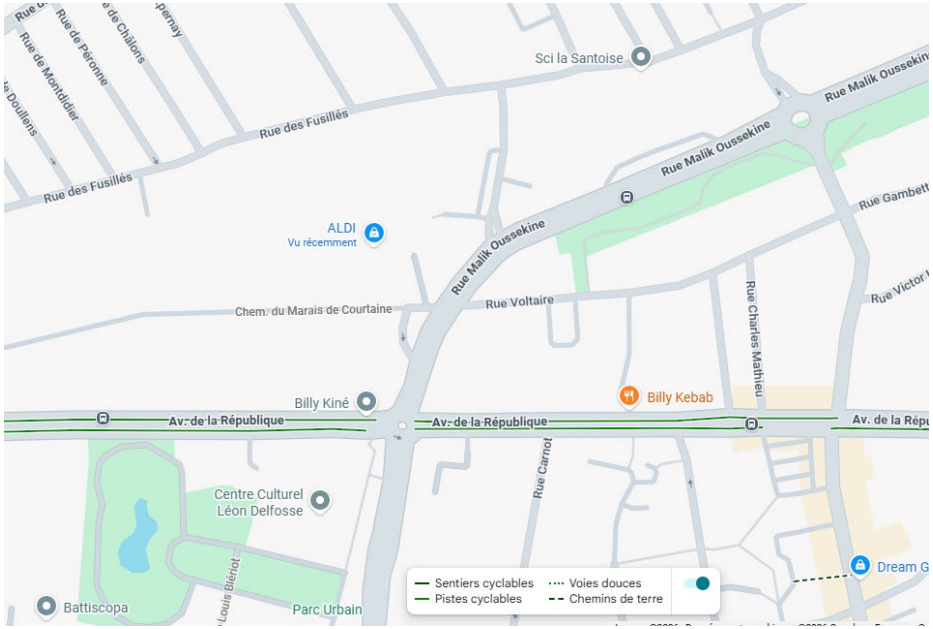


Figure 71 : Sentiers et pistes cyclables autour du site – Source : Googlemaps



Figure 72 : Passage piéton et trottoirs bilatéraux de la rue Malik Oussekine face au site d'étude – Source : Googlestreetview 2022



Figure 73 : Trottoirs bilatéraux et passage piéton depuis la rue Malik Oussekine – Source : Googlestreetview2022

Transport et déplacement

Le site d'étude est facilement accessible sur la commune. Il est localisé en bordure de la rue Malik Oussekine dans une zone résidentielle.

Trafic routier fluide aux abords du projet.

L'arrêt de bus le plus proche du site d'étude est l'arrêt « Bilcam » de la ligne 27 à seulement 150 mètres (4 minute à pied). Le déplacement piéton depuis le site d'étude vers l'arrêt de bus à proximité est très court et sécurisé : trottoirs bilatéraux et passages piétons tout au long du parcours.

L'ensemble du tissu urbain dans lequel est présent le site d'étude est pourvu de trottoirs bilatéraux et d'aménagements piétons.

Néanmoins aucun aménagement cyclable n'est observé aux abords du site d'étude.

Enjeu faible

4.4 Patrimoine et paysage

4.4.1 Généralité sur le paysage

4.4.1.1 Unité paysagère

Les paysages miniers trouvent leur origine dans les profondeurs. C'est à un facteur géologique et historique, la découverte au XVIIIe siècle à Fresnes-sur-Escaut d'un gisement carbonifère, que l'on doit l'apparition d'une des formes paysagères les plus marquantes voire identitaires de la région Nord-Pas-de-Calais.

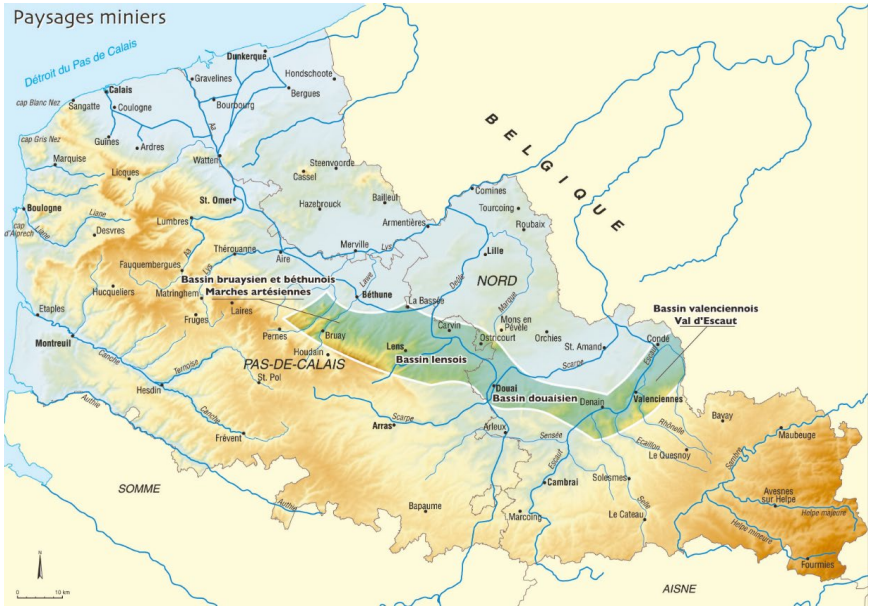


Figure 74 : Unité paysagère des paysages miniers – Source : Atlas des paysages du Nord Pas de Calais

La grande diversité observée dans les milieux géographiques se retrouve au niveau de l'occupation des sols. On distingue quatre grands secteurs rattachés chacun à une ville clef du bassin minier :

- **Le Valenciennois** : L'extrémité orientale du bassin minier constitue le secteur ou l'exploitation minière et l'industrialisation ont été les plus anciennes. On en trouve encore de nombreuses traces notamment par le grand nombre de friches industrielles dans le Sud du secteur autour de Denain ;

- **Le Douaisis** : L'exploitation minière s'est développée au Nord de Douai sur deux axes, le long du canal de la Deûle jusqu'à Carvin et dans la plaine de la Scarpe. Au sud, les fosses se sont implantées en bordure du plateau crayeux. Le tissu industriel est plus diversifié et moins lié aux zones urbaines contrairement au Valenciennois. De nombreuses zones industrielles se sont implantées au Nord et à l'Ouest sur des plateaux agricoles en dehors des zones d'urbanisation ancienne (Renault) ;

- **Le Lensois** : C'est incontestablement la zone ou la surface bâtie est la plus étendue. Entre Hénin-Beaumont et Lens s'étendent de vastes cités individuellement planifiées mais sans lien entre elles. C'est également le secteur qui est resté, jusqu'à une date récente, le plus longtemps minier, celui ou les fosses, les terrils et les corons se sont éparpillés le plus librement du fait de l'absence de contrainte physique. Le tissu industriel est ici étroitement lié à l'habitat et les terrils (plus de 41 % sont un élément de base du paysage). Le déficit de la zone en prairies et en milieux naturels est important (moins de 5 %) et aucune zone boisée importante ne vient ponctuer une urbanisation coalescente ;

- **Le bruaysis** : L'exploitation houillère dans la partie occidentale du bassin a eu une durée beaucoup plus courte (moins d'un demi-siècle). Les villages anciens sont situés dans les vallées avec les fosses et les terrils, les cités récentes s'étalent sur les plateaux. L'habitat s'est regroupé en de gros bourgs, bien individualisés, que la présence de l'A26 a contribué à isoler en deux pôles : Béthune au Nord située à la marge du bassin et Bruay au Sud plus représentative du tissu minier. L'espace industriel peu important se concentre en de petites zones éparpillées autour des centres urbains. C'est la partie la plus verte du bassin grâce surtout à de beaux massifs forestiers (bois des Dames, Olhain) qui encadrent les zones d'habitat au Nord et au Sud.

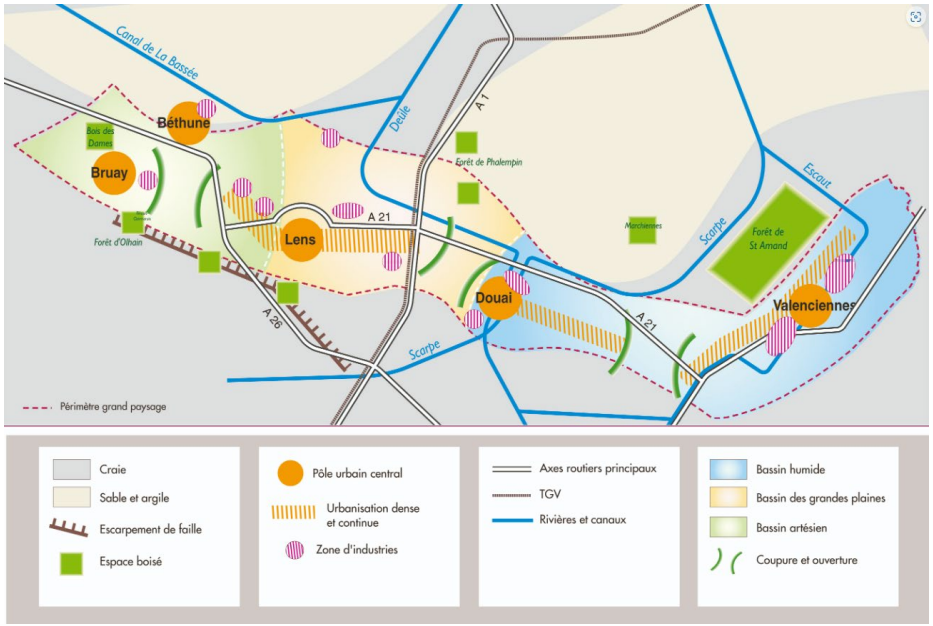


Figure 75 : Eléments structurants du paysage – Source : Atlas des paysages

4.4.1.2 Les entités paysagères

Les différentes entités paysagères des paysages miniers sont les suivantes :

- **Bassin bruyaisien et béthunois Marches artésiennes :**
- **Bassin lensois :** Le Bassin minier autour de Lens est le plus proche de l'image d'Épinal du Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais. Aux approximations près c'est un bassin « homogène », largement reconstruit et conforté après la première guerre mondiale. L'architecture minière y semble à son niveau maximum d'uniformité et de perfectionnement, de densité également. Car le Bassin minier Lensois repousse la campagne à ses portes ; il n'y a plus ici les inclusions rurales si nombreuses dans le département du Nord. De Hénin-Beaumont à Bully-les-Mines en passant par Lens, de Liévin à Harnes, la ville minière tisse son réseau de cités et d'anciens carreaux.
- **Bassin douaisien :** Le Bassin minier du Douaisis est peut-être le plus complexe de tous, c'est-à-dire le moins unifié soit par la géographie – comme dans le Bassin minier valenciennois – soit par une relative homogénéité historique, comme dans le Pas-de-Calais. Douai en premier lieu n'est pas une ville minière, c'est une ville administrative, riche de son passé de capitale. Le Douaisis est par ailleurs situé sur une charnière géographique entre le Haut et le Bas Pays, charnière dont l'appréhension est compliquée par le « recouvrement minier ». l'Est, le Bassin s'inscrit à cheval entre les vastes terres céréalières et les herbages de la plaine alluviale de la Scarpe. Les paysages miniers mêlent terrils et milieux humides, grandes cultures et carreaux, fermes et corons. Les communes de Somain, Aniche, ou encore Lewarde, ponctuent les plaines calcaires du Haut Pays ; tandis que Fenain, Rieulay, Pecquencourt, ou encore Lallaing, flirtent avec la plaine et ses lignes d'eau. Au Nord, le Bassin minier s'attache au cours de la Deûle. Oignies, Libercourt, Ostricourt, etc. représentent une avancée du Bassin vers le Nord, qui vient border la métropole lilloise, tandis que la forêt de Phalempin marque la limite Est du Bassin. Au Sud-Ouest, la vallée de la Scarpe propose une variante plus industrielle que minière.
- **Bassin valenciennois Val d'Escaut :** Dans le Valenciennois, le bassin minier bénéficie d'une colonne vertébrale structurelle : l'Escaut. Le fleuve, entre Roeulx et Condé-sur-l'Escaut, traverse 25 kilomètres d'une ville industrielle continue, mais complexe, hétéroclite.

Le site d'étude appartient au bassin lensois.

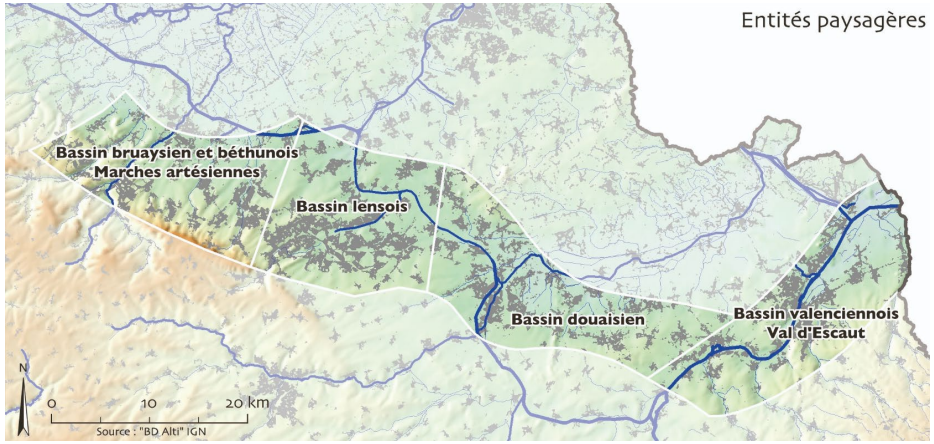


Figure 76 : Entités paysagères – Source : Atlas des paysages du Nord Pas de Calais

La commune de Fouquières-lès-Lens se situe au cœur du bassin minier entre deux pôles urbains importants Lens et Douai. Selon le SCOT de Lens-Liévin-Hénin-Carvin, la commune est identifiée au sein de l'entité « Cœur urbain de la Gohelle ».

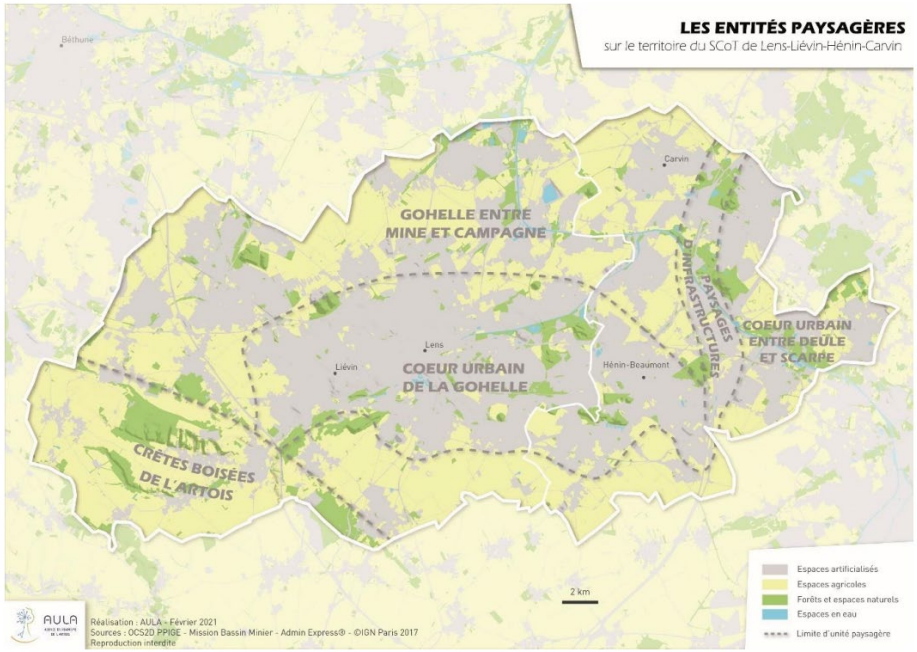


Figure 77 : Les entités paysagères selon SCOT – Source : SCOT LLHC

4.4.2 Paysage autour du site

Les photographies suivantes reprennent l'environnement immédiat du site d'étude :





Figure 78 : Habitations du Chemin du Marais de Courtaine – Source : Googlestreetview 2022





Figure 79 : Rue Malik Oussekine aux abords du site – Source : Googlestreetview 2024





Figure 80 : Habitations de la rue d'Izel – Source : Googlestreetview 2022





Figure 81 : Habitations de la rue du Quart de 6 Heures– Source : Googlestreetview 2024

La zone d'étude se situe le long d'une départementale, en contact avec une autre des habitations de type maisons mitoyennes de rue et récent lotissement. Aucun enjeu paysager n'est présent dans le secteur du site d'étude.

4.4.3 Patrimoine

4.4.3.1 Monuments historiques

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Ce dispositif est codifié dans le code du patrimoine (articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-96-17). À défaut de périmètre délimité, la protection au titre des abords **s'applique aux immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument historique à moins de 500 mètres de celui-ci**. Ces périmètres ont vocation à être transformés en périmètres délimités des abords.

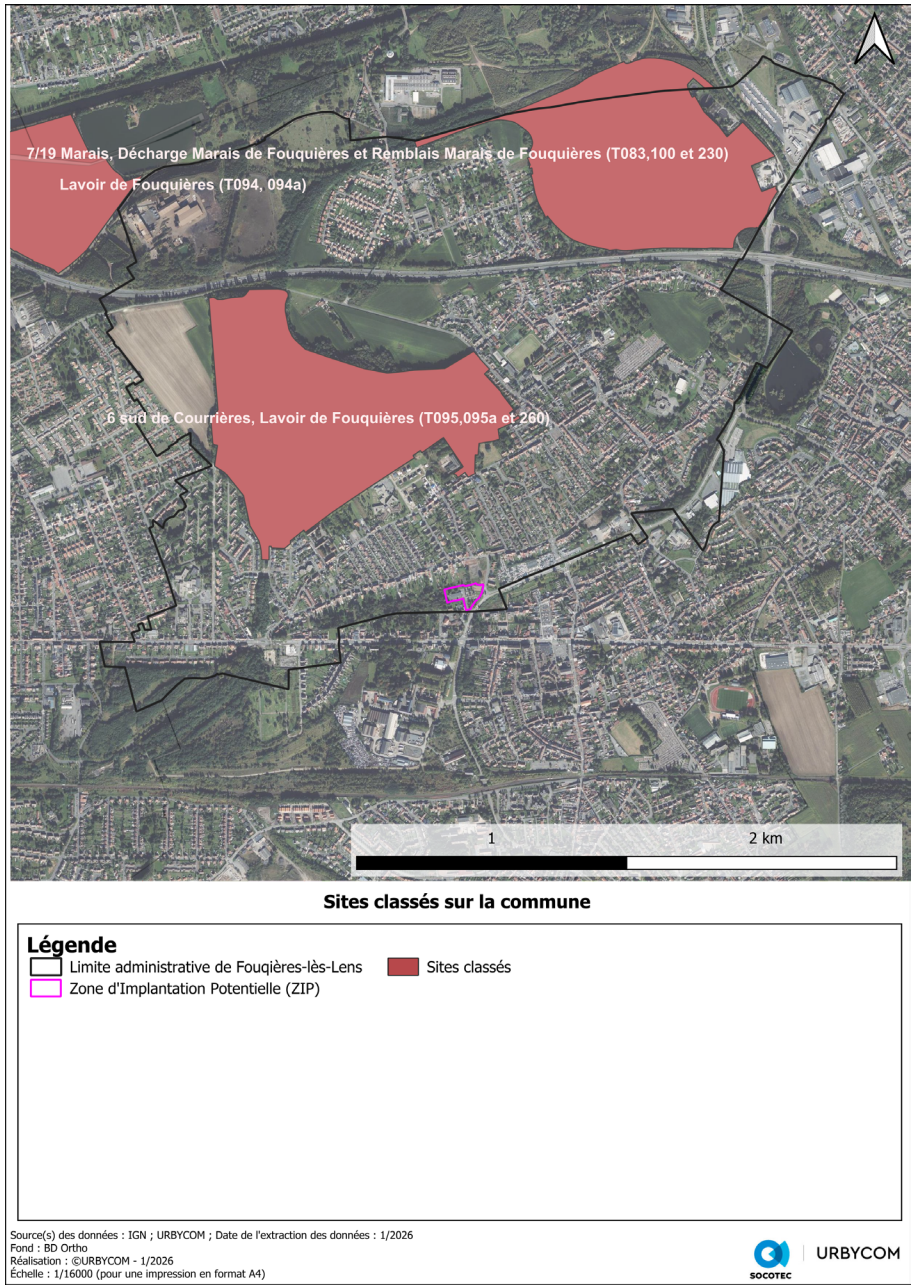
Le site d'étude n'est pas concerné par le zonage réglementaire d'un monument historique. Les monuments historiques présents sur la commune sont localisés au nord du territoire : Eglise Saint-Vaast.

4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés

La Loi du 2 Mai 1930 codifiée par les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement permet de préserver des sites, paysages et monuments naturels dès lors qu'ils représentent un intérêt du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites sont inscrits ou classés par arrêtés et décrets. Sur environ 2500 sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930 de protection des sites et des paysages, une centaine sont emblématiques et peuvent potentiellement être des Grands Sites de France.

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par la présence de deux sites classés :

- **le site classé « 6 sud de Courrières, Lavoir de Fouquières (T095,095a et 260)». Ce site est localisé à l'ouest du territoire communal à 420 mètres au nord de la zone**
- **le site classé « 7/19 Marais, Décharge Marais de Fouquières et Remblais Marais de Fouquières (T083,100 et 230) ». Ce site est localisé au nord du territoire communal à 1250 mètres au nord-est de la zone d'étude.**



Carte 35 : Localisation des sites classés

4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO

La France compte 43 biens inscrits au patrimoine mondial : 39 biens culturels, 3 biens naturels et un bien mixte. L'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial et les obligations qui lui sont attachées découlent d'une convention internationale de l'UNESCO, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, ratifiée par la France en 1975. Cette convention ne porte que sur des éléments bâtis par l'homme ou constituant naturellement un paysage. Elle est donc distincte de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003.

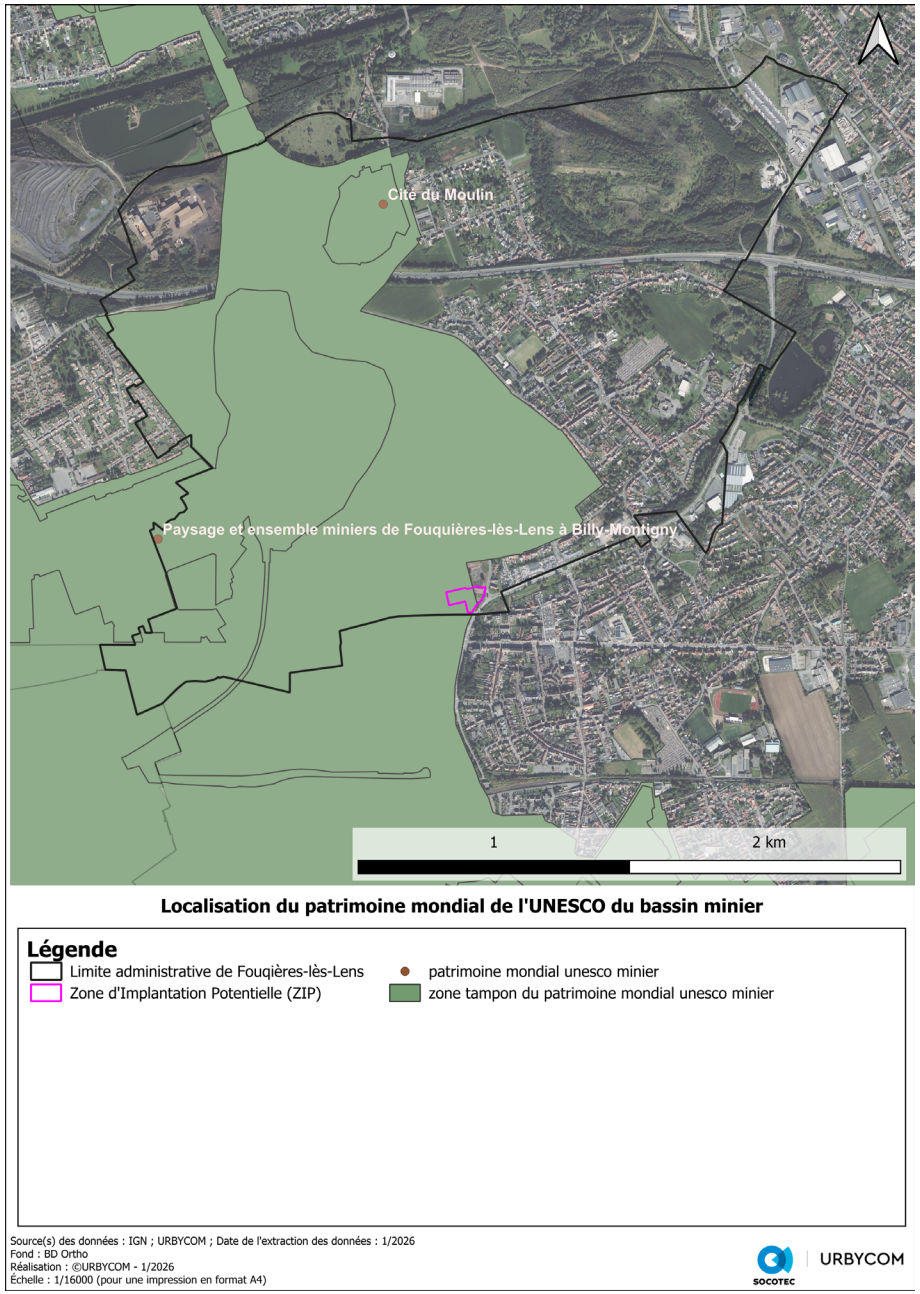
Le territoire du SCOT comprend également 49 sites miniers inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, dont 6 zones tampon de biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Parmi les sites miniers inscrits, des terrils (22), des cités minières et du bâti sont recensés.

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par le patrimoine mondial de l'UNESCO relatif au bassin minier. En effet, nous observons sur la moitié ouest de la commune les biens « Paysage et ensemble miniers de Fouquières-lès-Lens à Billy-Montigny » et « Cité du Moulin ».

La zone d'étude est concernée par la zone tampon du patrimoine minier.

Un terril est également répertorié :

- **Terril tabulaire n°95/2206, Lavoir de Fouquières,**



Carte 36 : Patrimoine mondial de l'UNESCO minier

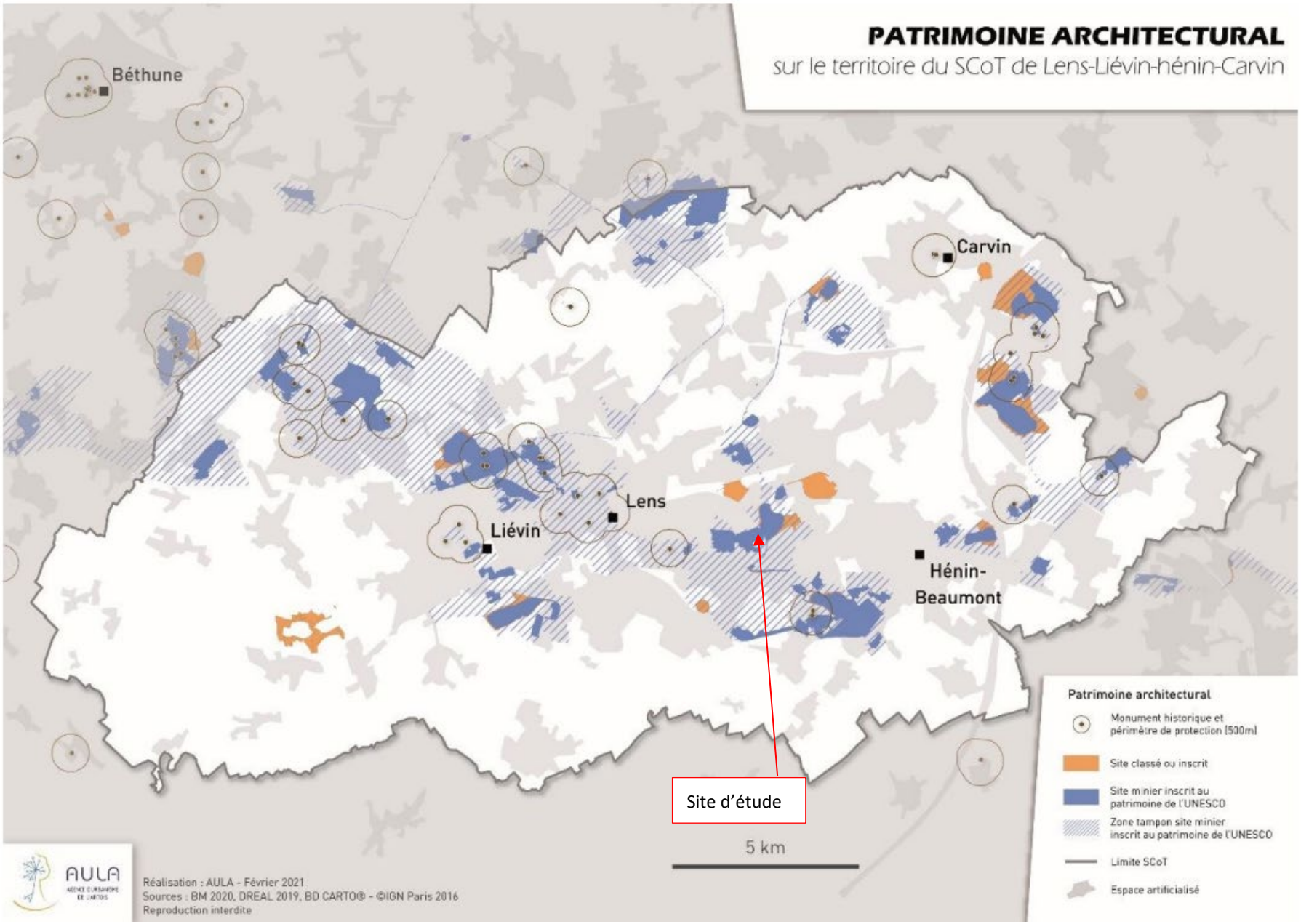


Figure 82 : Patrimoine architectural sur le territoire du SCOT - Source : SCOT LLHC

4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables

Selon l'article L631-1 du code du Patrimoine, sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables au caractère de servitude d'utilité publique affecte l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Les sites patrimoniaux remarquables (SPR) se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Plus de 800 sites patrimoniaux remarquables ont été créés dès le 8 juillet 2016.

Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Fouquières-lès-Lens ou sur les communes voisines. Le plus proche correspond à la ZPPAUP de Carvin.

Patrimoine et paysage

Paysage et tissu urbain majoritairement résidentiel autour du site d'étude.

La zone d'étude se situe le long d'une départementale, en contact avec une autre zone des habitations de type maisons mitoyennes de rue et récent lotissement. Aucun enjeu paysager n'est présent dans le secteur du site d'étude.

Le site d'étude n'est pas concerné par le zonage réglementaire d'un monument historique.

Aucun site inscrit ou classé à proximité de la zone d'étude.

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par le patrimoine mondial de l'UNESCO relatif au bassin minier. En effet, nous observons sur la moitié ouest de la commune les biens « Paysage et ensemble miniers de Fouquières-lès-Lens à Billy-Montigny » et « Cité du Moulin ». La zone d'étude est concernée par la zone tampon du patrimoine minier.

Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Fouquières-lès-Lens ou sur les communes voisines.

Enjeu faible

5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES

5.1 SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale pose le cadre d'une réflexion à caractère stratégique et prospectif, intégrateur des normes supérieures, qu'il doit prendre en compte, principalement le SRADDET Hauts de France, les SDAGE Artois-Picardie et Seine-Normandie, les SAGE et les plans de gestion des risques d'inondation. Il doit permettre d'identifier les possibilités de développement et d'accueil des projets sur votre territoire en respectant les objectifs fixés aux articles L101-1 et 2 du code de l'urbanisme. Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial et d'environnement.

Il se doit de respecter les principes du développement durable :

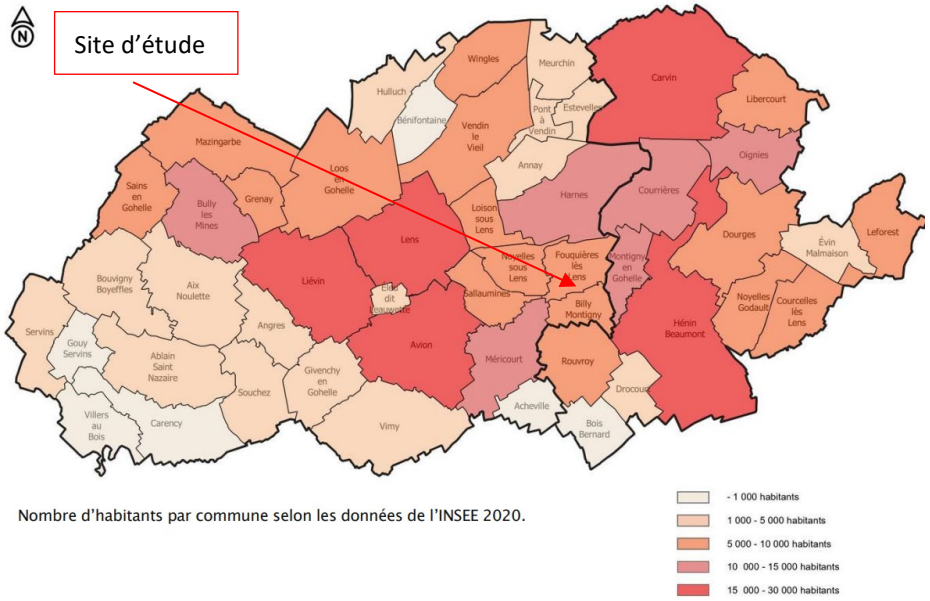
- Principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement maîtrisé, et la préservation des espaces naturels et des paysages ;
- Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ;
- Principe de respect de l'environnement.

Il permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique et les transitions écologique, énergétique, démographique et numérique.

Lors de la séance du 24 juin 2015, le comité syndical du SCoT de Lens-Liévin-Hénin-Carvin a délibéré pour prescrire la révision du schéma en vigueur depuis le 11 février 2008. Cette délibération prescrit aussi les modalités de la concertation lors de cette révision. Le comité syndical du SCoT de Lens-Liévin-Hénin-Carvin a procédé à l'arrêt de projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale le 04 juillet 2024.

Le périmètre du SCoT couvre le bassin d'emploi de Lens-Hénin soit au total 50 communes réparties sur les deux communautés d'agglomération. Le nombre d'habitants est de 369 133 habitants (INSEE 2020). C'est un territoire qui présente une identité forte :

- **Une situation géographique stratégique au sein de l'aire urbaine centrale des Hauts-de-France formée par la Métropole Lilloise, l'arrageois, le Douaisis et Béthune-Bruay ;**
- **une structure multipolaire héritée de la période minière avec : 3 villes de plus de 20 000 habitants, un réseau de 10 villes de plus de 10 000 habitants et de 17 villes de plus de 5 000 habitants.**



Nombre d'habitants par commune selon les données de l'INSEE 2020.

Figure 83 : Périmètre des SCoT – Source : SCOT du Grand Douaisis

5.2 Plan Local d'Urbanisme

Le plan local d'urbanisme est un document d'urbanisme (PLU) communal ou intercommunal (PLUi) qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols.

La commune de Fouquières-lès-Lens possède son propre Plan Local d'Urbanisme.

La compatibilité du projet avec le zonage est visible au 3.3.3.1 Urbanisme.

5.3 SDAGE Artois-Picardie

Le territoire de Fouquières-Lès-Lens est concerné par le SDAGE Artois Picardie (cycle 3 pour la période 2022-2027 approuvé fin le 21 mars 2022). Le SDAGE et le SAGE, issus de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et dont la portée a été renforcée par la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (L.E.M.A.), sont des outils de planification et de gestion de l'eau à valeur réglementaire, établis à l'échelle des grands bassins (SDAGE) et du bassin versant (SAGE). Ces documents appliquent au territoire les obligations définies par la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) et les orientations du Grenelle de l'environnement.

Le SDAGE est le document de planification appelé « plan de gestion » dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. A ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être « compatibles, ou rendus compatibles » avec les dispositions des SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement).

Les objectifs sont définis à l'article L.212-1 du code de l'environnement et correspondent à :

- Un bon état écologique et chimique, pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- Un bon potentiel écologique et à un bon état chimique pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- Un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement pour les masses d'eau souterraine ;
- La prévention de la détérioration de la qualité des eaux ;
- Des exigences particulières pour les zones protégées (baignade, conchyliculture et alimentation en eau potable), afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine ;
- La réduction des émissions de substances prioritaires et la suppression des émissions de substances dangereuses prioritaires (R212-9 CE) ;
- L'inversion des tendances à la dégradation de l'état des eaux souterraines (R212-21-1 CE) ;
- La prévention et de limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines.

5.4 SAGE Marque Deûle

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE et le PGRI. Il prend également en compte, lors de son élaboration, les autres documents et outils de planification existants sur le territoire.

La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par le SAGE Marque Deûle. Le SAGE a été approuvé par un arrêté inter-préfectoral le 9 mars 2020, rendant le SAGE opposable.

Le projet de reconstruction du magasin Aldi doit respecter les orientations et dispositions du SDAGE, ainsi que le règlement du SAGE.

Tableau 13 : Tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Artois-Picardie

SDAGE 2022-2027	Intitulé	Magasin ALDI	Situation vis-à-vis de la disposition
ENJEU 1 : Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques des milieux aquatiques et des zones humides			
1.1 Améliorer la physico-chimie générale des milieux			
Orientation A-1	**Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux**		
Disposition A-1.1	Limiter les rejets	Le pétitionnaire s'engage à limiter les rejets : interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents etc.) dans le réseau d'assainissement pluvial Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques (mesure d'évitement technique E3.2.a) Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier Le pétitionnaire s'engage à rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau » et à respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement et la doctrine eaux pluviales de la DDTM62. Déminéralisation de la parcelle (réduction de la surface active par rapport à l'actuel) et déconnection de rejets direct d'eaux pluviales du réseau d'assainissement unitaire en place. A l'échelle du projet les rejets EP au réseau d'assainissement public seront considérablement réduits.	Compatible
Disposition A-1.2	Améliorer l'assainissement non collectif	Non concerné : le projet est situé sur un secteur en assainissement collectif	
Disposition A-1.3	Améliorer les réseaux de collecte	Le pétitionnaire s'engage à respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement. Des essais et contrôle des réseaux d'eaux sont prévues à l'issus des travaux pour s'assurer de l'étanchéité de ces derniers. L'objectif est d'optimiser au maximum l'infiltration des eaux pluviales sur le site lorsque les caractéristiques du sous-sol (texture, perméabilité, encombrement, qualité) le permettent. - Tamponnement des eaux pluviales dans des ouvrages de stockage dimensionnés pour un évènement pluviométrique contraignant d'occurrence 20 ans. -Rejet des eaux excédentaire au-delà de la capacité de stockage des ouvrages (V20) vers le réseau d'assainissement public en place (surverses)	
Orientation A-2	**Maîtriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)**		
Disposition A-2.1	Gérer les eaux pluviales	La nature du sous-sol superficiel (texture, structure, perméabilité, nappe, qualité) autorise l'infiltration des eaux pluviales sur le site La gestion des eaux pluviales sera compatible avec les contraintes du terrain (qualité, perméabilité, encombrement en réseau, niveau de la nappe, vulnérabilité de l'aquifère exploité pour l'AEP), les exigences du gestionnaire assainissement CALL et la doctrine eau pluviales de la DDTM du Pas-de-Calais Une pluie d'orage contraignante d'occurrence vicennale sera écrêtée au sein de la zone à requalifier Déconnection des rejets direct eaux pluviales du réseau d'assainissement unitaire en place exploité par la CALL (diminution significative de la pression sur le réseau d'assainissement public et sur la station d'épuration).	Compatible
Disposition A-2.2	Réaliser les zonages pluviaux	Non concerné	
Orientation A-3	**Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire**		
Disposition A-3.1	Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Non concerné	Compatible
Disposition A-3.2	Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux		

Disposition A-3.3	Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates		
Orientation A-4	**Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer**		
Disposition A-4.1	Limiter l'impact des réseaux de drainage	Non concerné Aucun fossé ni réseau de drainage au droit du projet. Le site est fortement artificialisé et majoritairement minéral	Compatible
Disposition A-4.2	Gérer les fossés les aménagements d'hydraulique douce et des ouvrages de régulation		
Disposition A-4.3	Limiter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage		
Disposition A-4.4	Conserver les sols		
1.2 Préserver et améliorer la qualité des habitats naturels			
Orientation A-5	**Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée**		
Disposition A-5.1	Définir les caractéristiques des cours d'eau	Non concerné L'incidence des travaux réalisés sur le(s) cour(s) ou le(s) voie(s) d'eau est nulle Aucun prélèvement temporaire ou permanent d'eau de nappe n'est envisagé en phase travaux ou en phase exploitation	Compatible
Disposition A-5.2	Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau		
Disposition A-5.3	Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau		
Disposition A-5.4	Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques		
Disposition A-5.5	Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux		
Disposition A-5.6	Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques		
Disposition A-5.7	Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif		

Orientation A-6	**Assurer la continuité écologique et sédimentaire**		
Disposition A-6.1	Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Non concerné : Aucun cours d'eau au sein du site d'étude	Compatible
Disposition A-6.2	Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau		
Disposition A-6.3	Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux		
Disposition A-6.4	Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles		
Orientation A-7	**Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité**		
Disposition A-7.1	Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Non concerné : Aucun cours d'eau au sein du site d'étude Si présence avérée de plusieurs espèces exotiques envahissantes sur le site : Des mesures seront prises en phase chantier pour lutter et limiter les risques de dispersion et/ou d'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes durant les travaux	Compatible
Disposition A-7.2	Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes		
Disposition A-7.3	Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau		
Disposition A-7.4	Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance		
Disposition A-7.4	Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques		
Orientation A-8	**Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière**		
Disposition A-8.1	Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Non concerné : aucune carrière au sein du site d'étude	Compatible
Disposition A-8.2	Remettre les carrières en état après exploitation		
	1.3 Agir en faveur des zones humides		
Orientation A-9	**Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité**		
Disposition A-9.1	Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Aucune zone à dominante humide (ZDH) dans l'emprise du projet ou à proximité Le site du projet est artificialisé (bâtiments, voiries et surfaces en dur) sur la totalité de la zone aménagée pour le futur magasin Le projet n'aura pas d'incidence sur d'éventuelles zones humides	Compatible
Disposition A-9.2	Gérer les zones humides		
Disposition A-9.3	Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme		
Disposition A-9.4	Eviter les habitations légères de loisirs dans l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau		
Disposition A-9.5	Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau		
1.4 Connaître et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses			
Orientation A-10	**Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles**		
Disposition A-10.1	Améliorer la connaissance des micropolluants	Non concerné	Compatible
Orientation A-11	**Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants**		
Disposition A-11.1	Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux		Compatible

Disposition A-11.2	Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations	Lors du déroulement du chantier, toutes les mesures préventives de bonne gestion des eaux pluviales et de maitrise des évènements accidentels seront mises en œuvre. Ceci limitera efficacement les risques qu'une pollution parvienne au milieu aquatique souterrain. La gestion des eaux pluviales a été conçue de manière à réduire l'ensemble des impacts et prend en compte le risque de pollutions accidentelles. Les principales mesures sont : - Limitation des produits d'entretien des voies, des stationnements et de la végétation. - Interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques - Prise de précautions en phase chantier. - Entretien et suivi régulier et rigoureux des ouvrages d'assainissement pluviaux (phase travaux et phase exploitation). - Mise en place d'un plan d'intervention en cas d'accident.	
Disposition A-11.3	Eviter d'utiliser des produits toxiques		
Disposition A-11.4	Réduire à la source les rejets de substances dangereuses		
Disposition A-11.5	Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires		
Disposition A-11.6	Se prémunir contre les pollutions accidentelles		
Disposition A-11.7	Caractériser les sédiments avant tout curage ou retrait		
Disposition A-11.8	Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE		
Orientation A-12	**Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués**		
Aucun site BASOL, BASIAS ou SIS sur l'emprise du projet Le site est déjà aménagé Le maitre d'ouvrage s'engage donc à réaliser l'ensemble des études géotechniques et étude de caractérisation de pollution nécessaire à l'identification et à la gestion d'une potentielle pollution sur la zone d'étude Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé			Compatible

ENJEU 2 : GARANTIR UNE EAU POTABLE EN QUALITE ET EN QUANTITE SATISFAISANTE			
2.1 Protéger la ressource en eau contre les pollutions			
Orientation B-1	**Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE**		
Disposition B-1.1	Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	Le site d'étude n'est pas localisé dans la zone d'appel d'un forage d'eau (AAC) ou dans un périmètre de protection de captage. En revanche la commune se localise dans une zone à enjeu eau potable (selon la carte 20 du SDAGE). Des mesures aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation seront prises pour éviter toute incidences négatives sur la ressource en eaux souterraine (entretien régulier et rigoureux, mesures spécifiques en cas de déversements accidentels) mesures aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation seront prises pour éviter toute incidences négatives sur la ressource en eaux souterraine.	Compatible
Disposition B-1.2	Préserver les aires d'alimentation des captages		
Disposition B-1.3	Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires		
Disposition B-1.4	Établir des contrats de ressources	Non concerné	
Disposition B-1.5	Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages	Le site dédié aux travaux de reconnaissance n'est pas localisé dans la zone d'appel d'un forage, dans une zone de restriction d'eau et n'est pas concerné par une Aire d'Alimentation de Captage AAC.	
Disposition B-1.6	En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau	Non concerné	
Disposition B-1.7	Maîtriser l'exploitation du gaz de couche	Non concerné	
2.2 Améliorer la gestion de la ressource en eau			
Orientation B-2	**Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau**		
Disposition B-2.1	Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau	Non concerné	Compatible
Disposition B-2.2	Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	Non concerné : réalisé par les collectivités dans le cadre des PLUi	
Disposition B-2.3	Définir un volume disponible	Non concerné	

Disposition B-2.4	Définir une durée des autorisations de prélèvements	Non concerné	
Orientation B-3	**Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives**		
Disposition B-3.1	Inciter aux économies d'eau	Non concerné : réalisé par les collectivités	Compatible
Disposition B-3.2	Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Non concerné	
Disposition B-3.3	Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable	Non concerné	
Orientation B-4	**Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères**		
Disposition B-4.1	Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse	Non concerné	Compatible
2.3 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable			
Orientation B-5	**Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable**		
Disposition B-5.1	Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Non concerné : réalisé par le gestionnaire du réseau	Compatible
2.4 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères			
Orientation B-6	**Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères**		
Disposition B-6.1	Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers	Non concerné	Compatible
Disposition B-6.2	Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales	Non concerné	

ENJEU 3 : S'APPUYER SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX POUR PREVENIR ET LIMITER LES EFFETS NEGATIFS DES INONDATIONS			
3.1 Prévenir et gérer les crues, inondations et submersions marines			
Orientation C-1	**Limiter les dommages liés aux inondations**		
Disposition C-1.1	Préserver le caractère inondable des zones identifiées	L'emprise du projet ne se situe pas dans le lit majeur d'un cours d'eau ni en zone inondable. Le site est localisé en dehors du lit majeur d'un cours d'eau (plus haute crue connue ou crue centennale).	Compatible
Disposition C-1.2	Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues		
Orientation C-2	**Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues**		
Disposition C-2.1	Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les mesures nécessaires seront mises en place pour ne pas aggraver les risques d'inondations (gestion quantitative des eaux pluviales) Objectif : Rechercher la neutralité hydraulique du projet / Ne pas aggraver la situation hydraulique existante. Les eaux pluviales de ruissellement seront déconnectées du réseau d'assainissement unitaire existant. Les apports pluviaux à l'exutoire du réseau UN (déversoir d'orage, STEP) seront beaucoup plus faibles qu'à l'actuel réduisant ainsi la pression sur le réseau et la station d'épuration et par conséquent sur le risque inondations	Compatible
	3.2 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau		
Orientation C-3	**Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants**		
Disposition C-3.1	Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Les mesures correctrices prises par le pétitionnaire permettent de ne pas aggraver et même de réduire le risque d'inondation du bassin versant dans lequel s'inscrit le projet (BV isolé), le projet aura un impact quantitatif positif sur le régime d'écoulement des réseaux d'assainissement et du cours eaux en aval.	Compatible
Orientation C-4	**Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau**		
Disposition C-4.1	Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	Non concerné	Compatible

L'enjeu 4 du SDAGE est relatif à la protection du milieu marin. Le projet est situé à distance du littoral et n'est donc pas concerné par ces orientations.

ENJEU 5 : METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES COHERENTES AVEC LE DOMAINE DE L'EAU			
5.1 Renforcer le rôle des SAGE			
Orientation E-1	**Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE**		
Disposition E-1.1	Faire un rapport annuel des actions des SAGE	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Disposition E-1.2	Développer les approches inter SAGE		
Disposition E-1.3	Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE		
5.2 Assurer la cohérence des politiques publiques			
Orientation E-2	**Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux**		
Disposition E-2.1	Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI	La société Aldi est ouverte pour échanger avec les autorités compétentes sur des optimisations possibles et communiquera sur demande les diverses données en lien avec les sols et eau sur le site	Compatible
Disposition E-2.2	Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)		
Disposition E-2.3	Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau		
5.3 Mieux connaître et mieux informer			
Orientation E-3	**Former, informer et sensibiliser**		
Disposition E-3.1	Soutenir les opérations d formation et d'information sur l'eau	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Orientation E-4	**Adapter, développer et rationaliser la connaissance**		
Disposition E-4.1	Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau	La société Aldi est ouverte pour échanger avec les autorités compétentes sur des optimisations possibles et communiquera sur demande les diverses données en lien avec les sols et eau sur le site	Compatible
Disposition E-4.2	S'engager dans une gestion patrimoniale	Non concerné	Compatible
5.4 Tenir compte du contexte économique et social dans l'atteinte des objectifs environnementaux			
Orientation E-5	**Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs**		
Disposition E-5.1	Développer les outils économiques d'aide à la décision	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Disposition E-5.2	Renforcer l'application du principe pollueur-payeur	Non concerné	Compatible
Disposition E-5.3	Renforcer la tarification incitative de l'eau	Non concerné	Compatible

5.5 S'adapter au changement climatique et préserver la biodiversité		
Orientation E-6	**S'adapter au changement climatique** Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), intègrent l'adaptation au changement climatique à leurs activités : installations, ouvrages, travaux, documents, études et plans	
	Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture Plantation d'arbres et aménagement des espaces verts Places de stationnement 100 % perméables (pavé drainant) 4 Places de stationnement pour véhicules électriques avec bornes de recharge et 16 places prééquipées Mise en place d'un parc à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin Des accès piéton accessible PMR seront aménagés.	Compatible
Orientation E-7	**Préserver la biodiversité** Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), intègrent la protection et l'amélioration de la biodiversité à leurs activités : installations, ouvrages, travaux, documents, études et plans	
	Le projet est situé en zone urbaine, sur une zone d'étude totalement aménagée et artificialisée accueillant déjà un magasin Aldi Plantation d'arbres et aménagement des espaces verts : Les espaces verts du projet représentent 2818 m² Les aires de stationnement découvertes seront soit plantées d'arbres d'essence locale, soit de surfaces engazonnées et de couvre-sols Les essences seront locales et les espaces verts en pleine-terre	Compatible

<u>Conformité du projet avec les règles du SAGE Marque Deûle</u>

Protéger et préserver la ressource en eau (RE5 du SAGE)

Le SAGE comporte de nombreuses dispositions relatives à la qualité de l'eau, qu'elle soit de surface ou souterraine, qu'elle soit affectée ou risque de l'être par les activités humaines de toute nature (imperméabilisation des sols, activités industrielles, artisanales ou agricoles...), autonomes ou en lien avec des dispositions supérieures.

<u>Enoncé de la règle RE5</u> : D'une manière générale, toutes les actions des autorités publiques et institutions administratives tendent à la satisfaction des impératifs de surveillance, de préservation et de reconquête de la qualité de la ressource en eau, issus tant de la directive 2000/60 sur l'eau, du code de l'environnement, du RE5 SDAGE Artois-Picardie et du présent SAGE. Elles veillent, dans toutes les décisions qu'elles prennent, à ce que ces impératifs soient respectés et imposent toute mesure utile à cette fin, dans la limite de leur domaine de compétence et des possibilités offertes par les textes de référence.

Le projet :

- ☞ Toutes mes mesures prises par le pétitionnaire (en phase chantier ou en phase exploitation) permettent de minimiser l'incidence du projet sur les ressources en eaux souterraines et superficielles.
- ☞ **Le projet est conforme avec la règle RE5 du SAGE Marque Deûle.**

Garantir et sécuriser la continuité écologique des cours d'eau (RE1)

<u>Enoncé de la règle RE1 :</u>Dans le cadre d'une restauration d'ouvrages ou de nouveaux projets, les Installations, Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA) visés à l'article L. 2141 du Code de l' environnement à l'autorisation, soumis à déclaration ou à autorisation au titre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques ainsi que des installations Classées pour la Protection Environnement ne peuvent mettre en péril la continuité écologique (longitudinale ou transversale), au sens de l'article R.214-109 du Code de l 'environnement.

Sont considérées comme constitutives d'une telle mise en péril de la continuité écologique des cours d'eau les opérations susceptibles d'occasionner un cloisonnement permanent, partiel ou temporaire du cours d'eau et de ses annexes (défini comme l'ensemble en relation permanente ou temporaire avec le milieu courant par des d'eau et des connexions superficielles ou souterraines), un impact sur la biodiversité du cours avoir des conséquences sur son hydromorphologie

Toutefois, dès lors que cette règle ne doit pas empêcher la mise en œuvre de projets d'intérêts généraux au sens des articles R. 1021 et R. 1022 du Code de l 'urbanisme et L.211-7 du Code de l'environnement, ceux-ci pourront être autorisés sous réserve de continuité écologique dans le projet.

Le projet :

- ☞ Non concerné, le projet ne met pas en péril de la continuité écologique « longitudinale ou transversale », la continuité hydraulique ou sédimentaire d'un cours d'eau (absence de réseau hydrographique « cours d'eau » au droit du projet).

Préserver les zones humides (RE2 et RE3)

- ☞ Non concerné par des zones humides identifiées au SAGE
- ☞ Le site projet n'est pas concerné par la présence de zones humides (Anthroposols, nappe suffisamment profonde)
- ☞ **Le projet d'aménagement est conforme avec les règles RE2 et RE3 du SAGE Marque Deûle.**

La gestion des eaux pluviales (RE4)

Les installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA), visés à l'article L. 214-1 du Code de l'environnement soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article L. 214-2 du même Code (réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques), ainsi que les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, qu'elles soient soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation, ainsi que les aménagements complémentaires et extensions des projets susvisés soumis à autorisation ou déclaration, ne doivent pas aggraver le risque d'inondation.

L'infiltration des eaux pluviales au plus près du point de chute (à l'unité foncière ou à la parcelle) est la première solution recherchée. Lorsque l'infiltration pourra être justifiée comme insuffisante, étude à l'appui, le rejet dans le réseau hydraulique superficiel pourra être envisagé. Dans ce cas, tout projet d'aménagement donnant lieu à une imperméabilisation devra définir avec précision le débit de fuite au milieu récepteur avant aménagement. Aussi, ce débit de fuite à appliquer ne doit pas dépasser la valeur avant aménagement et doit respecter les prescriptions de rejets émises par les services instructeurs de l'État (doctrine « Eaux pluviales »).

Ainsi, celui-ci correspond à la valeur la plus contraignante des deux (débit de fuite initial ou prescription des services instructeurs de l'État). Pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales, les pétitionnaires et les autorités compétentes doivent prendre en considération l'ensemble du bassin versant intercepté par le projet d'aménagement urbain futur. Dans ce sens, le recours à des techniques alternatives (réalisation de noues ou de fossés, chaussées drainantes…) ou de bassins de tamponnement doit être privilégié pour gérer les eaux sur les zones nouvellement aménagées et les opérations de renouvellement urbain.

Projet :

L'enjeu principal du projet d'assainissement est de déconnecter les rejets directs d'eaux pluviales du réseau d'assainissement unitaire public pour :

- ➢ Favoriser la restitution de l'eau à la nappe de la craie,
- ➢ Réduire la pression sur le réseau d'assainissement et la station d'épuration de Fouquières Les Lens.

Le projet d'assainissement pluvial est réalisé avec la mise en œuvre de la séquence « éviter-réduire-compenser ». Le projet prévoit de gérer les eaux pluviales en fonction des contraintes de sol (texture du sol, perméabilité, vulnérabilité) par des ouvrages de rétention infiltration dimensionnés selon les prescriptions du gestionnaire CALL et de la sensibilité du milieu. Une pluie d'orage contraignante d'occurrence vicennale sera écrêtée. Pour le projet, les rejets directs d'eaux pluviales au réseau d'assainissement publics seront supprimés.

- ☞ **Le projet d'aménagement est conforme avec la règle RE4 du SAGE Marque Deûle.**

6 IMPACTS ET MESURES

Tableau 14 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Topographie	**Enjeu faible** La topographie naturelle du terrain parcellaire est peu marquée (comprise entre +24m NGF et +26 m NGF). Le bassin versant de la parcelle du projet est isolé (pente naturelle et tissu urbain périphérique assainie). Enjeu pour le projet : Respecter la topographie initiale afin de limiter les déblais et remblais éventuels. Intégrer la topographie au choix de l'écoulement préférentiel des eaux pluviales de ruissellement.	**Impacts** Le niveau naturel du terrain est modifié afin de permettre la bonne réalisation des accès PMR (pente inférieure à 5 %) ainsi que le bon écoulement des eaux pluviales sur l'aire de stationnement (pente inférieure à 1.5 %). **Mesures** **Mesure de réduction technique R2.1.c** : Réutilisation des terres lors des opérations de décapage des terrains pour les aménagements d'espaces verts. **Mesures de réduction technique R2.1a et géographique R1.1a** : Éviter les mouvements de terres et les passages répétés et inconsidérés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur le ruissellement des eaux notamment au droit des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Logique de bassins versants à prendre en compte dans la conception des ouvrages hydrauliques du projet, assurer la transparence hydraulique du projet. La gestion des matériaux sera optimisée en cherchant à avoir un équilibre déblais-remblais. Des études géotechniques sont réalisées afin d'adapter les systèmes de fondations (bâtiment et VRD) et adapter le mode et de gestion des eaux pluviales aux propriétés des sols en places (qualité, perméabilité, nappe).
Géologie	**Enjeu modéré** Site d'étude caractérisé par des remblais d'épaisseurs variables issus de l'aménagement du site (Anthroposol) qui reposent sur des alluvions modernes sur craie peu profonde. De manière générale, les sols du site d'étude favorable à l'infiltration (craie blanche peu profonde). Enjeu pour le projet : Adapter les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site.	**Impacts** Aucun impact négatif **Mesures** Des études géotechniques sont réalisées afin d'adapter au type de sol la gestion des eaux pluviales du projet. → Adaptation des systèmes de fondations et d'ouvrages de gestion des eaux pluviales aux propriétés des sols en place (texture, structure, perméabilité, niveau de nappe). Les missions G3, G4 avant et pendant les travaux de construction seront réalisées. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera réalisé. Le maitre d'ouvrage s'engage à réaliser l'ensemble des études de pollution nécessaire à l'identification et à la gestion d'une potentielle pollution sur la zone d'étude.
Climat-Météorologie	**Enjeu faible** Le climat de Fouquières-lès-Lens est océanique, généralement frais et humide, pluvieux et venteux toute l'année, mais surtout en automne et en hiver. A l'horizon 2050, les températures, les précipitations, le nombre de jours avec sol sec et le nombre de jours en vague de chaleur augmenteront. A l'inverse, le nombre de jours en vague de froid diminuera.	**Impacts** Impact faible car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et entièrement artificialisé dans un secteur fortement urbanisé. De plus il s'agit d'une démolition et reconstruction de magasin Aldi déjà présent sur le site. **Mesures favorables du projet** Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : isolation, panneaux solaires en toiture. Le projet prévoit de planter des arbres et arbustes sur les espaces verts du magasin et le parking Les espaces verts de pleine-terre représentent 2818 m² et seront composés d'essences locales. 4 bornes de recharge pour véhicules électriques seront installées et 12 places seront prééquipées.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Mise en place d'un local à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin. Des accès piéton accessible PMR seront aménagés vers l'accès principal du magasin.
Masse d'eau souterraine	**Enjeu modéré** Aucun captage ou périmètre de protection et aucune Aire d'Alimentation de Captages proche du site d'étude. Commune située au sein d'une Zone à Enjeu Eau Potable du SDAGE. Bon état quantitatif de la nappe souterraine mais non atteinte du bon état chimique. Vulnérabilité moyenne à forte de la nappe. Enjeu pour le projet : Rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau ». Respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement et la doctrine EP de la DDTM62. Assurer/pérenniser la gestion des eaux usées et des eaux pluviales sur le site. Intégrer la vulnérabilité du sol et de la nappe au choix de principe de gestion des eaux pluviales et aux choix de fondations/constructions souterraines. Ne pas dégrader la qualité des eaux souterraines.	**Impacts eaux souterraines et eaux superficielles** Pollution chronique, saisonnière et accidentelle possible. **Impacts eaux superficielles** Aucun impact direct quantitatif sur la masse d'eau superficielle (hors du lit mineur et majeur de cours d'eau). **Mesures** Interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents…) dans le réseau pluvial. **Mesure d'évitement technique E3.2a** : Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques. **Mesure d'accompagnement A6.1a :** Organisation administrative du chantier. **Mesure d'évitement technique en phase travaux E3.1.a :** Absence de rejet dans le milieu naturel. **Mesure de réduction R2.1d :** Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier. Conception des ouvrages pluviaux (noues, bassin infiltrant enterrés, parkings drainants) dont la taille et la capacité sont calculées en fonction d'un événement pluviométrique contraignant défini selon les exigences du gestionnaire assainissement (CALL) Des études géotechniques seront menés (texture structure perméabilité) afin d'adapter la gestion des eaux pluviales du projet au type de sol rencontré.
Masse d'eau superficielle	**Enjeu faible** Projet situé à distance d'une voie d'eau (cours d'eau ou fossé). Projet hors zone inondable et hors lit majeur. Non atteinte du bon état chimique et écologique de la masse d'eau de surface.	
Zone humide	**Enjeu négligeable** Aucune Zone à Dominante Humide ou Zone humide du SDAGE et du SAGE recensées sur ou à proximité du site d'étude. Le site est constitué par des Anthroposols (terrains aménagés, remaniés : remblais / plate-forme technique) et la probabilité d'existence de zone humide est nulle	**Aucun impact** Site artificialisé et aménagé Anthroposol sur tout le site. **Mesures** Aucune mesure nécessaire.
Qualité de l'air	**Enjeu négligeable** Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs. Enjeu pour le projet : ne pas générer des activités entrainant une dégradation de la qualité de l'air.	**Impacts** Impact faible car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et entièrement artificialisé dans un secteur urbanisé. De plus il s'agit d'une démolition et reconstruction de magasin Aldi déjà présent sur le site. **Mesures favorables du projet** Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture. Le projet prévoit de planter des arbres sur les espaces verts et parking du magasin. Les espaces verts de pleine-terre représentent 2818 m² et seront composés d'essences locales. 4 bornes de recharge pour véhicules électriques seront installées et 12 places seront prééquipées. Mise en place d'un local à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin. Un accès piéton accessible PMR sera aménagé vers l'accès principal du magasin.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Risques naturels	**Enjeu modéré** Le site d'étude est localisé dans une zone soumise aux débordements de nappe. La commune et la zone d'étude sont en potentiel de catégorie 2 d'exposition au radon (risque modéré). Un grand nombre de cavités souterraines sont présentes sur la commune. La cavité souterraine la plus proche est localisée au sein du site d'étude. La zone d'étude n'est pas située à proximité d'une Zone d'Inondations Constatées de la commune. **Enjeu faible** 3 catastrophes naturelles inondations et/ou coulées de boue. Commune concernée par le TRI de Lens ais site d'étude non concerné par les zonages. Territoire communal non concerné par un PAPI ou par un PPRI. Aléa faible concernant le retrait et gonflement des argiles sur l'ensemble du secteur. La commune de Fouquières-lès-Lens est située dans une zone de sismicité de niveau 2 (faible). Le site d'étude n'est pas concerné par le risque minier.	**Impacts** L'aménagement du site n'engendrera qu'un accroissement limité du ruissellement des eaux pluviales vers le milieu naturel. En effet, le site est actuellement déjà artificialisé et dépourvu de système de gestion quantitative ou qualitative, les eaux étant intégralement rejetées au réseau d'assainissement unitaire. **Mesures** Des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales seront mises en œuvre afin de réduire les rejets actuels et de favoriser la recharge des nappes phréatiques. La rétention et l'infiltration totale des eaux de ruissellement seront assurées par des ouvrages spécifiques (bassins infiltrants à ciel ouvert, parkings drainants). Le dimensionnement de ces installations répondra aux exigences de l'événement pluviométrique de référence, défini en concertation avec le gestionnaire d'assainissement et conformément à la doctrine de la DDTM 62. L'objectif final est d'atteindre la neutralité hydraulique des nouveaux aménagements. Par ailleurs, des investigations géotechniques sont menées pour guider la conception du projet. Elles permettront de définir les dispositions constructives nécessaires (notamment pour les fondations) afin de garantir la stabilité des sols et de prévenir tout risque de fragilisation structurelle. Enfin, le projet respectera strictement les règles de construction parasismique en vigueur.
Zonages écologiques et biodiversité	**Enjeu négligeable** La zone d'étude est localisée à distance de toute ZNIEFF et de toute zone Natura 2000 Le site étant implanté en contexte urbain, sur une zone artificialisée et en activité (magasin Aldi) la présence d'espèces floristiques ou faunistiques d'intérêt est très peu probable Aucune RNR, RNN, Réserve biologique ou ZICO à proximité du site ou de la commune. Commune située à distance d'un PNR, d'un site RAMSAR ou d'un APB. Le site d'étude n'est concerné par aucun élément du SRCE Nord-Pas-de-Calais. La zone d'étude est présente en limite de corridor principal « milieu ouvert » du SRADDET. Néanmoins, le site est localisé dans une zone dite d'obstacles aux corridors biologiques (zone urbanisée). Très peu d'espaces verts ou de milieux naturels et semi-naturels dans le secteur du site. La zone d'étude est entièrement artificialisée et en activité commerciale. Les alentours du site sont surtout résidentiels.	**Impacts** **Faune :** On note une perturbation temporaire de la faune inféodée aux milieux anthropiques par les nuisances sonores, principalement durant la phase de chantier et, de manière plus modérée, en phase d'exploitation. **Biodiversité et zonages :** Le projet n'engendre aucun impact sur les zonages écologiques réglementaires. Le site étant actuellement artificialisé et situé au sein d'un tissu urbain dense, les enjeux liés à la biodiversité remarquable sont nuls.). **Mesures de valorisation** Le projet prévoit la création de 2 818 m² d'espaces verts en pleine terre, composés exclusivement d'essences locales. Les aires de stationnement seront également valorisées par la plantation d'arbres de haute tige ou l'installation de surfaces engazonnées et de couvre-sols. Cette reconversion permet une plus-value paysagère et environnementale significative. Dans un contexte de forte pression foncière, la reconstruction du magasin s'inscrit dans une démarche d'aménagement durable : elle favorise le recyclage urbain, limite l'étalement sur les milieux naturels ou agricoles, prévient la création de friches commerciales et optimise l'utilisation des infrastructures existantes (voiries et réseaux).

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Mesures d'évitement et de réduction du projet : **Mesure E3.2a** : Zéro phyto. Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires ou de tout produit polluant susceptible d'impacter le milieu naturel. **Mesure R3.2a** : Adaptation de la période d'entretien des espaces enherbés et des haies/arbres et **Mesure R2.2o** : Gestion écologique des habitats : Une fauche annuelle à la fin de l'été ou au début de l'automne (septembre-octobre) avec exportation du produit sur les espaces enherbés des espaces verts et entretien par taille plus régulière mais moins sévère des haies et arbres plantés et respect des périodes de nidification et d'élevage des jeunes oiseaux. **Mesure R2.2r** : Plantation et semis d'espèces végétales locales. Recours exclusif à des plantations et semis d'espèces végétales locales, favorisant l'intégration écosystémique **Mesure R2.2c** : Limitation des nuisances lumineuses pour la faune nocturne par un ajustement précis de l'orientation, de l'intensité et des plages horaires de l'éclairage extérieur.
Environnement humain	**Enjeu faible** Nous observons une diminution globale de la population depuis 1968 (solde migratoire déficitaire). Le vieillissement est exprimé sur la commune : diminution du ratio moins de 15 ans / plus de 60 ans. Augmentation du parc de logements et du nombre d'actifs. La commune de Fouquières-lès-Lens est une commune dite dortoir. Fouquières-lès-Lens est une commune urbaine bien pourvue en équipements, services et activités de proximité. Positionnement stratégique du site au sein d'une zone résidentielle du tissu urbain dense et le long d'un axe principal de la commune.	**Impacts positifs** Création d'emplois en phase travaux et en phase d'exploitation. Dynamisation, conservation de l'attractivité du territoire. Projet de démolition et reconstruction d'un magasin Aldi → les clients habituels pourront profiter d'un nouveau magasin et le nouveau concept pourra attirer de nouveaux clients. Le projet va permettre une réhabilitation du site et une plus-value qualitative paysagère et environnementale sur l'ensemble de la zone pour les riverains. Un accès piéton accessible PMR sera aménagé vers l'accès principal du magasin.
Risques technologiques et sanitaires	**Enjeu faible** Aucun PPRT sur la commune. Aucun établissement pollueur n'est présent à proximité du site d 'étude. La commune de Fouquières-lès-Lens est située à distance de toute installation nucléaire. Aucune ICPE n'a le statut SEVESO sur la commune. Les ICPE sont distantes du site. Aucun site BASOL ou BASIAS sur la zone d'étude ou à proximité immédiate. Aucun SIS n'est référencé sur la commune. Une canalisation de matières dangereuses de type gaz naturel est présente sur la commune mais à distance du site. Transport de matières dangereuses possible seulement par les départementales de la commune.	**Impacts** Aucun impact significatif **Mesures** Le maitre d'ouvrage s'engage à réaliser une caractérisation des sols par un expert : Etude historique, prélèvement de sol étude de pollution, plan de gestion, schéma conceptuel (mission A200). Un diagnostic de gestion des déchets de démolition du bâtiment sera réalisé.
Nuisances sonores	**Enjeu modéré** Le site d'étude est concerné par une zone tampon bruit de catégorie 4 (zone tampon de 30 mètres) relative aux départementales D46E2 et D40.	**Impacts** Très légère hausse du trafic routier pendant les travaux et pendant l'exploitation du site (clients, personnel, livraison) mais impact limité car site déjà aménagé, en contexte urbain et projet de démolition/reconstruction du magasin Aldi déjà existant. Déplacements essentiellement restreints au parking et voies de stationnement. Le projet accueillera 322 personnes/jours sur site (dont 5 personnes faisant partis du personnel).

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Mesures Respect des règles acoustiques des bâtiments. Prise en compte de la zone tampon de bruit relative à la D46E2 et à la D40. Les limites de propriété seront végétalisées. Le commerce est implanté avec en retrait des limites séparatives.
Servitudes	**Enjeu négligeable** Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique.	**Impacts** Aucun impact significatif. **Mesures** Respects des préconisations et du règlement du PLU concernant les SUP.
Transport et déplacements	**Enjeu faible** Le site d'étude est facilement accessible sur la commune. Il est localisé en bordure de l'Avenue de la république dans une zone résidentielle. Trafic routier fluide aux abords du projet. L'arrêt de bus le plus proche du site d'étude est l'arrêt « Bilcam » de la ligne 27 à seulement 70 mètres (4 minute à pied). Le déplacement piéton depuis le site d'étude vers l'arrêt de bus à proximité est très court et sécurisé : trottoirs bilatéraux et passages piétons tout au long du parcours. L'ensemble du tissu urbain dans lequel est présent le site d'étude est pourvu de trottoirs bilatéraux et d'aménagements piétons. Néanmoins aucun aménagement cyclable n'est observé aux abords du site d'étude.	**Impacts** Le projet accueillera 322 personnes/jours sur site (dont 5 personnes faisant partis du personnel) soit 1 véhicule par personne par jour donc 322 véhicules liés au fonctionnement du magasin ALDI. Cependant, cette hausse de trafic est à nuancer étant donné qu'il s'agit d'une démolition et reconstruction d'un magasin Aldi déjà existant. Déplacements essentiellement restreints au parking et voies de stationnement. **Mesures** L'accès au site par les automobilistes et les piétons sera lisible et sécurisé.
Paysage Patrimoine	**Enjeu faible** Paysage et tissu urbain majoritairement résidentiel autour du site d'étude. La zone d'étude se situe le long d'une départementale, en contact avec une des habitations de type maisons mitoyennes de rue et récent lotissement. Aucun enjeu paysager n'est présent dans le secteur du site d'étude. Le site d'étude n'est pas concerné par le zonage réglementaire d'un monument historique. Aucun site inscrit ou classé à proximité de la zone d'étude. La commune de Fouquières-lès-Lens est concernée par le patrimoine mondial de l'UNESCO relatif au bassin minier. En effet, nous observons sur la moitié ouest de la commune les biens « Paysage et ensemble miniers de Fouquières-lès-Lens à Billy-Montigny » et « Cité du Moulin ». La zone d'étude est concernée par la zone tampon du patrimoine minier. Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Fouquières-lès-Lens ou sur les communes voisines.	**Impacts** Aucun impact **Mesures** La construction présente un aspect soigné, tant du point de vue des volumes que des matériaux de construction mis en œuvre que des coloris employés. La surface des espaces verts sera de 2818 m². Le maître d'ouvrage s'engage à planter des essences locales au sein de ces espaces verts. Le projet prévoit la plantation d'arbres et d'arbustes et la réalisation des espaces verts en pleine terre. Le projet va permettre une réhabilitation du site et une plus-value qualitative paysagère et environnementale sur l'ensemble de la zone pour les riverains.